

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE
COMMUNE D'ASTE (HAUTES PYRENEES)**

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 1 – RAPPORT DE PRESENTATION



Projet de P.L.U. arrêté le 09/04/2019
Enquête publique du 18/10/2019 au 18/11/2019
P.L.U. approuvé le 15/09/2020



Le Président,
Jacques BRUNE



**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE
COMMUNE D'ASTE (HAUTES PYRENEES)**

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 1 – RAPPORT DE PRESENTATION

Projet de P.L.U. arrêté le 09/04/2019
Enquête publique du 18/10/2019 au 18/11/2019
P.L.U. approuvé le 15/09/2020

SOMMAIRE

Sommaire	3
1 Préambule	7
1.1 Le contenu du P.L.U.	7
1.1.1 Le rapport de présentation	7
1.1.2 Le projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D.)	7
1.1.3 Les orientations d'aménagement et de programmation (O.A.P.)	7
1.1.4 Le règlement	8
1.1.5 Les annexes	8
1.2 Concertation de la population	8
1.2.1 Rappel des modalités prévues par la délibération de prescription	8
1.2.2 Les dispositifs de concertation mis en œuvre	9
2 Diagnostic territorial	10
2.1 Le contexte local et supra-communal	10
2.1.1 Situation	10
2.1.2 Intercommunalité	10
2.1.3 Articulation du P.L.U. avec les documents supra-communaux	11
2.2 Les habitants	12
2.2.1 Démographie : l'évolution de la population	12
2.2.2 Structure de la population	13
2.2.3 Mobilité	14
2.2.4 Population et activité	15
2.3 Economie et activités	17
2.3.1 Les entreprises	17
2.3.2 L'agriculture	18
2.3.3 La forêt	18
2.4 Les services	20
2.4.1 Commerces - Services aux particuliers	20
2.4.2 Santé - Aide à domicile	20
2.4.3 Education – Enfance	20
2.4.4 Administration et autres services publics	20
2.4.5 Culture - Associations – Sports	20
2.5 Analyse urbaine et habitat	21
2.5.1 Historique et implantation du bâti	21
2.5.2 Formes urbaines, morphologie du bâti et caractéristiques architecturales	23
2.5.3 Patrimoine	25
2.6 Le logement	28
2.6.1 Documents supra-communaux	28
2.6.2 Structure et évolution du parc de logements	28
2.6.3 Caractéristiques des résidences principales	29
2.6.4 Logement social	30
2.6.5 Dynamique de la construction	31
2.7 Equipements publics et réseaux	32

2.7.1	Eau potable	32
2.7.2	Assainissement des eaux usées.....	32
2.7.3	Eaux pluviales.....	33
2.7.4	Défense incendie.....	33
2.7.5	Autres réseaux	35
2.7.6	Gestion des déchets	36
2.7.7	Energie	36
2.8	Déplacements et transports	37
2.8.1	Le réseau viaire	37
2.8.2	Les transports en commun.....	38
2.8.3	Les modes de déplacement doux.....	38
2.8.4	Stationnement.....	38
2.8.5	Flux de déplacements	38
2.9	Servitudes d'utilité publique.....	39
3	Etat initial de l'environnement	42
3.1	Présentation physique et géographique	42
3.1.1	Documents supra-communaux	42
3.1.2	Contexte géologique et géomorphologique	45
3.1.3	Topographie et exposition	46
3.1.4	Contexte climatique	47
3.1.5	Le réseau hydrographique et les milieux aquatiques	48
3.2	Analyse paysagère	51
3.2.1	Contexte paysager.....	51
3.2.2	Les éléments paysagers remarquables	59
3.3	Milieux naturels – Trame verte et bleue	59
3.3.1	Les espaces naturels.....	59
3.3.2	Faune et flore	63
3.3.3	Intérêt des espaces agricoles	63
3.3.4	Relevés naturalistes effectués dans le cadre de l'élaboration du P.L.U.....	63
3.3.5	La trame verte et bleue	63
3.4	Ressources	65
3.4.1	Eau.....	65
3.4.2	Sol et espace.....	65
3.4.3	Matières premières et ressources du sous-sol	67
3.4.4	Energie	68
3.5	Risques et nuisances.....	68
3.5.1	Documents supra-communaux : le Plan de Gestion des Risques d'Inondation.....	68
3.5.2	Risques naturels recensés sur le territoire.....	69
3.5.3	Arrêtés de catastrophe naturelle	70
3.5.4	Risques technologiques et miniers.....	71
3.5.5	Canalisations de matières dangereuses	71
3.5.6	Transports de matières dangereuses - Sécurité routière.....	71
3.5.7	Sites et sols pollués	71
3.5.8	Installations classées - Etablissements industriels, artisanaux et activités de services	71
3.5.9	Nuisances sonores.....	72
3.5.10	Autres risques et nuisances.....	72
3.6	Consommations énergétiques, émission de gaz à effet de serre et qualité de l'air	72
3.6.1	Documents supra-communaux	72
3.6.2	Consommations énergétiques	73

3.6.3	Qualité de l'air - Emission de polluants et gaz à effet de serre.....	73
3.6.4	Moyens d'actions sur le territoire.....	75
4	Principales conclusions du diagnostic - Enjeux.....	76
5	Explications des choix retenus.....	77
5.1	Choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) et traduction réglementaire.....	77
5.2	Choix retenus pour le règlement.....	88
5.2.1	Règlement graphique.....	88
5.2.2	Les différents types de zones.....	88
5.2.3	Choix de zonage & O.A.P.....	91
5.2.4	Justifications du règlement écrit.....	99
5.2.5	Bilan des surfaces par type de zone.....	107
5.3	Choix retenus pour les prescriptions.....	108
5.3.1	EMPLACEMENTS RESERVES.....	108
5.3.2	ELEMENTS PAYSAGERS IDENTIFIES AU TITRE DES ARTICLES L151-19 ET L151-23.....	108
5.4	Choix retenus pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.).....	110
5.4.1	OAP n°1 : Rue Barraguère / Rue des Frères Ferrères.....	112
5.4.2	OAP n°2 : Chemin du Moulin / Rue Argadost.....	112
6	Etude « Cas Par Cas » - Evaluation environnementale.....	113
6.1	Descriptif des caractéristiques principales du projet.....	113
6.2	Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchées par la mise en œuvre du document.....	115
6.3	Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.....	116
7	Analyse de la consommation de l'espace.....	119
7.1	Evolution historique de la consommation d'espaces depuis 10 ans.....	119
7.2	Evolution des surfaces par rapport à l'ancien P.O.S.....	119
7.3	Objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.....	120
7.3.1	Surfaces urbaines ou à urbaniser à court et moyen termes soumises à des O.A.P.....	121
7.3.2	Surfaces urbaines ou à urbaniser à court terme non soumises à des O.A.P.....	121
7.3.3	Surfaces urbaines ou à urbaniser à long terme.....	121
7.3.4	Préservation des espaces agricoles et naturels.....	121
7.3.5	Synthèse sur la modération de la consommation de l'espace.....	121
8	Évaluation des incidences des orientations du P.L.U. sur l'environnement - Mesures de préservation et de mise en valeur.....	123
8.1	Milieu naturel et biodiversité.....	123
8.2	Paysage et patrimoine.....	124
8.3	Ressources naturelles.....	125
8.4	Risques et nuisances.....	126
8.5	Construction d'indicateurs de suivi de la consommation d'espace.....	128
9	Annexes.....	129
	Extrait du « Guide de la modernisation du contenu du P.L.U. » - Ministère du Logement et de l'habitat durable - Avril 2017 (pages 72 à 76).....	131
	Cartes.....	134

Diagnostic agricole.....	149
Etude du CAUE.....	150

1 PREAMBULE

La commune d'Asté a prescrit l'élaboration de son P.L.U. par délibération du Conseil Municipal en date du 03/08/2015.

1.1 LE CONTENU DU P.L.U.

Les dispositions relatives aux P.L.U sont définies par le Code de l'Urbanisme. Le P.L.U. se compose de plusieurs pièces obligatoires.

1.1.1 LE RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation comprend :

- un diagnostic « [...] établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services. » ;
- une analyse de l'état initial de l'environnement ;
- un exposé des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement ;
- Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de P.L.U. et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales.
- Il expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

1.1.2 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.)

Le P.A.D.D. n'est pas une pièce opposable aux tiers, mais il doit faire l'objet d'un débat en Conseil Municipal ou en Conseil Communautaire. C'est un document qui traduit la volonté politique de la commune et qui constitue l'ossature du P.L.U. dans la mesure où les pièces telles que les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement doivent être compatibles avec lui.

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

1.1.3 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Les O.A.P. portent sur les secteurs qui présentent des enjeux particuliers.

Elles peuvent concerner les aménagements, l'habitat, ou les déplacements et les transports ; les constructions et travaux prévus dans les secteurs où elles s'appliquent doivent être compatibles avec elles.

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. »

« En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. »

1.1.4 LE REGLEMENT

Il définit quatre grands types de zones dont la vocation diffère : zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune d'entre elles.

« Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article aux articles L. 101-1 à L. 101-3., qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. »

Le règlement est présenté sous forme graphique (plan de zonage) et écrite. Il est opposable aux tiers.

1.1.5 LES ANNEXES

Le code de l'urbanisme définit la liste des informations à intégrer en temps qu'annexes au P.L.U. dont font partie en particulier :

- Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
- Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;
- Les dispositions des plans de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables.

1.2 CONCERTATION DE LA POPULATION

1.2.1 RAPPEL DES MODALITES PREVUES PAR LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION

Les outils de concertation retenus par la délibération sont les suivants :

- Mise en place d'une affichette indiquant le démarrage de l'étude ;
- Publication d'articles à destination des habitants ;
- Mise à disposition du public en mairie d'une synthèse du diagnostic (en fin d'étape I) ;
- Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques.
- Organisation d'une réunion publique.

1.2.2 LES DISPOSITIFS DE CONCERTATION MIS EN ŒUVRE

Les différents dispositifs de concertation mis en place au cours de la procédure ont été les suivants :

- Mise à disposition en mairie d'un cahier de concertation à partir du 1^{er} octobre 2015, clos le 20 mars 2019 ; il a permis de recueillir 23 demandes et observations soit directement, soit reçues par courrier adressé à M. le Maire. Ces demandes et observations sont détaillées dans le tableau joint à la délibération d'arrêt du PLU, accompagnées des suites qui leur ont été données.
- Information par voie d'affichage au tableau d'affichage de la mairie des différentes délibérations et d'une affiche de démarrage en octobre 2015.
- Mise à disposition du public à l'accueil de la mairie d'une synthèse du diagnostic et du PADD après son débat.
- Publication d'articles dans les bulletins municipaux n°96 (décembre 2015), n°97 (juin 2016), n°98 (avril 2017), n°99 (décembre 2017) et n°100 (août 2018) et publication de 2 communiqués de presse annonçant les réunions publiques le 22/02/2019 et le 28/02/2019 sur La Dépêche et La Nouvelle République.
- Organisation d'une réunion publique annoncée par affiche et par voie de presse (La Dépêche, La Nouvelle République) : le 04/03/2019. Cette réunion publique a permis à l'équipe municipale d'expliquer son projet d'une façon globale.

Le bilan de la concertation est annexé à la délibération d'arrêt du projet de P.L.U.

2 DIAGNOSTIC TERRITORIAL

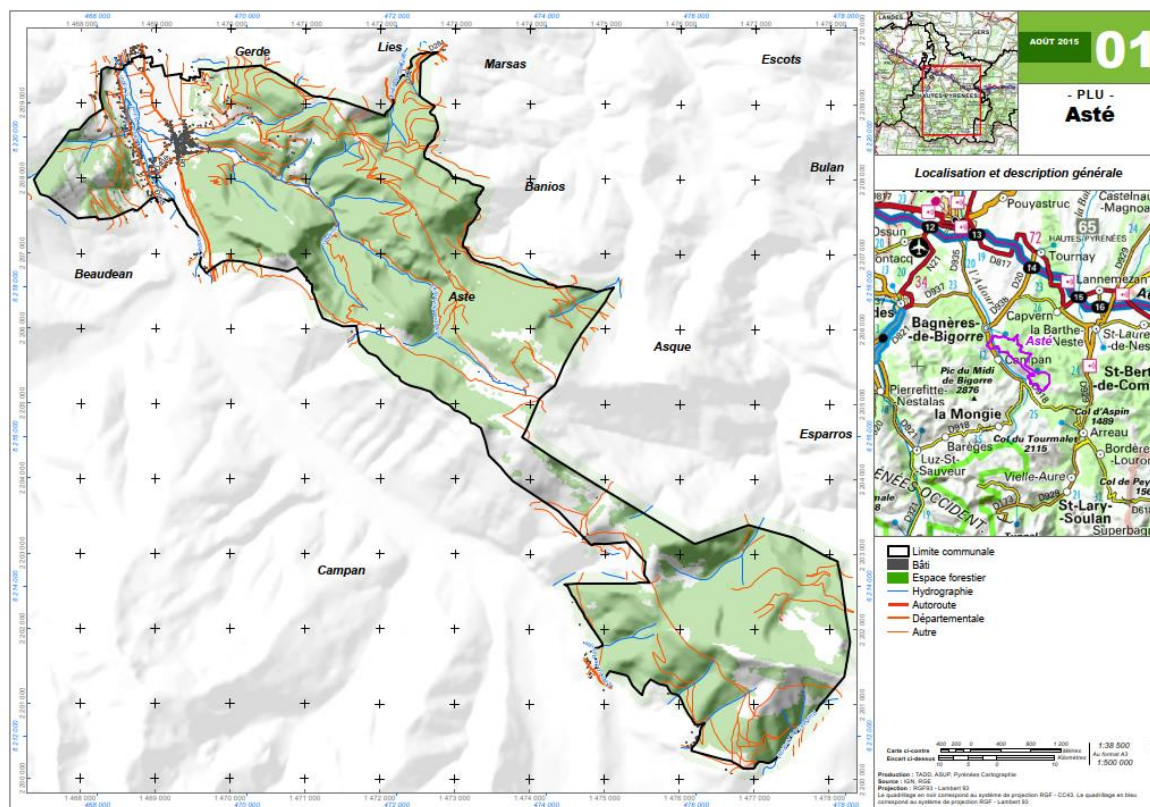
2.1 LE CONTEXTE LOCAL ET SUPRA-COMMUNAL

2.1.1 SITUATION

La commune d'Asté appartient au département des Hautes-Pyrénées et les communes voisines sont Gerde, Lies, Marsas, Banios, Asque, Esparros, Campan et Baudéan.

Sa superficie est de 26.60 Km² ; elle se situe dans la partie amont de la plaine de l'Adour, à moins de 4 kms au sud de Bagnères de Bigorre. La partie la plus au sud de son territoire est montagnard.

Figure 1 - Localisation et description générale (Carte au format pleine page en annexe)



2.1.2 INTERCOMMUNALITE

2.1.2.1 Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB)¹

La Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB) voit le jour en décembre 1994. Elle regroupe aujourd'hui la totalité des deux anciens cantons du Haut-Adour, avec 25 communes et un peu plus de 18 000 habitants.

¹ Source : <http://www.haute-bigorre.fr> (consulté le 02/04/2019)

Elle est aujourd'hui dotée des compétences suivantes :

- Aménagement de l'espace : Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
- Développement économique : assistance aux créateurs d'entreprises, gestion des zones d'activités (création et entretien), promotion touristique (financement de l'office de tourisme de pôle), valorisation du parc de logements touristiques, ouverture et entretien de sentiers de randonnées, gestion de l'abattoir, gestion du domaine skiable de la station du Grand Tourmalet (déléguée au Syndicat mixte du Grand Tourmalet - Pic du Midi), promotion des produits agricoles
- Politique du logement et du cadre de vie : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, aires d'accueil des gens du voyage
- Création, aménagement et entretien de la voirie : chemins ruraux et sentiers de randonnée
- Protection et mise en valeur de l'environnement : élimination et valorisation des déchets, aménagement des canaux et rivières
- Services à la personne : Services à la personne âgée (portage des repas à domicile, transport à la demande), Services à l'enfance (centre de loisirs, structures d'accueil collectif de la petite enfance, relais d'assistantes maternelles), Services à la personne handicapée (portage des repas à domicile, transport à la demande), Cuisine centrale (repas des écoles et du centre de loisirs, repas portés à domicile)
- Culture : médiathèque (ainsi que fonds anciens et fonds photographique Eyssalet), cinéma, salles de spectacles (Halle aux Grains et AlamZic), valorisation du baroque pyrénéen
- Sport : stade nautique, stades du SIVU des sports
- Autres : contingent au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et dispositif de protection incendie de l'habitat isolé existant (réserves d'eau).

2.1.2.2 Syndicat départemental d'énergie (SDE)

Créé en 1947, le Syndicat Départemental d'Electricité des Hautes-Pyrénées (SDE65) intervient sur l'ensemble du département et ses compétences sont les suivantes :

- Construction, renforcement et dissimulation des réseaux électriques pour les communes du régime rural ;
- Réalisation et entretien des installations d'éclairage public ;
- Réalisation des installations en énergie renouvelables.

2.1.2.3 Syndicat Intercommunal d'assainissement Les Aygues

Il couvre 3 communes situées (Asté, Baudéan, Gerde), pour une population totale regroupée de 2149 habitants. Ses compétences sont relatives à l'assainissement collectif.

2.1.2.4 SPANC de L'adour

Il couvre 23 communes. Ses compétences sont relatives à l'assainissement non collectif.

2.1.2.5 Autres syndicats

- Syndicat de la Montagne de Gramont, regroupe les communes d'Asté, Banios, Baudéan, Bulan, Campan et Lies.
- Syndicat de la route forestière de l'Aya, regroupe 8 communes (Asté, Bagnères de Bigorre, Baudéan, Campan, Gerde, Lies, Ordizan et Pouzac).
- Syndicat Mixte de la route forestière des Palomères, regroupe 4 communes (Asté, Banios, Gerde et Lies).

2.1.3 ARTICULATION DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Le SCoT Haute Bigorre est en cours d'élaboration et il a été arrêté par le conseil communautaire le 5 juillet 2018. S'il est approuvé après l'approbation du PLU, le PLU devra être mis en compatibilité avec lui sous un

délai d'un an si cela nécessite une modification et sous 3 ans si cette mise en compatibilité implique une révision du PLU.

En l'absence de SCoT approuvé, le PLU doit être compatible² avec :

- les orientations fondamentales et les objectifs de qualité du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- les objectifs de protection du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Bassin Amont de l'Adour » approuvé le 19 mars 2015
- les objectifs de gestion des risques d'inondation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé le 1er décembre 2015
- le Schéma Départemental des Carrières (SDC) des Hautes-Pyrénées approuvé le 29 novembre 2005, et ceci jusqu'à l'adoption du Schéma Régional des Carrières.

Le PLU devra également être compatible avec les règles générales contenues dans le « fascicule » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Midi-Pyrénées quand ce dernier sera approuvé.

Le PLU doit prendre en compte³ :

- les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable des Territoires (SRADDT) de Midi-Pyrénées, approuvé le 30 mars 2009, en cours de révision depuis 2013
- les objectifs du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Midi-Pyrénées
- le Plan Climat Énergie Territorial du département des Hautes-Pyrénées (PCET) et le Schéma régional des carrières lorsqu'ils seront approuvés.

Ces différents documents seront présentés dans la suite du rapport de présentation dans les chapitres relatifs aux thématiques qu'ils traitent.

2.2 LES HABITANTS⁴

2.2.1 DEMOGRAPHIE : L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Après une période de baisse démographique, la population augmente régulièrement depuis le milieu des années 1990, avec une accélération sur la période 1999-2010. Les derniers chiffres donnés par l'Insee font état d'une population s'établissant à 548 habitants en 2015 (Figure 2).

Cette croissance démographique s'explique par un solde migratoire particulièrement élevé depuis 1990, qui compense largement le solde naturel négatif, lui-même lié à une mortalité plus importante que la natalité.

Depuis 2010, le solde migratoire s'est ralenti mais continue à compenser largement le solde naturel qui reste négatif mais tend à se rapprocher de « 0 ». Depuis 1990, la variation annuelle de la population est positive (Figure 3).

² Compatibilité : Les dispositions du document d'urbanisme ne doivent pas faire obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Dans ce cas, la norme supérieure se borne à tracer un cadre général en déterminant, par exemple, des objectifs ou en fixant des limites, mais laisse à l'autorité inférieure le choix des moyens et le pouvoir de décider librement, dans les limites prescrites par la norme.

³ Prise en compte : La notion de prise en compte implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document. Une disposition d'un document qui serait contraire à un document supérieur doit être motivée.

⁴ Sauf mention contraire, les données présentées dans ce chapitre sont issues de l'Insee : recensements de la population (RP1968 à 1990 dénombremens - RP1999 à RP2014 exploitations principales), caractéristiques des entreprises et des établissements, démographie des entreprises

Figure 2 - Evolution démographique

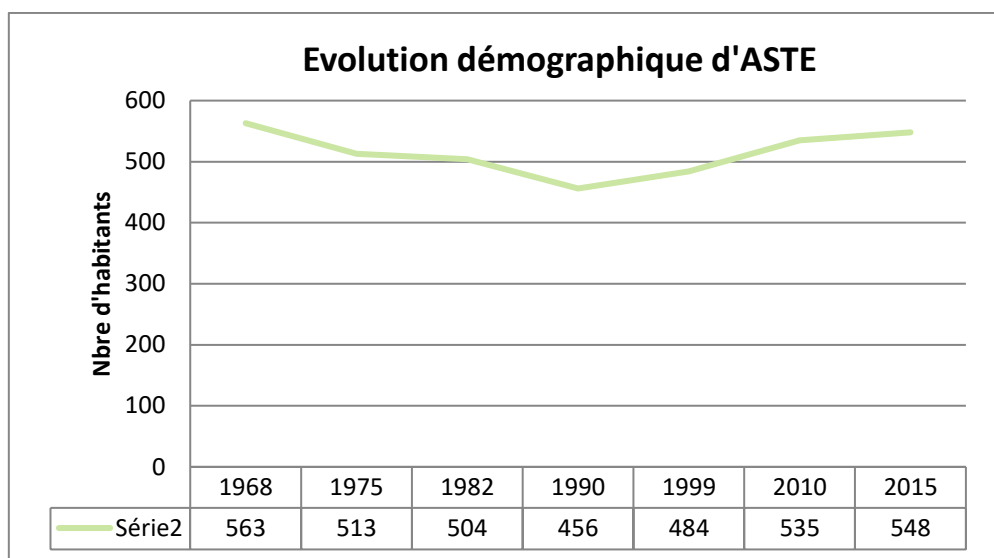


Figure 3 - Indicateurs démographiques

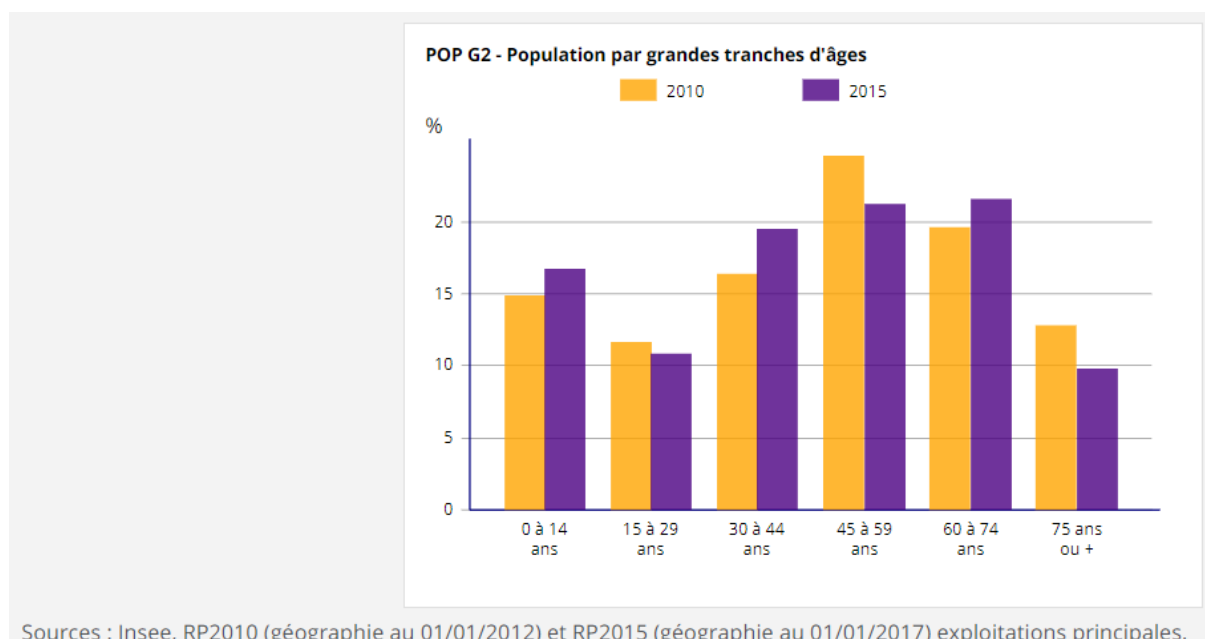
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	-1,3	-0,3	-1,2	0,7	0,9	0,5
due au solde naturel en %	-0,5	-0,9	-1,0	-0,5	-0,3	-0,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,9	0,6	-0,3	1,2	1,2	0,9
Taux de natalité (‰)	8,5	4,2	5,4	8,5	8,1	6,3
Taux de mortalité (‰)	13,0	13,1	15,0	13,5	10,6	10,4

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales - État civil.

2.2.2 STRUCTURE DE LA POPULATION

La tranche d'âge la plus représentée est celle des 60-74 ans avec 21.6 % de la population totale, et elle devance de peu la classe des 45-59 ans (21.3% de la population) et les 30-44 ans (19.5%) (Figure 4).

Entre 2010 et 2015, on remarque cependant que les 0-14 ans ont augmenté et les 15-29 ans sont restés relativement stables.

Figure 4 - Structure de la population – Evolution 2010-2015

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

En parallèle, la taille moyenne des ménages est en diminution régulière, passant de 3.3 personnes par ménage en 1968 à 2.3 personnes par ménage en 2015, chiffre supérieur à la moyenne communautaire et nationale (cf. Figure 5) ; on assiste même à une stabilisation au cours de la dernière période intercensitaire, en relation avec le nombre d'enfants et de jeunes qui augmentent légèrement.

Figure 5 -Taille moyenne des ménages

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Asté	3.3	2.9	2.7	2.5	2.4	2.3	2.3
CC de la Haute-Bigorre	3.1	2.9	2.7	2.5	2.3	2.1	2.1
France	3.1	2.9	2.7	2.6	2.4	2.3	2.2

Ces chiffres traduisent le phénomène de « desserrement » des ménages observé de façon assez générale dans la population française depuis quelques décennies (lié à l'augmentation de la part de la population âgée, à la montée du nombre de familles monoparentales et à la régression de la cohabitation multigénérationnelle).

2.2.3 MOBILITE

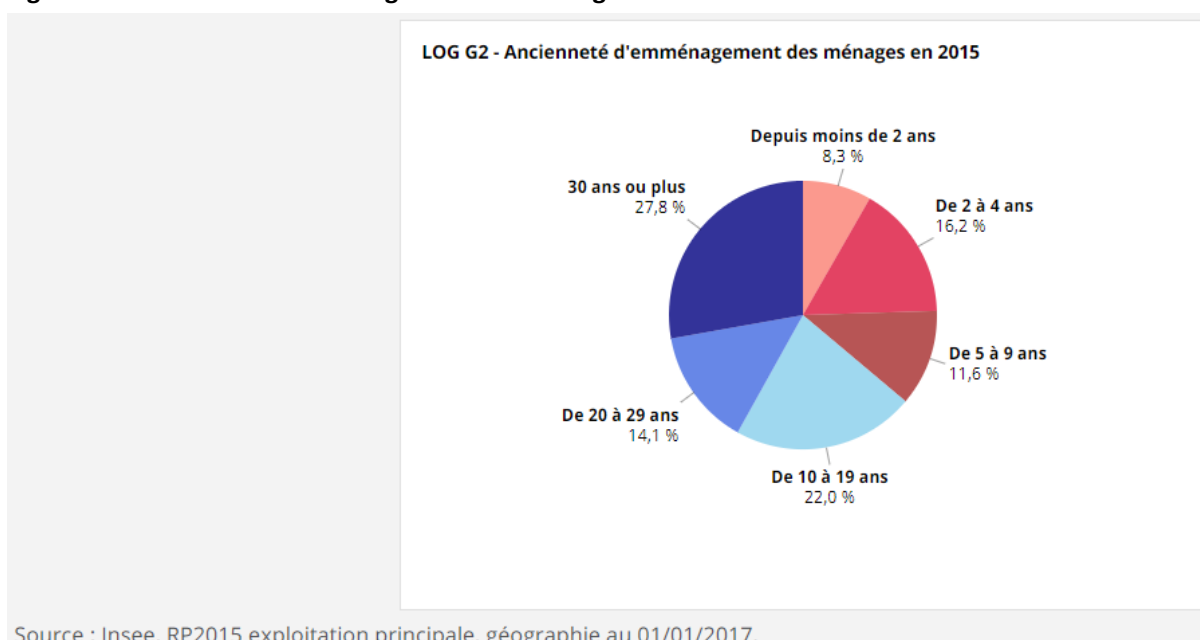
La population est globalement peu mobile (Figure 6 et Figure 7) :

- 63.9 % des ménages résident dans le même logement depuis plus de 10 ans ;
- 20 ménages (sur 236) se sont installés depuis moins de 2 ans ;
- l'ancienneté d'aménagement dans les résidences principales atteint en moyenne 21.5 ans pour les propriétaires (représentant 88.4 % des ménages), et 6.1 ans pour les locataires.

Figure 6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2015

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	236	100,0	548	4,8	2,1
Depuis moins de 2 ans	20	8,3	46	4,5	1,9
De 2 à 4 ans	38	16,2	107	4,6	1,7
De 5 à 9 ans	27	11,6	78	5,2	1,8
10 ans ou plus	151	63,9	317	4,8	2,3

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Figure 7 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2015

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

2.2.4 POPULATION ET ACTIVITE

La population des 15-64 ans est stable entre 2010 et 2015 (329-330 personnes), en lien avec l'évolution démographique vue précédemment (cf. Figure 8). Le pourcentage d'actifs est par contre en légère augmentation avec 72.8 % en 2010 contre 74.4 % en 2015 dans cette tranche d'âge. Le nombre de chômeurs baisse (-1.4%) et les retraités ou pré-retraités sont moins nombreux en 2015 qu'en 2010. Le nombre des élèves ou étudiants est en augmentation.

Les actifs ayant un emploi sont pour plus de 74% d'entre eux des salariés, en large majorité titulaires de la fonction publique ou sous un contrat à durée indéterminée (CDI).

Les actifs non-salariés se positionnent en premier lieu comme des travailleurs indépendants ou des employeurs ; ce sont en majorité des hommes (cf. Figure 9)

Environ 15% des actifs ayant un emploi (14 à 15 personnes) travaillent et vivent à Asté : le nombre de personnes concernées est en baisse (

Figure 10).

Figure 8 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2015	2010
Ensemble	329	330
Actifs en %	74,4	72,8
Actifs ayant un emploi en %	67,3	64,4
Chômeurs en %	7,1	8,5
Inactifs en %	25,6	27,2
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,3	6,0
Retraités ou préretraités en %	11,0	13,6
Autres inactifs en %	6,2	7,6

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

Figure 9 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2015

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	124	100	102	100
Salariés	92	74,6	87	85,6
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	83	67,5	73	71,2
Contrats à durée déterminée	7	5,6	12	11,5
Intérim	1	0,8	0	0,0
Emplois aidés	0	0,0	1	1,0
Apprentissage - Stage	1	0,8	2	1,9
Non-Salariés	31	25,4	15	14,4
Indépendants	23	18,3	10	9,6
Employeurs	9	7,1	4	3,8
Aides familiaux	0	0,0	1	1,0

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Figure 10 - Lieu de travail des actifs de 15 ans et plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2015	%	2010	%
Ensemble	225	100	217	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	34	15,2	41	18,8
dans une commune autre que la commune de résidence	191	84,8	176	81,2

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

2.3 ECONOMIE ET ACTIVITES

En 2015, la commune compte 38 emplois sur son territoire soit 18 de moins par rapport à 2010. Ce chiffre reste très largement inférieur au nombre d'actifs : l'indicateur de concentration d'emploi est donc en baisse significative mais il reste globalement faible : la commune est résidentielle (cf. Figure 11).

Les emplois salariés représentent plus de la moitié des emplois (56.4%) et les emplois à temps partiel représentent plus de 20% des emplois, stable par rapport à 2010 (Figure 12).

Figure 11 - Emploi et activité

	2015	2010
Nombre d'emplois dans la zone	38	56
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	225	217
Indicateur de concentration d'emploi	17,0	25,7
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	54,6	53,8

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.
Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

Figure 12 - Emploi selon le statut professionnel

	2015	%	2010	%
Ensemble	38	100,0	56	100,0
Salariés	22	56,4	35	62,6
<i>dont femmes</i>	13	33,4	17	30,3
<i>dont temps partiel</i>	6	15,3	7	12,5
Non-salariés	17	43,6	21	37,4
<i>dont femmes</i>	4	10,2	4	7,1
<i>dont temps partiel</i>	2	5,1	4	7,1

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales lieu de travail.

2.3.1 LES ENTREPRISES

Figure 13 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Nb d'ébts actifs	Nb d'ébts employant des salariés	Effectifs salariés
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	4	2	5
Commerce, transports, services divers	24	2	2
Construction	6	3	6
Industrie	4	1	1
Agriculture, sylviculture et pêche	2	0	
TOTAL	40	8	14

Source : Insee, CLAP

En 2015, la commune compte 40 établissements actifs dont 32 sont de petite taille puisqu'ils n'ont aucun salarié.

Les entreprises de commerce, transports et services divers concentrent 60% des établissements (Figure 13).

2.3.2 L'AGRICULTURE

Le diagnostic agricole a été réalisé par la Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées en 2015.

Les documents produits dans le cadre de cette étude sont annexés au présent rapport de présentation.

2.3.3 LA FORET

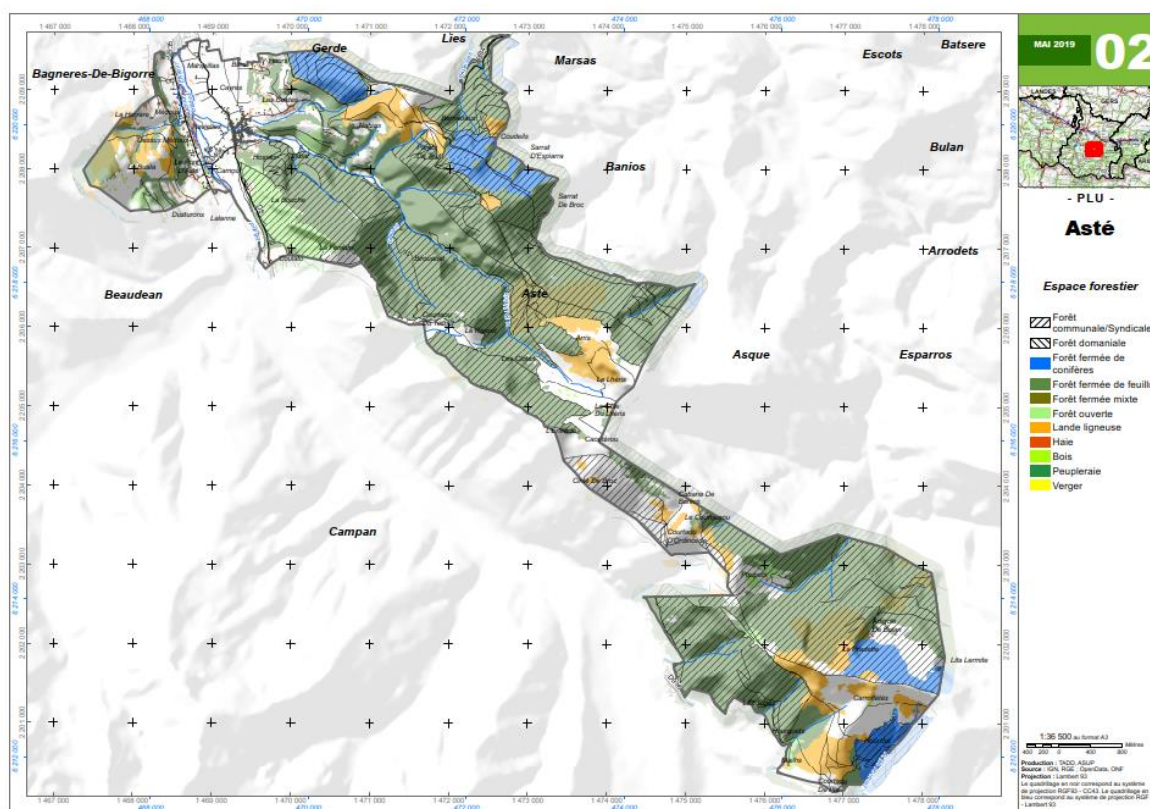
2.3.3.1 La forêt en tant qu'activité économique

La commune d'Asté se situe :

- dans le GRECO « Sud-ouest océanique ». Ce dernier est divisé en plusieurs sylvo-écorégions (SER). C'est une entité géographique qui possède les mêmes facteurs biogéographiques déterminant pour la production forestière (sols, climat, etc.)
- dans la sylvo-écorégion « Haute Chaîne Pyrénéenne (I 21) », région qui s'étend, à partir de l'Atlantique, le long des deux tiers de la frontière de l'Espagne. Région très arrosée et les pentes y sont fortes. Les paysages de cette région de montagne sont conditionnés par l'altitude et les conditions climatiques :
 - la vallée et les basses collines sont tournées vers l'agriculture avec un aspect bocager où la forêt est morcelée, réduite à des bosquets et à des rideaux boisés le long des cours d'eau.
 - En altitude, les forêts couvrent les sommets jusqu'à la limite de végétation forestière, d'importantes surfaces de pâturages et de landes étant incluses dans les zones boisées.

A Asté, il y a 1623 ha de forêt communale relevant du régime forestier (Figure 14).

Figure 14 - Régime et peuplements forestiers (Carte au format pleine page en annexe)



La couverture boisée de la commune est estimée à 1804 ha soit 67 %. Ce chiffre est très supérieur aux moyennes départementales, régionales et nationales, ce qui confère à la commune une typologie très naturelle et montagnarde (Figure 15).

Figure 15 - Taux de boisement ⁵

France métropolitaine	30 %
Ancienne région Midi-Pyrénées	30 %
Département des Hautes-Pyrénées	33 %
SER « Collines de l'Adour (F 52) »	19 %

A Asté, la forêt se compose de forêts fermées de feuillus et de bois. Les forêts de conifères, mixtes ou les landes représentent également une grande partie de la surface boisée communale. (Figure 16)

Figure 16 - Répartition communale des surfaces boisées

Type de boisement	Surface (ha)
Forêt fermée de feuillus	1451 ha
Bois	6.80 ha
Forêt fermée de conifères	130 ha
Forêt fermée mixte	135 ha
Forêt ouverte	81 ha
Lande ligneuse	207 ha
Haies	25 ha
Total	2036 ha

La forêt ne constitue pas une activité majeure dans la commune. Le revenu liés à l'exploitation des haies (bois de chauffe ?) et des produits non ligneux de la forêt (champignons essentiellement) n'a pas pu être évalué mais paraît marginal.

Le Code Forestier impose, y compris pour les forêts privées, l'obtention d'une autorisation préalable de l'administration pour tout défrichement, le défrichement étant défini comme une opération volontaire entraînant directement ou indirectement la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière (il y a alors changement d'affectation du sol).

Dans les Hautes-Pyrénées, pour les forêts ne présentant pas l'une des garanties de gestion durable mentionnées aux articles L124-1 à L124-4 du code forestier, les coupes de bois d'une superficie supérieure ou égale à 2 ha d'un seul tenant prélevant plus de 50% du volume des arbres de futaie sont soumises à autorisation préfectorale après avis du centre national de la propriété forestière (arrêté préfectoral du 28/04/2017). A noter que ce seuil ne s'applique pas pour les peupleraies, et coupes autorisées au titre d'une autre disposition du Code Forestier ou de l'article L421-4 du code de l'urbanisme.

2.3.3.2 Les autres fonctions de la forêt

2.3.3.2.1 Fonctions environnementales

Les forêts, bois et bosquets et haies font partie intégrante de la trame verte et bleue : ils participent aux continuités écologiques à l'échelle communale et intercommunale. Ce chapitre sera développé dans la suite du présent rapport dans la partie consacrée aux espaces naturels.

2.3.3.2.2 Qualité du cadre de vie

Les bois et les haies sont présents dans le paysage, localement en mosaïque avec les espaces agricoles ; ils contribuent ainsi à la qualité de vie des habitants. Leur rôle paysager sera évoqué dans un chapitre ultérieur du présent rapport.

2.3.3.2.3 Fonction sociale

Les forêts d'Asté ne font pas l'objet d'aménagements spécifiquement dédiés à l'accueil du public, mais elles sont parcourues par des chemins qui s'insèrent dans un réseau intercommunal de chemins de promenade.

⁵ Source : IGNF -Résultats d'inventaire forestier – Résultats standards (campagnes 2009 à 2013)

2.4 LES SERVICES

2.4.1 COMMERCE - SERVICES AUX PARTICULIERS⁶

Il y a un commerce de proximité au centre du village.

Du point de vue des services aux particuliers, on trouve plusieurs artisans.

2.4.2 SANTE - AIDE A DOMICILE⁷

Il n'existe aucun service médical ou paramédical sur la commune : les médecins, pharmaciens, cabinets infirmiers, kinésithérapeutes, etc. sont présents à Bagnères de Bigorre. Les hôpitaux les plus proches se situent à Tarbes et Bagnères-de-Bigorre.

Un service de portage de repas à domicile est assuré par la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre pour les personnes âgées ou handicapées. Les associations d'aide à domicile telles que l'ADMR ou Pyrène Plus peuvent intervenir sur le territoire communal.

2.4.3 EDUCATION – ENFANCE

Les enfants de la commune sont scolarisés à Asté, en regroupement pédagogique intercommunal (RPI) : Asté- Baudéan-Lesponne. Une garderie fonctionne matin et soir.

Les enfants sont accueillis pendant les vacances scolaires au centre de loisirs à Bagnères de Bigorre, géré par la Communauté des Communes de la Haute-Bigorre.

Les élèves sont ensuite scolarisés au collège et lycée de Bagnères de Bigorre.

Il existe par ailleurs 2 crèches gérées par la Communauté des Communes de la Haute-Bigorre, une halte-garderie et un relais assistance maternelle à Bagnères-de-Bigorre.

2.4.4 ADMINISTRATION ET AUTRES SERVICES PUBLICS

Depuis 2018, il existe à Bagnères-de-Bigorre une Maison de services au public (MSAP), portée par la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre (CCHB) ;

La MSAP de la Haute-Bigorre aura pour principales missions : l'accueil, l'information et l'orientation du public, l'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives, dans l'utilisation des services en ligne des partenaires, et la mise en relation des usagers avec les partenaires.

2.4.5 CULTURE - ASSOCIATIONS – SPORTS

La commune dispose d'une salle des fêtes et d'un terrain de sport.

Il existe plusieurs associations.

⁶ Sources : BPE 2016 - Base permanente des équipements : commerce

BPE 2016 - Base permanente des équipements : services aux particuliers

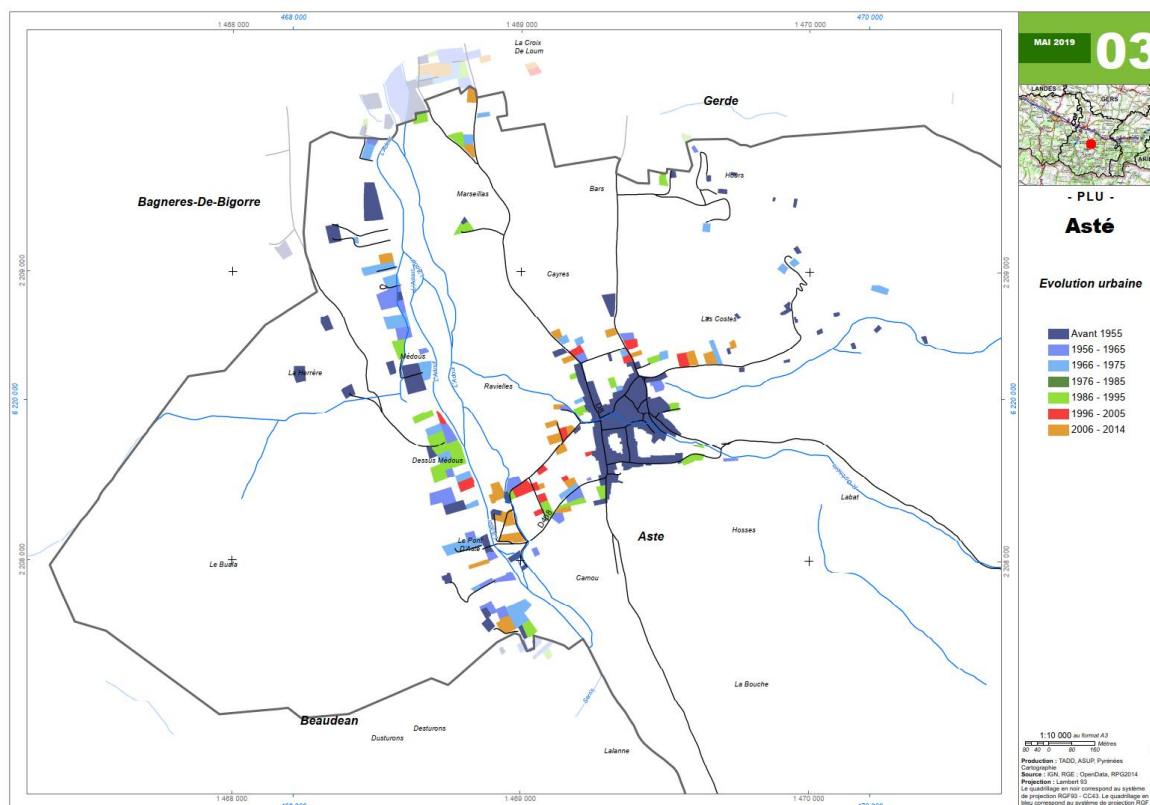
⁷ Source : BPE 2016 - Base permanente des équipements : fonctions médicales et paramédicales

2.5 ANALYSE URBAINE ET HABITAT

2.5.1 HISTORIQUE ET IMPLANTATION DU BATI

La commune d'Asté s'est construite progressivement, mais l'organisation du bâti a évolué de manière plus importante depuis les années 1980 (Figure 17).

Figure 17 - Historique du bâti (Carte au format pleine page en annexe)



Le centre du village est constitué d'un ensemble dense, groupé, s'organisant en « étoile » autour d'une place centrale. Les voies sont étroites pour la plupart et délimitent des îlots composés d'un front bâti sur la rue et d'espaces de jardins, historiquement en culture à l'arrière, formant ainsi des « cœur d'îlots jardinés ». On retrouve également ces espaces de jardins à l'arrière des constructions situées en pied de versant. Le centre du village ancien s'est ensuite développé progressivement depuis plusieurs années principalement le long des voies, de manière modérée vers le nord et de manière plus étalée vers l'ouest.

Plusieurs quartiers en positions de crêtes (Semmartis et Hours notamment) se détachent également du paysage.

Parallèlement au développement du centre du village, le quartier de « Médous » s'est développé en continuité des grottes de Médous et de Bagnères de Bigorre. Ce quartier est néanmoins assez « déconnecté » du centre bourg car traversé par la RD935 (problème d'accès et de sécurité) et séparé physiquement du centre-ancien par l'Adour. Un seul pont permettant de traverser la rivière existe sur la commune. Autrement, l'accès peut également se faire via le pont de Gerde, plus en aval.

Jusque dans les années 1970, les constructions se limitent au bourg et à habitat diffus au quartier « Médous ».

A partir des années 1970, on observe des phénomènes d'urbanisation diffuse le long des différentes voies existante, en étoile depuis le centre-bourg.

Aujourd'hui, la commune s'organise donc grossièrement en 3 ensembles de part et d'autre de la RD935 :

- le village ancien, qui se développe en rive droite de l'Adour selon une disposition en étoile;
- le quartier de « Médous », en rive gauche de l'Adour, déconnecté du centre bourg et souffrant de problème d'accès et de sécurité routière ;
- Plusieurs quartiers plus ou moins isolés (Hours, Semmartis notamment), en position de crêtes où les impacts sur le paysage et les accès sont à prendre en compte.

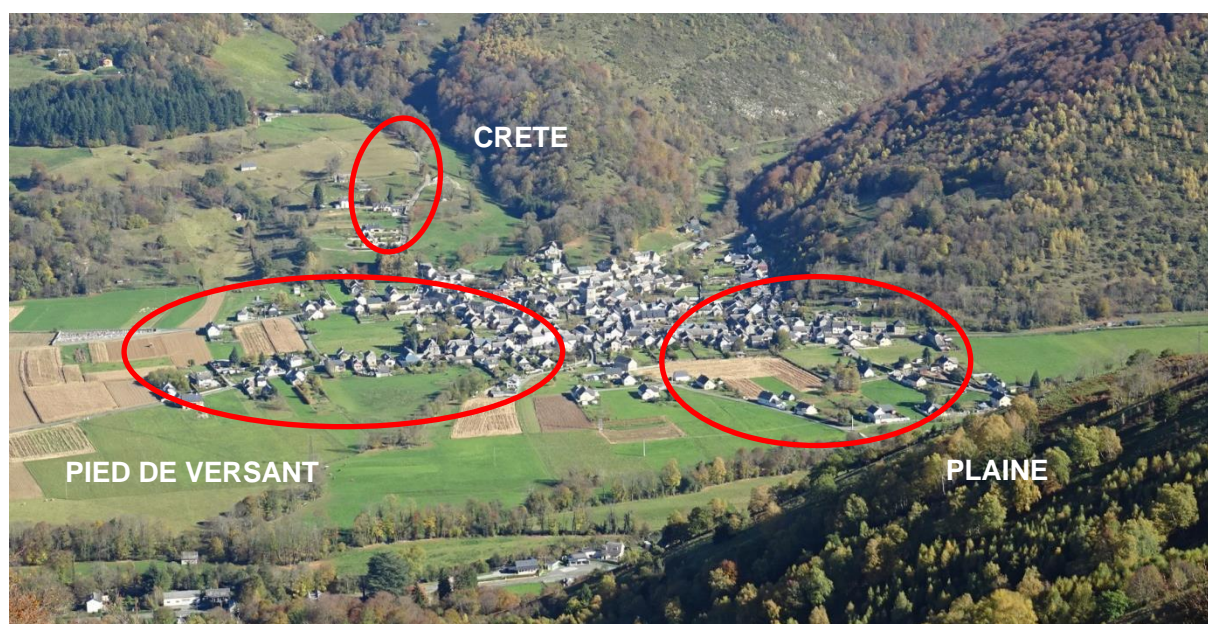
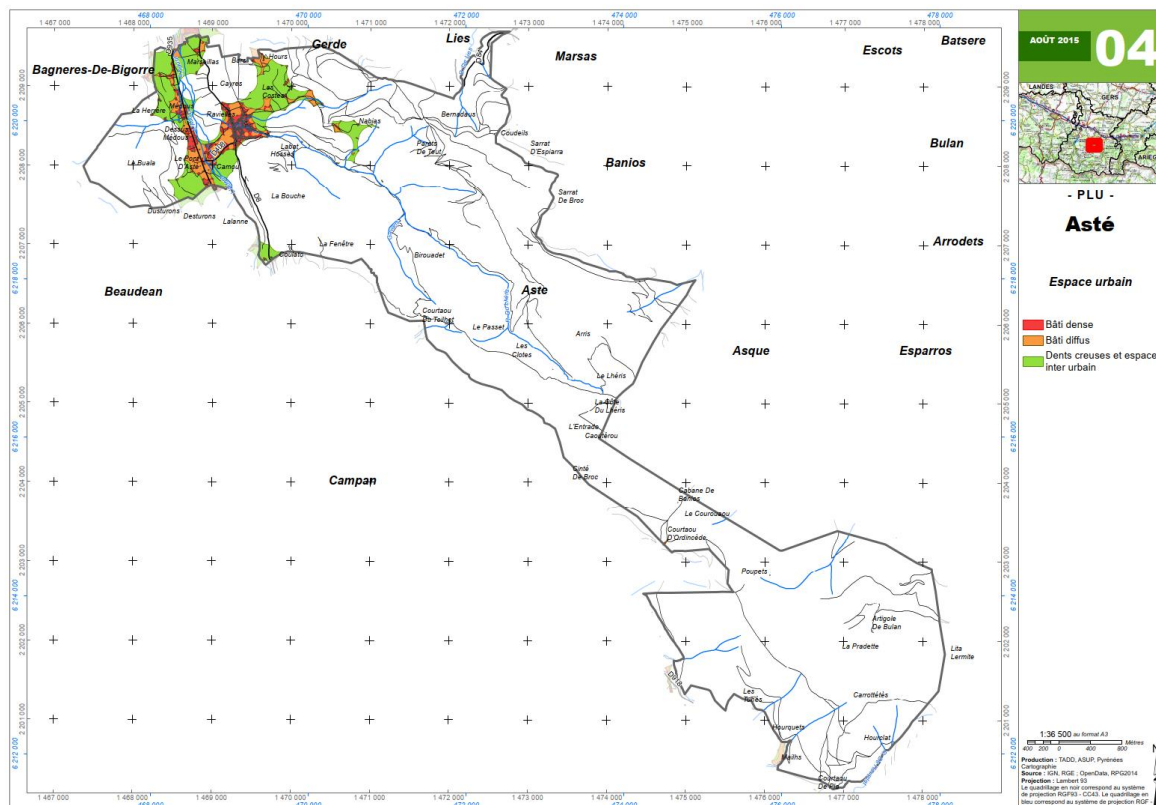


Figure 18 - Densité du bâti (Carte au format pleine page en annexe)



2.5.2 FORMES URBAINES, MORPHOLOGIE DU BATI ET CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES

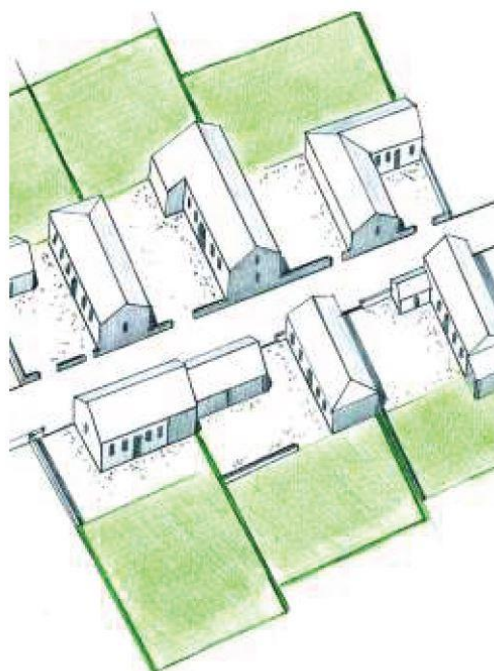
2.5.2.1 Le bâti traditionnel

Le bâti traditionnel est présent essentiellement dans le centre-bourg : les constructions sont implantées traditionnellement en bordure de voirie tandis que l'arrière des parcelles est occupé par des jardins, vergers ou des prés qui parfois se font face et crée ainsi des cœurs d'îlots jardinés.

L'habitat traditionnel répond aux préoccupations ancestrales, à savoir : une maison mais également une unité de production. La construction doit alors répondre à la nécessité d'abriter le produit des récoltes avec souvent une organisation type qui propose pour la maison d'habitation la création d'une galerie à l'étage et des combles disposant de capucines. La grange se trouve souvent à proximité ou même accolées et la cour permet l'articulation entre les différents bâtiments, traditionnellement en galets. Les jardins potagers ne sont pas obligatoirement attenants à la construction. Ces espaces jardinés permettent alors de définir des cœurs d'îlots jardinés ou des espaces de transition entre la plaine agricole ou le piémont.

Dans cette organisation traditionnelle, le bâti fait la rue, par une l'alternance de murs, murets, grands portails, pignons ou façades en fonction de la topographie, de l'ensoleillement ou des dispositions bâties voisines.

Figure 19 - Le bâti traditionnel

Alignement en voirie (façade et murs)**Alternance de clôtures, pignons, ...****Organisation de l'habitat traditionnel⁸**

La façade principale est toujours orientée sur la cour exposée au soleil

La taille des parcelles (maison + cour + jardin) est de l'ordre de 500 à 1000 m² en général.

Les volumes des bâtiments sont variables mais peuvent être imposants : l'aile abritant l'habitation s'élève sur un niveau, parfois deux et s'étend sur 10 à 20 mètres pour une profondeur relativement réduite (7 à 8 m le plus souvent). Les ouvertures sont réparties de part et d'autre de la porte d'entrée et s'alignent verticalement d'un étage à l'autre. L'aile agricole présente un volume au moins équivalent à celui de l'habitation.

2.5.2.2 Les constructions récentes

Les constructions récentes à Asté sont de deux types :

- Dans le périmètre de 500 m de protection engendré par le classement de l'église au titre des monuments historique, les constructions reprennent le plus souvent les grandes caractéristiques du bâti traditionnel : alignement sur la voirie, pente et type de toiture notamment.
- Pour le quartier Médous, les constructions récentes (depuis les années 70) sont le plus souvent en rupture avec le bâti traditionnel, aussi bien en termes d'organisation urbaine que d'architecture, d'abord parce que la vocation logement et la vocation agricole sont dissociées et ne sont plus abritées dans la même construction. Avec la concentration des exploitations agricoles, puis le développement de la périurbanisation, le bâti des communes rurales est de plus en plus destiné uniquement au logement et l'aile agricole devient inutile.

D'autres facteurs sont venus renforcer cette évolution :

- sous l'effet de la pression foncière, l'extension des zones bâties se fait de façon non négligeable au gré de divisions parcellaires, souvent sans réflexion sur l'aménagement d'ensemble et l'intégration dans une trame existante ;

⁸ Source : CAUE 65 - Atlas des paysages 65

- les mutations de la société conduisent à une modification des formes urbaines : la maison au centre de la parcelle devient la règle, même si le prix du foncier conduit à une réduction des surfaces et à l'apparition de maisons accolées ;
- les offres standardisées de construction se développent, avec les phénomènes de modes qui les accompagnent et une adaptation limitée au contexte (orientation, protection vis à vis des vents dominants, ombrage entre bâtiments) ;
- les matériaux de construction traditionnels (galets) sont abandonnés pour des raisons économiques, techniques et/ou sociétales, au profit de matériaux industriels.

A l'échelle de la commune, la taille des parcelles s'établit en général entre 600 m² (centre_bourg) et 1500 m² (Médous), mais on trouve également des parcelles plus vastes ou de taille plus réduites (400 m² jusqu'à 2500 m²).

Maison récente en alignement (Bourg)



Maison récente en alignement (Bourg)



Maison au centre de la parcelle (Médous)



Maison en 2nd rideau d'urbanisation (Médous)



2.5.3 PATRIMOINE

2.5.3.1 Patrimoine architectural

La commune est concernée par 2 monuments historiques :

- L'Eglise d'Asté inscrit au titre de la protection des Monuments Historiques par arrêté préfectoral du 16/02/1989 ;
- L'Eglise de Baudéan classée au titre de la protection des Monuments Historiques par arrêté préfectoral du 28/08/1989 dont le périmètre de protection impacte une partie non bâtie de la commune d'Asté.

La commune n'est pas concernée par une AVAP (Aire de Mise en Valeur du Patrimoine) ou une ZPPAUP (Zone de protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager).

2.5.3.2 Patrimoine archéologique

La commune ne contient pas dans son territoire les éléments identifiés comme étant de grande valeur patrimoniale, de type archéologique⁹.

Rappel : législation en vigueur, code du patrimoine L 522-5, décret n°2004-490 du 3 juin 2004

Le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive prévoit, de la part des autorités compétentes pour instruire et délivrer les autorisations d'urbanisme, la saisine du service régional de l'Archéologie, en l'absence de zonages particuliers pour certaines opérations d'urbanisme (ZAC, lotissements, opérations soumises à étude d'impact, travaux soumis à déclaration préalable en application de l'art. 442 du Code de l'urbanisme), et la possibilité de prendre l'initiative de cette saisine en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles auraient connaissance.

Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection et prise en compte du patrimoine archéologique devront être insérées dans le PLU sous forme concise :

- Code du patrimoine, article L 531-14:

« lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, (...) et plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire l'histoire, l'art l'archéologie ou la numismatique sont mis à jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui doit la transmettre sans délai au préfet ».

Le service compétent relevant de la préfecture de région Occitanie est le Service Régional de l'Archéologie.

- Article 322-3-1 du Code Pénal :

Il prévoit que *« la destruction, la dégradation ou la détérioration est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende lorsqu'elle porte sur :*

- 1° Un immeuble ou objet mobilier classé ou inscrit en application des dispositions du code du patrimoine ou un document d'archives privées classé en application des dispositions du même code ;
- 2° Une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain sur lequel se déroulent des opérations archéologiques ou un édifice affecté au culte ».

2.5.3.3 Petit patrimoine

La commune se caractérise par un bâti caractéristique des villages de la vallée de l'Adour, avec l'emploi de matériaux tels que les galets dans les murs de clôtures ou les murs des bâtiments anciens.

La commune est également traversée par de nombreux canaux qui induisent un petit patrimoine lié à l'eau important.

- La maison des Ferrère et du Baroque Pyrénéen : installée en face de l'église, elle retrace l'histoire locale de l'art baroque.
- Les grottes de Médous : site touristique composé de grottes naturelles creusées par une rivière souterraine, situées le long de la RD935.
- La fontaine de Crastes : réputée pour avoir des vertus curatives.
- L'église Saint-Saturnin : date des XVI et XVIIe siècles.
- Les chapelles : St Roch (haut du village) et Notre-Dame (Médous).
- Lavoir au pied de l'église.
- Plusieurs fontaines (6).
- Ruines d'un château.
- L'ancienne bascule publique.
- Plusieurs porches remarquables.

⁹ Source : Porter à connaissance de l'Etat - Septembre 2016

- Des murets en galets.
- De nombreux canaux / agalets.

Lavoir (église)



Porche remarquable



Fontaine



Agalets / Canaux



Murs / murets en galets



Bascule



2.6 LE LOGEMENT

2.6.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

2.6.1.1 Schéma Départemental d'Accueil et d'Insertion des Gens du Voyage (SDAIGDV)

Le schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage est rendu obligatoire par la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Il est élaboré pour 6 ans par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil départemental, en association avec une commission consultative, comprenant notamment des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, des représentants des gens du voyage et des associations intervenant auprès des gens du voyage.

Le SDAIGDV des Hautes Pyrénées comprend les orientations suivantes :

- Retrouver la vocation des aires d'accueil, destinées à l'accueil des itinérants ;
- Développer l'offre relative aux aires de grand passage ;
- Equilibrer les offres de sédentarisation des ménages : terrain familiaux conçu pour l'usage exclusif des caravanes, habitat adapté (logement en dur constitué d'une ou deux pièces à vivre et de sanitaires, et des caravanes installées autour du bâti) avec Prêt Locatif Aidé d'intégration (PLAI) ou Prêt Social Location Accession PSLA, parcelles privatives, logements de « droit commun ».

La mobilisation de procédure de type « maîtrise d'œuvre urbaine et sociale » (MOUS) est prévue pour la mise en œuvre du schéma qui doit également s'accompagner d'actions socio-éducatives.

Le schéma ne prévoit rien de particulier pour la commune.

2.6.2 STRUCTURE ET EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

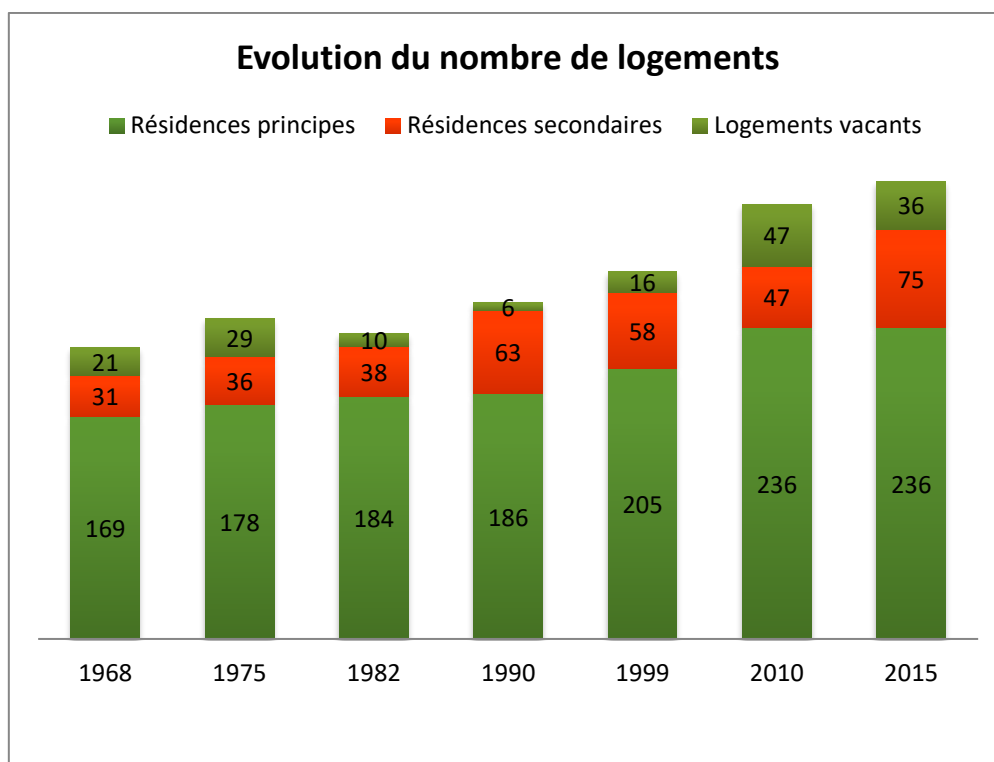
Attention : il semblerait qu'il y ait un problème avec les données INSEE entre 2010 et 2015 : en effet, après analyse avec les élus du territoire, des constructions neuves ont bien vu le jour mais il s'agit de résidence principale et non de résidence secondaire.

Le nombre de logements a progressé de manière continue au fil des années pour atteindre 348 logements au total en 2015¹⁰. D'après les données de la mairie, il semblerait que le nombre de résidences secondaires se soit stabilisé autour de 50 logements et le nombre de logements vacants autour de 35 logements ce qui indique un total de près de 263 résidences principales aujourd'hui.

A noter que d'après les données de la mairie, depuis 10 ans, on observe une moyenne de 13 log/ha pour 65 logements construits et environ 6 ha consommés.

Les logements sont en très grande majorité des maisons qui représentent 98% du parc. En 2015, la commune compte 6 appartements et 341 maisons.

¹⁰ Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

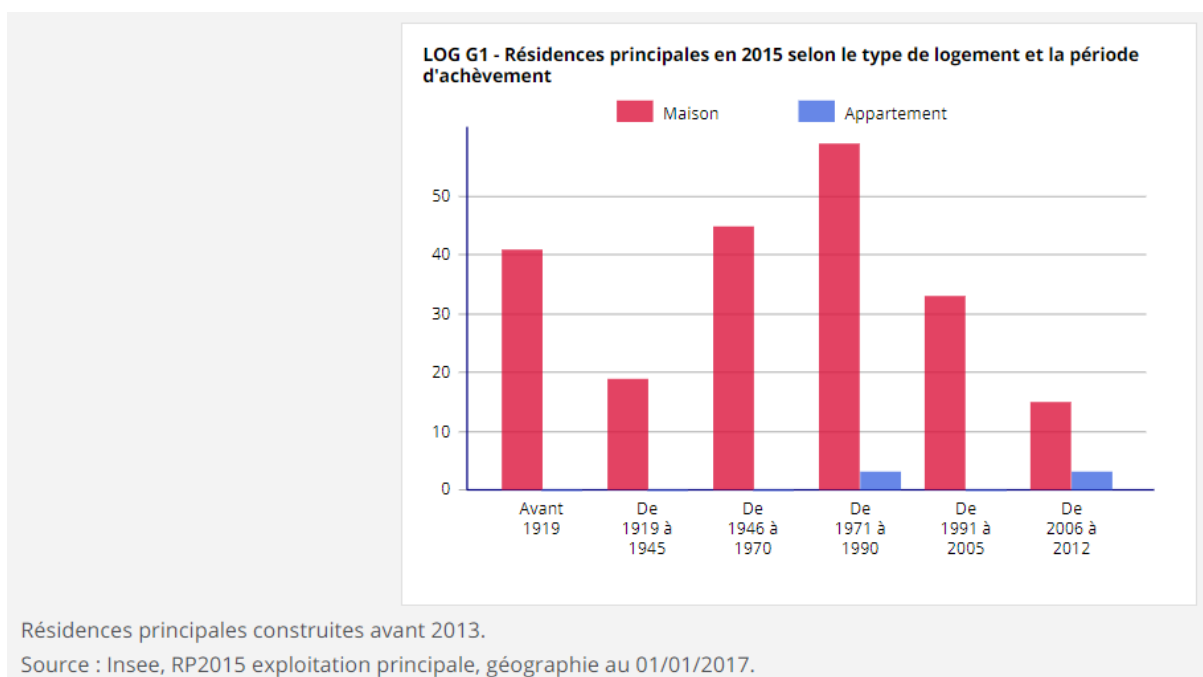
Figure 20 - Évolution du nombre de logements par catégorie ¹¹

2.6.3 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

Le parc de logements est assez ancien, avec 50% des logements construits avant 1971. La construction a été relativement dynamique entre 1971 et 1990, avec 62 résidences principales créées au cours de cette période. Les appartements ont tous été créés après 1971 (Figure 21).

Une part non négligeable des résidences principales a été donc construite avant l'instauration de toute réglementation thermique, pour laquelle des travaux d'amélioration énergétique sont donc pertinents.

¹¹ Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales

Figure 21 - Résidences principales en 2015 selon le type de logement et la période d'achèvement

En 2015, les résidences principales se caractérisent par une taille importante et un très faible nombre de logements de petite taille (Figure 22) : 70% d'entre elles comptent 4 pièces ou plus. Il n'existe que 9 logements de deux-pièces ou moins.

Figure 22 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2015	%	2010	%
Ensemble	236	100,0	236	100,0
1 pièce	1	0,4	0	0,0
2 pièces	8	3,3	11	4,6
3 pièces	36	15,4	36	15,2
4 pièces	64	27,0	80	33,8
5 pièces ou plus	127	53,9	110	46,4

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

Les résidences principales sont occupées par leur propriétaire dans 88,4% des cas. La commune compte 20 résidences principales en location.

102 résidences principales disposent d'un système de chauffage central individuel ou collectif et 35 sont chauffées à l'électricité. Les autres ne disposent pas de chauffage ou utilisent une autre source d'énergie non précisée par l'Insee.

2.6.4 LOGEMENT SOCIAL

Il n'existe pas de résidences principales relevant du logement social. Néanmoins, la commune dispose de plusieurs logements communaux.

2.6.5 DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 54 permis de construire¹², 2 permis de démolir¹³ et 64 déclarations préalables¹⁴ ont été accordés. Aucun permis d'aménager¹⁵ n'a été délivré (Figure 23).

Sur la période 2008-2017, 33 nouveaux logements ont été autorisés, dont 27 de type « individuel pur »¹⁶ et 6 de type individuel groupé¹⁷. Pendant cette période, aucun logement de type collectif¹⁸ ou de type « résidence »¹⁹ n'a fait l'objet de demande d'autorisation (

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	4	-	4	2011	9	-	6
2016	3	-	7	2010	1	-	11
2015	6	-	7	2009	6	-	10
2014	7	-	3	2008	8	-	1
2013	4	-	6	2007	3	-	-
2012	3	-	9	TOTAL	54	0	64

Figure 24).

Figure 23 - Nombre et type de permis (logements et locaux²⁰)

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	4	-	4	2011	9	-	6
2016	3	-	7	2010	1	-	11
2015	6	-	7	2009	6	-	10
2014	7	-	3	2008	8	-	1
2013	4	-	6	2007	3	-	-
2012	3	-	9	TOTAL	54	0	64

¹² Le permis de construire concerne les constructions nouvelles et les travaux sur constructions existantes

¹³ Les permis de démolir sont utilisés pour toute demande de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé

¹⁴ La déclaration préalable permet de déclarer des constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à autorisation, qu'ils comprennent ou non des démolitions

¹⁵ Le permis d'aménager concerne des constructions telles que : lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs

¹⁶ Bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière, ayant fait l'objet d'un permis de construire relatif à un seul logement

¹⁷ Les logements individuels groupés ont fait l'objet d'un permis de construire relatif à la construction de plusieurs logements individuels (par exemple, un lotissement), ou à la construction de logements individuels associés à des logements collectifs ou des locaux non résidentiels.

¹⁸ Un logement collectif est un logement faisant partie d'un bâtiment d'au moins deux logements dont certains ne disposent pas d'un accès privatif.

¹⁹ Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques. Six types principaux de résidences sont recensés : les résidences pour personnes âgées, les résidences pour étudiants, les résidences de tourisme, les résidences hôtelières à vocation sociale, les résidences sociales, les résidences pour personnes handicapées.

²⁰ Source : Sit@del2 - Nombre de permis (logements + locaux) par type et par commune (2006-2016) - données arrêtées à fin septembre 2017

Figure 24 - Nombre de logements autorisés par type²¹

	Logements individuels purs	Logements individuels groupés	Logements collectifs	Logements en résidence	Total
2008	6	0	0	0	6
2009	3	2	0	0	5
2010	0	0	0	0	0
2011	4	0	0	0	4
2012	1	0	0	0	1
2013	1	0	0	0	1
2014	7	0	0	0	7
2015	4	2	0	0	6
2016	0	0	0	0	0
2017	1	2	0	0	3
Total	27	6	0	0	33

Au cours de la période 2008-2017, la base de données Sit@del2 ne signale pas de construction de locaux non résidentiels²² : hébergement hôtelier, commerce, bureaux locaux industriels ou artisanaux, entrepôts, bâtiments publics ou bâtiments agricoles.

De façon plus concrète, la mairie a fourni les données 2006-2016 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d'habitation :

- **65 nouveaux logements** (neufs et rénovation) ;
- Environ **6 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **13 logements/ha**.

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l'espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune n'ont pas été affectés.

2.7 EQUIPEMENTS PUBLICS ET RESEAUX

2.7.1 EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune d'Asté est faite en régie directe depuis le captage du Hountalet.

2.7.2 ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

2.7.2.1 Schema directeur d'assainissement

Aucune donnée relative à un schéma directeur d'assainissement et aucune carte de zonage n'ont été retrouvées en mairie.

2.7.2.2 Assainissement collectif

Il existe un réseau de collecte des eaux usées mais la commune ne dispose pas de plan du réseau.

²¹ Source : Sit@del2 - Logements autorisés par type et par commune (2008-2017) - données arrêtées à fin octobre 2018 - MEEM/CGDD/SOeS

²² Source : Sit@del2 - Surface de locaux autorisés par type et par commune (2008-2017) - données arrêtées à fin octobre 2018 - MEEM/CGDD/SOeS

Le réseau est géré par le syndicat Intercommunal Les Aygues pour les communes de Baudéan, Asté et Gerde.

La station d'épuration est celle de Bagnères de Bigorre, mise en service en 2006. D'une capacité de 25 000 Equivalent Habitat (EqH), la station traite 9516 EqH à l'heure actuelle (2016) et collecte les eaux usées de la ville de Bagnères de Bigorre, Asté, Gerde, Pouzac et Baudéan.

Elle est conforme à la réglementation en termes d'équipements au 31/12/2018 et conforme en performance en 2016.²³

2.7.2.3 Assainissement non collectif

En dehors des secteurs raccordables au réseau d'assainissement, chaque habitation doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif et les missions du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) sont assurées par le Syndicat Intercommunal Las Aygues.

L'assainissement non collectif concerne les habitations isolées de la commune.

2.7.3 EAUX PLUVIALES

D'une manière générale, les eaux pluviales et de ruissellement sont collectées par des caniveaux (localement busés) et sont acheminées vers les différents canaux puis vers l'Adour.

Il n'existe pas de schéma de gestion des eaux pluviales et aucune donnée n'est disponible sur cette thématique.

2.7.4 DEFENSE INCENDIE

La commune dispose de plusieurs poteaux incendie.

La défense incendie est globalement assurée en ce qui concerne le risque courant, mais certains secteurs :

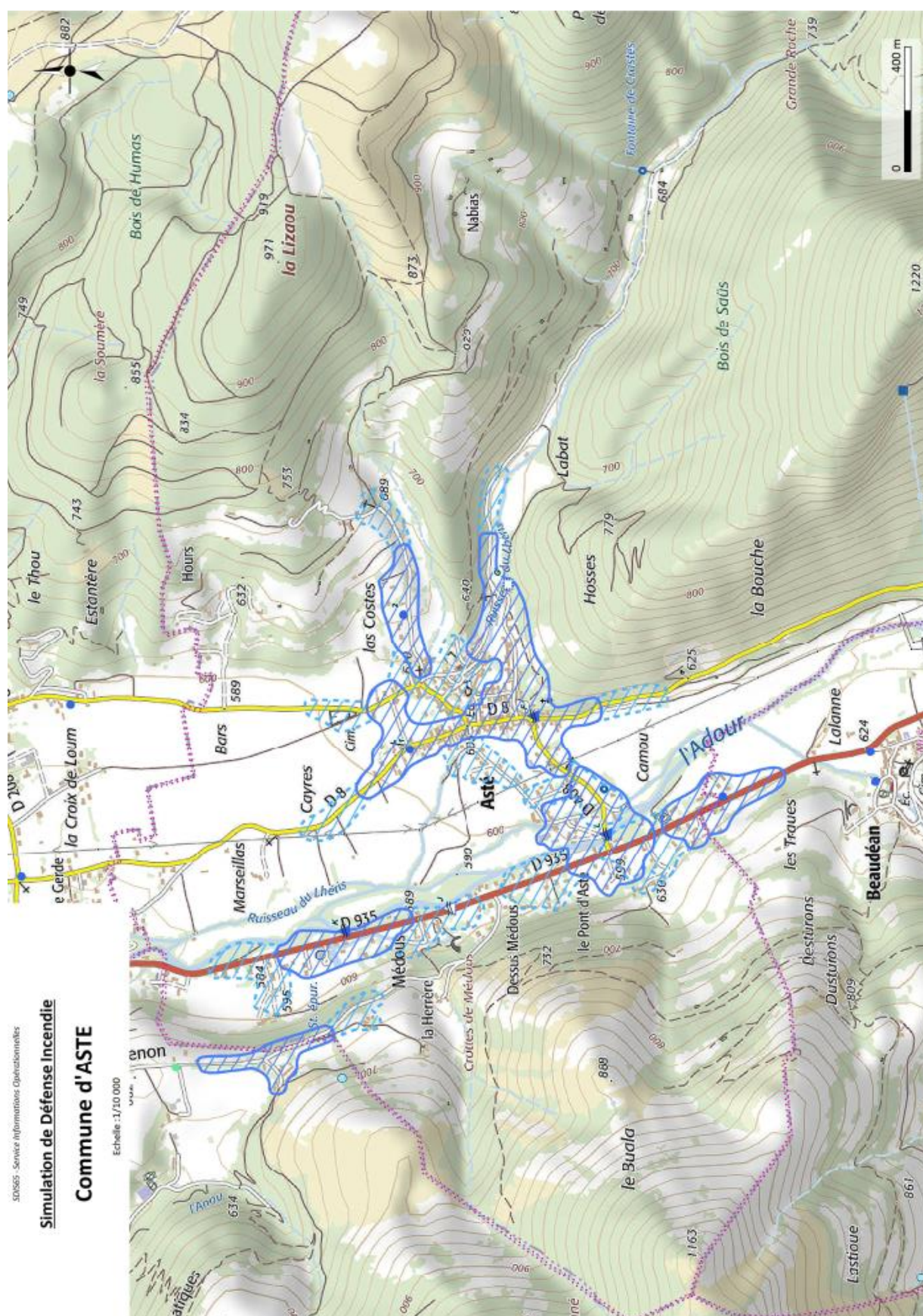
- Ne sont pas couverts, car trop éloignés d'un point d'eau conforme : la couverture incendie de ces secteurs pourrait être assurée par la mise en place de points d'eau pouvant nécessiter le renforcement du réseau d'eau potable ;
- Présentent une couverture dégradée (Figure 25).

Il conviendra de se référer au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) selon la nature du projet, et en particulier ceux ne relevant pas du risque courant²⁴.

²³ Source : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

²⁴ RDDECI arrêté le 27 décembre 2017 - document consultable à l'adresse suivante : <https://deci.sdis65.fr>

Figure 25 - Simulation de la Défense Incendie



CHARTRE GRAPHIQUE DES POINTS D'EAU INCENDIE



CHARTRE 4

Conforme Risque Courant

Poteaux d'Incendie

-  PI 150
-  PI 100
-  PI 80 ou 65


Bouches d'Incendie

-  BI 100
-  BI 80 ou 65

Réserves ou citernes

-  Réserve air libre (120 m³)
-  Réserve fermée ou enterrée (120 m³)



Pt Aspirations

-  Pt aspi inépuisable

Prises d'eau



-  Prise d'eau

Autres


-  Puits conforme
-  Vanne


Suffisant Risque Faible

-  PI 150 acc
-  PI 100 acc
-  PI 80 ou 65

-  BI 100 acc
-  BI 80 ou 65 acc




-  Réserve air libre (60 m³)
-  Réserve fermée ou enterrée (60 m³)



-  Pt aspi épuisable



-  Prise d'eau acc


-  Puits acc

Insuffisant ou Inutilisable


-  PI 150 HS/débit trop faible
-  PI 100 HS/débit trop faible
-  PI 70 HS/débit trop faible

-  BI 100 HS/débit trop faible
-  BI 70 HS/débit trop faible

-  Réserve HS
-  Réserve (fermée ou enterrée) HS

-  Pt aspi non aménagé ou inutilisable

-  Prise d'eau HS

-  Puits HS

SIMULATIONS



Couverture du risque courant :
débit $\geq 60 \text{ m}^3/\text{h}$ ($>50 \text{ m}^3/\text{h}$ toléré)
volume $\geq 120 \text{ m}^3$ ($>100 \text{ m}^3$ toléré)



Couverture dégradée (risque faible) :
 $30 \text{ m}^3/\text{h} \leq \text{débit} < 50 \text{ m}^3/\text{h}$
 $60 \text{ m}^3 \leq \text{volume} < 100 \text{ m}^3$



Couverture fictive efficace
($\rightarrow 200 \text{ m}$)



Couverture fictive dégradée
($\rightarrow 400 \text{ m}$) – risque faible

Précisions (pour un risque courant) :

- acc = accessoire : débit insuffisant mais utilisable (compris entre $30 \text{ m}^3/\text{h}$ et $60 \text{ m}^3/\text{h}$) ou volume insuffisant (compris entre 60 m^3 et 120 m^3)
- HS = hors service ou débit trop faible (débit inférieur à $30 \text{ m}^3/\text{h}$) ou volume trop faible (inférieur à 60 m^3)
- en vert = points d'eau non contrôlés
- numérotation des points d'eau précédée de la lettre F = projet d'ouvrage incendie : couverture en rouge ou orange

2.7.5 AUTRES RESEAUX

2.7.5.1 Electricité

Le SDE65 (Syndicat Départemental d'Electricité des Hautes-Pyrénées) est l'Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Electricité (AODE) qui intervient sur le renforcement, la sécurisation, les extensions du réseau électrique et l'enterrement des lignes.

L'exploitation du réseau est confiée à ERDF qui assure les travaux autres que ceux signalés précédemment (autres travaux basse tension, haute tension A et entretien du réseau électrique).

L'ensemble des zones urbanisées de la commune est raccordé au réseau électrique, mais des renforcements ou des extensions du réseau peuvent être nécessaires, en particulier pour les zones à urbaniser.

2.7.5.2 Téléphone et communications numériques

L'ensemble des zones urbanisées est raccordé au réseau téléphonique fixe.

Le département des Hautes Pyrénées dispose d'un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) depuis 2013. Orange et le Département ont signé un accord pour le déploiement du Très Haut Débit dans les Hautes-Pyrénées, avec un objectif de 100% de Très Haut Débit à horizon 2024.

L'analyse des informations relatives à la couverture en téléphonie mobile (couverture simulée - Voix et SMS)²⁵ montre que la couverture du territoire est globalement assurée avec un niveau qualifié :

- De très bonne couverture pour la partie en plaine du territoire excepté au centre bourg où la couverture est limitée ;
- D'absence de couverture pour les secteurs excentrés de montagne.

La commune bénéficie d'un accès internet fixe par DSL avec un débit de 3 à 8 Mbits/s pour la partie urbaine du territoire.

En ce qui concerne l'internet mobile (4G), l'ARCEP annonce une couverture simulée assurée pour l'ensemble du territoire communal excepté le secteur de montagne. À noter que les données disponibles actuellement sont de type binaire (couvert/non couvert) et ne font pas l'objet d'une information en niveaux de qualité de couverture, contrairement au service 2G (Voix/SMS).

2.7.6 GESTION DES DECHETS

La collecte des déchets et leur traitement, relève de la compétence de la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre.

La collecte des déchets ménagers est assurée chaque semaine en porte à porte.

Des déchetteries sont accessibles à Montgaillard, Bagnères-de-Bigorre et Campan pour les particuliers. Une aire de dépôt des déchets verts est installée sur le site de La Gaillette à Pouzac.

Le site de la Gaillette permet aussi aux professionnels de déposer les déchets inertes.

Le traitement des déchets est assuré par le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD 65), qui traite les déchets ménagers des Hautes-Pyrénées.

La compétence de cet Établissement Public de Coopération Intercommunal comprend :

- la gestion directe des deux centres de stockage de déchets ultimes publics du département, du centre de tri, des aires de compostage, des quais de transfert,
- l'organisation des opérations de transport secondaire entre ses différents sites.

Le SMTD 65 est financé par les contributions des collectivités adhérentes et les recettes de vente de matériaux. La contribution est fixée en fonction du tonnage produit par chaque collectivité.

Depuis 2010, le Département s'est engagé dans un plan départemental de prévention des déchets visant à diminuer la quantité de déchets produits. Un des objectifs de ce plan est de couvrir 80 % du territoire haut-pyrénéen par des programmes locaux de prévention portés par les collectivités ayant la compétence "déchets".

2.7.7 ENERGIE

La commune n'est pas desservie par le réseau de gaz naturel.

²⁵ Source : ARCEP

2.8 DEPLACEMENTS ET TRANSPORTS

2.8.1 LE RESEAU VIAIRE

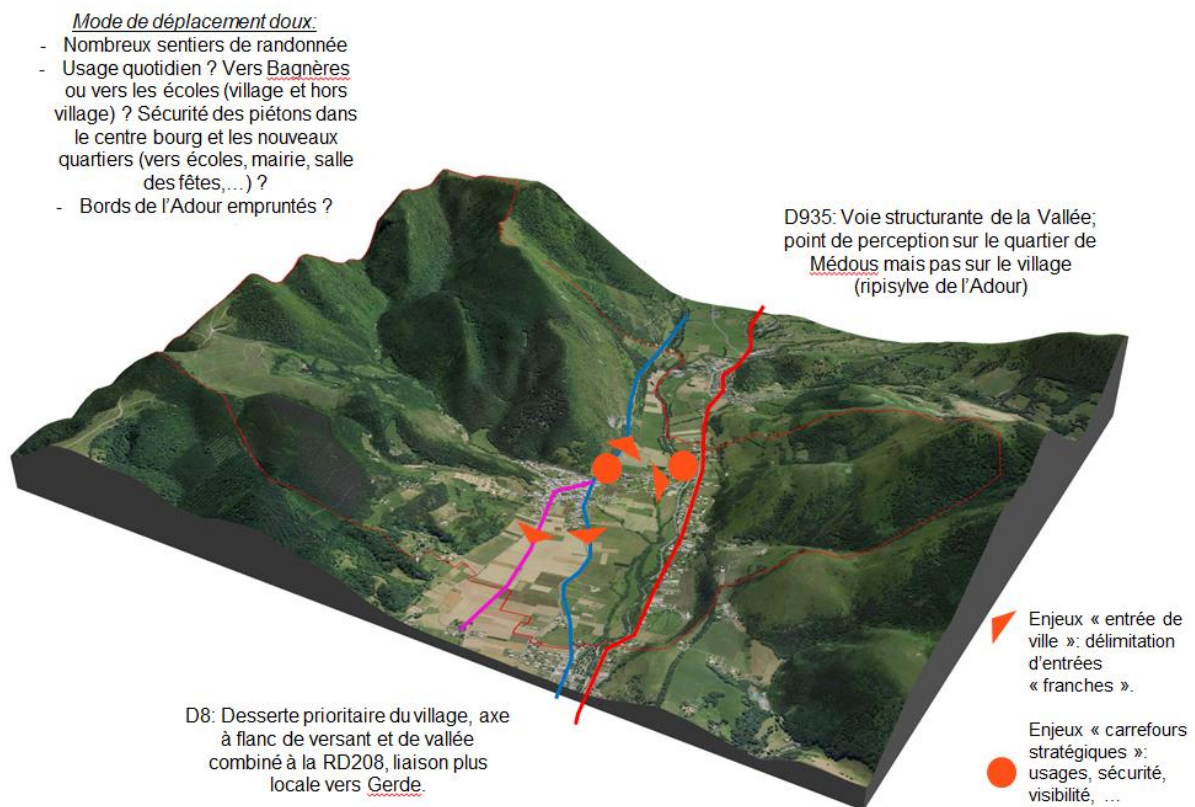
La commune est traversée une voie principale (

Figure 26), la RD935 qui relie Tarbes et Bagnères de Bigorre puis les secteurs de montagne (Col du Tourmalet) par la rive gauche de l'Adour ; elle est classée comme « route à grande circulation » au nord de Bagnères de Bigorre mais non classée au sud (sur le territoire d'Asté donc).

Il s'agit d'une voie structurante à l'échelle départementale et communale mais elle coupe la commune en 2 parties. La RD935 est génératrice de nuisances : trafic important, bruit, sécurité, notamment pour le quartier de Médous.

La RD8 est une voie départementale qui dessert la rive droite de l'Adour, de Gerde à Saint-Marie de Campan. Elle traverse le bourg d'Asté. La RD208 est l'ancienne desserte de la vallée, à flanc de versant et est utilisée comme une desserte plus « locale ».

Figure 26 - Trame routière



Des enjeux de sécurité sont identifiés :

- aux abords de la RD935 : accès aux constructions existantes du quartier « Médou », nouvelles constructions possible, accès au site touristique (grottes de Médous), déplacements piétons le long de la route pour accéder au centre-bourg.
- Lors de la traversée du centre-bourg par des rues étroites où le croisement de deux véhicules peut être difficile et le stationnement problématique, notamment aux abords de l'acole.

2.8.2 LES TRANSPORTS EN COMMUN

La commune n'est pas desservie par les transports en commun.

Un service de transports scolaires assure l'acheminement des élèves vers les différents établissements fréquentés.

2.8.3 LES MODES DE DEPLACEMENT DOUX

Le centre-bourg est relativement réduit : la commune est donc adaptée à un développement des déplacements cyclistes voire piétons.

Ce développement est néanmoins entravé par des problèmes de sécurité liés à la liaison avec le quartier « Médous ».

2.8.4 STATIONNEMENT

Il existe 2 principaux sites permettant le stationnement dans la commune (Figure 27). Autrement, le stationnement non matérialisé reste possible dans les rues du village.

Figure 27 - Répartition des emplacements de stationnement²⁶

Site	Nombre de places de stationnement véhicules légers	Nombre de places de stationnement poids lourds	Nombre de places de stationnement pour les PMR	Nombre de places de stationnement pour les vélos/2 roues
Mairie	Environ 10 délimitées	0	10 (emplacements larges)	Possible mais non matérialisé
Eglise	20 non délimitées	0	0	Possible mais non matérialisé

2.8.5 FLUX DE DEPLACEMENTS

La commune n'est pas concernée par un Plan de déplacements Urbains (PDU).

2.8.5.1 Les déplacements depuis et vers le territoire

En 2015, 34 personnes travaillent et résident sur la commune tandis que 191 habitants travaillent à l'extérieur de la commune.

Le mode de déplacement le plus utilisé est la voiture, seul ou en famille, le co-voiturage semble peu développé.

²⁶ Source : Mairie d'Asté

Figure 28 - Part des moyens de transports utilisés pour se rendre au travail en 2015

	pourcentage
<i>Pas de transport</i>	2,2
<i>Marche à pied</i>	0,9
<i>Deux roues</i>	3,9
<i>Voiture, camion, fourgonnette</i>	91,7
<i>Transports en commun</i>	1,3

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Les déplacements piétonniers et cyclistes correspondent donc essentiellement à une pratique de loisirs, ou sont le fait de populations non actives (scolaires, retraités).

2.8.5.2 Les flux en transit

Les flux en transit concernent en premier lieu la RD935 ; le trafic généré par les autres axes est négligeable.

2.9 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (S.U.P.) sont des servitudes administratives qui établissent des limites au droit de propriété et d'usage du sol et le Code de l'Urbanisme prévoit leur intégration dans les Plans Locaux d'Urbanisme au titre d'annexes (Pièce 4 du présent PLU).

Plusieurs types de servitudes d'utilité publique sont identifiés:

Figure 29 - Liste des servitudes d'utilité publique²⁷

Commune de <i>ASTE</i>		<i>Liste des servitudes d'utilité publique recensées</i>				
type	libellé	objet	nom	document de référence	date	gestionnaire
A7	Servitudes relatives aux forêts de protection	forêt classée	massif forestier de Gramont	décret ministériel	22/03/1927	Direction Départementale des Territoires SEREF
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	classé MH	Eglise - BEAUDEAN	arrêté préfectoral	28/08/1989	Service Département de l'Architecture et du Patrimoine
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	inscrit MH	Eglise - ASTE	arrêté préfectoral	16/02/1989	Service Département de l'Architecture et du Patrimoine
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	captage	Argados	arrêté préfectoral	13/03/2019	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	Captage	Hourt Négro	arrêté préfectoral	13/03/2019	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	Source	HOUNTAET (CHEMIN LHERIS)	arrêté préfectoral	16/05/2008	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	captage source	ILHAOU	arrêté préfectoral	25/07/2006	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
I2	Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie hydraulique	chute	Payolle et Campan	Pas de document trouvé		EDF / Direction Production Ingénierie DAJP
I3	Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de gaz	Canalisation	DN 100 BAGNERES DE BIGORRE-ARTIGUES	compte gestionnaire		TIGF Secteur de Tarbes
I4	Servitudes relatives aux lignes électriques.	ligne 63 KV	Campan-Monloup 1 et 2	décret ministériel	14/10/1991	RTE TRANSPORT ELECTRICITE SUD-OUEST Groupe Ingénierie Maintenance Réseau

DDT 65 /SUFI-BADS

mardi 7 octobre 2019

²⁷ Source : Porter à connaissance - liste des servitudes en date du 24/02/2016

type	libelle	objet	nom	document de référence	date	gestionnaire
INT1	Servitudes au voisinage des cimetières	cimetière	information indicative DDT			Préfecture des Hautes-Pyrénées
PM1	Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles	PPRN	Asté	arrêté préfectoral	02/12/2016	Direction Départementale des Territoires SERCAD
PT1	Servitudes relatives à la protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électro-magnétiques	centre radioélectrique	065 013 0024- Campen nord	décret ministériel	05/04/1979	Télédiffusion de France Direction Régionale Sud-Ouest
T7	Servitudes aéronautiques relatives aux installations particulières à l'intérieur des zones de déagagement	servitude aéronautique extérieur zones déagagement	Servitude aéronautique	arrêté ministériel	25/07/1990	Direction Générale de l'Aviation Civile SNIA

DDT 65 /SUFL-BADS

mardi 1 octobre 2019

3 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 PRESENTATION PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE

3.1.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.1.1.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne

Les SDAGE sont des documents institués par la loi sur l'eau de 1992, élaborés à l'échelle de chacun des grands bassins versants hydrologiques français (7 bassins en métropole et 5 en outre-mer) : ils fixent pour 6 ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux" (pour les cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et littoraux). Les SDAGE s'imposent à l'ensemble des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.

Pour chaque bassin, le comité de bassin adopte les grandes orientations dans le cadre des politiques nationales et européennes de l'eau. Cette assemblée composée d'une représentation large de toutes les catégories d'acteurs de l'eau, pilote l'élaboration du SDAGE du bassin.

Les agences de l'eau, principaux organes de financement de la politique de l'eau dans les bassins, assurent avec les services déconcentrés de l'Etat (DREAL de bassin) et l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (Onema), le secrétariat technique pour l'élaboration du SDAGE. Elles agissent dans chaque bassin pour concilier la gestion de l'eau avec le développement économique et le respect de l'environnement.

La dernière génération du SDAGE Adour-Garonne a été approuvée le 1er décembre 2015 et s'applique pour la période 2016-2021. Elle tire le bilan du SDAGE 2010-2015 et définit pour 6 ans les priorités de la politique de l'eau dans le bassin Adour-Garonne :

- En précisant les orientations de la politique de l'eau dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource :

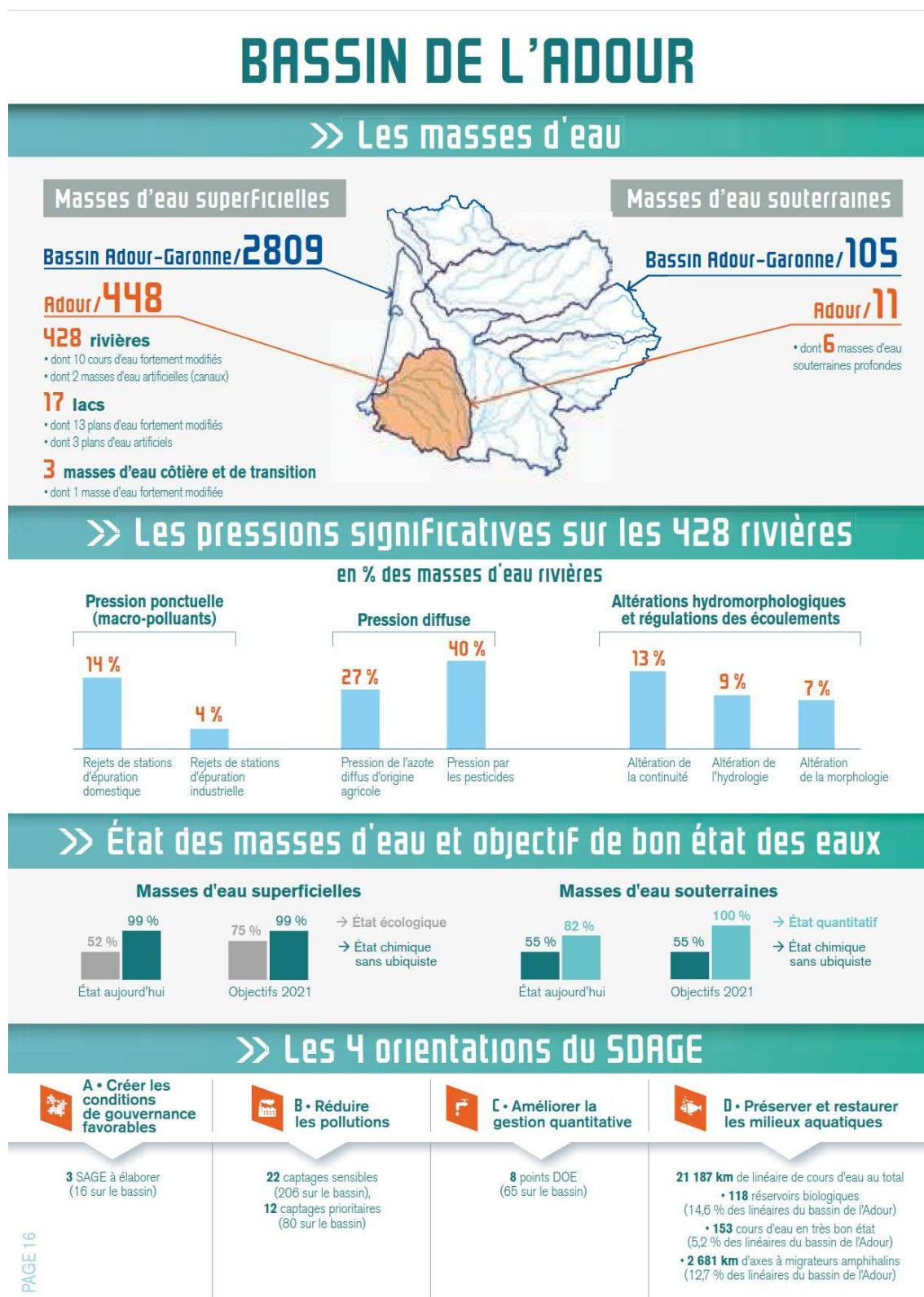
4 orientations sur le bassin Adour-Garonne



- En fixant des échéances pour atteindre le bon état des masses d'eau ;
- En préconisant ce qu'il convient de faire pour préserver ou améliorer l'état des eaux et des milieux aquatiques ;
- En prenant en compte le changement climatique.

Le Programme de mesures (PDM) regroupe des actions à la fois techniques, financières, réglementaires ou organisationnelles à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE. Il évalue le coût de ces actions.

Figure 30 - SDAGE 2016-2021 - Chiffres clés pour le bassin de l'Adour



Le P.L.U. doit être compatible avec le SDAGE, en particulier sur les thématiques suivantes :

- réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, de l'assainissement des eaux usées, etc.) ;
- gestion durable des eaux souterraines, préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;

- fourniture d'une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- maîtrise de la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique (préventions des crues) ;
- approche territoriale de l'eau placée au cœur de l'aménagement du territoire.

Asté appartient au bassin versant de l'Adour qui couvre 16880 km² et se caractérise par :

- la présence de villes telles que Pau, Bayonne, Tarbes, Mont-de-Marsan, Dax et Lourdes ;
- une activité agricole importante (grandes cultures céréalières prédominantes, cultures maraichères et vergers, élevage en altitude), mais aussi des activités telles qu'industrie agro-alimentaire, aéronautique, industrie chimique et industrie liées à la transformation du bois. On dénombre quelques entreprises d'extraction de granulats et d'hydroélectricité. Le tourisme est bien développé sur le territoire, tout comme le thermalisme ;
- des enjeux liés à la préservation de la qualité des eaux souterraines pour l'eau potable (en particulier pour les nappes alluviales de l'Adour et des gaves contaminées par les nitrates et les pesticides), à l'amélioration de la qualité des eaux de surface (réduire et supprimer les substances toxiques prioritaires d'origines urbaine et industrielle et celles liées aux pollutions diffuses) à la restauration, à la restauration des débits d'étiage (gestion de la ressource), au fonctionnement des rivières (restaurer les phénomènes de régulation naturelle et la dynamique fluviale, protéger les écosystèmes aquatiques et zones humides), à la mise en place d'une gestion équilibrée et globale par bassin versant, grande vallée et par système aquifère.

Les chiffres clés relatifs au SDAGE pour le Bassin de l'Adour sont donnés dans la figure jointe (Figure 30).

3.1.1.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Adour Amont

Le SAGE Adour Amont réalisé par l'Institution Adour est un document de planification local de la gestion de l'eau qui décline le SDAGE à l'échelle du bassin versant depuis la source de l'Adour jusqu'à sa confluence avec le Luy à l'aval de Dax. Il permet d'encadrer la politique de l'eau à l'échelle de ce bassin versant et d'orienter les politiques d'aménagement du territoire, qui sont en interaction directe avec la ressource en eau.

Il fixe ainsi les objectifs généraux d'utilisation et de protection des ressources en eau superficielles et souterraines, et des milieux aquatiques (zones humides, lagunes, bras morts, etc.), afin de garantir un équilibre durable entre la préservation des milieux aquatiques et les usages existants sur le bassin.

Il est composé de deux documents :

- le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) découpé en enjeux, orientations générales et sous-dispositions. Si la plupart des sous-dispositions sont incitatives, certaines, dites de « mise en compatibilité » portent sur une compatibilité directe des documents d'urbanisme avec le SAGE.
- le règlement, qui est également opposable aux tiers, dans un rapport de conformité.

Les orientations et objectifs du SAGE Adour Amont à intégrer plus particulièrement dans le P.L.U. sont les suivants :

- Eau potable : préserver durablement la ressource en eau potable (qualité de l'eau, du sol, du sous-sol, prévention des pollutions et nuisances) ;
- Zones à objectifs plus stricts (ZOS) et zones à protéger pour le futur (ZPF) : intégrer les objectifs spécifiques à chaque ZOS ou ZPF ;
- Erosion des sols : limiter les risques d'érosion et préserver les éléments naturels qui limitent l'érosion, voire les restaurer ;
- Zones humides : préserver durablement les milieux humides, voire les restaurer (cf. disposition 19 « mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides », sous-disposition 19.2 « Prise en compte de l'objectif de protection durable des ZH dans les documents d'urbanisme ») ;
- Gestion des eaux pluviales : limiter la dégradation des milieux par temps de pluie, limiter l'imperméabilisation et le ruissellement ;
- Effets cumulés des assainissements non collectifs : identifier les secteurs concernés par des effets cumulés de l'ANC dégradant la qualité des masses d'eau et respecter les objectifs de bon état écologique et de non- dégradation fixés par le SDAGE Adour-Garonne ;

- Préserver les boisements et ripisylves : préserver les boisements qui limitent la dégradation des masses d'eau par l'érosion et les pollutions diffuses (cf. disposition 20 « Préserver et rétablir les continuités écologiques » avec plusieurs sous-dispositions concernant les végétations rivulaires etc. qui recoupent les dispositions d'autres documents tels que le Schéma Régional de Cohérence Ecologique - SRCE).

3.1.2 CONTEXTE GEOLOGIQUE ET GEOMORPHOLOGIQUE

Les deux communes de Gerde et Asté s'étendent sur un ensemble de formations typiques de ce secteur de la vallée de l'Adour.

En fond de vallée, les alluvions récentes et anciennes de l'Adour ont construit un système de deux terrasses emboîtées assez nettes, notées Fz pour la partie récente à actuelle et Fx1 pour les dépôts plus anciens. Localement, des atterrissements de type cône de déjection viennent s'imprimer dans ces terrasses, comme c'est le cas à Asté.

Les flancs de la vallée sont occupés par des formations très hétérogènes, qui marquent d'ailleurs la limite entre les dépôts d'avant massif des flyschs au nord et les formations calcaires principalement secondaires du massif « nord-pyrénéen » au sud. Ce dernier est bien plus marqué dans la haute vallée, vers Campan. Ces formations sont des calcaires, des schistes, des marnes, des brèches, donc tout un ensemble complexe, de faible ampleur mais extrêmement intriqué. Il en résulte une très grande diversité dans les versants, et des sols qui peuvent largement varier d'une parcelle à l'autre. Vers le sud-Est, la commune d'Asté intercepte plus strictement les zones d'altitude plus élevée formées sur les massifs calcaires du Jurassique, jusqu'au casque du Lhéris. Il en résulte également la présence de nombreuses carrières de divers matériaux, principalement des calcaires.

Les sommets de coteaux, dans le secteur de Gerde, sont ornés de placages plus récents d'argiles à galets datées du Pliocène, similaires à ceux que l'on retrouve sur les plateaux de Cieutat, puis Lannemezan et Ger. Ces placages ont localement colluvionné dans les versants et peuvent venir draper les versants sur matériaux divers. Ce sont donc ces colluvionnements qui sont à l'origine des sols sur cette commune de Gerde. Sur la commune d'Asté, toujours dans les secteurs d'altitude, on peut encore observer des dépôts morainiques en lentilles isolées.

Figure 31 – Carte géologique

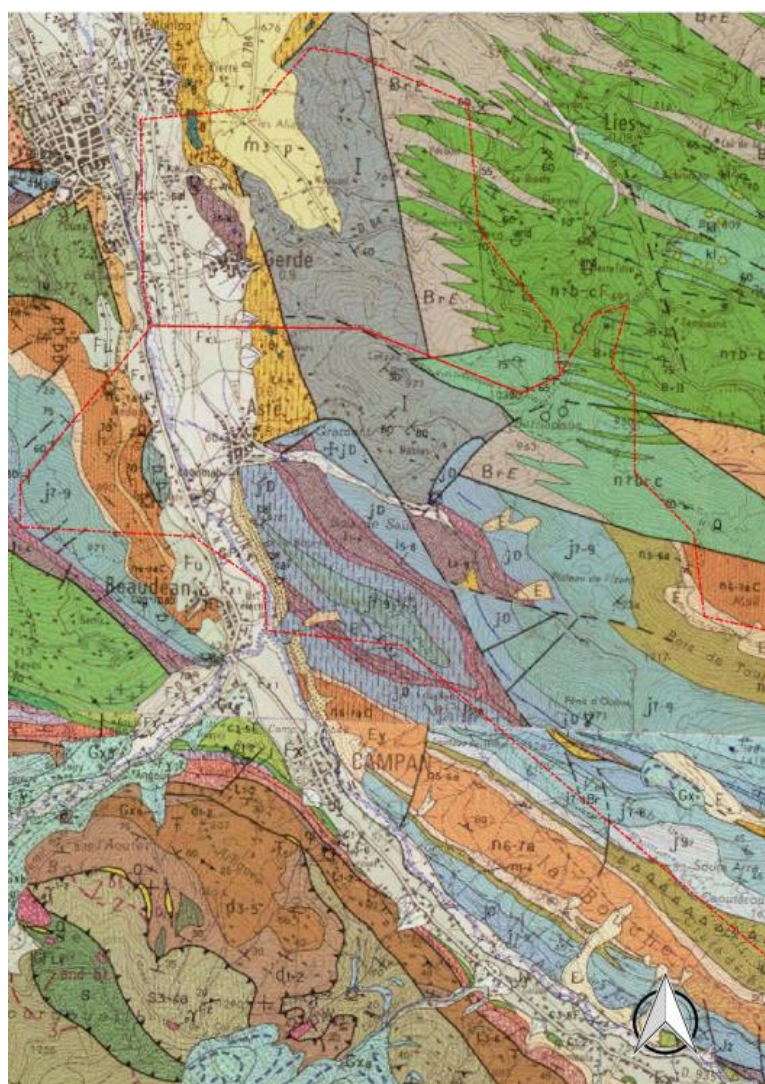
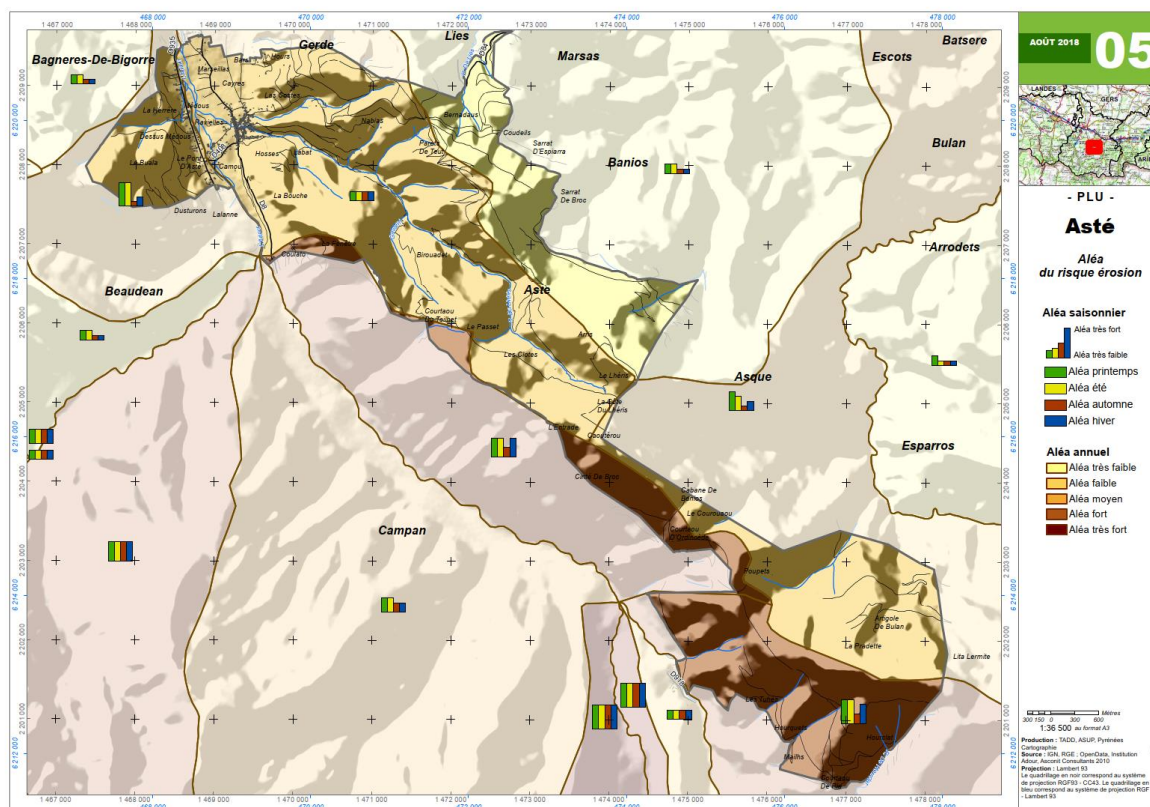


Figure 32 - Aléa du risque Erosion (Carte au format pleine page en annexe)



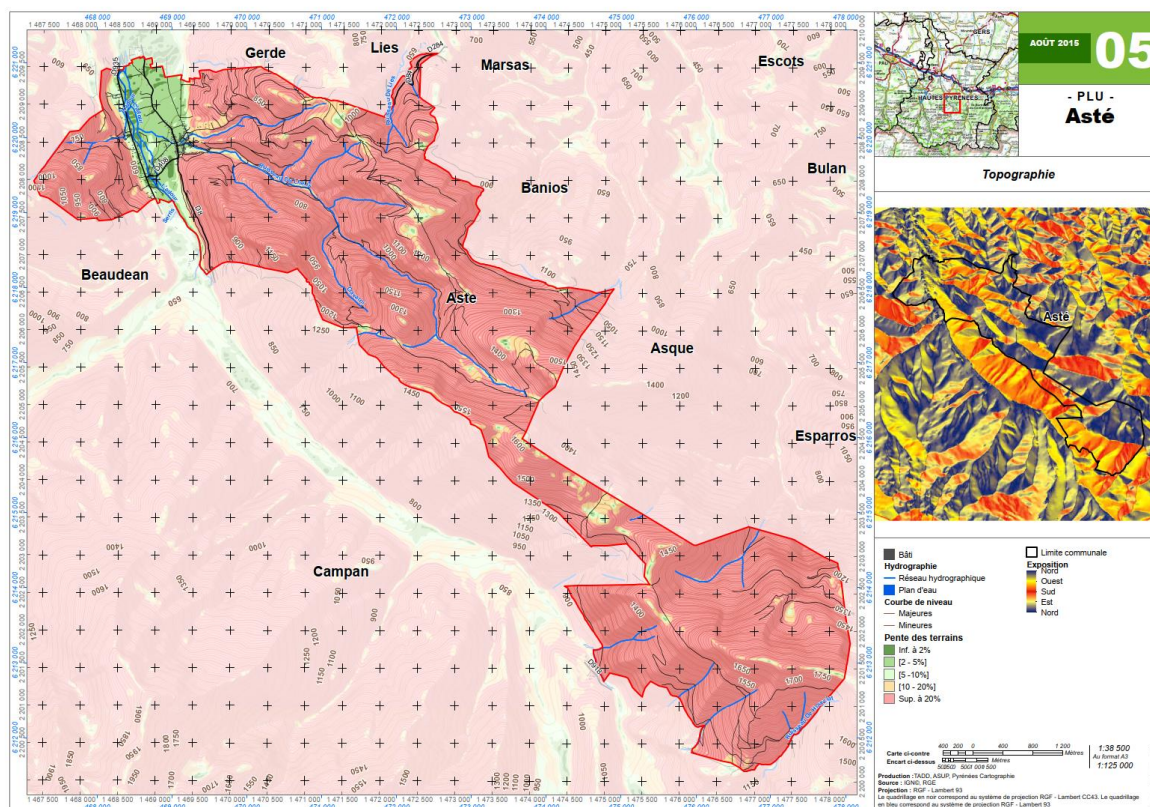
3.1.3 TOPOGRAPHIE ET EXPOSITION

La commune d'Asté s'étend :

- dans la plaine de l'Adour dans un contexte de pente faible (moins de 5%) ;
- dans les pentes de montagne principalement à l'est et faiblement à l'ouest sur des pentes fortes, souvent supérieure à 20%.

Couvrant plus de 2000 ha, la commune s'étend de l'entrée de la vallée du Haut Adour jusqu'au Signal de Bassia en passant par le col du Teillet, la crête du Haboura, le col de Coume Seque jusqu'à ruisseau du Tech non loin du Signal de Bassia. Le village est rassemblé au pied du Bruchaca (Pic d'Asté), au débouché du ruisseau du Lhéris. Le quartier de Medous s'est étendu à l'Ouest le long de l'Adour.

Figure 33 - Aléa du risque Erosion (Carte au format pleine page en annexe)



3.1.4 CONTEXTE CLIMATIQUE

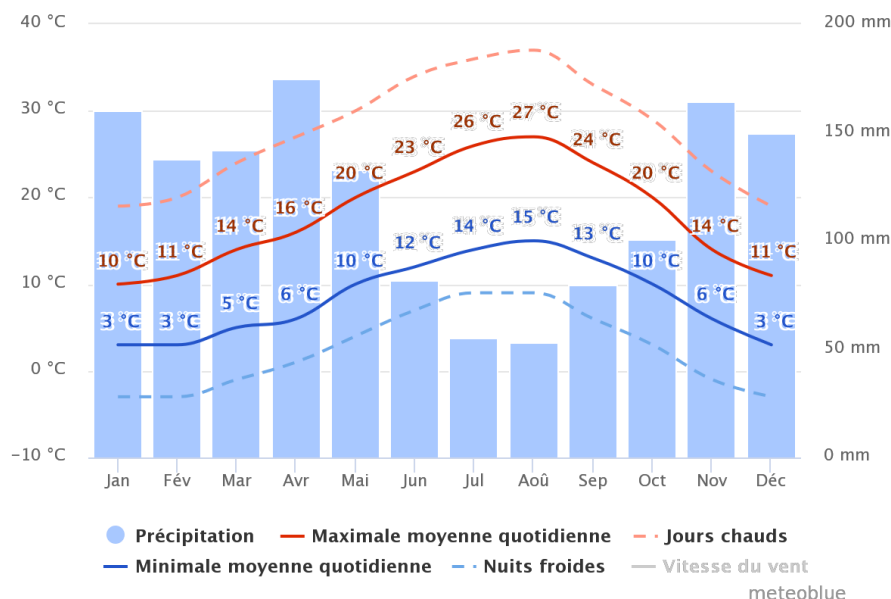
Le climat est de type océanique, tempéré par la proximité de la chaîne des Pyrénées. Il se caractérise par un hiver doux, des étés chauds et orageux et un printemps pluvieux.

En automne et en hiver, le vent de sud à sud-ouest peut amener un temps sec et exceptionnellement chaud pour la saison, à cause de l'effet de foehn dû au franchissement des Pyrénées par des masses d'air doux en provenance d'Espagne.

Les précipitations y sont régulières tout au long de l'année avec une augmentation au printemps.

Les vents dominants sont orientés à l'ouest, et apportent généralement la pluie depuis l'Atlantique.

Figure 34 - Normales climatologiques annuelles de la station météorologique de l'aéroport Tarbes-Ossun-Lourdes²⁸



3.1.5 LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET LES MILIEUX AQUATIQUES

3.1.5.1 Réseau hydrographique

La commune d'Asté est drainée par l'Adour et ses affluents (Figure 35).

L'Adour est un cours d'eau naturel navigable de 308 km. Il prend sa source dans la commune d'Aspin-Aure et se jette dans l'Atlantique au niveau de la commune de Tarnos.

Une des particularités de l'Adour est qu'elle présente un faible et régulier transport solide.

Il existe une station hydrométrique au pont d'Asté :

Pour la station hydrométrique du Pont d'Asté (272 km²) :

Durée de retour	10 ans	20 ans	50 ans	100 ans
Débit (m³/s)	87	114	182	233

La commune est parcourue par plusieurs canaux dérivés de l'Adour.

3.1.5.2 Zones humides

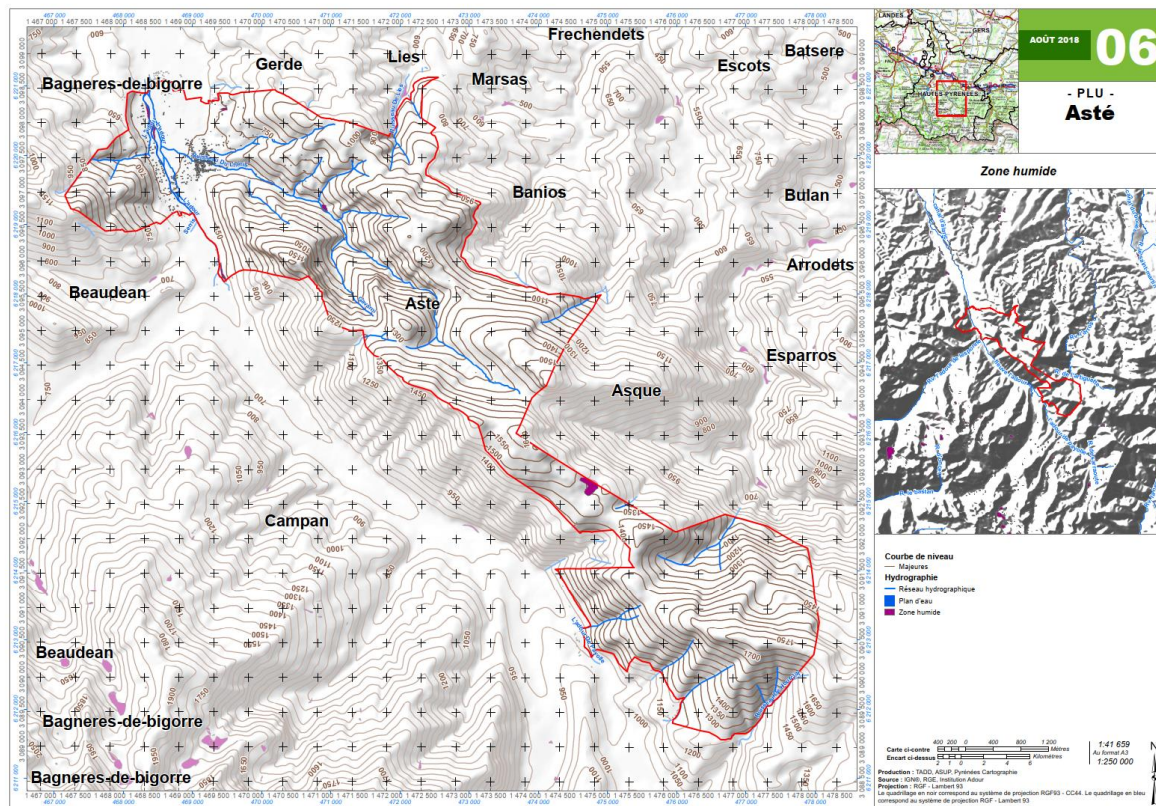
Plusieurs zones humides situées à proximité de l'Adour ont été repérées lors des études relatives aux habitats naturels du site Natura 2000 "Vallée de l'Adour et à l'élaboration du SAGE Adour-Amont réalisé par l'Institution Adour.

Les études de terrain réalisées dans le cadre du P.L.U. n'ont pas conduit à identifier de zones humides particulières à l'intérieur des zones urbaines ou à urbaniser.

A noter qu'une des zone humide en bordure de l'Adour est aujourd'hui un talus composé de gravas (depuis une vingtaine d'années).

²⁸ Source : <http://www.meteofrance.com>

Figure 35 - Réseau hydrographique et zones humides (Carte au format pleine page en annexe)



3.1.5.3 Qualité des eaux

3.1.5.3.1 Milieux aquatiques superficiels

La commune n'est pas classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole mais en zone de répartition des eaux (ZRE) : zones caractérisées par un niveau des besoins en eau tous usages confondus, supérieur aux ressources disponibles.

Elle est classée en zone sensible à l'eutrophisation sur 29% de sa surface.

Dans sa traversée de la commune, l'Adour se caractérise par un bon état écologique mais elle n'est pas classée pour son état chimique.

Les objectifs fixés par le SDAGE 2016-2021 sont les suivants :

Etat écologique Bon potentiel 2015

Etat chimique Bon état 2015

Les pressions qu'elle subit sont essentiellement liées aux rejets de stations d'épurations industrielles, aux prélèvements pour l'irrigation, aux pesticides, mais aussi à des altérations hydromorphologiques et de régulations des écoulements (Figure 36).

La station d'épuration de Bagnères de Bigorre rejette ses eaux dans l'Adour.

Figure 36 - L'Adour du confluent de la Douloustre
Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2016-2021 sur la base de données 2011-2012-2013)²⁹

SDAGE-PDM 2016-2021

		Indice de confiance			Indice de confiance
Potentiel écologique :	Bon	Moyen	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon	Faible
Origine :	Mesuré		Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon	
Stations de mesure ayant permis de qualifier l'état écologique :			Stations de mesure ayant permis de qualifier l'état chimique :		
	● 05234980 - L'Adour à Aurensan			● 05234980 - L'Adour à Aurensan	

Voir le chapitre "données" ci-après pour obtenir des données complémentaires à l'échelle de la station.
Télécharger l'Arrêté du 27 Juillet 2015 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

Pressions de la masse d'eau (Etat des lieux 2013)

SDAGE-PDM 2016-2021	Pressions	
	Pression ponctuelle :	
	Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Non significative
	Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Non significative
	Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Significative
	Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Inconnue
	Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Significative
	Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
	Pression diffuse :	
	Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
	Pression par les pesticides :	Significative
	Prélèvements d'eau :	
	Pression de prélèvement AEP :	Non significative
	Pression de prélèvement industriels :	Non significative
	Pression de prélèvement irrigation :	Significative
	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
	Altération de la continuité :	Elevée
	Altération de l'hydrologie :	Modérée
	Altération de la morphologie :	Elevée

Le SAGE Adour Amont inscrit un certain nombre de dispositions visant à préserver la qualité des eaux superficielles sous le thème « qualité de l'eau » :

- Disposition 5 « Diminuer l'impact des rejets d'eau pluviale »
- Disposition 6 « Réduire l'impact des rejets de l'assainissement non collectif », sous-disposition 6.1 « prendre en compte l'impact cumulé des rejets de l'assainissement non collectif dans les documents de planification ».

Les enjeux signalés pour l'unité hydrographique de référence (UHR) « Adour » à laquelle appartiennent les cours d'eau qui traversent la commune sont les suivants :

- qualité des eaux souterraines et têtes de bassin pour les besoins en eau potable ;
- réduction des rejets domestiques et industriels ; ;
- réduction des pollutions diffuses ;
- conciliation de l'ensemble des usages à l'étiage ;
- protection et restauration des cours d'eau et milieux remarquables (morphologie, biologie).

²⁹

Source : Système d'Information sur l'Eau du Bassin Adour-Garonne

3.1.5.3.2 Masses d'eau souterraines

La commune est concernée par 2 masses d'eau souterraine :

- Alluvions de l'Adour et de l'Echez, l'Arros, la Bidouze et la Nive : il s'agit d'un système alluvial majoritairement libre et qui couvre une superficie de 1005 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés mauvais, avec un objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 (SDAGE 2016-2021) ; cette nappe est soumise à des pressions significatives en ce qui concerne les nitrates d'origine agricole et les prélèvements d'eau. La nappe alluviale de l'Adour et de l'Echez est une réserve stratégique en eau pour l'alimentation en eau potable et l'irrigation. Elle est particulièrement sensible aux pollutions diffuses du fait de sa faible profondeur, du caractère filtrant des terrains et de sa faible pente. Elle est captée par des puits pour l'alimentation en eau potable (commune d'Ossun) ;
- Terrains plissés du BV Adour secteur hydro q0 : il s'agit d'une nappe libre qui s'étend sur 821 km² ; son état quantitatif et son état chimique sont jugés bons en 2015 ;

Les enjeux signalés pour la Commission territoriale « Adour » à laquelle appartient le territoire sont les suivants :

- Préserver la qualité des eaux souterraines pour les usages en eau potable et plus particulièrement pour les nappes alluviales de l'Adour et des gaves contaminées par les nitrates et les pesticides
- améliorer la qualité des eaux de surface en réduisant et supprimant les substances toxiques prioritaires d'origines urbaine et industrielle et celles liées aux pollutions diffuses
- restaurer les débits d'étiage par la mise en œuvre d'outils de gestion intégrée et un partage équilibré de la ressource
- Préserver et réhabiliter le bon fonctionnement des rivières en restaurant les phénomènes de régulation naturelle et la dynamique fluviale et en protégeant les écosystèmes aquatiques et les zones humides pour enrayer leur disparition et leur dégradation
- faciliter la gestion équilibrée et globale par bassin versant, grande vallée et par système aquifère, par la mise en place d'outils réglementaires adaptés
- réduire les pollutions bactériennes afin d'améliorer la préservation des secteurs de baignade et d'activités nautiques
- réduire la vulnérabilité du territoire aux inondations.

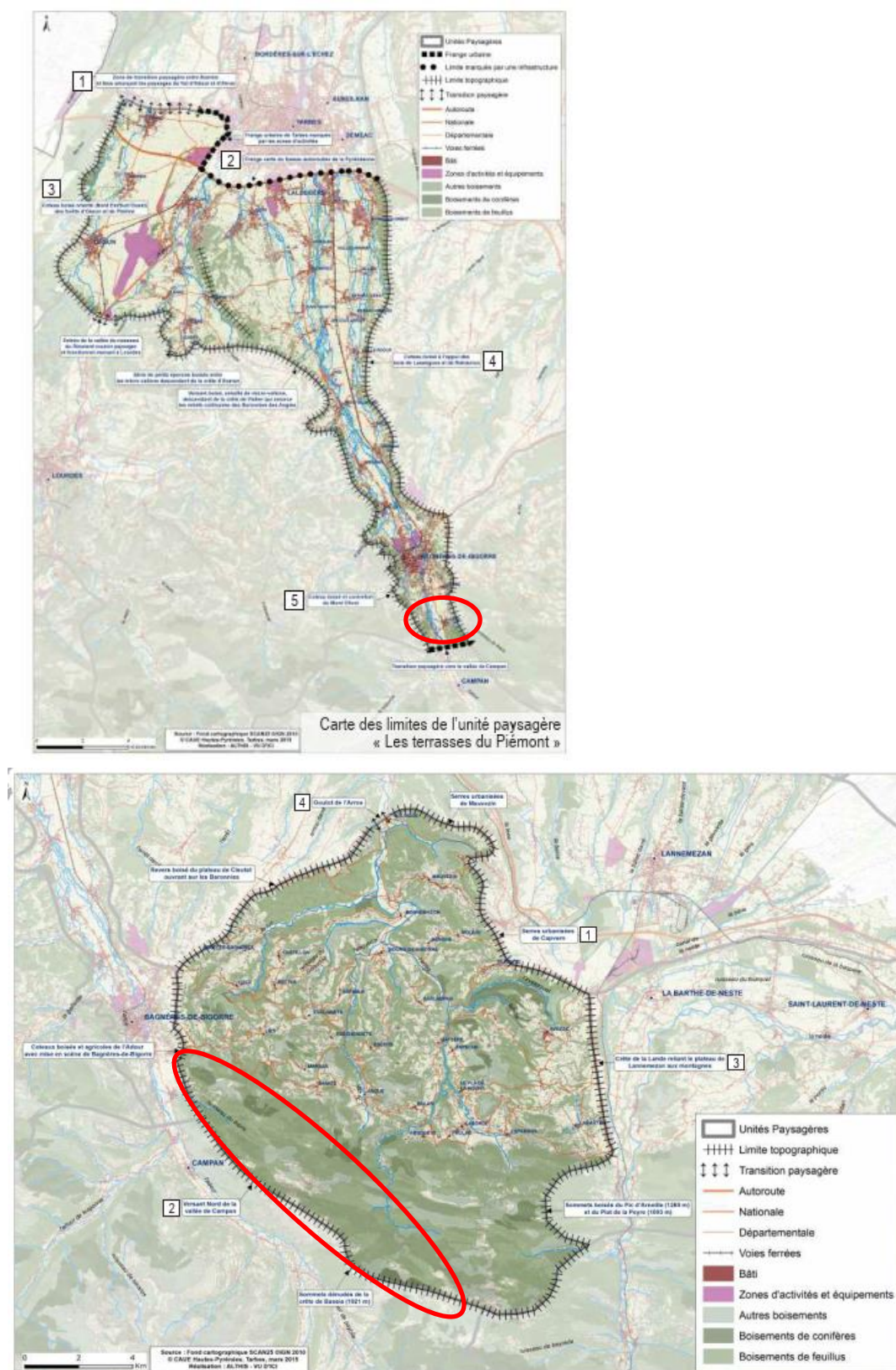
3.2 ANALYSE PAYSAGERE

3.2.1 CONTEXTE PAYSAGER

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées³⁰ place la commune dans 2 unités paysagères différentes (cf. Figure 37).

³⁰ Atlas des paysages des Hautes Pyrénées - Mars 2015

Documents téléchargeables sur le site internet du CAUE (<http://www.caue-mp.fr/espace-ressources/atlas-des-paysages-des-hautes-pyrenees/itemid.html>)

Figure 37 - Situation de la commune dans l'Atlas des Paysages des Hautes-Pyrénées³¹³¹ Source : Porter à connaissance de l'Etat - Annexes

- Le centre-bourg et Médous dans la vallée de l'Adour : Unité paysagère des « Terrasses du Piémont » ;
Le paysage se caractérise d'une manière générale par :
 - une succession de terrasses orientées nord-sud dans les vallées de l'Adour et de l'Echez ;
 - un paysage bocager avec des prairies humides à proximité des cours d'eau et des canaux ;
 - des parcelles de grandes cultures sur les terrasses ;
 - des bourgs groupés qui se sont développés en étoile le long des routes, et une diffusion récente de l'urbanisation sur les terres agricoles ;
 - le développement de zones d'activités, notamment à proximité des axes principaux Tarbes-Lourdes - Bagnères de Bigorre.

A Asté, dans la plaine, la topographie est peu accusée avec un relief liée au réseau hydrologique. Le paysage proche est structuré par la végétation liée aux cours d'eau ainsi qu'aux routes et chemins, tandis que les Pyrénées constituent la toile de fond du paysage vers le sud et que les versants boisés encadrent les espaces bâtis.



L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées met en évidence les enjeux suivants (cf.

Figure 38) :

- maîtriser la pression urbaine et la qualité de l'assise paysagère des espaces urbains,
- assurer la qualité et la lisibilité des infrastructures de transport,
- gérer les boisements et leur effet dans le paysage,
- valoriser la qualité et la diversité des trames vertes et bleues,
- valoriser les espaces agro-naturels,
- garantir la qualité et l'identité des espaces publics et du bâti.

- A l'est, la partie montagneuse : Unité paysagère « Baronnie de Bigorre».

Le paysage se caractérise d'une manière générale par :

- implantation des villages soit dans la plaine, soit en crêtes ;
- un réseau labyrinthique de vallées ;
- un paysage refermé par d'importantes masses boisées ;
- important patrimoine bâti jouant un rôle de repère dans le paysage ;
- un bâti agricole manquant le paysage ;
- un paysage agricole altérant pâtures et cultures.

A Asté, cet espace est perçu comme boisé lorsqu'il est vu depuis le fond de la vallée, alors qu'il est largement composé d'estives en altitude.

L'atlas des paysages des Hautes Pyrénées met en évidence les enjeux suivants relatifs à la commune (cf.

Figure 38) :

- assurer la qualité de l'environnement forestier ;
- Prévenir la disparition de la diversité agricole et la fermeture du paysage ;
- Anticiper les dynamiques urbaines et conforter la qualité de l'assise paysagère des bourgs ;
- Jouer le repérage du réseau viaire pour faciliter les déplacements, améliorer l'attrait touristique, mettre en scène le patrimoine.

Quelques photos du paysage :

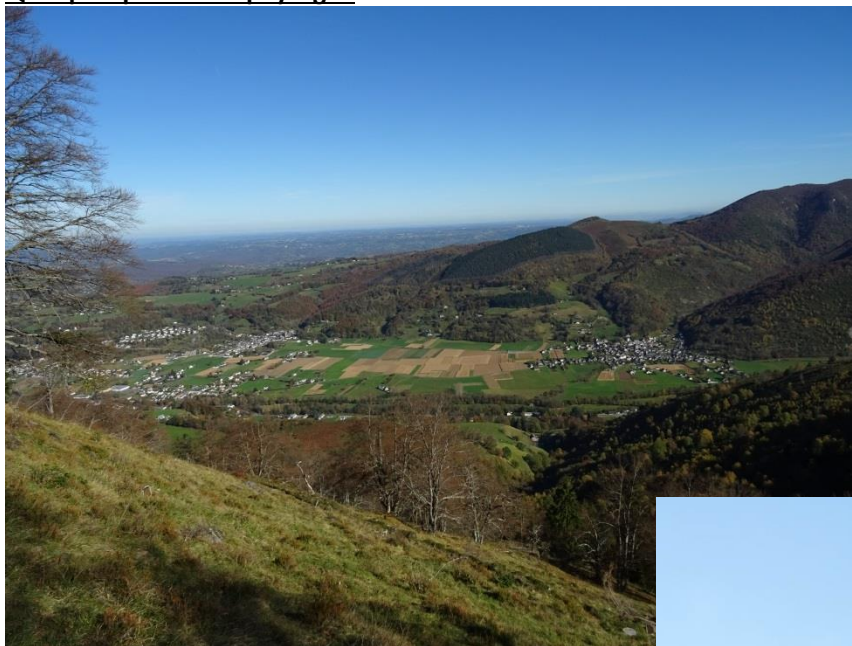
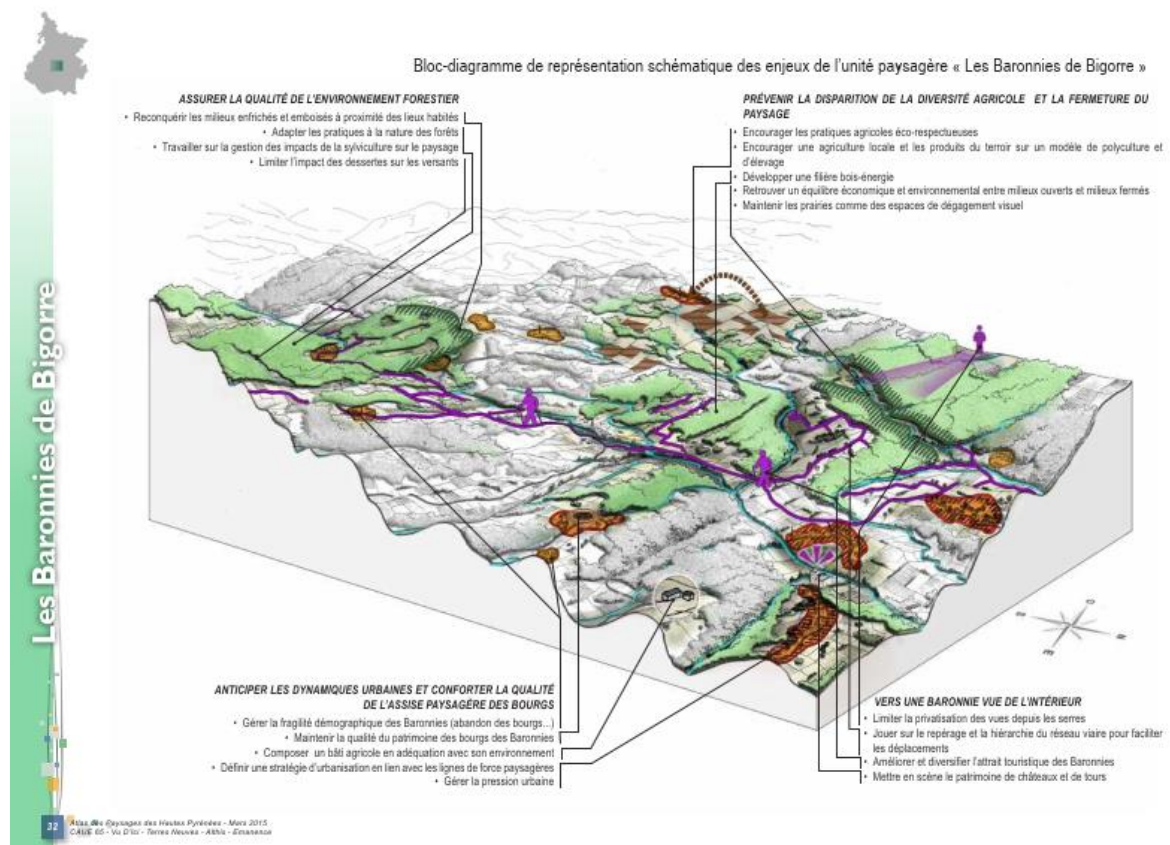
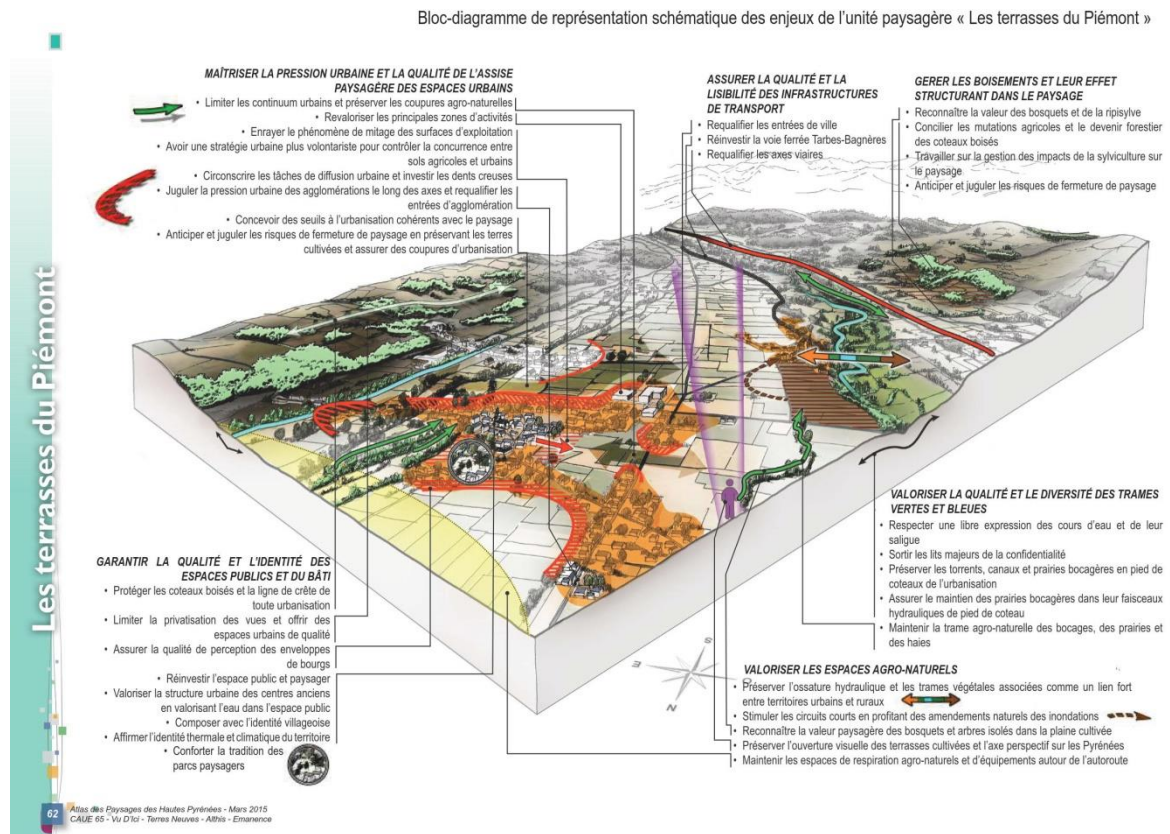


Figure 38 - Représentation schématique des enjeux des unités paysagères³⁰

3.2.2 LES ELEMENTS PAYSAGERS REMARQUABLES

Plusieurs éléments paysagers remarquables peuvent être identifiés pour leur rôle structurant dans le paysage, mais aussi dans l'identité communale :

- les murs en galets dans le village (A) ;
- les canaux (B) ;

(A)



(B)



3.3 MILIEUX NATURELS – TRAME VERTE ET BLEUE

3.3.1 LES ESPACES NATURELS

3.3.1.1 Sites Natura 2000

La commune n'est pas directement concernée par des sites Natura 2000. Deux sites sont situés néanmoins à proximité, mais éloignés des zones urbanisées :

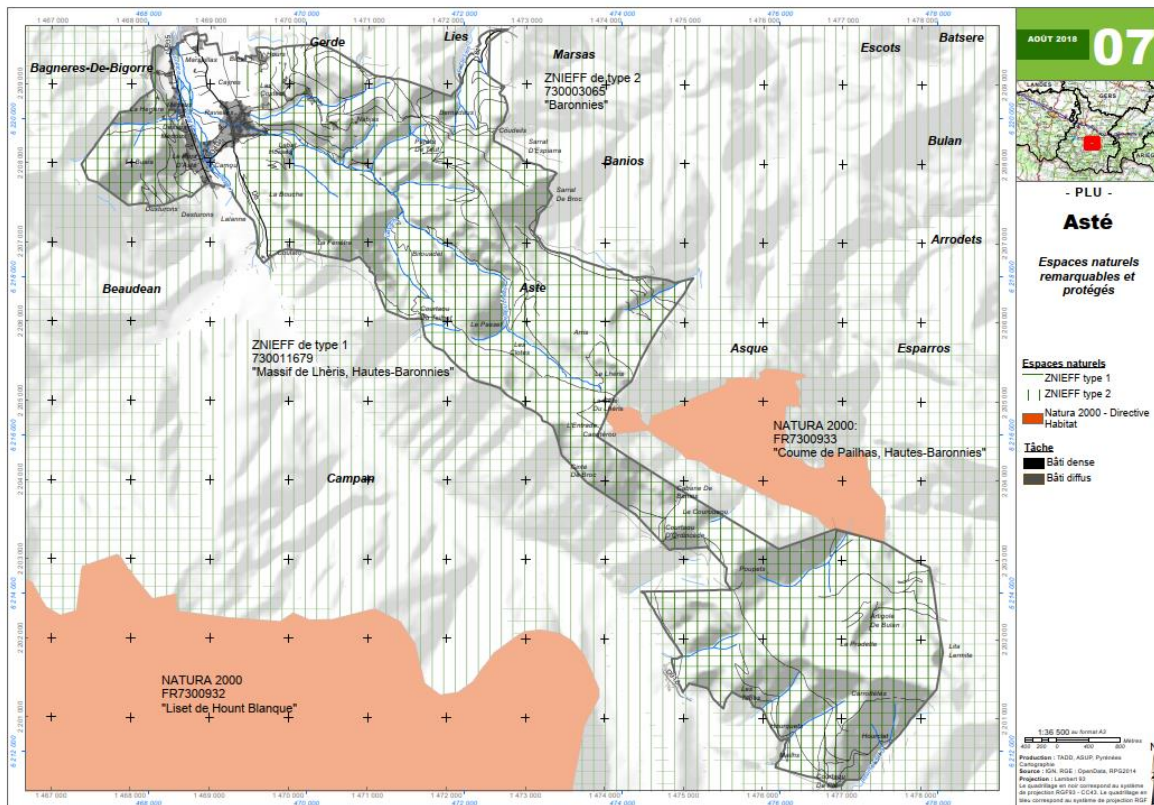
- Site « Liset de Hount Blanche » (FR73000932)
- Site « Coume de Pailhas, Hautes-Baronnies » (FR7300935).

La constitution du réseau Natura 2000 repose sur la mise en œuvre de deux directives européennes : les directives « oiseaux » et « habitats ».

Son objectif est la conservation, voire la restauration d'habitats naturels et d'habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage, et d'une façon générale, la préservation de la diversité biologique.

Un document de gestion, appelé document d'objectifs (DOCOB) est réalisé site par site. Il définit les principaux enjeux du site, les objectifs de gestion et les mesures à mettre en œuvre afin de conserver dans un état favorable les habitats et les espèces, qui ont justifié la désignation de ce site pour intégrer le réseau Natura 2000 européen.

Figure 39 - Principaux espaces naturels identifiés (Carte au format pleine page en annexe)



3.3.1.2 Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)³²

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type 1 : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrière....).

La commune compte 2 ZNIEFF sur son territoire (cf. Figure 39).

3.3.1.2.1 ZNIEFF de type 1 « Massif de Lhéris, Hautes-Baronnies » (n° 730011679)

Cette ZNIEFF, constituée d'un grand massif forestier centré sur l'étage montagnard du piémont pyrénéen agrémenté de quelques espaces pastoraux, forme un ensemble naturel remarquable, non habité et comprenant des reliefs très accusés, avec quelques sommets effleurant l'étage subalpin, des versants abrupts, falaises, éboulis et gorges profondes.

Le socle géologique essentiellement constitué de roches carbonatées (calcaires, marnes et dolomies du Jurassique et du Crétacé en particulier) offre un relief karstique caractéristique avec de nombreuses cavités souterraines, ainsi que des sources et des ruisseaux temporaires. Les altitudes, comprises entre 450 et 1 921 m, englobent ici entièrement l'étage montagnard qui représente la majorité du site. Sur les

³² Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

parties inférieures, l'étage collinéen est représenté, et l'étage subalpin également mais ponctuellement à la limite supérieure de la zone (principalement au-dessus de 1 800 m). Le climat est franchement océanique, avec un cumul des précipitations moyennes annuelles élevé (de l'ordre de 1 000-1 500 mm/an), dont une partie sous forme de neige. Le paysage végétal est très forestier, dominé par des hêtraies à Sapin éparses (pour des raisons anthropiques), avec comme limite supérieure des espaces pastoraux anthropogènes anciens. Sur les versants mieux exposés et abrupts, on trouve d'assez vastes formations buissonnantes denses de buis. Dans le fond des ravins, des tillaies-frênaies et des buxaias arborescentes hyper-sciaphiles couvertes d'épiphytes forment des paysages très particuliers mimant certaines forêts tropicales humides.

Le site offre un échantillon complet d'habitats forestiers de l'étage montagnard des Pyrénées centrales en situation externe. En plus de l'habitat dominant, la hêtraie (-sapinière) à Scille lis-jacinthe et Hellébore vert (*Scilla lilio-hyacinthi*-Fagenion), on trouve quelques types plus remarquables tels que la hêtraie (-sapinière) à Sésélér (Cephalantho-Fagenion), rare à l'échelle pyrénéenne, des forêts de ravins mésoxérophiles (*Sorbo ariae*-*Tilietum platyphylli*) et hygrosociaphiles (*Tilio-Acerion*), à fonctionnement particulier, sur éboulis mobiles ou lapiaz. Au fond des gorges, des sources et suintements d'eau carbonatée (parfois incrustante) sont fréquents. Les habitats rocheux, assez bien représentés, hébergent des espèces protégées telles que l'Androsace hérissée (*Androsace cylindrica* subsp. *hirtella*), dont il s'agit de la population la plus excentrée au nord des Pyrénées) ou la Scrofulaire des Pyrénées (*Scrophularia pyrenaica*). Les falaises calcaires abritent également les nids de plusieurs couples de Faucon pèlerin et le Crave à bec rouge. L'Aigle royal niche également sur la zone et utilise l'ensemble du site comme territoire de chasse. Les espaces pastoraux montrent différents types de pelouses : à basse altitude en exposition chaude, on trouvera des pelouses sèches riches en espèces, des Brometalia (sous forme d'associations végétales endémiques des Pyrénées) ; plus haut en altitude, des pelouses montagnardes des Nardetea et des pelouses subalpines calcicoles à Dryade (*Dryas octopetala*), Saule des Pyrénées (*Salix pyrenaica*), Laïche toujours verte (*Carex sempervirens*) (*Primulion intricatae*). Pour la faune, on remarquera particulièrement la diversité de syrphes et de coléoptères saproxyliques issus de l'étude sur la forêt de Hèches (Larrieu, 2005). Ce secteur forestier de Hèches a bénéficié d'inventaires entomologiques variés sur plusieurs années. Le niveau de connaissances est ainsi assez bon pour les syrphes et les coléoptères saproxyliques. Pour ces derniers, cet ensemble forestier correspond à une référence en termes de forêts montagnardes « en bon état de conservation ». En effet, dans une grille d'évaluation de la valeur biologique des forêts sur la base de l'étude des coléoptères saproxyliques, en cours de validation (actes du colloque de Chambéry : « Biodiversité, naturalité, humanité ») et comprenant cinq classes, ce secteur forestier serait au niveau intermédiaire (classe trois) après les forêts exceptionnellement bien conservées (subnaturalité) et les forêts très bien conservées (avec forte continuité des ressources en vieux bois et bois mort). On retrouve un cortège sans doute dégradé par les activités humaines qui ont profondément modifié certains peuplements, mais qui garantit un bon fonctionnement des processus de dégradation de la nécromasse ligneuse et qui plus est héberge encore quelques taxons très rares liés à la hêtraie-sapinière mature (*Xylophilus corticalis*, *Mycetoma suturale*), aux tilleuls (*Oplosia cinerea*) et également aux vieilles forêts de plaine (*Teredus cylindricus*). Notons aussi la présence des taxons endémiques pyrénéens tels qu'*Athous frigidus* ou *Athous mandibularis*, ainsi que des cavernicoles dont l'inventaire exact doit encore être précisé. Les plantes vasculaires offrent un panel de diversité très intéressant, intérêt connu de longue date par les botanistes historiques. En plus des espèces précédemment citées, on peut noter les endémiques Dethawie à feuilles fines (*Dethawia splendens*) et Campanule remarquable (*Campanula speciosa*) sur les parois calcaires, ainsi que la fougère protégée au niveau national *Cystopteris montana* dont on trouve de belles populations sur parois ombragées. En forêt, on peut trouver l'orchidée assez rare *Epipactis* à petites feuilles (*Epipactis microphylla*), et deux taxons protégés au niveau régional : le Cérinthe des Pyrénées (*Cerintho glabra* subsp. *pyrenaica*) et la Clandestine écaillée (*Lathraea squamaria*), une plante parasite sans chlorophylle. La fonge du site offre quelques espèces rares telles *Clavaria zollingeri*, *Cystolepiota rosea*, *Entoloma tjallingiorum* (espèce saproxylique), *Hydropus trichoderma* ou *Oudemansiella caussii* (unique localité connue au niveau régional pour cette dernière espèce), toutes rencontrées en forêt, les milieux ouverts étant sous-prospectés. Un *Tulostoma* remarquable a été trouvé sur une crête rocheuse. Celui-ci correspond soit à *Tulostoma moravecii* soit à *Tulostoma niveum*, ces deux taxons étant inconnus de France.

Cette ZNIEFF constitue la tête de bassin de l'Arros, d'un petit affluent de l'Adour (vallon et fontaine de Craste) et d'un petit affluent de la Neste (le Bouchidet). Elle présente un rôle hydrologique qualitatif et quantitatif important, et complexe du fait de la structure karstique du massif. L'importance du massif forestier lui confère un rôle fonctionnel notable : protection des sols, tampon hydrologique, zone refuge pour la faune sauvage...

3.3.1.2.2 ZNIEFF de type 2 « Baronnies » (n° 730003065)

La ZNIEFF de type 2 s'étend sur les terrains sédimentaires de la zone nord-pyrénéenne de l'est de l'Adour, composée au nord des flyschs noirs des Baronnies, marnes et brèches diverses, éléments du Mésozoïque dominés au sud par les chaînons calcaires de type urgonien. C'est un ensemble collinéen sur le piémont des Pyrénées, entrecoupé de ruisseaux et de vallons, et dont les reliefs s'accroissent vers le sud en affleurements calcaires rocheux de plus en plus verticaux (falaises du Lhéris, Billexe ; pic du Bassia). C'est une entité bien délimitée par l'Adour et la Neste, et le plateau lannemezanais au nord. L'agriculture traditionnelle y est encore bien présente, notamment l'élevage, et y favorise une mosaïque de milieux entre pâturages, prairies de fauche, landes et fourrés. De grands complexes forestiers sont présents, surtout au nord (Escaladieu) et au sud (massif forestier des hautes Baronnies) ; de nombreux bois de tailles diverses se rencontrent sur le reste du secteur. L'habitat est très dispersé, et les villages sont de petite taille. La présence du calcaire, la diversité des pratiques agricoles, le gradient altitudinal, ajoutés à une absence d'infrastructures lourdes, offrent une mosaïque de milieux riches, variés et préservés où s'est développée depuis longtemps une grande diversité d'insectes, de fleurs, de reptiles, de mousses, de champignons, d'invertébrés divers, d'oiseaux et de poissons, conférant à cette ZNIEFF un rôle de préservation de la nature important pour le piémont pyrénéen. L'influence atlantique s'y fait encore sentir par le biais des précipitations, et contraste fortement avec les fortes pentes exposées au sud sur calcaire conférant un caractère plus thermophile. Du nord au sud, on passe d'un faciès de type collinéen à un faciès plus montagnard à la limite du subalpin avec grandes falaises et forêts ravinées. Les milieux les plus remarquables et les plus riches sont les falaises pyrénéennes calcaires. Elles sont l'habitat privilégié de nombreuses plantes endémiques, comme la Scrofulaire des Pyrénées (*Scrophularia pyrenaica*) ou l'Androsace hérissée (*Androsace hirtella*), toutes deux protégées au niveau national. C'est aussi l'habitat des rapaces rupestres (Vautour péronoptère, Faucon pèlerin...). Tout autour, les pelouses sur affleurements calcaires, les éboulis, représentent aussi des habitats riches en plantes déterminantes ou en orchidées. On rencontre sur ces milieux des plantes assez rares dans la région comme la Tulipe australe (*Tulipa sylvestris* subsp. *australis*) ou l'Orchis pâle (*Orchis pallens*). Le réseau hydrique est une composante importante du secteur. Les cours d'eau, issus d'un énorme réseau karstique en amont, sont exempts de sources de pollutions anthropiques. Ils sont propices au développement de la Loutre, du Desman et aux poissons et écrevisses. Les grands complexes forestiers offrent un habitat privilégié pour la faune. C'est là que nichent le Circaète Jean-le-Blanc, le Pic mar, l'Aigle botté ou encore le Grand Tétras. On y trouve également un important dortoir de Milan royal. Au niveau flore, le Mélinet glabre (*Cerinthella glabra* subsp. *pyrenaica*), endémique pyrénéenne, se trouve sur les hauteurs, tandis que la Lathraée écaillée (*Lathraea squamaria*) se rencontre dans les fonds de vallées humides. L'élevage maintient de nombreux milieux ouverts en transition avec des landes de reconquête, et permet en parallèle le maintien des prairies de fauche traditionnelles et de leur grande diversité floristique et faunistique, propices pour les papillons, les coléoptères et tous les autres insectes. Parmi les autres espèces floristiques remarquables de cette ZNIEFF, on peut noter la présence d'une mousse rare, la Buxbaumie verte (*Buxbaumia viridis*), d'une fougère, le Cystopteris des montagnes (*Cystopteris montana*), et de stations d'Œillet superbe (*Dianthus superbus*), toutes protégées. Les coléoptères saproxyliques présents, dont le rare *Aesalus scarabaeoides*, profitent des vieilles châtaigneraies à fruits et de la présence de vieux peuplements de reconquête (avec de nombreuses essences pionnières comme le bouleau, qui meurent et alimentent le compartiment bois mort). Des zones refuges pour les coléoptères saproxyliques ont assurément dû exister dans le passé. Les accrues et surtout la maturation forestière leur permettent aujourd'hui de s'épanouir dans ces Baronnies. La régression de l'agriculture traditionnelle et de l'élevage, et avec elle la fermeture des milieux ouverts, (pelouses calcaires, prairies de fauche) constituent la principale menace pour la diversité de cette ZNIEFF. Les grands massifs forestiers sont également sujets à

des évolutions locales (coupes, ouvertures de pistes) pouvant affecter les espèces, et en particulier porter préjudice à la quiétude de la faune présente, notamment à la reproduction des grands rapaces pyrénéens.

3.3.2 FAUNE ET FLORE

Il n'y a pas d'espèce endémique recensée sur la commune³³.

3.3.3 INTERET DES ESPACES AGRICOLES

L'intérêt des espaces agricoles en matière de biodiversité est lié à de nombreux paramètres : occupation du sol, parcellaire, modes de culture.

Les prairies (et notamment les prairies naturelles et/ou humides) sont des milieux particulièrement intéressants par la variété de faune et de flore qu'ils peuvent abriter (petits mammifères, oiseaux, batraciens, invertébrés, etc.).

Les terres labourables, occupées par des prairies temporaires, des grandes cultures (voire à l'extrême exploitées en monoculture) présentent un intérêt limité.

Dans un tel contexte, la présence de bosquets, de haies, d'arbres isolés ou d'habitat rural entouré de jardins sont des éléments qui permettent le développement d'une certaine biodiversité et qui constituent des espaces relais favorisant le déplacement des espèces.

De la même façon, la variété des assolements, la pratique d'une agriculture raisonnée en ce qui concerne les traitements chimiques ou d'une agriculture biologique concourent à une meilleure biodiversité.

A Asté, le fonctionnement des espaces agricoles se traduit par :

- des potentiels de biodiversité assez limités dans la plaine de l'Adour, dans la mesure où les espaces agricoles sont très ouverts et les haies ou bosquets y sont rares ;
- des potentiels de biodiversité importants dans le secteur de piémont et les secteurs de montagne, avec une mosaïque de prairies naturels, landes, estives et de bois.

3.3.4 RELEVES NATURALISTES EFFECTUES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU P.L.U.

Le PLU d'Asté est soumis à la procédure dite de « cas par cas » (Cf partie justifications).

3.3.5 LA TRAME VERTE ET BLEUE

La "Trame Verte et Bleue" (TVB) est un outil d'aménagement du territoire issu de la loi ENE du 12/07/2010 (Grenelle 2) qui a pour objectif la préservation de la biodiversité, en identifiant et maintenant un réseau fonctionnel national de milieux où les espèces animales puissent assurer leur cycle de vie et circuler.

A l'échelle régionale, la "Trame Verte et Bleue" se traduit par un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé en 2014.

Par ailleurs, le P.L.U. doit être compatible avec les orientations relatives à la préservation des espaces naturels inscrites :

- Dans le SDAGE Adour-Garonne :
 - réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques (gestion des eaux pluviales, de l'assainissement des eaux usées, etc.) ;
 - gestion durable des eaux souterraines, préservation et restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
 - fourniture d'une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
 - maîtrise de la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique (préventions des crues) ;

³³ Source : <https://inpn.mnhn.fr>

- approche territoriale de l'eau placée au cœur de l'aménagement du territoire.
- Dans le SAGE Adour Amont (thème « milieux naturels ») :
 - disposition 19 « mieux gérer, préserver et restaurer les zones humides », sous-disposition 19.2 « Prise en compte de l'objectif de protection durable des ZH dans les documents d'urbanisme » ;
 - disposition 20 « Préserver et rétablir les continuités écologiques » avec plusieurs sous-dispositions concernant les végétations rivulaires etc. qui recoupent les dispositions d'autres documents tels que le SRCE ;
 - disposition 26 « Améliorer la gestion des inondations », Sous-disposition 26.3 « Mobiliser des secteurs de débordement des cours d'eau permettant de préserver les secteurs agglomérés ».

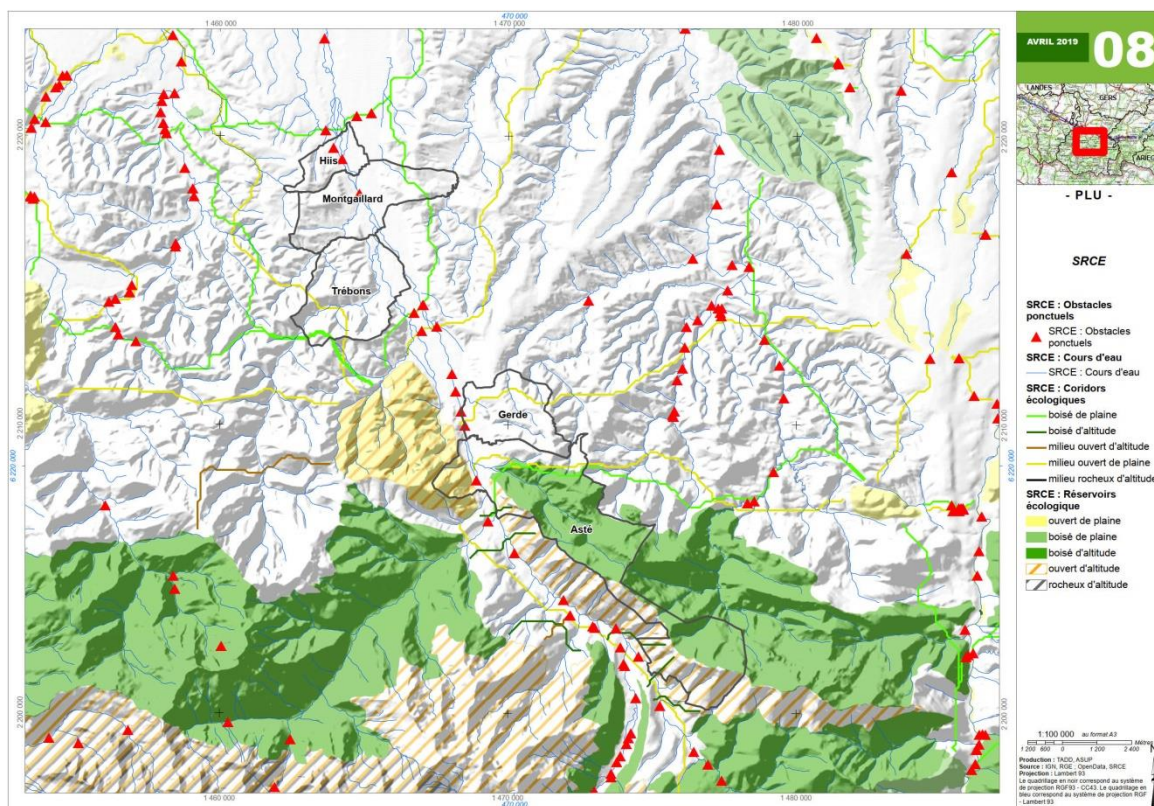
Située au carrefour géographique des domaines atlantique, continentale, alpin et méditerranéen, la région Midi-Pyrénées est un maillon important du lien entre la péninsule ibérique et le nord de l'Europe. Cette une région marquée par une importante proportion de zones de montagnes, ainsi que par les têtes de bassins versants des grands fleuves et rivières du sud-ouest (Adour, Garonne, Ariège, Aveyron...), dont dépendent de nombreux éléments de la biodiversité régionales (zone humide, forêts alluviales, voies migratoires pour les poissons et les oiseaux...)

Cette diversité de conditions écologique procure à Midi-Pyrénées une grande richesse de paysage, de milieux naturels et d'espèces (la région accueille près de la moitié des espèces recensées en France).

Plus localement, la trame verte définie par le SRCE n'identifie pas de réservoirs de biodiversité dans la commune même. La trame bleue est quant à elle constituée du réseau hydrographique. (cf.

Figure 40).

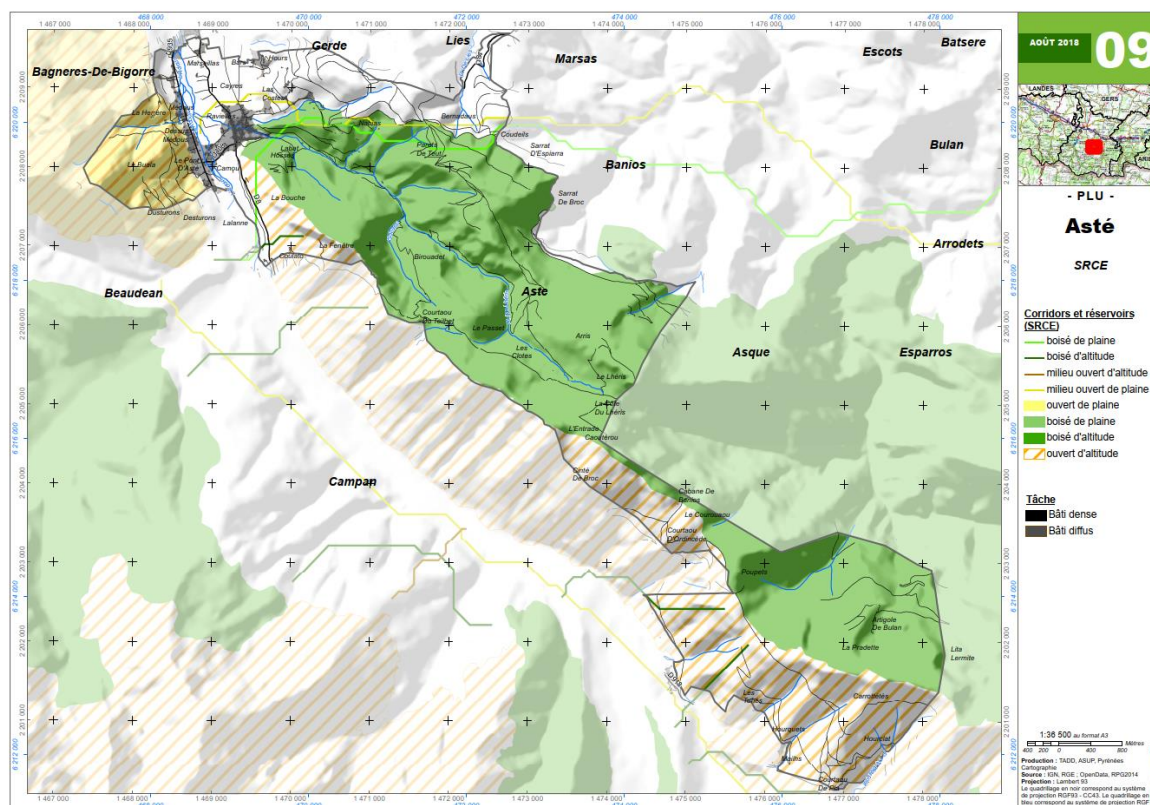
Figure 40 – La trame verte et bleue identifiée dans le SRCE (Carte au format pleine page en annexe)



A l'échelle locale, la trame verte et bleue se précise avec :

- des réservoirs de biodiversité à préserver au niveau des secteurs naturels boisés et de montagne
- Deux corridors écologiques identifiés : un au nord du centre-bourg et l'autre à l'est.

Figure 41 – La trame verte et bleue locale



3.4 RESSOURCES

3.4.1 EAU

3.4.1.1 Eau potable

Il existe une source captée (eau potable en régie directe) : la source de Hountaret.

3.4.1.2 Irrigation - Industrie

Il n'existe pas de point de prélèvements d'eau destinés à l'irrigation³⁴ ni à l'industrie.

3.4.2 SOL ET ESPACE

3.4.2.1 Inventaire cartographique des sols

La carte des sols issue du programme RRP sur le département des Hautes Pyrénées³⁵ montre une succession de sols dont le mode de répartition suit les formations géologiques et la géomorphologie.

³⁴ Source : Système d'Information sur l'Eau du Bassin Adour-Garonne

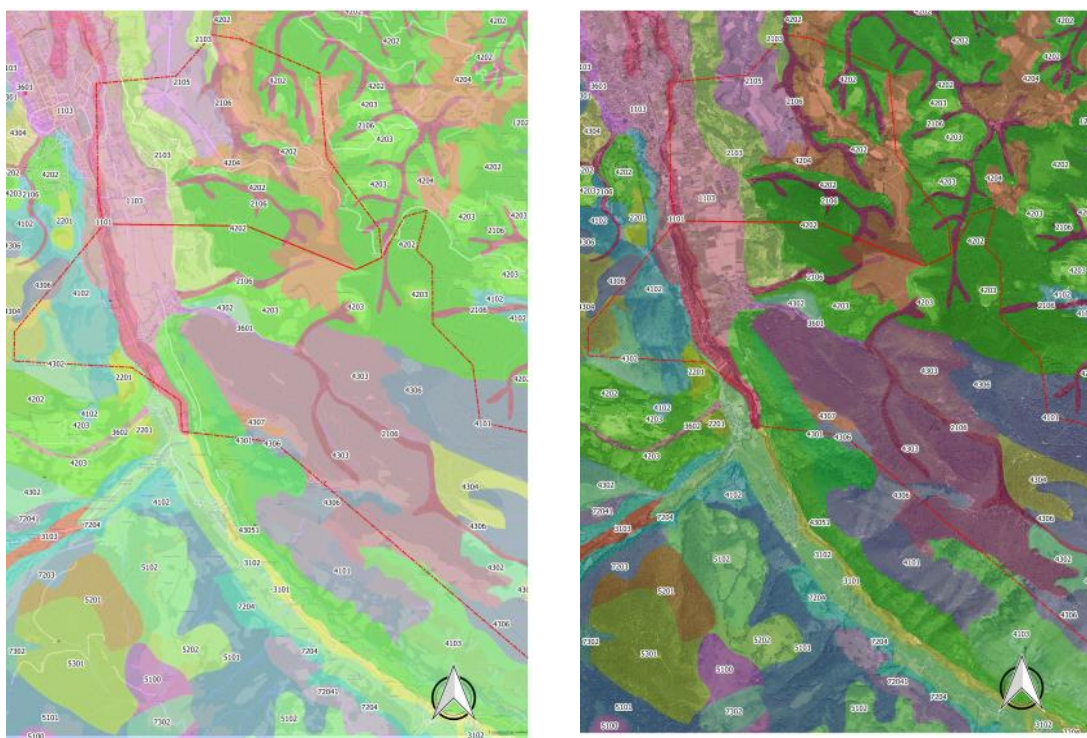
³⁵ Référentiel Régional Pédologique de Midi-Pyrénées - Carte des sols des Hautes Pyrénées - Notice explicative sommaire (2015 - Labellisation 2016) - Auteurs : JP. Party, N. Muller, Q. Vauthier (Sol-Conseil Strasbourg), L. Rigou (ASUP). Maîtrise d'ouvrage : CNRS-EcoLab, sous la direction de M. Guirese. Financements : Ministère de l'Agriculture - Communauté Européenne.

Cette répartition est nettement plus complexe sur la commune d'Asté, non seulement parce que les formations géologiques qui portent les sols sont elles-mêmes plus complexes, mais aussi du fait de la prise sensible d'altitude, qui peut modifier un peu la vitesse d'évolution des sols.

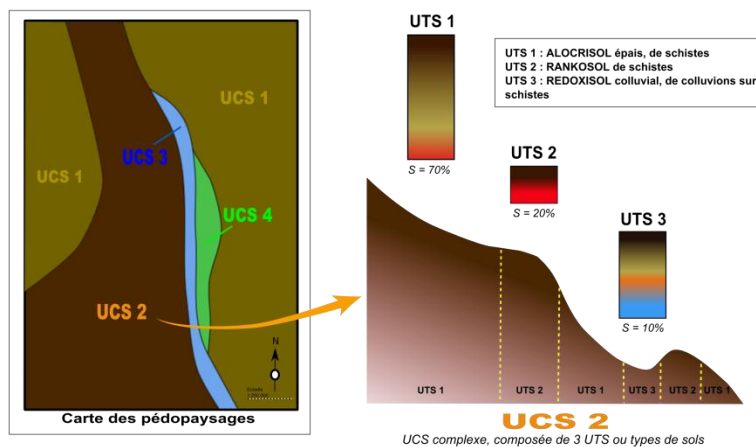
On dénombre ainsi une dizaine d'unités cartographiques de sols ou UCS. En simplifiant quelque peu ces UCS, on peut alors décrire les sols suivants :

- En fond de vallée, les alluvions récentes de l'Adour génèrent des sols de type FLUVIOSOLS plus ou moins brunifiés selon leur degré d'évolution. Ce sont les UCS numérotées 1101.
- Sur les terrasses alluviales Fx1, les sols sont déjà nettement plus évolués ; ils appartiennent aux séries des BRUNISOLS généralement épais, souvent caillouteux, généralement sains et perméables. A noter que la commune d'Asté marque la limite sud du développement des sols alluviaux plus organiques de la plaine de l'Adour sur terrasse ancienne ; plus au sud, on passe à un régime de dépôts légèrement différent qui annonce les sols moins évolués. Ce sont ici les sols de l'UCS 1103
- Sur les versants, on observe deux grandes catégories de sols : (1) des sols calcaires (CALCOSOLS, RENDOSOLS, CALCISOLS) sur les secteurs où les formations jurassiques et le relief permettent de développer ce type de sol ; ce sont les UCS 4301, 4304, 4306 ; (2) des sols acides, sur les autres types de formations : schistes, brèches etc. ce sont les sols des série BRUNISOL, RANKOSOLS etc. des UCS 4203, 4202, 4302, 4307. Les sols sont principalement de type BRUNISOL avec des textures limoneuses à limono-sablo-argielusess, des épaisseurs très variables, une porosité souvent réduite. Les versants étant localement entaillés par des ruisseaux dans des talwegs, certains sols présentent des engorgements temporaires et sont alors rattachés aux COLLUVIOSOLS rédoxiques. Lorsque ces vallons et talwegs présentent une surface suffisante, ils ont été classés dans les UCS 3602 et 3601 (2106 sur la commune de Gerde)
- Enfin, en sommet de coteaux, lorsque les placages pliocènes sont épais, les sols deviennent plus argileux et ils comportent alors des petits galets qui ne sont pas visibles ailleurs dans les coteaux. Ils sont toujours acides, avec des engorgements fréquents. Ce sont les sols de l'UCS 2105.

Figure 42 - Extrait de la carte des sols (issue de la fragmentation du RRP des Hautes Pyrénées). Source : ASUP, octobre 2017



Concept de représentation des sols dans une carte au 1/250000 :



Cette carte des sols est donc utilisable pour les analyses territoriales en tenant compte de deux grandes spécificités :

- Graphiquement, elle représente des UCS qui sont le plus souvent des associations de sols, plus rarement des sols uniques ; mais elle donne aussi la proportion relative de chacun des sols au sein de chaque UCS. Toutes les caractéristiques des UCS et des UTS qui les composent (physico-chimie des sols, modèle de répartition dans le paysage etc.) sont regroupées dans une base de données DONESOL que l'on peut donc interroger.
- La carte est établie à une échelle, -le 1/250000-, et avec une précision qui limitent les possibilités de croisement avec des documents cartographiques à des échelles plus grandes (cadastre notamment).

Nous avons fragmenté les UCS du Référentiel Régional en utilisant des techniques d'apprentissage automatisées, l'analyse de la répartition des UTS dans les UCS et des validations grâce aux sondages et observations de sols (dans le cadre de la réalisation du RRP) qui sont nombreuses entre la vallée du Gave et le col de Marie-Blanque. Nous avons ainsi pu cartographier les sols à une échelle mieux adaptée au territoire de la commune, c'est-à-dire une échelle intermédiaire entre le 1/50000 et le 1/25000, en délimitant les UTS. A l'aide de cette nouvelle carte, nous pouvons réaliser une première approche de l'importance des sols en matière d'urbanisme et de perspective territoriale.

3.4.3 MATIERES PREMIERES ET RESSOURCES DU SOUS-SOL

3.4.3.1 Exploitation et recherche d'hydrocarbures

Le porter à connaissance de l'Etat ne mentionne aucun permis de recherche ou d'exploitation d'hydrocarbures concernant la commune.

3.4.3.2 Schéma départemental des carrières

Le schéma départemental des carrières a été approuvé par arrêté préfectoral du 29/11/2005. Il a pour objectif de concilier au mieux la juste valorisation du sous-sol pour l'intérêt économique et la protection de l'environnement pour la qualité de la vie.

Il n'existe pas de carrières en cours d'exploitation ni d'ancienne carrière sur le territoire communal.

3.4.4 ENERGIE

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Midi-Pyrénées a été approuvé en juin 2012. Il recense en particulier les potentiels de développement des énergies renouvelables dans la région et fixe des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables.

La commune ne se situe pas dans une zone favorable au développement de l'éolien selon la méthode retenue dans le schéma régional éolien annexé au SRCAE.

3.4.4.1 Energie solaire

Les caractéristiques d'ensoleillement (en moyenne pour la région Midi-Pyrénées : durée d'ensoleillement de 2 000 heures/an, énergie solaire incidente sur le plan horizontal de 1 300 kWh/m²/an - *source ADEME*) permettent d'envisager la production d'eau chaude solaire ou d'électricité au moyen de panneaux photovoltaïques pour les particuliers ou sur les toits des bâtiments agricoles, artisanaux ou commerciaux.

3.4.4.2 Méthanisation agricole

Il existe plusieurs élevages à Asté, mais compte tenu du nombre d'animaux assez limité, la ressource en biomasse méthanisable (déjections animales et résidus de culture) ne constitue pas une ressource mobilisable à l'échelle de la commune.

D'autre part, ce type de projet doit prendre en compte l'adéquation entre quantité d'énergie produite et besoins (consommation locale ? Réinjection de l'énergie produite dans le réseau de distribution vers de plus grands centres de consommation ?) ; de plus, il se heurte à des contraintes d'investissement s'il n'est pas porté par une structure collective.

3.4.4.3 Economies d'énergie potentielles

Dans le domaine du logement, des économies d'énergie sont potentiellement possibles par rapport à une simple extrapolation des consommations actuelles en mettant en œuvre différents dispositifs : amélioration de la qualité thermique des constructions neuves, travaux sur le parc existant (notamment le plus ancien, avant 1975 et dans une moindre mesure avant 2000), mais aussi par un choix de formes plus compactes pour les maisons, voire par le développement de maisons mitoyennes.

3.5 RISQUES ET NUISANCES

3.5.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX : LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Adour-Garonne 2016-2021 a été approuvé le 1er décembre 2015. Le PGRI constitue le document de référence au niveau du Bassin permettant d'orienter et d'organiser la politique de gestion des risques d'inondation. Il fixe, pour la période 2016-2021, 6 objectifs stratégiques déclinés en 49 dispositions associées, permettant de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin.

Ces objectifs ont été rédigés en tenant compte des principes de solidarité, subsidiarité et synergie à développer entre les politiques publiques d'aménagement durable des territoires et la prévention des risques.

En l'absence de SCoT, le P.L.U. doit être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI, parmi lesquels les suivants concernent plus particulièrement l'élaboration des documents d'urbanisme :

- Objectif n°4 : « Aménager durablement les territoires par une meilleure prise en compte des risques d'inondation dans le but de réduire leur vulnérabilité »

- réduire la vulnérabilité aux inondations en formalisant dans les documents d'urbanisme des principes d'aménagement prenant en compte le changement climatique à long terme (D4.5)
- valoriser les espaces inondables à préserver ou reconquérir comme élément du cadre de vie en leur redonnant un usage adapté (D4.8)
- évaluer les impacts cumulés et les mesures de compensation de l'aménagement du territoire sur le fonctionnement des bassins versants (D4.10 idem SDAGE)
- limiter l'imperméabilisation des sols et maîtrisant l'écoulement des eaux pluviales et restaurant les zones d'expansion de crues (D4.11, idem SDAGE)
- Objectif n°5 : « Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements »
 - favoriser la reconquête des zones naturelles d'expansion de crues (D5.2, idem SDAGE)
 - promouvoir le ralentissement dynamique naturel dans les bassins versants (zones humides, haies, talus, espaces boisés...) afin de faciliter l'infiltration et la rétention des eaux (D5.3, idem SDAGE).

3.5.2 RISQUES NATURELS RECENSES SUR LE TERRITOIRE

3.5.2.1 Séismes

La commune se situe dans son intégralité en zone sismique 4, c'est à dire de sismicité modérée. Le code de l'Environnement fixe pour les zones 2 à 5 les règles applicables en fonction de la nature des constructions : choix de l'implantation (prise en compte de la nature du sol), conception générale de l'ouvrage et qualité de l'exécution (matériaux, fixation des éléments non structuraux, mise en œuvre).

3.5.2.2 Inondation - Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

La commune est concernée par un plan de prévention des risques naturel (PPRN) approuvé le 02/12/2016.

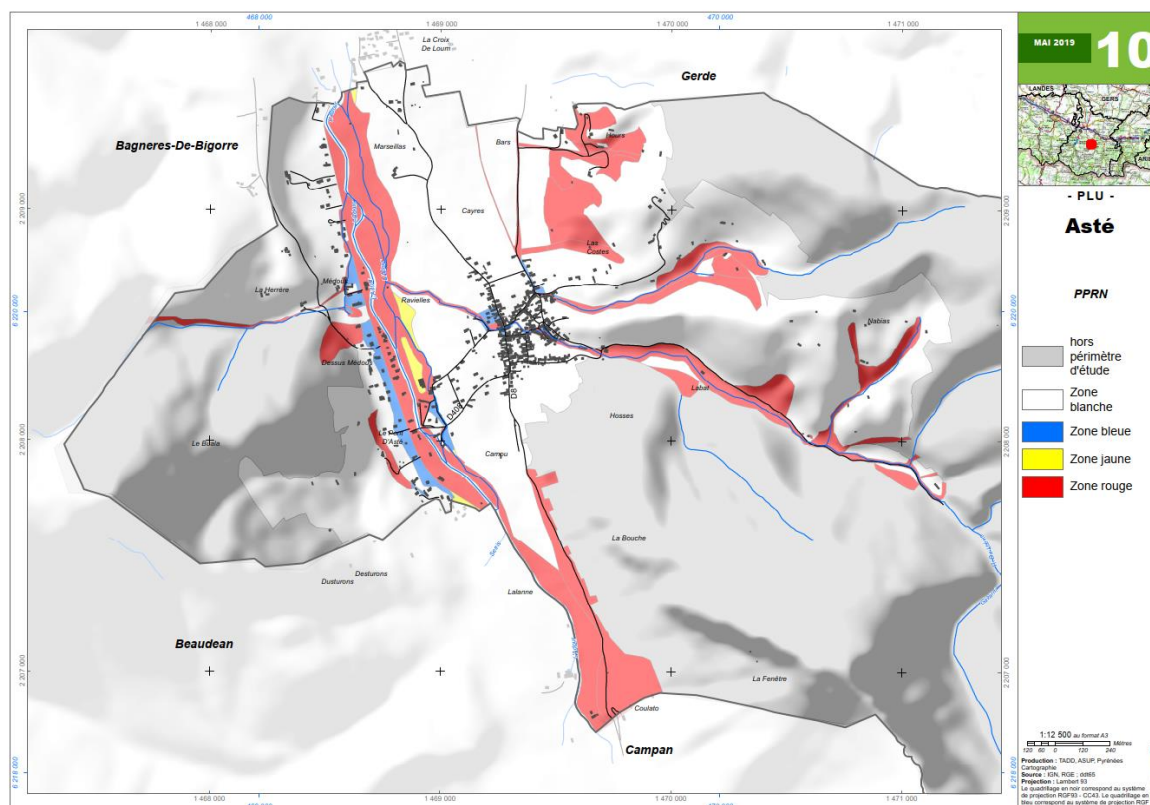
Les plans de prévention des risques visent à sécuriser les populations et les biens ; ils sont établis par les Services de l'Etat au cas par cas à l'issue d'une étude qui prend en compte la nature du risque (inondation, mouvement de terrain, incendie, risque technologique, etc.) et le contexte local. Ils comportent un rapport de présentation, un ou des documents graphiques et un règlement qui peut interdire certains travaux, exiger la réalisation d'études particulières ou la mise en place de mesures de protection sur les installations, ouvrages ou bâtiments existants, dans des délais imposés.

Ces règles se surimposent à celles qui peuvent être mises en place par le P.L.U. ; ce dernier doit être mis en conformité avec un plan de prévention des risques si celui-ci est approuvé après le P.L.U.

L'ensemble des bords de l'Adour est concerné par le risque d'inondation ainsi que ses affluents majeurs. (cf. Figure 43)

Il en résulte une carte réglementaire qui rend certains secteurs inconstructibles (zones rouges et zones jaunes) et d'autres constructible sous conditions (zones bleues) : une partie du quartier « Médous et quelques maisons du village sont concernées.

Figure 43 – Carte du PPRN



3.5.2.3 Remontée de nappe

La commune n'est pas concernée par le risque de remontée de nappe.

3.5.2.4 Divers

La commune est soumise à un aléa faible de retrait-gonflement des sols argileux.
La commune n'est pas soumise à des risques de mouvements de terrain ou liés au radon.
Aucune cavité souterraine n'est recensée.

3.5.3 ARRETES DE CATASTROPHE NATURELLE

4 arrêtés de catastrophe naturelle ont concerné la commune (Figure 44).

Figure 44 - Liste des arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle³⁶

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19990049	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF20090041	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009

Mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF20130211	25/01/2013	04/04/2013	29/07/2013	02/08/2013

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
65PREF19820041	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

3.5.4 RISQUES TECHNOLOGIQUES ET MINIERS

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) approuvé ou prescrit.

3.5.5 CANALISATIONS DE MATIERES DANGEREUSES

La commune n'est pas traversée par des canalisations de matières dangereuses

3.5.6 TRANSPORTS DE MATIERES DANGEREUSES - SECURITE ROUTIERE

Sur la commune d'Asté, pour la période 2010-2015, on constate un accident corporel sur la RD8. Même s'il n'y a pas de zone accidentogène sur la commune, il convient de souligner que la route départementale 8 est un axe assez sensible (932 accidents sur la période 2010-2015 dont 7 mortels).

La commune est également potentiellement concernée par des transports de matières dangereuses en lien avec la RD935. Les risques liés au transport des matières dangereuses apparaissent négligeables pour les autres voies.

3.5.7 SITES ET SOLS POLLUES

Aucun site n'est répertorié à ce jour dans la base de données des sites et sols pollués ou potentiellement pollués du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (BASOL).

3.5.8 INSTALLATIONS CLASSEES - ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS, ARTISANAUX ET ACTIVITES DE SERVICES

Aucune installation classée n'est signalée dans la base nationale des Installations classées.³⁷

³⁶ Source : Géorisques - MTES

³⁷ Source : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

3.5.9 NUISANCES SONORES

Aucune voie n'est classée à grande circulation.

3.5.10 AUTRES RISQUES ET NUISANCES

Le département a été déclaré totalement termité par arrêté préfectoral. Les conséquences sont les suivantes:

- en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un état du bâtiment relatif à la présence de termites est joint au dossier de diagnostic technique à la vente ;
- en cas de construction ou d'aménagement neuf, des mesures relatives à la protection contre les termites s'appliquent.

Il n'existe pas d'arrêté préfectoral relatif aux mûres dans le département.

La réglementation en vigueur impose par ailleurs une information des locataires et/ou des acquéreurs relative aux risques tels que ceux liés à la présence de canalisations en plomb pour les immeubles construits avant 1949, ou de matériaux et produits contenant de l'amiante.

3.6 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES, EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE ET QUALITE DE L'AIR

3.6.1 DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

3.6.1.1 Le Plan Climat Énergie Territorial (PCET)

La loi Grenelle I du 3 août 2009 a introduit un certain nombre d'objectifs sectoriels à l'horizon 2020 (par rapport à 2005), et notamment, sur cette période de 15 ans :

- de réduire d'au moins 38% les consommations d'énergie du parc de bâtiments existants,
- de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine des transports,
- d'accroître la maîtrise énergétique des exploitations agricoles.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, cette volonté a été inscrite dans le code de l'urbanisme et pose le principe que l'action des collectivités en matière d'urbanisme doit contribuer à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement, notamment au moyen de la réduction des gaz à effets de serre et de consommation d'énergie.

La loi Grenelle 2 a imposé l'élaboration de PCET pour les régions, les départements, les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomérations et les communes et communautés de communes de plus de 50 000 habitants. Ces plans définissent des objectifs stratégiques et opérationnels, un programme d'actions ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation en matière d'atténuation/réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques.

Le Plan Climat Énergie Territorial des Hautes Pyrénées a été adopté par l'Assemblée Départementale en 2014 : il constitue le cadre de référence de l'action du Département dans le développement durable et la transition énergétique.

La loi transition énergétique d'août 2015 a modernisé les PCET en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en intégrant dans ceux-ci un « volet air ».

3.6.1.2 Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE)

Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) adopté en juin 2012 comprend un volet "Air" et fixe les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique afin d'atteindre les objectifs de la qualité de l'air. Il se substitue au Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) révisé en 2008.

Les 5 grandes orientations du SRCAE en matière de prévention et de réduction de la pollution atmosphérique sont les suivantes :

- améliorer la connaissance sur les émissions de polluants atmosphériques,
- améliorer la connaissance sur les concentrations dans l'air ambiant de polluants atmosphériques impactant la santé et l'environnement,
- développer la prise en compte de la problématique pollution atmosphérique dans le bâtiment, l'aménagement et des démarches territoriales,
- agir sur les pratiques pour réduire les émissions de polluants atmosphériques,
- sensibiliser le grand public et les professionnels à la pollution de l'air et à ses impacts sur la santé et l'environnement.

3.6.2 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

Les consommations en énergie sont principalement dues aux activités résidentielles, avec en premier lieu les consommations liées au résidentiel (chauffage), aux transports routiers et à l'agriculture. La répartition des différentes sources d'énergie utilisées est liée au type d'activité : produits pétroliers pour le transport routier et l'agriculture ; électricité et gaz pour le résidentiel et électricité pour les activités tertiaires.

Il n'existe pas de données de consommation énergétiques à l'échelle de la commune.

La Communauté de Communes de la Haute-Bigorre, en partenariat avec l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat) et le Conseil Départemental, s'est engagée en 2008 dans la réalisation d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) qui permet aux propriétaires privés d'obtenir des aides financières pour réaliser des travaux d'isolation des logements.

3.6.3 QUALITE DE L'AIR - EMISSION DE POLLUANTS ET GAZ A EFFET DE SERRE

La surveillance de la qualité de l'air est assurée au niveau régional par ATMO Occitanie, association agréée par le ministère du développement durable. ATMO Occitanie est issue de la fusion en 2017 de l'ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi Pyrénées) et de son homologue en Languedoc-Roussillon. La station de surveillance la plus proche se situe à Tarbes.

L'arrêté préfectoral du 17 avril 2012 instaure des procédures d'information et d'alerte en cas de dépassement constaté ou prévu pour l'ozone, le dioxyde d'azote et les particules PM10. Il définit également trois zones d'application de ces procédures : l'arrondissement de Tarbes (225 communes), l'arrondissement de Lourdes Argelès-Gazost (89 communes), l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (163 communes).

Un dépassement mesuré sur les stations de mesures de Tarbes et/ou de Lourdes enclenchera la procédure d'information sur l'ensemble de leur arrondissement respectif. Selon le polluant, les niveaux d'exposition sont calculés en moyenne horaire ou en moyenne sur 24 heures.

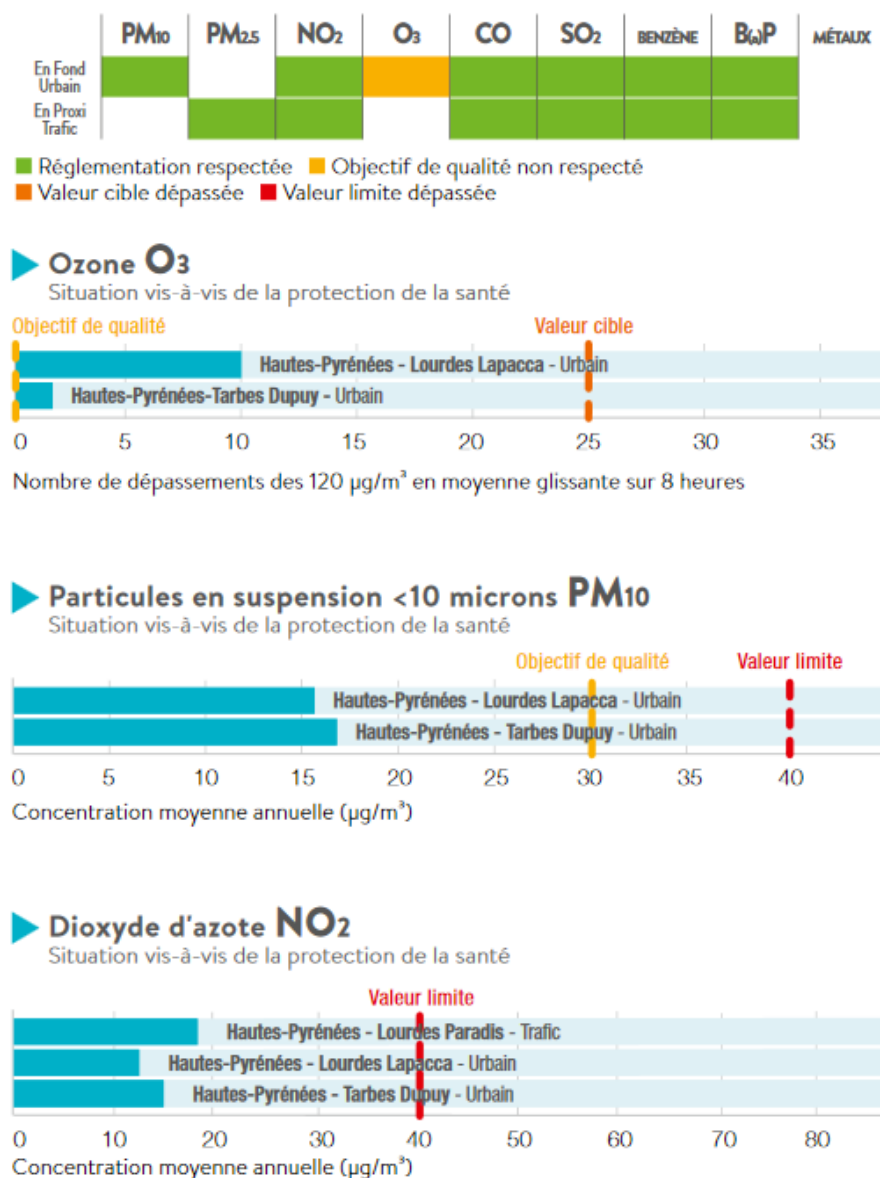
Le constat ou la prévision du dépassement des seuils repose sur l'évaluation de la qualité de l'air dans l'arrondissement considéré. Cette évaluation peut être le résultat de mesures en continu en stations fixes, disponibles sur les zones de Tarbes et Lourdes et des prévisions réalisées (dioxyde d'azote et ozone). Un déclenchement sur prévision concernera tout l'arrondissement. Il sera réalisé si 10% minimum de la superficie de l'arrondissement est concernée par une teneur en polluant supérieure aux seuils déterminés.

En 2017 en Hautes-Pyrénées, la réglementation n'est pas respectée en situation de fond comme sur le reste de la région, pour l'ozone et le département a connu 17 épisodes de pollution aux PM10 en 2017 (Figure 45).

Les sources d'émission de composés gazeux ou de particules dans l'atmosphère peuvent être d'origines naturelles ou anthropiques. Les sources naturelles principales sont la végétation, les océans, les émissions biologiques aérobies et anaérobies pour les gaz et l'érosion des sols, les embruns marins, les éruptions volcaniques et les feux de forêt pour les particules. Les sources d'origine humaine sont, à la fois pour les composés gazeux et particulaires, principalement la combustion de la matière organique (bois, pétrole, gaz, charbon) que l'on retrouve dans les secteurs du transport routier, du chauffage résidentiel, des

procédés industriels, du traitement des déchets, mais aussi les cimenteries, les papeteries, la fabrication/utilisation de solvants, etc. Le bilan annuel 2017 publié par Atmo Midi Pyrénées ORAMIP donne les informations suivantes pour les Hautes-Pyrénées (Figure 46). Il n'existe pas de données à une échelle plus fine.

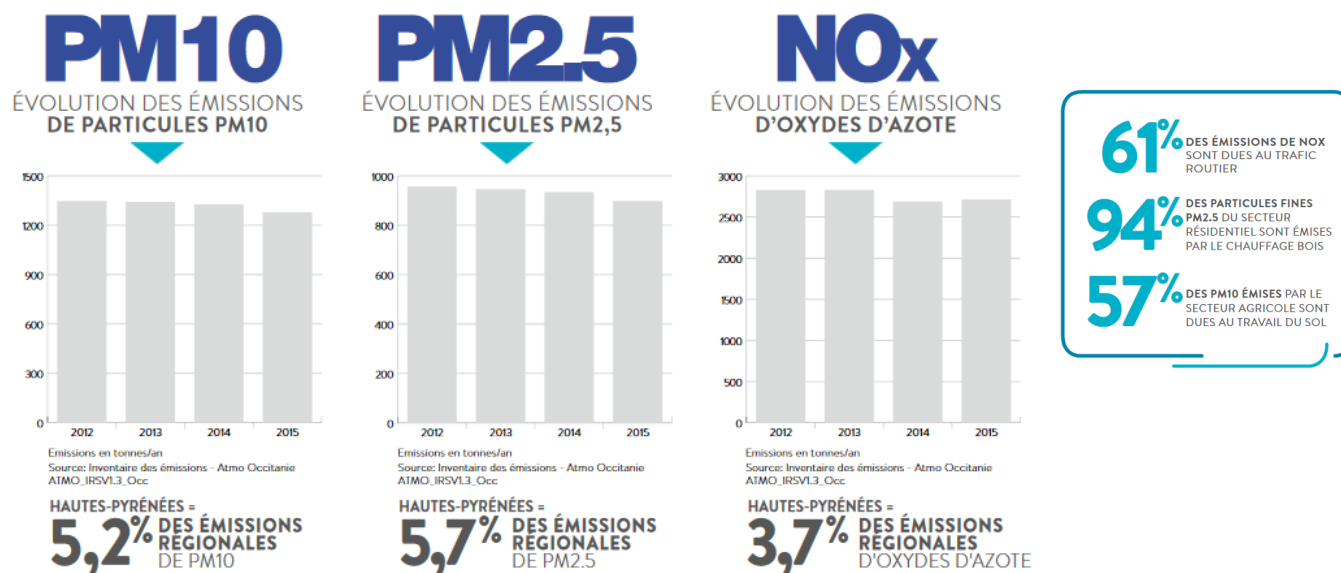
Figure 45 - Réglementation : situation du département³⁸



³⁸ Source : <http://oramip.atmo-midipyrenees.org> - Bilan Qualité de l'Air 2017

Figure 46 - Emission de polluants dans le département ³⁹

LES POLLUANTS QUE NOUS ÉMETTONS DANS L'AIR : INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE POLLUANTS



3.6.4 MOYENS D' ACTIONS SUR LE TERRITOIRE

Limiter ses consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre passe par plusieurs actions possibles :

- Limiter les flux de transports routiers via la recentralisation des zones d'habitats et de services/commerces afin d'encourager la population à se déplacer en transports en commun ou par des modes de déplacements doux ;
- Limiter les pollutions atmosphériques liées à l'habitat : l'enjeu est de concilier sobriété énergétique et qualité de l'air pour les bâtiments neufs et de favoriser la rénovation pour les bâtiments anciens ;
- Limiter les consommations énergétiques (chauffage, eau chaude, électricité,..) par des campagnes de sensibilisation des habitants ;
- Développer les circuits courts pour permettre la vente des biens et services à proximité des lieux de production, afin de limiter les déplacements des producteurs et des acheteurs ;
- Gérer de manière optimum les déchets sur le territoire en favorisant le recyclage et le tri (action de sensibilisation), en proposant un traitement adapté des déchets collectés et en permettant la valorisation des déchets.

³⁹ Source : <http://oramip.atmo-midi-pyrenees.org> - Bilan Qualité de l'Air 2017

4 PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC - ENJEUX

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> dynamisme démographique identité du village : architecture traditionnelle, petit patrimoine Peu de mitage dans la plaine proximité de Bagnères de Bigorre qualité des paysages et des vues des atouts touristiques (grottes de Médous, Fontaine de Crastes,...) espaces agricoles diversifiés et estives de montagne variétés des espaces naturels : milieux aquatiques et zones humides, bocages, boisements 	<ul style="list-style-type: none"> peu de commerces et de services des risques d'inondation identifiés dans un PPRn une faible diversité des types et de la taille de logements risques liés à la RD935 en termes de sécurité routière pour le quartier Médous desserte parfois insuffisante par les réseaux déconnection du quartier de Médous du centre-bourg
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> la réalisation du SCoT de Haute-Bigorre : réflexion intercommunale de l'aménagement du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> la faible dynamique territoriale du département
ENJEUX	
<ul style="list-style-type: none"> Enjeux démographiques : une population en augmentation : répondre aux besoins des nouveaux arrivants, assurer le renouvellement des générations et anticiper le vieillissement des classes d'âge intermédiaires Enjeux liés à l'organisation urbaine avec 2 quartiers très distincts (centre-bourg et Médous), séparé par la RD935 et l'Adour : comment articuler les deux quartiers et sécuriser « Médous » ? Enjeux liés à l'architecture et à l'ambiance urbaine du village : cohérence urbaine et architecturale en continuité avec le village ancien (création de nouveaux cœurs d'îlots notamment / étude du CAUE) Enjeux liés à la préservation de la biodiversité : ZNIEFF, commune fortement boisées, estives, landes, réservoirs et corridors écologiques identifiés par le SRCE Enjeux liés à l'eau : risques d'inondation à proximité de l'Adour (Plan de Prévention de Risques Naturels), protection des captages d'eau potable, mise en valeur des éléments identitaires (nombreux patrimoines remarquables) Enjeux paysagers dans un contexte de paysages agricoles, naturels et urbains contrastés et montagnards : <ul style="list-style-type: none"> préservation des trames végétales préservation de la plaine de l'Adour (en continuité avec Gerde) conservation d'échappées visuelles traitement paysager de l'interface entre espaces bâtis et espaces agricoles : attention à l'urbanisation diffuse/discontinue préservation d'une activité agricole valorisation économique et touristique des sites touristiques (grottes de Médous, fontaine de Crastes,...) Enjeux liés à l'agriculture : <ul style="list-style-type: none"> concilier habitat et des bâtiments agricole / conflits d'usage possibles 	

Explications des choix retenus

5 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS

5.1 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.) ET TRADUCTION REGLEMENTAIRE

Le P.A.D.D. s'appuie sur les enjeux communaux et les objectifs décrits précédemment. Il prend en compte les objectifs assignés aux documents d'urbanisme issus du cadre législatif et réglementaire (et notamment lois « Solidarité et Renouvellement Urbain » et « Urbanisme et habitat », loi « de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement », loi portant « Engagement National pour l'Environnement », loi pour « l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) »).

Le P.A.D.D. d'Asté, débattu en Conseil Municipal le 17/11/2016, s'organise en 4 axes permettant de promouvoir un urbanisme et une architecture de qualité, de préserver les espaces naturels et agricoles, d'assurer une dynamique démographique durable et de maîtriser les consommations d'espaces et enfin d'encourager le développement durable.

AXE 1 – PROMOUVOIR UN URBANISME ET UNE ARCHITECTURE DE QUALITE

ORIENTATION : Privilégier le renouvellement urbain au sein des espaces déjà bâtis tout en protégeant les cœurs d'îlots jardinés

Pourquoi ? Parce que le cadre de vie influence directement l'attractivité de la commune, ces espaces de jardins (en cœur d'îlots ou en limite avec l'espace agricole) doivent être préservés et mis en valeur afin d'encourager les habitants actuels à rester sur la commune mais également pour donner de l'attrait à la commune afin d'accueillir de nouvelles familles. De la même manière, l'aspect agricole et naturel en bordure du village et notamment dans la plaine de l'Adour se doit d'être préserver en mettant en place une politique volontariste de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Préservation des espaces jardinés de la commune	L'ensemble des espaces jardinés de la commune sont classés en zone UJ où seuls les annexes de l'habitation principale sont autorisées. De nouveaux espaces UJ sont proposés dans les nouvelles zones d'extensions de l'urbanisation.
Privilégier le développement de l'urbanisation dans les dents creuses et travailler sur la création de nouveaux îlots.	Près de 1.93 ha sont identifiés en stricte « dents creuses » (zonage Ua ou Ub ou Uh) et les zones 1AU/2AU sont définies pour la plupart à l'intérieur de la PAU (Partie Actuellement Urbanisée de la commune).

ORIENTATION : Travailler les coupures urbaines et les entrées de village

- Pourquoi ? Côté centre-bourg, Asté a su préserver sa structure historique assez dense sans trop éparpiller les constructions dans la plaine. Le projet communal vise donc à définir des limites strictes aux zones d'extensions et notamment vers le sud-ouest (Vers le Pont sur l'Adour). Une réflexion sur les entrées de village dans le centre-bourg pourra être menée lors de la structuration des nouveaux quartiers d'extensions (création de nouveaux îlots bâti/jardins).

Côté « Médous », les constructions se sont développées de manière individuelle, sans réel soucis de cohérence. Les problèmes d'accès et de sécurité routière vis-à-vis de la RD935 sont récurrents. Les coupures urbaines existantes pourront être maintenues: meilleure approche paysagère du quartier, trame verte et bleue, ne pas aggraver les problèmes de sécurité routière.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Centre-Bourg : Conserver des limites strictes à l'urbanisation et structurer les nouveaux quartiers.	Comme indiqué dans l'orientation précédente, les zones 1AU/2AU sont définies pour la plupart à l'intérieur de la PAU (Partie Actuellement Urbanisée de la commune) et font l'objet d'O.A.P, d'un zonage/règlement spécifique et de prescriptions qui permettent de mettre en place une structuration urbaine en adéquation avec la typologie du centre-bourg, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - Pour la zone d'extensions vers l'ouest (chemin du Moulin) : constructions en limite de voirie, maillage permettant la préservation d'espaces jardinés (en cœur d'îlots ou en limite avec l'espace agricole), préservation des ruisseaux / agalets. - Pour la zone d'extensions vers le nord (rue Barraguere) : constructions en limite de voirie, maillage permettant la préservation d'espaces jardinés (en cœur d'îlots) et élargissement de la voie Barraguère.
Médous : Prendre en compte la Trame Verte et Bleue, la sécurité routière / maintenir les coupures urbaines.	Constructions possibles uniquement en dents creuses (pas d'extension) et sous réserve de dispositions de sécurité routière et en fonction du PPRI, préservation du corridor écologique au nord (Aco).

ORIENTATION : Promouvoir un urbanisme et une architecture de qualité

- Pourquoi ? La commune dispose d'un patrimoine architectural riche et se caractérise par le caractère homogène du bâti villageois.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
S'appuyer sur les trames existantes et prendre en compte l'exposition et la pente pour définir	Les O.AP., élaborés en collaboration avec le CAUE définissent les grands principes de

l'organisation globale des quartiers dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).	maillage envisagés permettant de s'insérer au mieux dans l'organisation actuelle du village (voiries perpendiculaires, espaces jardinés,...).
Instaurer un règlement adapté en fonction du contexte : volume et implantation des constructions, aspect extérieur, clôtures, ...	Trois types de zones urbaines sont proposés afin de s'adapter au contexte bâti existant : <ul style="list-style-type: none"> - La zone Ua permettant de conserver les grandes lignes de constructions du centre ancien, - Les zones Ub permettant plus de souplesse (Médous et hameaux) car offrant à l'heure actuelle une certaine diversité bâtie.
Favoriser un traitement paysager de qualité entre zones urbaines et espaces agricoles et naturels.	En bordure des zones à urbaniser, des espaces réservés aux jardins sont prévus afin de définir une transition plus douce entre espaces bâtis et espaces agricoles et/ou naturelles. Il en est de même pour les jardins existants en deuxième lignes des zones Ua.
Limiter la construction de murs hauts uniquement dans l'objectif de fermer les cours	Le règlement limite les clôtures opaques à 1.80 m.

ORIENTATION : Mettre en valeur le patrimoine remarquable, en particulier celui lié à l'eau

- Pourquoi ? Le village d'Asté est traversé par l'Adour mais aussi par plusieurs cours d'eau et canaux qui ont donné lieu à la construction d'ouvrages et de bâtiments très caractéristiques du « petit patrimoine » rural pyrénéen (fontaines, lavoirs, moulin, ...). On note aussi la présence de plusieurs calvaires et les murs constituent un élément essentiel des paysages des villages du secteur.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Mettre en valeur le patrimoine identifié : lavoirs, fontaines, murs, four à chaux.	Ces éléments font l'objet d'une identification en tant qu'éléments remarquables du paysage (ponctuels).
Identifier et préserver les canaux d'irrigation dans une optique patrimoniale mais également de lutte contre les inondations (tous les travaux sur ces canaux devront faire l'objet d'une demande en mairie).	Ces éléments font l'objet d'une identification en tant qu'éléments remarquables du paysage (linéaires).
Préserver et encourager les murs et murets en pierres apparentes.	Ces préconisations sont mentionnées dans le règlement de la zone Ua.

ORIENTATION : Réfléchir au devenir des quartiers en dehors du centre-bourg

- Pourquoi ? En dehors du centre-bourg, Asté compte plusieurs quartiers excentrés, dont « Médous », « Semmartis », « Cassous » et « Hours ».

Objectifs	Traduction dans le PLU
Pour le quartier de « Médous »: permettre sa densification modérée tout en respectant les coupures naturelles existantes et sans créer de nouveaux accès sur la RD935. Les élus mettent en avant leur volonté de gérer et réglementer les affichages publicitaires le long de cette voie.	Le quartier de Medous est identifié en zone Ub où seules les dents creuses restent constructibles sous réserve de prendre en compte le PPRI (pas d'extensions). La réglementation des affiches publicitaires n'est pas du ressort du PLU (règlement de publicité).
Pour « Semmartis », « Cassous » et « Hours »: limiter leur densification à l'évolution de l'existant (contraintes de pentes, d'accès et d'impact sur les paysages).	Ces quartiers excentrés sont classés en zone agricole où l'évolution du bâti existant est autorisée sous conditions.

AXE 2 – PRÉSERVER LES PAYSAGES NATURELS ET AGRICOLES

ORIENTATION : Réfléchir au devenir des quartiers en dehors du centre-bourg

- Pourquoi ? La Trame Verte et Bleue (« TVB ») est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées à différentes échelles (Etat, région, commune) et constitue un outil d'aménagement durable du territoire. A Asté, elle s'organise à partir de plusieurs ensembles dont la valeur des principales entités (Adour et versant) est reconnue par un classement en Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) identifie également l'Adour comme un élément essentiel de la Trame Verte et Bleue et met en avant la coupure agricole et naturelle existante entre Gerde et Asté à conserver.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Assurer la protection des espaces naturels constitutifs de la « TVB » en les préservant de toute activité susceptible de nuire à leur qualité ou de perturber la faune et la flore.	L'ensemble des espaces boisés et bordures de cours d'eau sont classés en zone naturelle. Les espaces agricoles stratégiques dans le fonctionnement de la TVB sont classés en zone Aco ou Ap, permettant ainsi de réglementer la perméabilité des clôtures.
Permettre aux espaces interstitiels de jouer un rôle de corridor écologique et/ou de réservoir de biodiversité localisé et spécifique en favorisant le maintien des habitats naturels: haies, bosquets, espaces publics boisés d'essences locales,...	
Créer de nouveaux corridors au sein des espaces d'urbanisation : espaces verts, noues enherbées, haies,...	Les espaces de jardins existants et les nouveaux à créer (O.A.P.) permettent de créer des corridors « urbains ».
Identifier les canaux comme éléments constitutifs de la TVB.	Les canaux / ruisseaux / agalets sont identifiés en tant qu'éléments remarquables du paysage.

ORIENTATION : Assurer le maintien des structures paysagères

- Pourquoi ? Le paysage se caractérise tout d'abord par sa structure étagée : le village et ses abords sont fortement marqués par l'intervention humaine qui a œuvré pour créer des espaces urbains organisés autour d'îlots de verdure jardinés. Une large plaine agricole ouverte structure la

vallée entre Asté et Gerde. Les pentes des versants sont largement boisées et les sommets se composent d'estives (Petit Monné et Casque du Lhéris).

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Identifier les éléments qui structurent le paysage (boisements, ensembles jardinés, haies, talus et murs) et assurer leur préservation.	L'ensemble des espaces boisés et bordures de cours d'eau sont classés en zone naturelle.
Préserver l'espace de plaine existant entre Gerde et Asté qui sera totalement inconstructible, même pour les bâtiments agricoles (autorisés uniquement en pied de versant au niveau du quartier « Hounta »).	L'ensemble de la plaine est classé en zone Ap, totalement inconstructible et garantissant la perméabilité des clôtures.
Préserver et mettre en valeur des vues les plus remarquables: vers la plaine agricole ou depuis les « points hauts ».	Les vues remarquables sont classées en zone Naturelle.
Mettre en œuvre les outils garants de l'insertion paysagère des nouvelles constructions : implantation, volume et aspect extérieur, accompagnement végétal, quel que soit la nature du bâtiment.	Mise en place d'un règlement adapté.
Identifier « Les Artigues » (Lieu-dit « Nabias ») comme les espaces paysagers emblématiques à préserver: zones intermédiaires de montagne aménagées : haies, talus, murets,...	« Les Artigues » sont identifiés en zone naturelle où les constructions utiles ou liées au fonctionnement des estives sont autorisées. Les cabanes d'estives existantes sont identifiées en tant qu'élément remarquable du paysage.

ORIENTATION : Gérer l'habitat isolé

- Pourquoi ? Sur les versants ainsi que dans la plaine, plusieurs constructions, à usage agricole ou uniquement à usage d'habitation, se retrouvent en position « isolée », non rattachées à une zone urbaine (centre-bourg, hameaux,...).

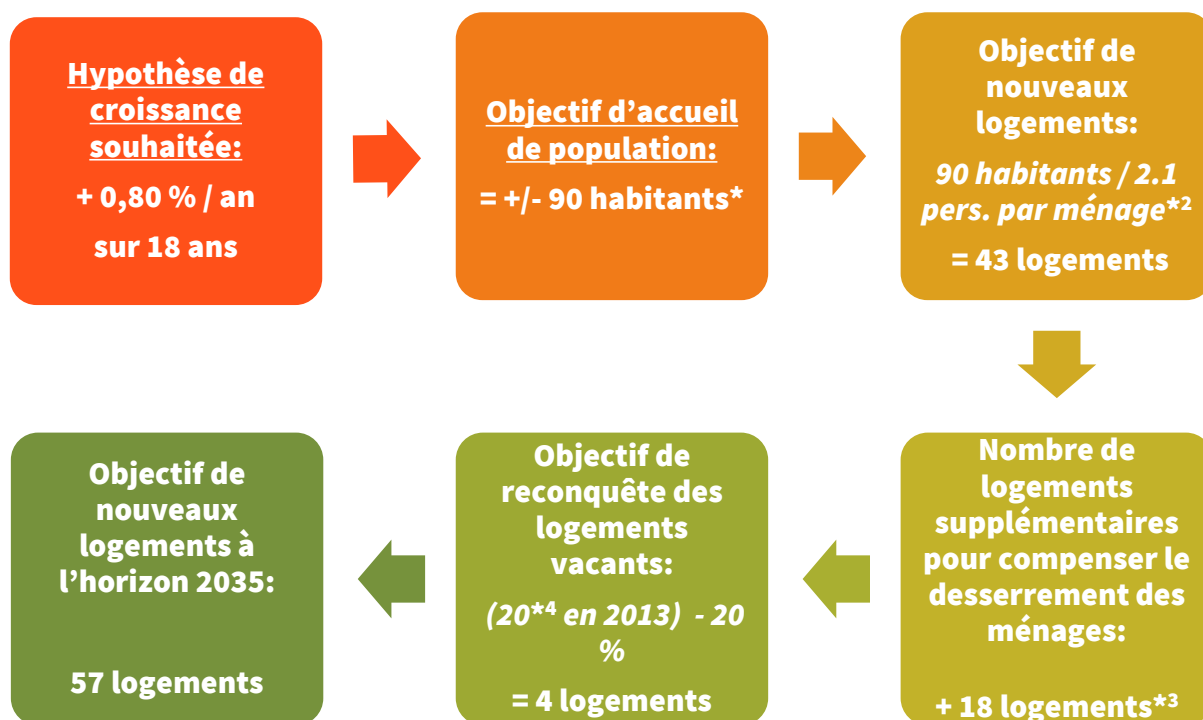
<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Ne pas favoriser les constructions isolées afin de ne pas intensifier le mitage du territoire, mais par contre de permettre l'évolution des constructions existantes sous conditions: extensions mesurées, constructions d'annexes.	L'évolution des constructions existantes est autorisée sous conditions en zone A et N.
En ce qui concerne les cabanes pastorales, et notamment aux « Artigoles de Bulan », la rénovation est encouragée à condition d'avoir un usage agricole ou d'habitat non permanent uniquement.	Les cabanes pastorales sont identifiées en tant qu'éléments remarquables du paysage.

AXE 3 – ASSURER UNE DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE DURABLE ET MAÎTRISER LES CONSOMMATIONS D’ESPACES**ORIENTATION : Assurer une croissance maîtrisée et équilibrée**

- Pourquoi ? Avec une croissance moyenne de près de 0,8 %/an depuis une quinzaine d’années (chiffres INSEE de 2013 – disponibles au moment du débat du PADD en Conseil Municipal), la commune d’Asté semble dynamique et attractive: village de montagne à quelques kilomètres de Bagnères. Le souhait des élus est de poursuivre cette croissance afin d’inscrire la commune dans une démarche volontaire d’accueil de population, à l’horizon 2035.

Le projet communal privilégie la construction dans le bourg et dans sa continuité immédiate.

Ainsi, le nombre de logements nécessaires pour répondre aux objectifs communaux est estimé à 57 logements (résidences principale) et le calcul s’appuie sur les hypothèses suivantes :



* Calcul de croissance sur la période 2013-2031 sur la base de la formule $(pop_{2012} \times (1+0,0080)^{18})$ = nbre d'habitants à accueillir)

Affichage de la croissance sur la période 2017 (date d'approbation estimée du PLU) – 2035

* 2: Nbre de personne par ménage en 2013: 2,3 ; Estimation pour 2035: 2,1.

* 3: Nbre personnes 2013 / Nbre de personnes par ménage – Nbre de logements en 2013 RP $(541/2,1-239=18)$

*4: Estimation mairie (chiffres INSEE incohérents)

ORIENTATION : Limiter les extensions de l'urbanisation

Pourquoi ? Afin d'accueillir la cinquantaine de logements supplémentaires (à l'horizon 18 ans - 2035), et dans l'optique de modérer la consommation de l'espace, la commune d'Asté a fixé les objectifs suivants:

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Atteindre une densité plus élevée par rapport aux constructions réalisées ces dix dernières années; la moyenne depuis 10 ans étant de 13 log/ha.	Le projet communal affiche un objectif de densité à atteindre de l'ordre de 15 log/ha.
Affirmer la présence des éléments naturels, et notamment les cœurs d'îlots « jardinés » dans le tissu urbain en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de permettre le maintien et la création d'espaces de respiration en zone urbanisée.	Les éléments jardinés sont classés en Uj et le règlement indique un coefficient de biotope permettant de conserver une certaine aération du tissu urbain.
Conforter le seuil des résidences secondaires de la commune; au niveau actuel soit 25 % de la part total des logements.	Le projet communal permet la création de 57 résidences principales mais également 15 résidences secondaires afin de conserver le seuil actuel.

ORIENTATION : Pérenniser les activités économiques et touristiques

Pourquoi ? L'économie locale repose sur plusieurs piliers à prendre en compte : l'agriculture, le commerce de proximité et le développement touristiques.

<i>Objectifs concernant l'activité agricole</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole en limitant le développement des zones d'habitat à proximité des bâtiments d'exploitation (conflits d'usage potentiels).	Le développement de l'habitat est prévu uniquement en strict continuité du centre-bourg et sous réserve de respecter les distances de recul vis-à-vis des bâtiments agricoles existants (notamment en bordure de l'Adour ; secteur du Pont).
Maintenir le potentiel agricole dans la plaine et sur les versants pour le maintien d'une agriculture de montagne: protection stricte des grandes unités agricoles, des sols à bonne valeur agronomique et des secteurs intermédiaires de montagne.	La plaine est identifiée en secteur Ap (agricole préservée) pour la partie la plus sensible au niveau paysager. Les nouveaux bâtiments agricoles ne seront autorisés que sur certains secteurs où l'impact paysager sera moindre. Les estives sont identifiés comme tels (Ne) et l'évolution ou la construction des granges foraines/cabanes pastorales sont autorisée.
Faciliter l'installation des nouveaux agriculteurs sur les secteurs les plus favorables à l'activité.	Les secteurs permettant de nouvelles installations agricoles (éloignés des secteurs d'habitat, peu d'impacts paysagers,...) sont identifiés en A.
Permettre le développement d'activités	L'évolution des structures existantes est

complémentaires (agrotourisme, vente directe, gîtes et campings à la ferme, atelier de transformation,...).	permise dans le règlement sous réserve de ce que les lois en vigueur (ALUR et ELAN notamment) autorisent.
Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles de caractère en zone agricole à condition de ne pas créer de contraintes supplémentaires pour l'activité agricole et sous réserve de la capacité des réseaux. Les grandes lignes architecturales du bâtiment devront être conservées. Concernant les cabanes pastorales, et notamment aux « Artigoles de Bulan », la rénovation est encouragée à condition d'avoir un usage agricole ou d'habitat non permanent uniquement.	3 changements de destination sont prévus. Les cabanes pastorales sont par contre indiquées en tant qu'éléments remarquable du paysage dont les grandes lignes architecturales doivent être conservées en cas de rénovation.

<i>Objectifs concernant le commerce de proximité et toutes autres activités sans nuisances pour le voisinage</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Développer le tissu économique au sein du village (centre-bourg et quartier « Médous ») à condition de ne pas engendrer de nuisances pour le voisinage et soutenir le commerce de proximité.	Le règlement autorise les activités sans nuisances pour le voisinage en zone Ua et Ub.
Privilégier l'installation des activités non compatibles avec l'habitat dans les zones artisanales existantes ou à venir du territoire communautaire.	Le règlement interdit les activités engendrant des nuisances dans les zones urbaines

<i>Objectifs concernant le tourisme</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Accompagner l'intercommunalité dans le développement des sentiers de randonnée.	Pas de traduction concrète dans le PLU.
Réfléchir à la mise en place d'une signalétique permettant la découverte du village.	Pas de traduction concrète dans le PLU.
Mettre en valeur l'environnement naturel et le patrimoine architectural et historique remarquable.	Le PLU identifie en éléments remarquables du paysage l'ensemble du patrimoine naturel et architectural de la commune.
Accompagner la diversification des activités agricoles.	L'évolution et la diversification des structures existantes est permise dans le règlement sous réserve de ce que les lois en vigueur (ALUR et ELAN notamment) autorisent.

ORIENTATION : Accompagner la desserte numérique

Pourquoi ? L'accès aux équipements numériques est aujourd'hui un élément essentiel au développement de l'activité économique dans un territoire tel que celui d'Asté, que ce soit pour les habitants, les entreprises, les exploitations agricoles,... De la même façon, l'installation de nouvelles entreprises ou le développement du télétravail sont fortement conditionnés par les conditions d'accès à internet.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Défendre l'accès à la meilleure desserte possible auprès des instances décisionnaires.	Pas de traduction concrète dans le PLU.
Accompagner le développement des équipements dans le cadre des compétences communales.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

AXE 4 – ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DURABLE

ORIENTATION : Répondre aux besoins de l'ensemble de la population, en s'inscrivant dans le cadre plus large de la Communauté de communes, dans le respect de l'intérêt général

- Pourquoi ? La commune dispose d'une école en regroupement avec Baudéan et Lesponne (hameau de Bagnères de Bigorre), d'un commerce de proximité au village puis de plusieurs commerces au quartier « Médous » (boulangerie/tourtes, fruits & légumes). Les autres commerces et services sont disponibles à proximité, notamment sur Bagnères de Bigorre. Asté s'inscrit donc dans un fonctionnement intercommunal, notamment au sein de la Communauté de Communes de la Haute-Bigorre.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Accompagner les dispositifs et mesures engagées à l'échelle intercommunale dans le domaine des communications, des loisirs, des transports, de la santé, des services à la personne, et de la petite enfance pour faciliter l'accès aux habitants aux différents services.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Maitriser l'extension des réseaux et voiries en s'appuyant sur les trames existantes

- Pourquoi ? Asté est gestionnaire de son réseau d'eau. Les eaux usées sont gérées via le syndicat « Las Aygues ». Il s'agit pour la commune de prévoir et identifier les frais envisageables pour les extensions de réseaux nécessaires à la traduction du projet.

Objectifs	Traduction dans le PLU
Mettre en œuvre un développement urbain en adéquation avec la capacité des équipements et réseaux: voiries, réseaux d'eau et d'électricité; En outre, toutes les extensions urbaines devront être raccordées au réseau d'assainissement collectif.	Les zones 1AU et 2AU ont été définies en fonction de la desserte actuelle et future par les réseaux.
Privilégier l'enfouissement des réseaux lorsque cela est possible (pour les nouvelles installations mais aussi en cas de rénovation d'anciennes installations).	Prévu dans le règlement.
Privilégier une signalisation au sol respectueuse de l'environnement chaque fois que cela est possible (sans peinture,...).	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Organiser une mobilité durable

- Pourquoi ? Rapide, pratique, écologique, sportive et économique, l'intérêt de la pratique de la marche ou du vélo n'est plus à démontrer ! Véritable volonté communale, la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires sont un objectif prioritaire pour la commune qui souhaite permettre à l'ensemble des habitants de pouvoir se déplacer en toute sécurité, à pied, vers les espaces collectifs et les services publics (écoles, espaces verts, terrains de sport, aire de jeux, mairie) mais aussi entre quartiers.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Favoriser les déplacements piétonniers entre les différents quartiers, avec un enjeu prioritaire entre le quartier de « Médous » et le centre-bourg.	Un emplacement réservé permet de prévoir, à long terme, une liaison douce entre le quartier « Médous » et le centre du village.
Préserver les nombreux itinéraires de promenade / randonnée existants.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Confirmer la qualité des espaces de liens sociaux

- Pourquoi ? Les espaces publics ont un rôle prépondérant dans le village. Ils peuvent être de plusieurs types: espaces verts paysagers, espaces de détente, espaces de sport, espaces de jeux, mais aussi localisation de services essentiels (se garer, trier ses déchets, attendre un bus ou une voiture en co-voiturage,...). Ces espaces non-bâti situés au cœur du tissu urbain représentent des lieux de rencontre essentiels à la vie de village, créateurs de liens sociaux.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Identifier l'ensemble des espaces publics du village.	Les espaces publics sont classés en zone dédiée Uec.
Permettre de les relier entre eux facilement, idéalement par des liaisons douces.	Pas de traduction concrète dans le PLU.
De repérer les secteurs qui seraient favorables pour la création de nouveaux espaces publics si besoin, et notamment réfléchir à la création de nouveaux espaces de stationnement.	Pas de nouveaux sites identifiés excepté l'agrandissement possible du cimetière (emplacement réservé).
De réfléchir à la réhabilitation de la salle des fêtes et de ses alentours.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Favoriser l'habitat et les énergies durables

- Pourquoi ? La préservation des ressources naturelles et la limitation de la production de gaz à effet de serre passent par une amélioration de la consommation énergétique du bâti, qui se traduit par ailleurs par une réduction de la facture énergétique.

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Permettre la rénovation énergétique des bâtiments existants et l'utilisation des énergies renouvelables dans le respect de l'architecture,	Autorisée dans le règlement.

du paysage et de la sécurité.	
Permettre la mise en place de dispositifs de productions d'énergie renouvelable.	Autorisés dans le règlement.
Prévoir des principes d'aménagement durable dans les zones d'extensions de l'urbanisation: maillage urbain vers les équipements existants et futurs, espaces publics en harmonie avec la trame paysagère existante (îlots jardinés), gestion des eaux pluviales à travers la préservation voire la création des « agalés ».	Traduit dans les OAP et dans le zonage (éléments remarquables du paysage pour les agalets).
Etre favorable à l'installation d'une unité de production d'hydro électricité.	Autorisé par le règlement de la zone N.
Privilégier l'implantation d'éclairage public alimenté par des énergies renouvelables.	Pas de traduction concrète dans le PLU.

ORIENTATION : Prise en compte des risques et contraintes dans la définition des zones constructibles

- Pourquoi ? La commune est soumise à différents risques naturels : séisme, débordement à proximité des cours d'eau, secteurs humides et/ou sensibles aux mouvements de terrain. La pente constitue par ailleurs une contrainte qu'il convient de prendre en compte pour certains quartiers (« Semmartis » et « Hours » notamment).

<i>Objectifs</i>	<i>Traduction dans le PLU</i>
Limitier voire interdire les extensions urbaines au sein des secteurs à risques.	Les secteurs 1AU et 2AU sont définis en dehors des zones à risques.
Gérer les eaux pluviales : prise en compte de la capacité des ruisseaux dans la définition des zones constructibles, prescriptions relatives à l'aménagement des parcelles ou à la mise en place de dispositifs de rétention, d'infiltration, de récupération et/ou de réutilisation des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle du quartier, limitation de l'imperméabilisation des sols sur les parcelles.	Les OAP et le règlement permettent de gérer les eaux pluviales.
Identifier et préserver les canaux et « agalés » dans une optique patrimoniale mais également de <u>lutte contre les inondations</u> (tous les travaux sur ces canaux devront faire l'objet d'une demande en mairie).	Les canaux et agalets sont identifiés en tant qu'éléments remarquables du paysage.

5.2 CHOIX RETENUS POUR LE REGLEMENT

Ayant prescrit l'élaboration de son P.L.U. avant le 1^{er} janvier 2016, la commune d'Asté a néanmoins souhaité appliquer les dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016, et elle a délibéré en ce sens le 09/04/2019.

Les destinations et sous-destinations des constructions sont donc définies par les articles R151-27 et R151-28 du code de l'urbanisme et précisées dans l'arrêté du 10 novembre 2016.

5.2.1 REGLEMENT GRAPHIQUE

Les choix de zonage sont d'abord basés sur l'utilisation des sols pour chacun des 4 grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et pour la plupart de leurs subdivisions, d'autres faisant entrer en jeu les caractéristiques urbaines et architecturales des quartiers ou la capacité des réseaux et/ou voiries.

Ils se sont appuyés sur les orientations définies par le PADD, et notamment l'identification :

- De zones urbaines ou à urbaniser à court, moyen et long terme:
 - à vocation dominante d'habitat et de commerces de proximité, correspondant au centre-bourg d'Asté et au quartier de Médous
 - à vocation de jardins, existants ou à créer
 - à vocation d'activités touristiques
 - à vocation d'équipements collectifs
- de zones agricoles, aujourd'hui exploitées, majoritairement par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation hors de la commune, indispensables ou non aux continuités écologiques (Aco) ou à préserver d'un point de vue paysager (Ap).
- de zones naturelles
 - indispensables aux continuités écologiques
 - liées au développement possible du secteur de la fontaine de Crastes.

Les parcelles déjà construites mais non cadastrées ou faisant l'objet d'autorisations d'urbanisme valides ont été classés en zones urbaines.

Un espace à enjeux particuliers (renforcement et extension de réseaux notamment) est classé en zone à urbaniser à long terme sous réserve de modification ou de révision du PLU.

5.2.2 LES DIFFERENTS TYPES DE ZONES

Le règlement s'organise avec la définition des zones suivantes (cf carte ci-dessous) :

Zones urbaines :

- La zone UA correspond aux secteurs agglomérés anciens où les bâtiments sont construits en ordre continu ou semi-continu. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Il peut ponctuellement s'y trouver des activités anciennes qui perdurent.
- La zone UB correspond aux secteurs d'extensions plus récents. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités compatibles avec l'habitat, et notamment les commerces et services de proximité. Il peut ponctuellement s'y trouver des activités anciennes qui perdurent.

- La zone UJ correspond aux secteurs jardinés existants ou devant le devenir pour des critères urbains, patrimoniaux, paysagers et écologiques.
- Les zones Uy correspondent aux secteurs réservés aux activités touristiques.
- Les zones UEc correspondent aux secteurs réservés aux équipements publics / collectifs.

Zones à urbaniser :

- La zone 1AU est une zone correspondant par définition aux secteurs ouverts à l'urbanisation à court et moyen terme. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités nécessaires ou liées à l'habitat et non constitutives de nuisances pour celui-ci. Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existants à la périphérie immédiate de la zone 1AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Les constructions sont autorisées :

- ✓ Soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble.
- ✓ Soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

Dans tous les cas, l'aménagement cohérent de la zone est celui prévu par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Deux secteurs d'urbanisation sont prévus à Asté, dans l'enveloppe urbaine ou en continuité immédiate.

- La zone 2AU est une zone correspondant par définition aux secteurs ouverts à l'urbanisation à long terme soit par modification ou révision du PLU. Sa vocation est essentiellement l'habitat, ainsi que des activités nécessaires ou liées à l'habitat et non constitutives de nuisances pour celui-ci.

Une seule zone est prévue à Asté et permettra de faire la liaison, à long terme, avec les zones 1AU qui seront urbanisées dans un premier temps.

Zones agricoles :

- Les zones agricoles A correspondent à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres, destinés à accueillir les constructions et installations à vocation agricole.
- Les zones Aco sont des secteurs stratégiques dans l'identification des corridors écologiques ; la perméabilité des clôtures y est règlementée.
- Les zones Ap correspondent à la plaine de l'Adour ; son usage agricole y est avéré mais les constructions restent interdites pour des raisons paysagères. Cette protection se poursuit dans le PLU de la commune voisine, à Gerde.

Zones naturelles :

Zones N à vocation principale d'exploitation forestière et de protection des espaces naturels ; elles correspondent aux principaux espaces boisés de la commune mais aussi aux abords des cours d'eau et canaux ; elles comprennent une sous-zone pour identifier le secteur de la fontaine de Crastes (STECAL) où quelques constructions modérées peuvent y être autorisées sous réserve d'être nécessaire à l'accueil et la mise en valeur de la zone.

-

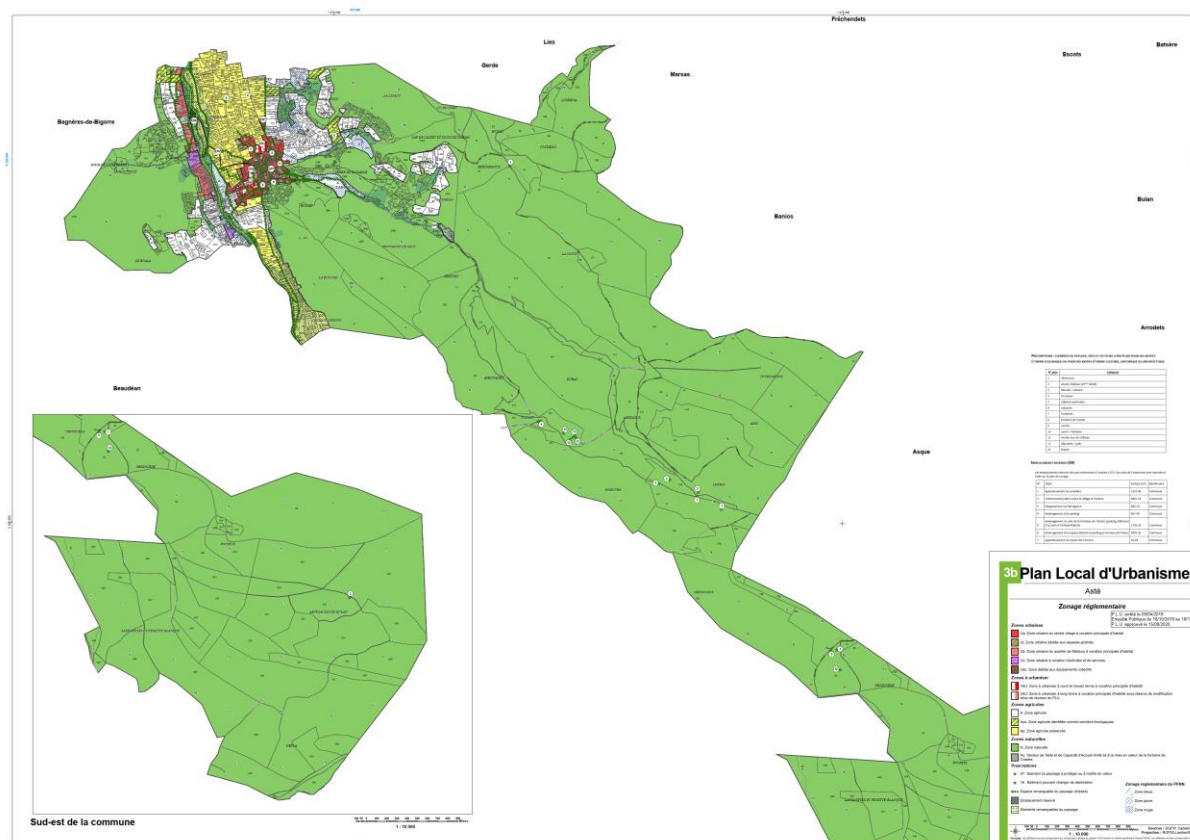
Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, le règlement écrit comporte 5 parties :

- La première relative aux dispositions générales qui précisent le contexte d'application du règlement et indiquent les règles qui s'appliquent à l'ensemble du territoire ;
- Les 4 suivantes à chacun des grands types de zones (urbaines, à urbaniser, agricoles, naturelles) et subdivisée par rapport aux différentes zones décrites ci-après.

Pour chaque zone, il s'organise en 3 chapitres :

- Usages des sols et destination des constructions ;
- Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
- Equipements et réseaux.

Carte : Vue générale du plan de zonage (règlement graphique) – en A0 dans le document PLU



5.2.3 CHOIX DE ZONAGE & O.A.P.

- Un effort de densification

Conformément à l'axe 1.1 du PADD, la commune a choisi d'intégrer les possibilités de densification du tissu urbain par le comblement des dents creuses afin d'optimiser les surfaces totales ouvertes à l'urbanisation.

A ce titre et suivant la carte, Asté comptabilise 1.93 hectares de dents creuses, correspondant principalement à des espaces disponibles interstitiels dans le tissu urbain.

Carte : Localisation des dents creuses



- Des cœurs d'îlots jardinés préservés

Le bourg ancien est représentatif des bourgs de la plaine de l'Adour et se caractérise par un bâti aligné sur la voirie et organisé autour d'une cour: la façade principale de l'habitation est tournée vers le sud, tandis que les granges protègent la cour des intempéries. Depuis la rue, le bâti offre dans la plupart des cas une succession de pignons séparés par les murs et portails qui ferment les cours, alternant donc des pleins et des vides assez réguliers. Plus rarement, le mur gouttereau marque la limite de l'espace public. L'arrière des parcelles est occupé par les jardins qui se font souvent face avec les jardins des constructions de la rue parallèle ou l'espace agricole ou naturel.

Dans cette optique, les élus ont choisi d'identifier ces espaces de jardins (Uj) permettant ainsi leurs préservations : seules les annexes des habitations sont autorisées. Ces jardins occupent environ 2.35ha uniquement au cœur et autour du centre ancien. Certains de ces espaces jardinés n'existent pas aujourd'hui mais seront à créer lors de l'ouverture à l'urbanisation des zones 1AU et 2AU (via les O.A.P.).

Carte : Localisation des jardins identifiés



- Les secteurs d'extensions à court, moyen et long terme, en continuité du tissu urbain

Afin de limiter l'étalement urbain, les élus ont priorisé l'ouverture à l'urbanisation à court, moyen et long terme en continuité immédiate du centre-bourg et dans le prolongement de l'enveloppe urbaine.

Ainsi, 2.35 ha sont proposés en 1AU (desservis immédiatement par les réseaux) et 1.11 ha sont classés en 2AU pour, à long terme, permettre le maillage du quartier créer et sous réserve de financement des travaux de renforcement et d'extension de réseaux. Ces quartiers ont fait l'objet d'une réflexion avec le CAUE, les plans d'intentions réalisés lors de cette étude sont disponibles en annexe.

Carte : Localisation des zones ouvertes à l'urbanisation à court, moyen et long terme

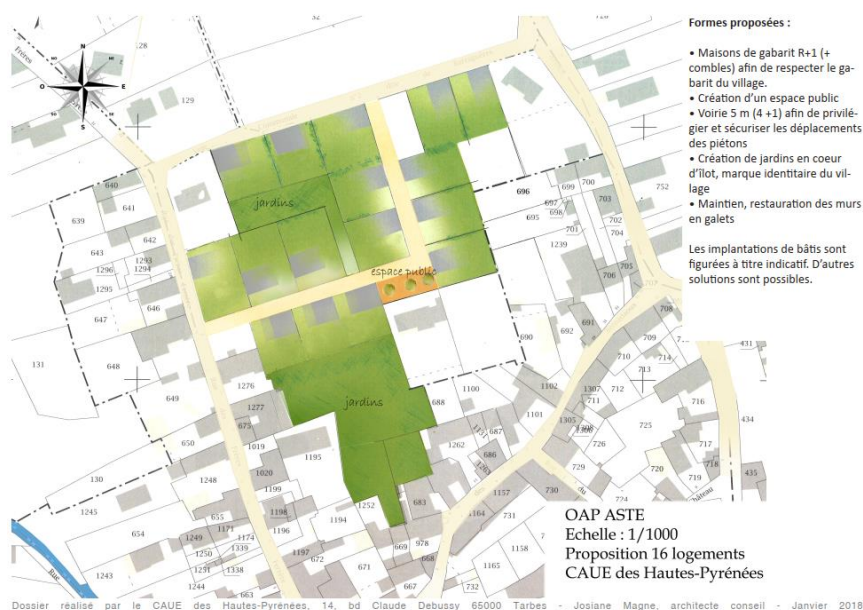


Justifications des O.A.P. :

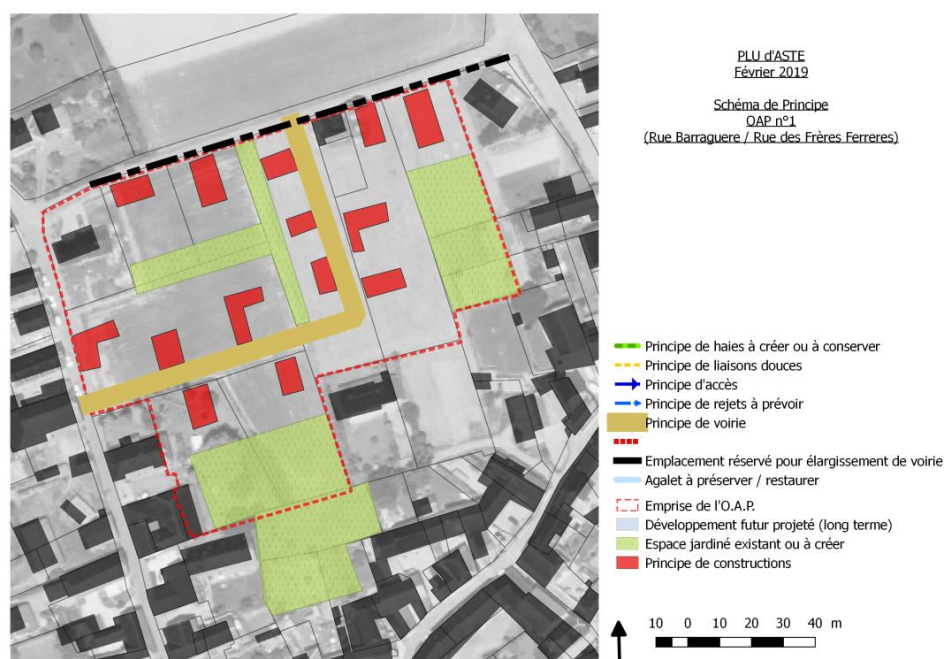
Secteur 1 : Ce secteur d'un peu moins d'un hectare (0.99 ha) se situe dans l'enveloppe urbaine et permet de finaliser le quartier en permettant :

- D'accueillir entre 13 et 17 nouvelles constructions (moyenne 15 log/ha)
- De réaliser un maillage de voie entre la rue Barraguère et la rue des Frères Ferreres,
- D'imposer les constructions en alignement des espaces publics pour conserver un front bâti typique du village,
- De créer des fonds de parcelles jardinés permettant ainsi de recréer les cœurs d'îlots verts déjà présents dans le centre ancien en continuité.

L'étude du CAUE sur ce quartier est disponible en annexe :



La traduction en termes d'O.A.P. est donc la suivante :



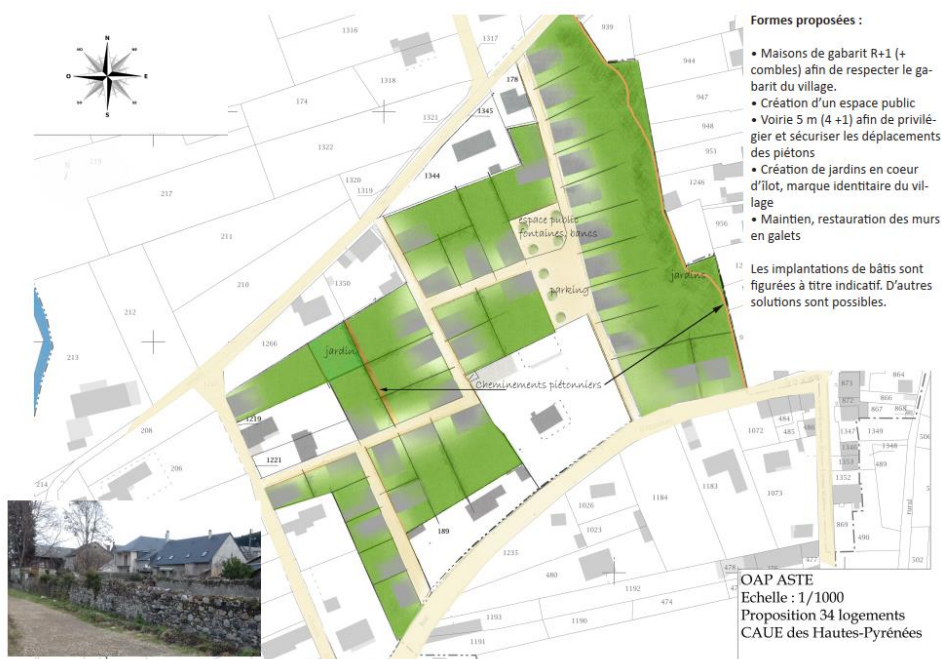
Secteur 2 : Ce secteur se décompose en plusieurs parties :



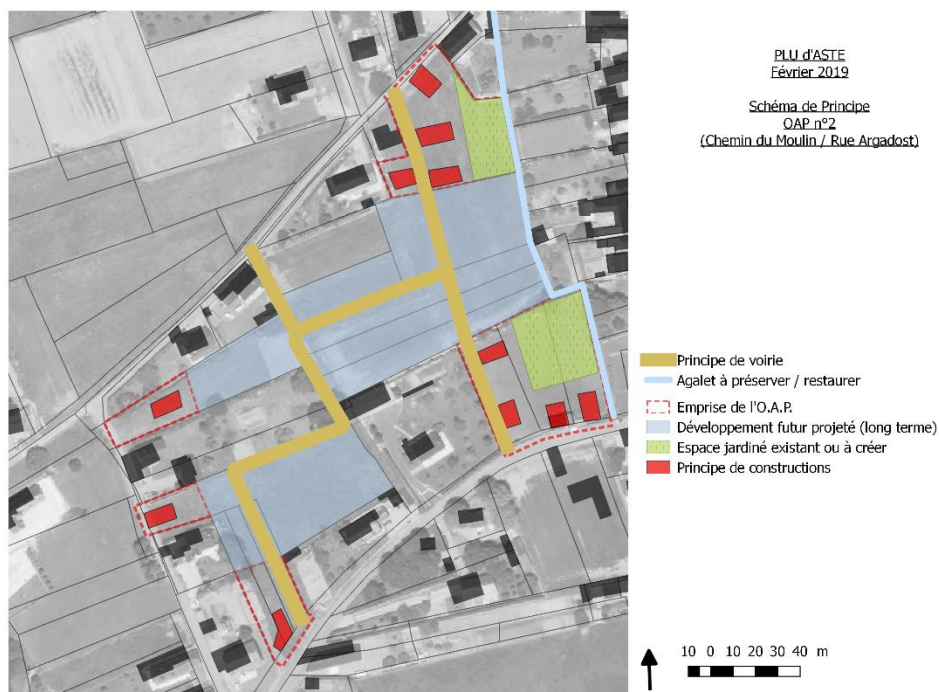
Pour un total de 0.79 ha en 1AU et 1.11 ha en 2AU. Sur ce secteur, il s'agit :

- D'accueillir entre 11 et 12 nouvelles constructions (moyenne 15 log/ha)
- De créer un front bâti le long des deux routes d'accès au village, à savoir le chemin du Moulin et la rue Argadost
- De préserver des espaces jardinés le long des agalets en cœur de parcelles
- De créer un maillage interne à la zone entre les deux routes existantes
- De préserver l'agalet existant

L'étude du CAUE sur ce quartier est disponible en annexe :



La traduction en termes d'O.A.P. est donc la suivante :

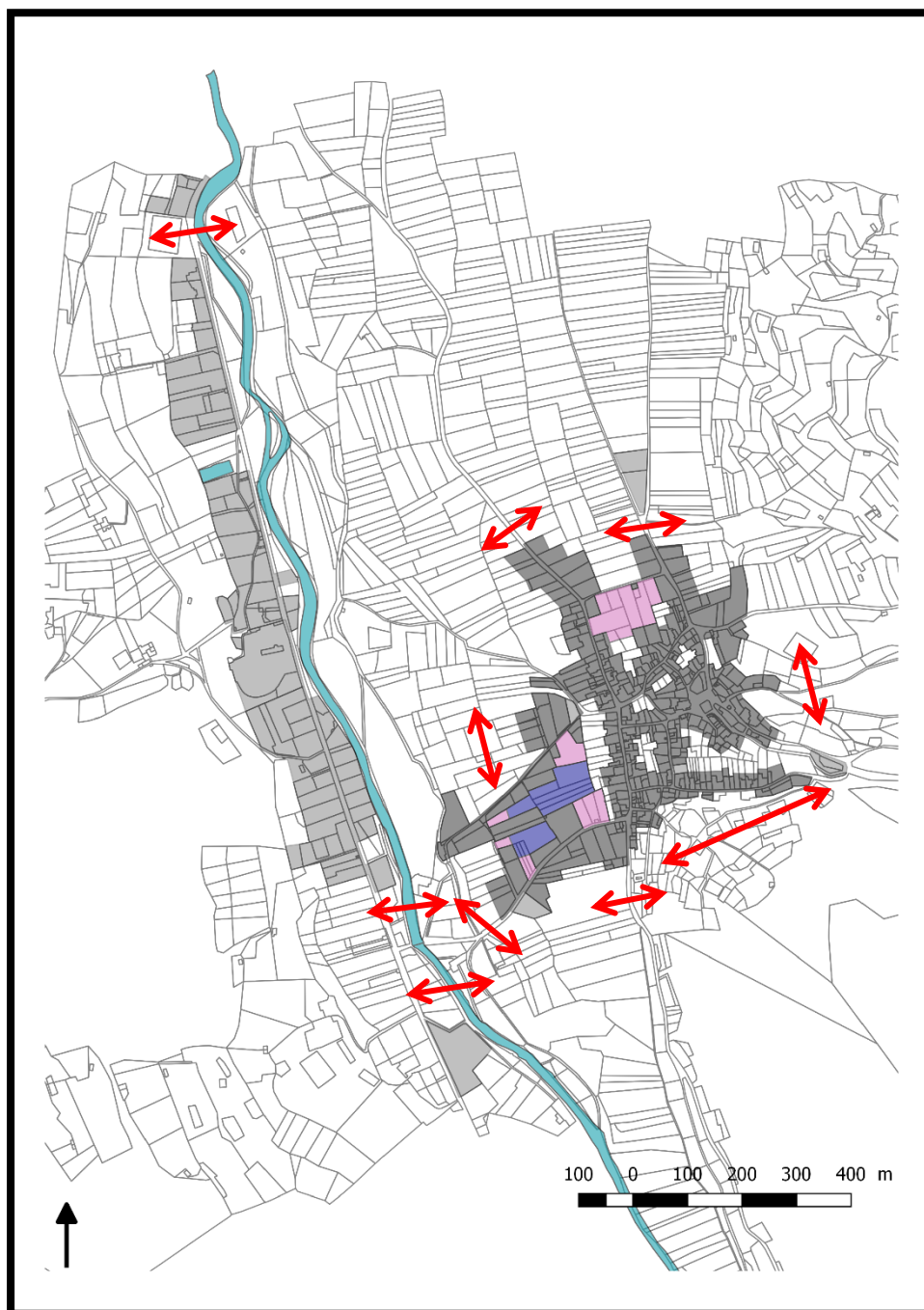


- Des limites d'urbanisation clairement définies

L'objectif principal des élus est de ne pas accroître l'étalement urbain. Dans ce contexte, la commune a choisie de proposer des limites claires à l'urbanisation, en limitant la construction aux dernières constructions existantes : rue Barraguère, chemin du Moulin, rue Argadost.

Le quartier de Médous, de par sa situation déconnectée du centre bourg et les contraintes existantes (risques naturels et sécurité routière notamment), est identifié en existant avec densification possible uniquement en dents creuses. Aucune zone 1Au n'est prévue sur ce quartier.

Carte : Illustration des limites d'urbanisation



- Des secteurs dédiés aux activités touristiques

Deux secteurs dédiés aux activités touristiques existent déjà sur la commune (Grottes de Médous, Hôtel). Ce sont ces secteurs qui sont identifiés en zone UY et dédiés à ces activités.

-

- Des zones naturelles et agricoles encadrant majoritairement le territoire

Les zones classées naturelles sur le territoire répondent à des enjeux multiples : trame verte et bleue, paysage, lutte contre l'érosion des berges,...

Ainsi, on retrouve en zone naturelle :

- L'Adour
- Les espaces boisés
- Les espaces de montagne / estives

Parallèlement, les zones agricoles se découpent en plusieurs secteurs :

- La plaine de l'Adour à préserver pour des questions paysagères (pas de bâtiment agricole autorisé)
- Les secteurs identifiés pour les corridors écologiques et où la perméabilité des installations (clôtures notamment) est réglementée
- Les espaces agricoles fonctionnels où les bâtiments agricoles sont autorisés.

Enfin, un secteur de STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité) est proposé pour le secteur de la Fontaine de Crastes. Il permet certaines constructions modérées visant à un meilleur accueil du public sur la zone.

5.2.4 JUSTIFICATIONS DU REGLEMENT ECRIT

❖ Zones urbaines et zones à urbaniser

✓ Usages des sols et destination des constructions

Contexte réglementaire (art. R151-18 et R151-20 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter »

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Le règlement distingue plusieurs types de zones urbaines ou à urbaniser en fonction de leur vocation principale : habitation, patrimoine, équipements d'intérêt collectif, artisanat et industrie.

Les zones urbaines UA, UB et les zones à urbaniser 1AU/2AU sont destinées en priorité à l'habitation et aux commerces et activités de proximité sous réserve qu'ils soient compatibles avec le voisinage d'habitations.

Toutes les constructions et installations à destination de commerces et activités de proximité de services sont autorisées que si elles sont compatibles avec le voisinage d'habitation à l'exception du commerce de gros, qui est lui interdit.

L'ensemble des constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés.

A part les centres de congrès et d'exposition (interdits), les industries (dont les artisans), les entrepôts et les bureaux sont autorisés, toujours sous conditions qu'ils n'engendrent pas de nuisances pour le voisinage.

Concernant les exploitations agricoles, seuls l'évolution des bâtiments existants restent autorisée sans engendrer de nuisances supplémentaires pour le voisinage et les bâtiments liés à l'exploitation de la forêt sont par contre interdits.

Pour résumé, en zones UA, UB et 1AU :

- Vocation d'habitat: seules les constructions sans nuisances pour le voisinage sont autorisées
- La zone UA regroupe le centre ancien, la construction en limite de voirie est obligatoire.
- La zone UB concerne le secteur de Médous, avec un recul vis-à-vis de la voirie obligatoire.
- La zone 1AU correspond aux zones d'extension avec un règlement semblables à la zone UA et des Orientations d'Aménagement et de Programmation qui précisent les conditions d'aménagement de chacun des secteurs (maillage notamment).

Les zones urbaines UY sont destinées à accueillir les activités touristiques. En tout état de cause, le voisinage d'habitations doit être pris en compte pour les éventuelles nuisances.

Les constructions et installations à destination d'industrie, d'entrepôt, de bureau, d'artisanat et commerce de détail, de commerce de gros, de bureaux et locaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, de locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, mais aussi les logements nouveaux sous réserve d'être nécessaire à l'activité (gardiennage) sont autorisés.

✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Zones	Règles de volume et de hauteur	Pourquoi ?
UA UB 1AU	Construction principales : 13m faitage ; 7.50m acrotère Annexes : 3.50 m sablière	Permet de maintenir le caractère du bâti existant.
UY	Hauteur maximale des constructions déjà existantes sur la zone	Conserver le cadre bâti existant.

Zones	Implantation par rapport aux voies et emprises	Pourquoi ?
UA UB 1AU	UA /1AU: Implantation en limite obligatoire UB : 3 m minimum	Permet de maintenir le caractère du bâti existant. Permet de préserver la typologie urbaine existante dans le bourg ancien (UA) Permet de limiter les risques de sécurité routière (UB)
UY	Recul minimum de 5 mètres	Permet de maintenir le caractère du bâti existant Permet de se prémunir sur le long terme d'éventuel aménagement public nécessitant des élargissements de voirie Permet d'éviter les conflits d'usage Permet de se mettre en sécurité vis-à-vis des routes d'accès

Zones	Implantation par rapport aux limites séparatives	Pourquoi ?
UA UB 1AU	Soit sur la limite séparative Soit à au moins 3 mètres ou H/2	Pour éviter tout conflit d'usage potentiel
UY	Soit sur la limite séparative Soit à au moins 3 mètres ou H/2	Pour éviter tout conflit d'usage potentiel

Zones	Aspect extérieur des constructions	Pourquoi ?
UA	- Ordonnancement des façades : fenêtres plus hautes que larges pour	Permet de maintenir le caractère du bâti existant tout en permettant l'expression

UB 1AU	<p>celles en alignement de l'espace public (uniquement en UA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - nuancier des façades à respecter - Bardage couleur bois autorisé si couleur nuancier - bac acier interdit - volets roulants intégrés à la maçonnerie <p>Ces règles ne s'appliquent pas pour les vérandas</p> <p>Annexe jusqu'à 20 m² : non règlementée</p> <p>Annexe de plus de 20 m² : la règle des constructions neuves</p> <p>Cas des enseignes commerciales : limitée au RDC et non agressives</p>	<p>d'architectures innovantes / contemporaines.</p> <p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales du centre ancien.</p> <p>Permet une certaine souplesse pour les annexes jusqu'à 20 m².</p> <p>Permettre néanmoins la création de vérandas.</p> <p>Accepter les façades commerciales mais insister sur leur intégration dans l'environnement urbain.</p>
UY	<p>Le P.L.U. ne prévoit pas de règles strictes en ce qui concerne les matériaux et les teintes employés pour les façades qui doivent être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants (privilégié le nuancier présent en zone U), l'emploi brut en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un enduit étant interdit.</p>	<p>Donner une certaine souplesse aux constructions à destination touristique.</p>

Zones	Toitures	Pourquoi ?
UA UB 1AU	<p>Couverture de type ardoise</p> <p>2 pentes minimum / entre 80 et 120%</p> <p>Exceptions pour les vérandas jusqu'à 30 m² et les annexes jusqu'à 20 m²</p>	<p>Permet de maintenir le caractère du bâti existant</p> <p>Favoriser la rénovation des constructions en préservant les formes architecturales traditionnelle.</p>
UY	<p>Le P.L.U. ne prévoit pas de règles en ce qui concerne les types de toitures autorisées</p>	<p>Donner une certaine souplesse aux constructions à destination touristique.</p>

Zones	Clôtures	Pourquoi ?
UA UB 1AU	<p>Clôtures non obligatoires</p> <p>Clôture opaque entre 1.60 et 1.80 m</p> <p>L'utilisation des pierres apparentes est préconisée</p> <p>Clôtures semi-opaques interdites en UA/1AU, autorisées en UB</p>	<p>Permet de maintenir le caractère du bâti existant</p> <p>Si les habitants souhaitent se clôturer, les élus ont choisi de limiter les hauteurs des clôtures pleines afin de conserver la typologie des murs anciens et de préserver le cadre de vie.</p> <p>Une hauteur fixe en bordure (delta de 20 cm) permet de garder une certaine</p>

		homogénéité. Les clôtures transparentes sont par contre limitées à 1.80 m si nécessaires.
UY	Règles de la zone UB	Respecter la typologie de la zone UB où se situent les deux secteurs UY.

- ✓ Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Zones	Emprise au sol (CES)	Coefficient de Biotope (CBS)	Pourquoi ?
UA 1AU	Non réglementé	Non réglementé	Le « poumon vert » du centre bourg est préservé grâce à un zonage particulier (Uj) et non un coefficient de biotope.
UB	Non réglementé	40 %	Permet de préserver une trame verte importante dans les zones d'extensions urbaines existantes et à venir
UY	Non réglementé	40 %	Respecter la typologie de la zone UB où se situent les deux secteurs UY.

Le **CBS** est un coefficient qui décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface écoaménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle. Le calcul du CBS permet d'évaluer la qualité environnementale d'une parcelle, d'un îlot, d'un quartier, ou d'un plus vaste territoire.

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové introduit le coefficient de biotope. Le règlement du PLU peut « imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville ».

Exiger l'atteinte d'un CBS donné dans un document d'urbanisme ou dans un projet d'aménagement ou de renouvellement urbain permet de s'assurer globalement de la qualité d'un projet, en réponse à plusieurs enjeux : amélioration du microclimat, infiltration des eaux pluviales et alimentation de la nappe phréatique, création et valorisation d'espace vital pour la faune et la flore.

Visée opérationnelle :

- Lutte contre l'érosion de la biodiversité locale
- Restauration ou développement de corridors écologiques - lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain
- Gestion des eaux pluviales
- Préservation du cadre de vie « vert »

D'une manière générale

- afin de limiter l'impact dans le paysage, les terrassements doivent être limités au minimum dans toutes les zones urbaines et à urbaniser. Les soutènements doivent être réalisés en pierres appareillées, en béton enduit ou autre matériau techniquement adapté. Les enrochements sont interdits.

- Afin de garantir un stationnement optimal dans l'ensemble de la commune, le stationnement des véhicules doit correspondre aux besoins des constructions et installations et doit être assuré en dehors des voies ouvertes à la circulation. Chaque zone impose des nombres de places minimum en fonction de la destination des constructions.

✓ Equipements et réseaux

Voiries et accès : pour toutes les zones, la desserte par les voies publiques ou ouvertes au public doit être adaptée à l'importance du projet et à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les voies créées doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Pourquoi ? Assurer la sécurité des usagers et créer des voiries adaptées

Réseaux : les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics sont précisées en termes de desserte en eau potable et électricité, d'éclairage public, de télécommunication et de vidéocommunication et des eaux usées.

Pourquoi ? Garantir la salubrité publique et d'assurer un niveau d'équipements techniques satisfaisant

❖ Zones Agricoles

✓ Usages des sols et destination des constructions

-

Contexte réglementaire (art. R151-22 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».

Dans les zones agricoles « A » sont autorisées :

- Les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants sous conditions précisées dans les articles suivants du règlement
- Les constructions nouvelles sous réserve d'être nécessaires à l'exploitation agricole et à condition d'être situées à moins de 50m des bâtiments d'exploitation, sauf impossibilité technique liée à la topographie
- Les activités annexes à l'agriculture conformément aux dernières évolutions réglementaires (ALUR et ELAN)
- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés sous réserve de ne pas pouvoir être implanté dans une autre zone (en priorité en zone U) et sous réserve de ne pas compromettre le fonctionnement des entités agricoles
- Les équipements sportifs uniquement s'ils sont liés à une mise en valeur naturelle de la zone (parcours sportifs par exemple)
- Les bâtiments agricoles sous réserve de respecter une distance minimum (100m) avec les habitations existantes et les limites des zones urbaines ou à urbaniser permettant la construction de bâtiment à destination d'habitation :

3 bâtiments agricoles ont été identifiés comme pouvant changer de destination.

✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

L'emprise au sol des constructions à usage agricole n'est pas réglementée.

Pour les autres constructions :

- L'emprise au sol des constructions neuves est limitée à 200m² d'emprise au sol totale (annexes comprises);
- l'emprise au sol des extensions et annexes est limitée à 25% de l'emprise au sol du bâtiment initial pour une surface maximale de 100 m² (surface mesurée à la date d'approbation du présent document et selon définition du code de l'urbanisme) ;
- les annexes doivent se situer à moins de 30 m du bâtiment principal

Pourquoi ? Contraindre l'évolution du bâti non agricole et limiter le mitage dans l'espace agricole, conformément à la loi.

Eviter la dissémination des annexes afin de limiter le mitage dans l'espace agricole.

La **hauteur** des constructions est limitée à 10m au faitage pour les bâtiments à usage agricole. Pour les constructions à destination d'habitation, de commerce et activités de services, les règles de la zone UA/UB s'appliquent.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser à vocation d'habitat et prendre en compte les spécificités techniques des bâtiments agricoles.

Règles **d'implantation** :

Un recul minimum de 3 m est imposé par rapport aux voies et emprises publiques pour toutes les constructions agricoles en zone A tandis que les autres types de constructions peuvent d'implanter soit en limite, soit à au moins 3 mètres.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liées au contexte local.

Pourquoi ? Assurer un recul minimum par rapport aux voies de circulations afin de prendre en compte la sécurité des usagers, le fonctionnement des équipements publics et limiter les nuisances.

Un recul minimum de 10 m pour les bâtiments agricoles est imposé par rapport aux limites séparatives.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liées au contexte local.

Pourquoi ? Limiter les nuisances et les impacts paysagers pour le voisinage, notamment pour les bâtiments agricoles.

Annexes des constructions à destination d'habitation: les annexes doivent être implantées à une distance maximale de 30 mètres par rapport au bâtiment principal auquel elles sont rattachées.

Pourquoi ? Eviter la dissémination des annexes afin de limiter le mitage dans l'espace agricole.

L'aspect extérieur des constructions à usage agricole doit être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants.

Pour les autres constructions, les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions de même destination situées en zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités des bâtiments agricoles. Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser pour les autres types de constructions

Les **clôtures** ne sont pas obligatoires ; seules les clôtures transparentes (grillage) sont autorisées d'une hauteur maximale de 1.80m.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage agricole

Les surfaces non imperméabilisées (CBS – coefficient de biotope) doivent représenter au minimum 60% de la surface de l'unité foncière.

Pourquoi ? Limiter les surfaces imperméabilisées à l'extérieur des secteurs urbains et à urbaniser afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de ruissellement.

Espaces non bâtis : Les constructions de gabarit important doivent être accompagnées par des plantations à l'échelle du projet : arbres de haute tige aux abords du bâtiment, haies jalonnant les chemins d'accès et entourant les aires de stockage.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage agricole

Le **stationnement** des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pourquoi ? Adapter les surfaces dédiées au stationnement à la réalité du projet.

✓ Equipements et réseaux

Voiries et accès : la desserte par les voies publiques ou ouvertes au public doit être adaptée à l'importance du projet et à la destination des constructions ou des aménagements envisagés. Les voies créées doivent être adaptées à la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Les accès ne doivent pas présenter de risque pour les usagers des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès.

Pourquoi ? Assurer la sécurité des usagers et adapter les voiries au projet et au contexte local.

Réseaux : les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics sont précisées en termes de desserte en eau potable et électricité, de gestion des eaux pluviales et des eaux usées.

Pourquoi ? Garantir la salubrité publique et d'assurer un niveau d'équipements techniques satisfaisant

✓ Cas particuliers des zones Aco

Même réglementation que les zones A mais seules les clôtures perméables à la faune sont autorisées.

✓ Cas particuliers des zones Ap

Tout bâtiment y est interdit pour des raisons paysagères et la perméabilité des clôtures y est réglementée.

❖ Zones Naturelles

✓ Usages des sols et destination des constructions

-

Contexte réglementaire (art. R151-24 du code de l'urbanisme) :

« Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »

Dans les zones naturelles (N), toutes les constructions et installations sont interdites, à l'exception :

- Des extensions et annexes des constructions existantes suivant les mêmes règles qu'en zone A ;
- Les constructions neuves à usage d'habitation nécessaire à l'exploitant agricole et suivant les mêmes règles qu'en zone A ;
- des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés s'ils ne peuvent pas être implantés dans une autre zone et sous réserve de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels et des paysages;
- des équipements sportifs uniquement pour une mise en valeur naturelle de la zone et sous réserve de ne pas compromettre la sauvegarde des espaces naturels et des paysages;
- Les constructions agricoles sous réserve d'être utiles et liées au fonctionnement des cabanes d'estives / granges foraines existantes ;
- des constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière.

✓ Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités techniques des bâtiments autorisés dans la zone.

Règles d'implantation : l'implantation des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et des abris de jardins (exploitation agricole et entrepôt) n'est pas réglementée.

Les bâtiments liés à l'exploitation forestière doivent se reculer de 10 mètres par rapport à la voirie tandis que les autres constructions (gardien, aire d'accueil des gens du voyage) doivent respecter un recul minimum de 3 mètres vis-à-vis des voies et emprises publiques.

Il en est de même pour les limites séparatives.

Les annexes des bâtiments d'habitation doivent être implantées à une distance maximale de 30 mètres par rapport au bâtiment principal auquel elles sont rattachées.

Des exceptions sont prévues, en particulier pour les extensions, pour les constructions existantes, ou pour des raisons techniques ou de sécurité liées au contexte local.

Pourquoi ? Assurer un recul minimum par rapport afin de prendre en compte la sécurité des usagers, le fonctionnement des équipements publics et limiter les nuisances.

Eviter la dissémination des annexes afin de limiter le mitage dans l'espace naturel.

L'aspect extérieur des constructions à usage d'exploitation forestière doit être d'une conception et d'une teinte en harmonie avec le site et les bâtiments environnants, mais les teintes des façades ne sont pas précisées.

Pour les autres constructions, les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions de même destination situées en zone UB s'appliquent.

Pourquoi ? Prendre en compte les spécificités des bâtiments d'exploitation forestière. Assurer la cohérence du règlement avec les zones urbaines et à urbaniser pour les autres types de constructions

Les clôtures des constructions pour un usage forestier ne sont pas obligatoires. Les essences locales sont privilégiées. Seules les clôtures transparentes sont autorisées, présentant des mailles minimales de 20x20 cm afin de garantir les continuités écologiques.

Pourquoi ? Assurer la cohérence du paysage et permettre les continuités écologiques

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques.

Pourquoi ? Adapter les surfaces dédiées au stationnement à la réalité du projet.

5.2.5 BILAN DES SURFACES PAR TYPE DE ZONE

Le tableau suivant récapitule les surfaces pour chacun des types de zone :

Zones urbaines		Surfaces (ha)
Ua	Zone urbaine du centre village à vocation principale d'habitat	16,85
Ub	Zone urbaine du quartier de Médous à vocation principale d'habitat	10,72
Uj	Zone urbaine dédiée aux espaces jardinés	5,09
Uy	Zone urbaine à vocation d'activités et de services	4,74
Uec	Zone dédiée aux équipements collectifs	0,91

Zones A Urbaniser		
1AU	Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'habitat	1,77
2AU	Zone à urbaniser à long terme à vocation principale d'habitat sous réserve de modification et/ou de révision du PLU	1,11

Zones Agricoles		
A	Zone agricole	108,80
Aco	Zone agricole identifiée comme corridors écologiques	7,76
Ap	Zone agricole préservée	89,32

Zones Naturelles		
N	Zone naturelle	2389,38
Ny	Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil limité lié à la mise en valeur de la fontaine de Crastes	1,49

5.3 CHOIX RETENUS POUR LES PRESCRIPTIONS

5.3.1 EMPLACEMENTS RESERVES

La commune a souhaité prévoir 6 emplacements réservés afin de permettre la réalisation des aménagements suivants :

- ER1 : agrandissement à long terme du cimetière ;
- ER2 : Aménagement, à moyen et long terme d'un cheminement doux permettant de relier le centre-bourg au quartier « Médous ». Cet aménagement nécessitera la réalisation d'une passerelle au-dessus de l'Adour (projet à long terme) pour accéder en rive gauche à un aménagement de type places de parking et éventuellement bancs/tables. A noter que cet espace en rive gauche est concerné par l'emplacement réservé n°6 et mentionné dans l'inventaire des zones humides ; cependant il s'agit d'une ancienne zone de remblais en position dominante vis-à-vis de l'Adour et donc non humide.
- ER3 : Elargissement de la rue Barraguère, en bordure de l'OAP 1 ;
- ER4 : Création d'un parking à proximité de l'école ;
- ER5 : Site de la fontaine de Crastes (concerné par un STECAL) a aménagé pour un meilleur accueil du public : parking naturel, bâtiment d'accueil (jusqu'à 20m²) ;
- ER6 : lié à l'emplacement réservé n°2
- ER7 : agrandissement du musée des ferrères

Tableau : Liste des emplacements réservés

n°	Objet	Surface (m²)	Bénéficiaire
1	Agrandissement du cimetière	2121.06	Commune
2	Cheminement piéton entre le village et d'Adour	5067.16	Commune
3	Elargissement rue Barraguere	683.74	Commune
4	Aménagement d'un parking	657.49	Commune
5	Aménagement du site de la fontaine de Craste (parking, bâtiment d'accueil et d'interprétation)	1702.43	Commune
6	Aménagement d'un espace détente et parking en bordure de l'Adour	5997.35	Commune
7	Agrandissement du musée des Ferrères	18.58	Commune

5.3.2 ELEMENTS PAYSAGERS IDENTIFIES AU TITRE DES ARTICLES L151-19 ET L151-23

En s'appuyant sur les articles L151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme, la commune a souhaité identifier plusieurs éléments de son territoire : espaces jardinés au cœur du tissu urbain, éléments de paysage à protéger et à mettre en œuvre de type arbres et ripisylves et murets en galets.

Contexte règlementaire (art. L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme) :

« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. »

«Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 et L. 421-4.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.».

Ainsi, la commune d'ASTE, la commune a choisi d'identifier les éléments suivants :

- l'ensemble des agalets traversant la commune pour des motifs d'ordre culturel, historique et architectural (L151-9) mais aussi écologique (continuité écologiques) (L151-23).
- L'ensemble des murets en pierres ou en galets de la commune (L151-9). Pour ces éléments, leur aspect doit être conservé (pas d'enduits recouvrant les pierres ou les galets). Leur démolition reste possible sous réserve de critère de sécurité (menace de s'écrouler).
- L'ensemble des canaux, rivières et leurs ripisylves pour des motifs paysagers (L151-9) et écologiques (continuité écologiques) (L151-23).

Pour ces éléments, la diversité des espèces végétales doit être préservée. La suppression ou la modification des éléments constitutifs de la haie ou du boisement est soumise à déclaration préalable sauf en cas d'enlèvement des arbres dangereux et des bois morts. Elle est autorisée après déclaration préalable pour les motifs suivants : exploitation et gestion agricoles ou environnementales, contrainte technique à la réalisation d'équipement publics ou d'intérêt général. En cas de suppression des arbres et/ou arbustes, ces derniers doivent être remplacés par des essences équivalentes ou cohérentes avec le milieu naturel.

- 33 éléments bâtis identitaires du village pour des motifs d'ordre culturel, historique et architectural (L151-9) ; ils sont identifiés sur le plan de zonage par une étoile de couleur noire et par un chiffres permettant de connaître leur nature, à savoir :

<u>N° plan</u>	<u>Catégorie</u>
1	Abreuvoirs
2	Ancien château (13 ^{ème} siècle)
3	Bascule + calvaire
4	Fontaines
5	Cabanes pastorales
6	Calvaires
7	Fontaines
8	Fontaine de Crastes
9	Lavoirs
10	Lavoir + fontaine
11	Ancien murs du château
12	Glaciaires / puits
13	Ruines

Les éléments techniques représentatifs de l'usage de la construction (volume, couverture et autres éléments de maçonnerie) doivent être maintenus, sauf en cas de contrainte technique dument justifiée.

Ainsi, il est possible de restaurer les édifices et/ou d'en changer leur destination à condition de conserver les grandes caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine et que le changement de destination soit autorisé par le règlement de la zone.

5.4 CHOIX RETENUS POUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (O.A.P.)

Contexte règlementaire (art. L151-6 et L151-7 du code de l'urbanisme) :

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements [...]. »

« I. - Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36. [...]»

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation exposent la manière dont la commune souhaite aménager des secteurs urbains ou à urbaniser de son territoire.

La commune a choisi de mettre en place des O.A.P. pour l'ensemble le secteur classé en zone 1AU mais aussi pour 2 secteurs stratégiques disponibles en zones U. Le secteur urbanisable à long terme (2AU) fera l'objet d'O.A.P. au moment de son ouverture.

Ces orientations ont une portée particulière puisqu'elles s'imposent à la délivrance des permis de construire dans une relation de compatibilité.

Les aménagements internes à la zone sont à la charge du porteur de projet, mais la commune a la possibilité de mettre en œuvre différents outils lui permettant de financer les équipements publics qui peuvent être nécessaires : taxe d'aménagement différenciée, Projet Urbain Partenarial (PUP) par exemple.

Les principes d'aménagement sont décrits plus précisément dans une pièce spécifique du dossier de P.L.U.

Carte : Localisation des OAP



N°	Nom de l'OAP
1	Rue Barraguere / Rue des Frères Ferreres
2	Chemin du Moulin / Rue Argadost

Tableau : synthèse du potentiel d'accueil :

N° OAP	Surface (ha)	Obj densité (log/ha)	Obj Nbre log
1	0.99	15	13-17
2	0.79	15	11-12

D'une manière générale, les orientations portent sur des principes :

- De nombre et de type de logements attendus par zone ;
- De formes urbaines (notamment les constructions en alignement des voies) afin de mettre en œuvre les objectifs de densification tout en prenant en compte le contexte dans lequel s'inscrit le secteur soumis aux O.A.P. ;
- De création éventuelle d'espaces collectifs ;
- De création d'espaces de jardins ;
- De traitement et d'insertion paysagère mais également de prise en compte de la trame verte et bleue.

5.4.1 OAP n°1 : RUE BARRAGUERE / RUE DES FRERES FERRERES

Ce secteur se situe dans l'enveloppe urbaine, en zone 1AU. Les objectifs recherchés sont de poursuivre l'aménagement du quartier en proposant :

- Un objectif de 13 à 17 nouveaux logements, principalement de type individuel ; les constructions peuvent être mitoyennes ;
- Un maillage routier cohérent entre les deux rues ;
- Une typologie bâtie (front bâti via un alignement sur les voies existantes ou à créer) cohérente avec l'existant ;
- Des espaces jardinés en cœur d'îlots à créer

5.4.2 OAP n°2 : CHEMIN DU MOULIN / RUE ARGADOST

Ce secteur se situe dans l'enveloppe urbaine, en zone 1AU pour la partie comprise entre les deux rues citées et en extension au sud du chemin du Moulin. Les objectifs recherchés sont de poursuivre l'aménagement du quartier en proposant :

- Un objectif de 11 à 12 nouveaux logements, principalement de type individuel ; les constructions peuvent être mitoyennes ;
- Un maillage routier cohérent entre les deux rues ;
- Une typologie bâtie (front bâti via un alignement sur les voies existantes ou à créer) cohérente avec l'existant ;
- Des espaces jardinés en cœur d'îlots à créer.

6 ETUDE « CAS PAR CAS » - EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Conformément à la réglementation en vigueur, la DREAL a été saisie pour une demande dite au « cas par cas » concernant le PLU d'Asté. La décision de dispense d'évaluation environnementale, en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, a été publiée le 09/10/2018.

6.1 DESCRIPTIF DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Renseignements à caractère général	
Personne publique compétente en charge du document d'urbanisme	M. Broca Maire d'ASTE – 3 place Gramont – 65200 ASTE
Procédure concernée (élaboration, révision, ...) et objectif poursuivi (ouverture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, réduction d'une EBC...)	Elaboration du Plan Local d'Urbanisme
Nombre d'habitants concernés et évolution au cours des 2 dernières périodes intercensitaires	548 habitants (2015) + 64 habitants entre 1999 et 2015 + 13 habitants entre 2010 et 2015
Superficie du territoire	26.67 km ²
Le territoire est-il couvert par d'autres documents de planification supra-communaux (voir L.131-4 et L.131-5 du CU et L.122-4 du CE) (SCoT, Charte de parc (national ou naturel régional), SDAGE, SAGE, PLH, PDU...) Explicitez obligatoirement l'articulation du projet avec ces documents	Pas de SCoT (en cours d'élaboration) Pas de PDU Pas de PLH
Le projet	
Préciser les objectifs et orientations poursuivis (fournir, s'il y a lieu, le PADD débattu) pour les PLU. Dans tous les cas, pour tous les documents, à minima : – population à accueillir (valeur absolue et % de la population actuelle) ? nombre de logements à construire (valeur absolue et % du parc actuel) ? – projet en termes d'activités ? d'équipements ? d'infrastructures ? orientations en matière de déplacements (internes/externes) ... ? – projet en termes de préservation et de mise en valeur du patrimoine (naturel, culturel paysager) et des ressources (sols, eau, air, énergie) ? – prise en compte des risques et nuisances ?	Axes du PADD (débattu en CM le 17/11/2016): Axe 1 : Promouvoir un urbanisme et une architecture de qualité 1-1 Privilégier le renouvellement urbain au sein des espaces déjà bâtis tout en protégeant les cœurs d'îlots jardinés 1-2 Travailler les coupures urbaines et les entrées de village 1-3 Promouvoir un urbanisme et une architecture de qualité 1-4 Mettre en valeur le patrimoine remarquable, en particulier celui de l'eau 1-5 Réfléchir au devenir des quartiers en dehors du centre-bourg Axe 2 : Préserver les espaces naturels et agricoles 2-1 Préserver les espaces naturels et agricoles 2-2 Assurer le maintien des structures paysagères 2-3 Gérer l'habitat isolé Axe 3 : Assurer une dynamique démographique durable et maîtriser les consommations énergétiques 3-1 Assurer une croissance maîtrisée et équilibrée 3-2 Limiter les extensions de l'urbanisation

Indiquer les enjeux mis en évidence par le diagnostic

3-3 Pérenniser les activités économiques et touristiques
3-4 Accompagner la desserte numérique

Axe 4 : Encourager le développement durable

4-1 Répondre aux besoins de l'ensemble de la population, en s'inscrivant dans le cadre plus large de la Communauté de Communes, dans le respect de l'intérêt général

4-2 Maitriser l'extension des réseaux en s'appuyant sur les trames existantes

4-3 Organiser une mobilité durable

4-4 Confirmer la qualité des espaces et liens sociaux

4-5 Favoriser l'habitat et les énergies durables

4-6 Prise en compte des risques et contraintes dans la définition des zones constructibles

Objectifs à l'horizon des 10 à 15 prochaines années :

Hypothèse de croissance : +0.80% (horizon 18 ans) (croissance moyenne observée depuis 15 ans)

Obj d'accueil de population : + 90 habitants

Obj de nouveaux logements : 43 logements

Desserrement des ménages : 18 logements

Reconquête des logements vacants : - 4 logements

Soit création d'environ 57 logements

Objet : 15 log/ha et 15M% de rétention et cadre de vie (SCoT) soit besoin estimé à 5.45 ha pour 57 résidences principales et 15 résidences secondaires supplémentaires.

Projet en termes d'activités et d'équipements : les zones choisies pour le développement de l'urbanisation sont desservies par les réseaux ou en phase de le devenir. Le maillage de voirie existant dessert parfaitement les zones ouvertes à l'urbanisation à court terme (ensemble des secteurs 1AU compris dans l'enveloppe urbaine).

En terme d'activités, les activités existantes, notamment au quartier « Médous » sont prise en compte dans un zonage spécifique permettant leurs évolutions sous conditions (nuisances notamment).

Projet en termes de préservation/ mise en valeur du patrimoine et des ressources :

Privilégier la construction dans et en continuité du bourg uniquement.

Préserver les milieux naturels et les paysages

Identifier les corridors écologiques avec une réglementation liée à la perméabilité des clôtures, zone agricole préservée d'un point de vue paysager (non constructible) pour la plaine de l'Adour

Prise en compte des risques et nuisances :

Sur la commune d'Asté, il est recensé plusieurs risques naturels identifiés grâce à un PPRN :

- crue torrentielle
- inondation
- chute de bloc
- affaissement et/ou effondrement karstique
- glissement de terrain

Aucune zone 1AU/2AU n'est comprise dans les zones à risques.

6.2 DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES, DE KA VALEUR ET DE LA VULNERABILITE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE TOUCHEES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT

Le territoire couvert par le document comporte-t-il des zones à enjeu environnemental ? Quelles sont les caractéristiques et la vulnérabilité de ces zones ?	
Zones agricoles, biodiversité, continuités écologiques	
- zones de protection du patrimoine naturel (arrêté de protection de biotope, réserve naturelle ...)	Non
- zones d'intérêt inventoriées (ZNIEFF, ENS, zones humides ...)	Pas de zone Natura 2000 ZNIEFF de type 1 « Massif de Lhéris, hautes Baronnies ZNIEFF de type 1 « Massif Karstique du Monné, Tucou, Bédât » ZNIEFF de type 2 « Baronnies » ZNIEFF de type 2 « Bassin du Haut Adour » ZNIEFF de type 2 « Massif du Monné, Vallée de l'Oussouet » ZNIEFF de type 2 « Adour et milieux annexes » Aucune ZNIEFF ne concerne la zone urbaine ni les zones 1AU/2AU
- cœurs de biodiversité ou corridors écologiques identifiés par le SRCE	Corridor de milieux ouverts entre Asté et Gerde (plaine agricole préservée dans le zonage – non constructible) Corridor boisé entre Asté et Campan (Limites d'urbanisation définies aux limites actuelles – pas d'extension) Réservoirs de biodiversité sur les versants sud-est (boisé et ouvert d'altitude) (classés en N ou Aco – corridors dans le PLU)
- zones agricoles protégées ou bénéficiant d'aménagements (irrigation ...)	Non
- massifs forestiers de plus de 4 ha	Oui (classé N dans le PLU)
Paysages, patrimoine bâti et culturel	
- sites classés ou inscrits	Non
- MH classés ou inscrits	Oui – église d'Asté et de Baudéan
- AVAP (ZPPAUP)	Non
- zones protégées au titre de l'archéologie	Non
- zones de protection d'un parc naturel régional ou national	Non
- éléments de paysage ou perspectives paysagères d'intérêt (SCoT, charte paysagère, plan de paysage, diagnostic communal ...)	Non
Risques et nuisances	
- zones exposées aux risques (PPR naturels ou technologiques, établissement SEVESO, zones d'expansion des crues ...)	- PPRn multi risques (voir précédemment) approuvé le 02/12/2016
- source de nuisances sonores (voies classées à grande circulation, PEB d'un aéroport ...), olfactive ...	Non
Ressource en eau	
- périmètres de protection de captages d'eau potable	Oui (en dehors des zones 1AU/2AU) Source Hountaet (chemin Lhéris) Source Ilhaou
- état et objectif de bon état des masses d'eau souterraines et superficielles	
- usages de loisirs liés à l'eau	Non

(baignade, navigation)

6.3 DESCRIPTION DES PRINCIPALES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT

Enjeux et principales incidences concernant	
La consommation d'espace et l'étalement urbain	
- Quelle est la tendance passée en matière de consommation d'espace (sur la dernière décennie) ? Quels sont les objectifs de modération en la matière ?	<p>Depuis 10 ans, on observe une moyenne de 13 log/ha pour 65 logements construits et environ 6 ha consommés.</p> <p>Le projet communal a traité la modération de la consommation de l'espace en affichant un objectif de densité moyen de l'ordre de 15 log/ha, soit, pour un objectifs de 57 résidences principales et 15 résidences secondaires, un besoin estimé à près de 5.45 ha.</p>
- Quelle est la superficie des zones actuellement urbanisées ?	La zone urbaine du PLU représente près de 36 hectares.
- Quelle ouverture à l'urbanisation de zones non encore artificialisées est envisagée (y compris le cas échéant les zones AU0 et AU non urbanisées du document opposable) ? Ordre de grandeur des surfaces envisagées et leurs localisations.	<p>Le zonage du présent projet de PLU en cours d'élaboration affiche environ 2.35 ha de zones 1AU et 1.11 ha de zones 2AU.</p> <p>Ces zones à urbaniser sont situées en continuité immédiate du tissu urbain existant, dans l'enveloppe urbaine.</p>
- Les possibilités de densification du tissu urbain, d'utilisation des dents creuses, des logements vacants, des friches urbaines ont-elles été étudiées ? Quel est le potentiel identifié ?	<p>Le potentiel de densification du tissu urbain est quasi nul, les espaces de jardins étant protégés par une prescription au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour des motifs paysagers, de cadre de vie et de biodiversité et le bâti étant très dense (bâti traditionnel en alignement sur la voirie et espaces jardinés en cœur d'îlot). Il n'y a pas de friches urbaines.</p> <p>Les logements vacants sont en diminution depuis le dernier recensement (36) et un objectif de reconquête de ces logements vacants a été pris en compte (20%).</p>
- Justifier l'adéquation entre les perspectives de développement retenues et l'ouverture à l'urbanisation envisagée.	<p>Avec une croissance moyenne de près de 0,8 %/an depuis une quinzaine d'années, la commune d'Asté semble dynamique et attractive: village de montagne à quelques kilomètres de Bagnères de Bigorre. Le souhait des élus est de poursuivre cette croissance afin d'inscrire la commune dans une démarche volontaire d'accueil de population, à l'horizon 2035.</p> <p>Afin d'accueillir ces logements supplémentaires, et dans l'optique de modérer la consommation de l'espace, la commune d'Asté a fixé les objectifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être conforme au besoin en logements identifiés dans le SCoT de la Haute-Bigorre, soit environ 57 logements d'ici 2035. - Atteindre une densité plus élevée par rapport aux constructions réalisées ces dix dernières années; la moyenne depuis 10 ans étant de 13 log/ha - Affirmer la présence des éléments naturels, et notamment les cœurs d'îlots « jardinés » dans le tissu urbain en appliquant un coefficient « cadre de vie » au calcul du « besoin » en zones ouvertes à l'urbanisation afin de permettre le maintien et la création d'espaces de respiration en zone urbanisée. - Conforter le seuil des résidences secondaires de la commune; au niveau actuel soit 25 % de la part total des logements.
- ...	
La préservation des zones agricoles, de la	

biodiversité, des continuités écologiques, des paysages, du patrimoine naturel et culturel	
- Quels sont les impacts prévisibles du projet sur les espaces agricoles et leur fonctionnalité ?	Faible : le choix des zones à urbaniser prend en compte la fonctionnalité des espaces agricoles (construction à proximité du bourg, à l'écart des distances de recul obligatoires vis-à-vis des exploitations agricoles) et permet la protection de la plaine agricole (zonage Ap) et des estives (zonage N)
- Quels sont les impacts prévisibles du projet sur les espaces naturels et forestiers et leur fonctionnalité ?	Négligeables : les espaces naturels et forestiers sont situés à l'écart des zones à urbaniser ; une zone tampon inconstructible est prévue de part et d'autre des cours d'eau ;
- Quels sont les impacts prévisibles du projet sur la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ?	Favorable : les espaces boisés, les cours d'eau et leurs abords sont classés en zone naturelle. Les espaces ouverts agricoles sur les versants stratégiques pour la TVB sont classés en zone Aco permettant de réglementer la perméabilité des clôtures notamment
- La préservation des paysages naturels ou urbains, des grandes perspectives paysagères, des sites et du patrimoine bâti fait-elle l'objet d'orientations particulières ?	L'ensemble des versants naturels sont classés en zone « N ».
- La qualité paysagère des entrées de ville fait-elle l'objet d'orientations particulières ?	Non nécessaire
- Le projet a-t-il des incidences potentielles sur le(s) site(s) Natura 2000 le(s) plus proche(s) ? Joindre une évaluation d'incidences proportionnée.	Les sites Natura 2000 le plus proche (Lisert de Hount Blanque et Haute Baronnie) se situe à plus de 6 km environ au sud et à l'est du centre-bourg, en secteur montagnard. Les impacts du projet sur les sites NATURA 2000 précités sont donc très limités, voire nuls.
- ...	
Les risques et nuisances	
- Quelles sont les modalités de prise en compte des risques connus ?	- Rappel de la réglementation relative au risque sismique - Renvoi au PPRn en tant que servitude d'utilité publique
- Le projet est-il susceptible d'entraîner une augmentation ou une diminution de la vulnérabilité du territoire ou de l'exposition des populations ?	Non : le choix des zones ouvertes à l'urbanisation prend en compte les risques identifiés sur le territoire
- Le projet est-il susceptible d'entraîner une augmentation de la population exposée aux nuisances sonores et/ou aux pollutions ?	Incidence limitée : les zones ouvertes à l'urbanisation ne se situent à proximité immédiate du centre bourg et des quartiers où se situent des équipements collectifs afin de limiter au maximum l'interface zones urbaines / zones agricoles.
Les consommations énergétiques et le changement climatique	
- Le projet permet-il la production et l'utilisation des énergies renouvelables ?	Oui, dans le règlement, avec notamment un relais des dispositifs départementaux, régionaux et nationaux.
- Le projet autorise-t-il la mixité des fonctions urbaines ?	Oui, les activités sans nuisances sont autorisées en zones U et 1AU.
- Le projet intègre-t-il les TC et les modes de déplacement doux ?	Pas de transports en commune dans la commune. Une réflexion sur les déplacements piétons est en cours avec la mise en place d'emplacements réservés pour la création de nouveaux sentiers, notamment entre le quartier de Médous et le centre-bourg.
- Le projet intègre-t-il l'adaptation au changement climatique ?	Oui par le biais : - du recentrage des zones constructibles à proximité du bourg et des quartiers choisis (présence d'équipements publics) - de la modération de la consommation de l'espace par une augmentation de la densité ; - de la limitation du ratio surfaces imperméabilisées/surfaces perméables et d'une meilleure gestion des eaux pluviales
- ...	
La préservation de la ressource en eau	
- La disponibilité de la ressource en	Oui

eau potable répond-t-elle aux besoins générés par le développement envisagé ?	
- La commune est-elle couverte par un zonage d'assainissement approuvé ?	Oui
- La commune est-elle couverte par un assainissement collectif (part de la population desservie) ? Les équipements sont-ils conformes ? Leur capacité résiduelle est-elle suffisante au regard des développements envisagés ? Des travaux sont-ils programmés ?	Oui, assainissement collectif ; capacité adaptée

7 ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

7.1 EVOLUTION HISTORIQUE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES DEPUIS 10 ANS

Au cours de la période 2007-2017, la base de données Sit@del2 indique que 130 permis de construire⁴⁰ (tout usage confondus), 4 permis d'aménager et 98 déclarations préalables⁴¹ ont été accordés.

Tableau - Nombre et type de permis (logements et locaux) – 2007 à 2017⁴²

Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable	Année	Permis de construire	Permis d'aménager	Déclaration préalable
2017	4	-	4	2011	9	-	6
2016	3	-	7	2010	1	-	11
2015	6	-	7	2009	6	-	10
2014	7	-	3	2008	8	-	1
2013	4	-	6	2007	3	-	-
2012	3	-	9	TOTAL	54	0	64

Sur cette base, on constate une dynamique de la construction d'environ 5 à 6 constructions (neuves ou rénovations) / an.

De façon plus précise, la mairie a fourni les données 2006-2016 sur les types de demandes et la consommation foncière engendrées, notamment pour la construction à usage d'habitation :

- **65 nouveaux logements** (neufs et rénovation) ;
- Environ **6 ha** ont été consommés, soit une moyenne de près de **13 logements/ha**.

Les surfaces concernées ont été prélevées sur l'espace agricole (prairies, terres labourables) ; les espaces naturels ou forestiers de la commune n'ont pas été affectés.

7.2 EVOLUTION DES SURFACES PAR RAPPORT A L'ANCIEN P.O.S.

En application de la loi ALUR, le P.O.S. d'Asté est devenu caduc en mars 2017, et la commune est soumise depuis au règlement national d'urbanisme.

Le tableau suivant montre néanmoins l'évolution des surfaces entre l'ex-POS et le PLU. Il montre l'effort réalisé par la commune puisque :

- les surfaces des zones urbaines augmentent dans le P.L.U. à cause de la prise en compte de l'ensemble des constructions existantes, et notamment le quartier de « Médous » qui était en zone NA du POS ;

⁴⁰ Le permis de construire concerne les constructions nouvelles et les travaux sur constructions existantes

⁴¹ La déclaration préalable permet de déclarer des constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à autorisation, qu'ils comprennent ou non des démolitions

⁴² Source : Sit@del2 – MEEDDM/CGDD/SOeS

- les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court/moyen terme baissent de façon très importante, passant de 34.24 ha à 1.77 ha. Une importante partie de cette zone concerne « Médous » et se retrouve aujourd'hui en U.
- les surfaces ouvertes à l'urbanisation à long terme augmentent de 1.11 ha car elles n'existaient pas dans le POS.

Au final, le cumul des zones urbaines et des zones ouvertes à l'urbanisation à court/moyen terme passent de 58.6 ha à 39.11 ha ce qui démontre une modération effective de la consommation de l'espace.

Surfaces par type de zone - Evolution par rapport à l'ancien P.O.S.⁴³

	Surfaces dans le P.L.U. (ha)	Surfaces équivalentes dans le POS (ha)
ZONES URBAINES PLU : UA, UB, UY, UJ POS : UA, UB	35.57	24.36
ZONES A URBANISER à court et moyen terme (mixte habitat) PLU : 1AU POS : 1NA	1.77	34.24
ZONES A URBANISER à long terme (mixte habitat) PLU : 2AU POS : 2NA	1.11	0
ZONES AGRICOLES PLU : A, Aco, Ap POS : NC	205.89	100.62
ZONES NATURELLES PLU : N, Ny POS : ND	2390.87	2478.40

7.3 OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Dans le présent P.L.U., la commune d'Asté s'inscrit donc dans une logique volontariste de maîtrise de la consommation des espaces naturels et agricoles.

Rappel : Le PADD fixe comme objectif la création de 72 logements pour une consommation d'espace de 5.45 ha⁴⁴ à l'horizon 2035. Au final, le projet communal prévoit :

- 1.93 ha de « dents creuses » identifiées ;
- 1.77 ha en zone « 1AU » sur deux secteurs compris dans l'enveloppe urbaine ou en continuité immédiate du centre-bourg. Ces secteurs ont fait l'objet d'une étude du CAUE et les O.A.P. prévoit une densité à atteindre de l'ordre de 15 log/ha.
- A plus long terme, 1.11 ha en zone « 2AU » permettant la liaison entre le chemin du Moulin et la rue Argadost (étude CAUE), conditionné par la réalisation de renforcement des réseaux.

Soit un total de **5.39 ha**, conforme aux objectifs du PADD.

⁴³ Le total des surfaces peut différer entre POS et PLU en raison d'un référentiel cartographique différent

⁴⁴ Cette surface n'intègre pas de coefficient de rétention foncière et de réalisation de voiries et espaces publics

7.3.1 SURFACES URBAINES OU A URBANISER A COURT ET MOYEN TERMES SOUMISES A DES O.A.P.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation permettent à la commune de mieux maîtriser le nombre de logements qui peuvent être créés et de permettre la mise en place d'une typologie urbaine au plus proche de l'urbanisation traditionnelle du village.

Les surfaces concernées couvrent 1.77 ha, permettant la construction d'environ 20-25 logements pour une densité moyenne de 15 log/ha. La surface moyenne par terrain est donc de l'ordre de 665 m²/logement.

Les chiffres montrent donc une nette densification par rapport à la situation constatée au cours des 10 dernières années.

7.3.2 SURFACES URBAINES OU A URBANISER A COURT TERME NON SOUMISES A DES O.A.P.

Pour les parcelles concernées, la commune ne maîtrise pas les modalités d'urbanisation.

Les surfaces disponibles pour la construction, non soumises à O.A.P. sont estimées à environ 1.93 ha, permettant la production d'environ 15-20 logements minimum (prenant en compte les problématiques d'accès, de découpage parcellaire, de typologie du bâti aux alentours,...). La surface moyenne par terrain est donc de l'ordre de 1000 m²/logement. Ces terrains sont majoritairement des jardins, d'où une très forte rétention foncière et des impératifs de découpage parcellaire important. Le potentiel réel de construction présente donc une certaine incertitude.

7.3.3 SURFACES URBAINES OU A URBANISER A LONG TERME

Comme vu précédemment, environ 55 logements peuvent être construits en zones U et 1AU. A long terme et afin de donner de la cohérence à la nouvelle zone d'urbanisation prévue en 1AU et après renforcement des réseaux, 1.11 ha de terrains sont classés en zone 2AU, urbanisables sous réserve de révision ou de modification du PLU permettant d'accueillir les 15 logements supplémentaires pour atteindre les objectifs du PADD.

7.3.4 PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS

Moins de 8% du territoire reste spécifiquement dédiée à l'agriculture avec environ 197 ha classés en zone agricole.

Les espaces naturels couvrent une partie beaucoup plus importante du territoire, avec environ 2390 ha, soit 91 % de la commune, dont l'ensemble des estives de montagne.

7.3.5 SYNTHÈSE SUR LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

Ce qui s'est fait ces 10 dernières années	Ce que prévoit le PADD
65 nouveaux logements pour 6 ha de consommation foncière	72 logements pour les 15 prochaines années (horizon 2035) = sur 65.45 ha disponibles :
- soit une moyenne de 6 logements/an	- soit une moyenne de 5 logements/an
- soit une densité observée de 13 log/ha	- soit une moyenne de 15 log/ha

Surfaces prévues au PADD pour la construction de nouvelles habitations :
--

- 1.93 ha de « dents creuses » identifiées ;
- 1.77 ha en zone « 1AU » sur deux secteurs compris dans l'enveloppe urbaine ou en continuité immédiate du centre-bourg. Ces secteurs ont fait l'objet d'une étude du CAUE et les O.A.P. prévoit une densité à atteindre de l'ordre de 15 log/ha.
- A plus long terme, 1.11 ha en zone « 2AU » permettant la liaison entre le chemin du Moulin et la rue Argadost (étude CAUE), conditionné par la réalisation de renforcement des réseaux.

8 ÉVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR

8.1 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

- Biodiversité, habitats naturels et continuités écologiques**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Biodiversité et habitats naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible du zonage : les zones à urbaniser et se situent à l'intérieur ou en continuité du tissu urbain ; elles préservent les habitats naturels - Incidences liées à une augmentation de la fréquentation des espaces naturels : aucune 	Classement en zones naturelles N des espaces naturels de la commune et en particulier des réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques que sont l'Adour, ainsi que les cours d'eau mais aussi les boisements et ripisylve présent sur la commune. Les estives sont également classées en N.
Continuités écologiques liées aux cours d'eau (trame bleue)	Incidence potentiellement faible en raison de la protection des rives des cours d'eau	Classement en zones naturelles des rives de l'Adour ainsi que de ses affluents
Continuités écologiques terrestres (trame verte)	Incidence très limitée en raison : <ul style="list-style-type: none"> - de la prise en compte des bois et bosquets dans la définition du zonage (classement en zone naturelle); - des formes urbaines existantes et attendues qui s'accompagnent d'une végétalisation importante des parcelles privées (espaces jardinés Uj) 	<ul style="list-style-type: none"> - Classement en zone à vocation naturelle des principaux bois et bosquets - Préservation de la continuité des espaces agricoles en classement en zone Ap et Aco (dont corridors identifiés dans le SRCE au quartier « Médous »)

- Qualité des eaux**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
------	----------------------	--

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> - Incidence faible en ce qui concerne l'assainissement des eaux usées : les zones à urbaniser doivent être desservies par des systèmes d'assainissement collectif - Incidence modérée en ce qui concerne le rejet des eaux pluviales par la mise en place d'un coefficient de biotope en Ub et de la préservation des jardins (Uj). 	<ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements projetés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales vers les dispositifs d'infiltration ou vers le réseau collecteur lorsqu'il existe. - Les dispositifs de récupération et de stockage des eaux à la parcelle sont encouragés.
Eaux souterraines	Incidence négligeable (sauf cas de pollution accidentelle) si les dispositifs de collecte (et de traitement si nécessaire) des eaux de pluie et de ruissellement sont correctement réalisés.	Le règlement du P.L.U. encourage les dispositifs de récupération des eaux pluviales.

8.2 PAYSAGE ET PATRIMOINE

- La gestion des paysages, des espaces naturels et agricoles

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Insertion paysagère des nouveaux quartiers	Incidence faible : les secteurs destinés à être construits se situent dans ou en continuité du tissu urbain avec des OAP permettant de les relier de manière optimale	
Qualité de vie : espaces verts, accès aux espaces naturels	Sans incidence pour l'accès aux espaces naturels	
Identité paysagère des espaces agricoles et naturels	Incidence notable visant à renforcer cette identité	Mise en œuvre d'un zonage adapté : les espaces agricoles sont clairement identifiés et différenciés des espaces naturels, notamment avec une zone Ap.

- La protection des éléments du paysage et du patrimoine bâti

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Éléments de paysage	Incidence faible, les éléments de paysage que sont les haies et boisements étant protégés par leur classement en zone naturelle	

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Patrimoine bâti	Incidence notable	Identification des murets en galets dans le centre bourg ancien pour garantir leurs préservations, des lavoirs, fontaines, calvaire et cabanes pastorales remarquables.
Patrimoine archéologique	Incidence nulle : pas de site archéologique	

8.3 RESSOURCES NATURELLES

- **Ressource en eau**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Captage d'eau potable	Incidence négligeable : il n'y a pas de zones ouvertes à l'urbanisation dans des périmètres de protection des captages	
Alimentation en eau potable et défense incendie	Incidence potentielle : des travaux de renforcement ou d'extension du réseau d'eau potable devront éventuellement être prévus, soit sur le réseau public, soit dans le cadre des opérations d'aménagement	La capacité de production en eau potable permet de répondre à la demande générée par le P.L.U. En l'absence de défense incendie, le règlement prévoit la mise en place de dispositifs de défense à la charge du pétitionnaire pour les zones agricoles et naturelles. A défaut, le projet pourra être refusé

- **Sols et sous-sols**

- **Prendre en compte et préserver la qualité des sols**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Pollutions des sols	Aucune incidence.	

- **Préserver les ressources du sous-sol**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Carrières, hydrocarbures	Aucune incidence	

- **Energies renouvelables et la réduction des gaz à effets de serre**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Consommation énergétique	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux besoins en chauffage pour les logements.	Les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions permettent le renforcement des performances thermiques des bâtiments existants par la mise en place d'une isolation par l'extérieur, afin de réduire les consommations énergétiques.
Energies renouvelables	Incidence modérée du P.L.U. qui favorise le développement des énergies renouvelables.	Le P.L.U. permet l'utilisation des énergies renouvelables sous réserve des prescriptions architecturales dans les zones U et AU.
Emissions de gaz à effet de serre (G.E.S.)	Incidence proportionnelle au nombre de constructions attendues et relatives essentiellement aux déplacements domicile – travail – services dans la mesure où l'automobile est le moyen de déplacement le plus utilisé aujourd'hui.	

- **Déchets**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Collecte et traitement des déchets ménagers	Incidence relative au nombre de points de collecte et aux volumes collectés ; les secteurs ouverts à l'urbanisation ne rendent pas nécessaire un allongement des tournées	Le développement de l'urbanisation en continuité des secteurs déjà construits permet de limiter l'allongement des circuits de collecte.

8.4 RISQUES ET NUISANCES

- **Risques naturels**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Inondation	Incidence faible : commune est couverte par un PPRI en cours d'élaboration qui régit la construction dans les secteurs concernés et qui s'impose au P.L.U. Les zones urbaines et à urbaniser sont concernées qu'à la marge, et pour des constructions déjà existantes.	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés (zone rouge).
Séisme	Incidence limitée mais non nulle, proportionnelle au nombre de logements prévus dans la mesure où toute la commune se situe en zone de sismicité faible	Le règlement du P.L.U. rappelle la réglementation qui s'applique en la matière.

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Remontée de nappe	Incidence négligeable	Le P.L.U. ne prévoit pas d'extension de l'urbanisation dans les secteurs concernés.
Retrait gonflement des sols argileux	Incidence faible	Le règlement du P.L.U. recommande d'appliquer les dispositions constructives préventives mentionnées dans la plaquette élaborée par les services de l'Etat.

- Risques technologiques et miniers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques technologiques	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	
Risques miniers	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	
Sites et sols pollués	Incidence nulle du P.L.U. : la commune n'est pas concernée par ce risque	

- Risques routiers**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Autres RD et voies communales de desserte locale	Incidence possible dans la mesure où les habitants d'une partie des zones ouvertes à l'urbanisation seront amenés à utiliser le réseau routier local	

- Risques liés au transport de matières dangereuses**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Risques liés aux autres voies	Incidence faible compte tenu du trafic	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

- Nuisances**

Type	Incidences du P.L.U.	Mesures de préservation et de mise en valeur prévues par le P.L.U.
Emissions de polluants atmosphériques	Incidence potentielle, en lien avec le développement actuelle des surfaces classées en zones à vocation d'activités artisanales et industrielles, mais aussi proportionnelle au nombre de logements prévus.	Le règlement du P.L.U. ne prévoit pas de disposition particulière

8.5 CONSTRUCTION D'INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Depuis l'entrée en vigueur de la loi Grenelle 2, le P.L.U. doit comporter une analyse de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers afin de « lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles et dans un souci de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le suivi et l'évaluation de la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers peuvent être réalisés de façon annuelle à l'aide d'indicateurs chiffrés et/ou sous forme cartographique. Le tableau suivant donne une liste indicative d'informations à recueillir permettant d'assurer ce suivi.

Figure 47 – Proposition d'indicateurs de suivi

Thème	Indicateur	Type	Fréquence	Remarques
Construction	Surfaces des parcelles ayant fait l'objet d'un PC pour construction neuve	chiffré	cumul annuel	Possibilité de moduler par zone du P.L.U.
	Nombre de logements créés par type (constructions neuves, rénovation ou changement de destination d'un bâtiment existant) et par forme (maisons individuelles, appartement)	chiffré	cumul annuel et pluriannuel	
Consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers	Évolution de la SAU dans la commune (donnée RGA)	chiffré	Intervalle recensement agricole	
	Surfaces agricoles déclarées à la PAC (RPG) : évolution des surfaces et localisation des secteurs concernés	chiffré / cartographique	évolution annuelle et pluriannuelle	
Changement climatique	Nombre de demande d'installations de dispositifs d'énergie renouvelable	chiffré	évolution annuelle et pluriannuelle	Possibilité de moduler par type d'équipement (solaire, géothermie, etc.)

Rappelons également que le Code de l'Urbanisme (article L153-27) prévoit par ailleurs un suivi de la mise en œuvre du P.L.U. : le Conseil Communautaire est tenu de procéder neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L101-2 du code de l'urbanisme. Cette analyse donne lieu à une délibération sur l'opportunité de réviser le P.L.U.

9 ANNEXES

- Extrait du « Guide de la modernisation du contenu du P.L.U. » - Ministère du Logement et de l'habitat durable- avril 2017 (pages 72 à 76)
- Cartes pleine page
- Diagnostic agricole
- Etude du CAUE

EXTRAIT DU « GUIDE DE LA MODERNISATION DU CONTENU DU P.L.U. » - MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE - AVRIL 2017 (PAGES 72 A 76)

Destination « exploitation agricole et forestière » : sous-destinations exploitation agricole et exploitation forestière

La sous-destination **EXPLOITATION AGRICOLE** recouvre l'ensemble des constructions concourant à l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural et la pêche maritime.

La sous-destination **EXPLOITATION FORESTIERE** recouvre notamment les maisons forestières et les scieries.

Destination « habitat » : sous-destinations logement et hébergement

La sous-destination **LOGEMENT** comprend les logements utilisés à titre de résidence principale, secondaire ou logement occasionnel.

Cette sous-destination intègre, sans les distinguer, tous les statuts d'occupation : propriétaire, accédant, locataire, occupant à titre gratuit, et tous les logements quel que soit leur mode de financement. En effet, l'affectation des logements n'est pas nécessairement connue au moment de la construction, elle peut varier entre différents logements d'un même bâtiment et évoluer au fil du temps. Le PLU n'est donc pas habilité à instaurer un contrôle aussi fin de l'affectation des logements.

Les seules différenciations réglementaires que peut faire un PLU entre des typologies de logements relèvent des dispositions législatives spécifiques notamment en matière de logements locatifs sociaux en application des articles L151-15 (programme de logements comportant une part de LLS sans droit de délaissement) ou du 4° de l'article L151-41 (programme de logements comportant une part de LLS avec droit de délaissement).

Cette sous-destination recouvre également :

- les « résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs » (par exemple les yourtes) ;
- les chambres d'hôtes au sens de l'article D324-13 du code du tourisme, c'est-à-dire limitées à cinq chambres pour une capacité maximale de 15 personnes ;
- les meublés de tourisme dès lors qu'ils ne proposent pas de prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, c'est-à-dire au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, de la clientèle. Pour l'application de l'arrêté, les gîtes sont considérés comme des meublés de tourisme.

La sous-destination **HEBERGEMENT** recouvre les constructions principalement à vocation sociale, destinées à héberger un public spécifique : des étudiants (gestion CROUS), des foyers de travailleurs, EHPAD, des maisons de retraite, des résidences hôtelières à vocation sociale ...

Cette sous-destination recouvre également les hébergements assurant les mêmes fonctions et visant le même public, mais à vocation commerciale (notamment les résidences étudiantes avec service para-hôtelier...). Ces structures peuvent proposer des hébergements en logement ou en chambres collectives ou individuelles.

Elle recouvre enfin les centres d'hébergement d'urgence, des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et les centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA).

En application de l'article 141 de la loi égalité et citoyenneté adoptée en lecture définitive par l'Assemblée nationale le 22 décembre 2016, les résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS) auront une double sous-destination de construction à la fois hébergement et hébergement hôtelier et touristique. Cette double sous-destination introduite par amendement vise à faciliter la transformation de construction existante en RHVS même si le plan local d'urbanisme a interdit l'une ou l'autre de ces destinations ou le passage de l'une à l'autre de ces sous-destinations. Cette disposition sera codifiée au premier alinéa de l'article L631-11 du code de la construction et de l'habitation. Un décret en élaboration viendra préciser la mise en œuvre du dispositif.

Destination de construction commerce et activité de service : sous-destinations artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique, cinéma.

La sous-destination **ARTISANAT ET COMMERCE DE DETAIL** recouvre tous les commerces de détail, notamment les épiceries, les supermarchés, les hypermarchés, les points permanents de retrait par la clientèle, d'achats au détail commandés par voie télématique, ou organisés pour l'accès en automobile. Cette sous-destination inclut également l'artisanat avec une activité commerciale de vente de biens, tels que les boulangeries, les charcuteries, les poissonneries ainsi que l'artisanat avec une activité commerciale de vente de services : cordonnerie, salon de coiffure... L'activité artisanale peut se définir en application de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifié par l'article 45 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015.

Cette sous destination ne permet pas de déterminer de règles spécifiques à certains commerces (exemple : vente de vêtements, vente d'électroménager...). Toutefois, les auteurs du PLU disposent d'un outil supplémentaire : ils sont habilités par l'article L151-16 du code de l'urbanisme, sous certaines conditions, à identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.

La sous-destination **RESTAURATION** recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe à une clientèle commerciale.

Cette sous-destination n'inclut pas la restauration collective qui constitue une prestation proposée aux salariés ou usagers d'une entreprise, d'une administration ou d'un équipement.

La sous-destination **COMMERCE DE GROS** s'applique à toutes les constructions destinées à la vente entre professionnels (Ex : enseigne METRO, grossistes en rez-de-chaussée en ville...).

La sous-destination **ACTIVITES DE SERVICES OU S'EFFECTUE L'ACCUEIL D'UNE CLIENTELE** s'applique à toutes les constructions où s'exerce une profession libérale (avocat, architecte, médecin...) ainsi que d'une manière générale à toutes les constructions permettant l'accomplissement de prestations de service qu'elles soient fournies à des professionnels ou des particuliers. Cette sous-destination inclut les assurances, les banques, les agences immobilières, les agences destinées à la location de véhicules, de matériel, les « showrooms »... Les magasins de téléphonie mobile entrent également dans cette catégorie. Il est en effet considéré que la vente de forfait téléphonique constitue l'activité principale des opérateurs (et non la vente de téléphone qui est accessoire). On y trouve également les salles de sport privées, les spa...

La sous-destination **HEBERGEMENT HOTELIER ET TOURISTIQUE** s'applique à tous les hôtels ainsi qu'à toutes les constructions démontables ou non destinées à délivrer des prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, c'est à-dire réunissant au moins trois des prestations suivantes : petit déjeuner, nettoyage régulier des locaux, fourniture de linge de maison et réception, même non personnalisée, de la clientèle. Cette sous-destination recouvre notamment l'ensemble des constructions à vocations touristiques :

- (1) les résidences de tourisme,
- (2) les villages résidentiels de tourisme ;
- (3) les villages et maisons familiales de vacances...

Cette sous-destination recouvre également les bâtiments nécessaires au fonctionnement des terrains de campings et, des parcs résidentiels de loisirs.

La sous-destination **CINEMA** s'applique à toute construction nécessitant d'obtenir une autorisation d'exploitation et l'homologation de la salle et de ses équipements de projection.

Destination de construction « équipements d'intérêt collectif et services publics » sous-destinations : locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, salles d'art et de spectacles, équipements sportifs, autres équipements recevant du public

L'ensemble des sous-destinations de cette destination recouvre des constructions d'intérêt collectif et/ou de services publics. Un faisceau d'indices peut permettre de qualifier ce type d'ouvrage : investissement de la puissance publique en tant que maîtrise d'ouvrage ou investissement financier, désignation législative ou réglementaire de la personne morale comme délégataire ou investie d'une mission de service public, ouverture de la construction au public ou à des usagers d'un service public (Ex : Usager

d'une bibliothèque municipale, d'une piscine...), réalisation de la construction sur le domaine public ou privé de l'État, d'une collectivité locale ou assimilée...

La sous-destination **LOCAUX ET BUREAUX ACCUEILLANT DU PUBLIC DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES** recouvre toutes les constructions des porteurs d'une mission de service public, que l'accueil du public soit une fonction principale du bâtiment (mairie, préfecture...) ou annexe (ministère, service déconcentrés de l'État), ainsi qu'à l'ensemble des constructions permettant d'assurer des missions régaliennes de l'État (commissariat, gendarmerie, caserne de pompiers, établissements pénitentiaires...). Elle s'applique également aux bureaux des organismes publics ou privés, délégataires d'un service public administratif (Ex : ACOSS, URSSAF...) ou d'un service public industriel et commercial (SNCF, RATP, régie de transports public, VNF...). Cette sous-destination recouvre également les maisons de services publics.

La sous-destination **LOCAUX TECHNIQUES ET INDUSTRIELS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES** recouvre les équipements d'intérêt collectif nécessaires à certains services publics, tels que les fourrières automobiles, les dépôts de transports en communs, les stations d'épuration... Elle recouvre également les constructions permettant la production d'énergie reversée dans les réseaux publics de distribution et de transport d'énergie, et les locaux techniques nécessaires comme les transformateurs électriques, les constructions permettant la transformation d'énergie produites par des installations d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques

La sous-destination **ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE** recouvre l'ensemble des établissements d'enseignement (maternelle, primaire, collège, lycée, université, grandes écoles...), les établissements d'enseignement professionnels et techniques, les établissements d'enseignement et de formation pour adultes, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence, les maisons de santé privées ou publics (art. L6323-3 du code de la santé publique) assurant le maintien de services médicaux dans les territoires sous-équipés (lutte contre les « déserts médicaux »). Les maisons de santé ne répondant pas à ces critères seront classées dans la sous-destination « Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle ».

La sous-destination **SALLES D'ART ET DE SPECTACLES** recouvre les salles de concert, les théâtres, les opéras... Cette sous-destination n'inclut pas les stades qui peuvent occasionnellement accueillir des concerts ou spectacles mais dont la vocation principale est d'être un équipement sportif.

La sous-destination **EQUIPEMENTS SPORTIFS** recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination recouvre les stades dont la vocation est d'accueillir du public pour des événements sportifs privés (stade de football...) mais également les équipements sportifs ouverts au public en tant qu'usagers comme les piscines municipales, les gymnases...

La sous-destination **AUTRES EQUIPEMENTS RECEVANT DU PUBLIC** recouvre les autres équipements collectifs dont la fonction est l'accueil du public à titre temporaire, pour pratiquer un culte (églises, mosquées, temples ...), pour tenir des réunions publiques, organiser des activités de loisirs ou de fête (salles polyvalentes, maisons de quartier ...), assurer la permanence d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association, pour accueillir des gens du voyage.

Destination de construction « autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire » sous-destinations : industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition.

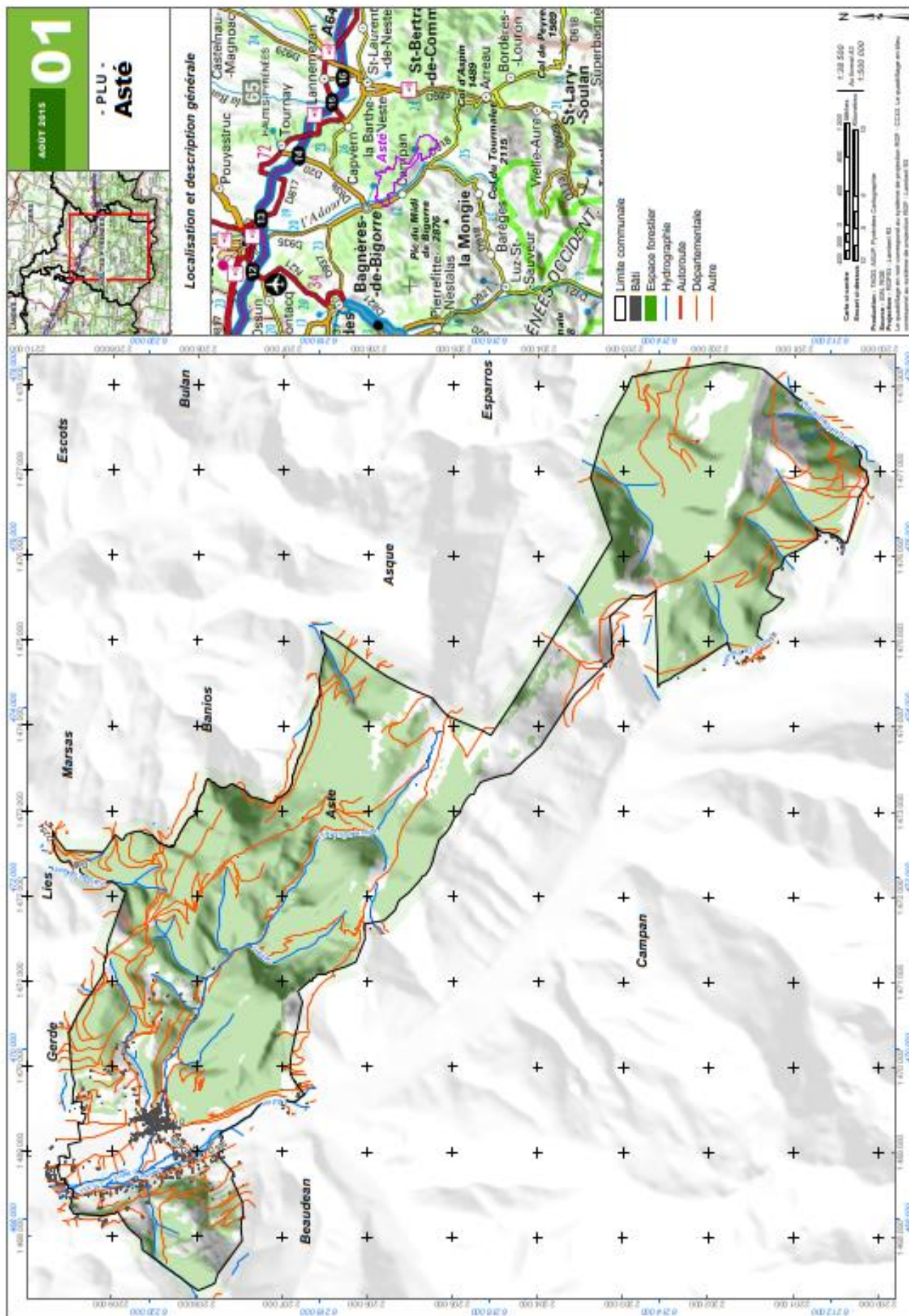
La sous-destination **INDUSTRIE** recouvre les constructions industrielles ou artisanales affiliées à l'industrie (construction automobile, construction aéronautique, ateliers métallurgique, maçonnerie, menuiserie, peinture...) Le caractère industriel d'une activité peut s'apprécier au regard de la nature des opérations de transformation ou de production qu'elle effectue et de l'importance des moyens techniques qu'elle met en œuvre pour les réaliser. L'activité artisanale peut se définir en application de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifié par l'article 45 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015.

La sous-destination **ENTREPOT** recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique. Cette sous-destination inclut notamment les locaux logistiques dédiés à la vente en ligne et les centres de données.

La sous-destination **BUREAU** recouvre les constructions destinées au travail tertiaire, les sièges sociaux des entreprises privées et les différents établissements assurant des activités de gestion financière, administrative et commerciale.

La sous-destination **CENTRE DE CONGRES ET D'EXPOSITION** recouvre les constructions de grandes dimensions notamment les centres et les palais et parcs d'exposition, les parcs d'attraction, les zéniths...

CARTES





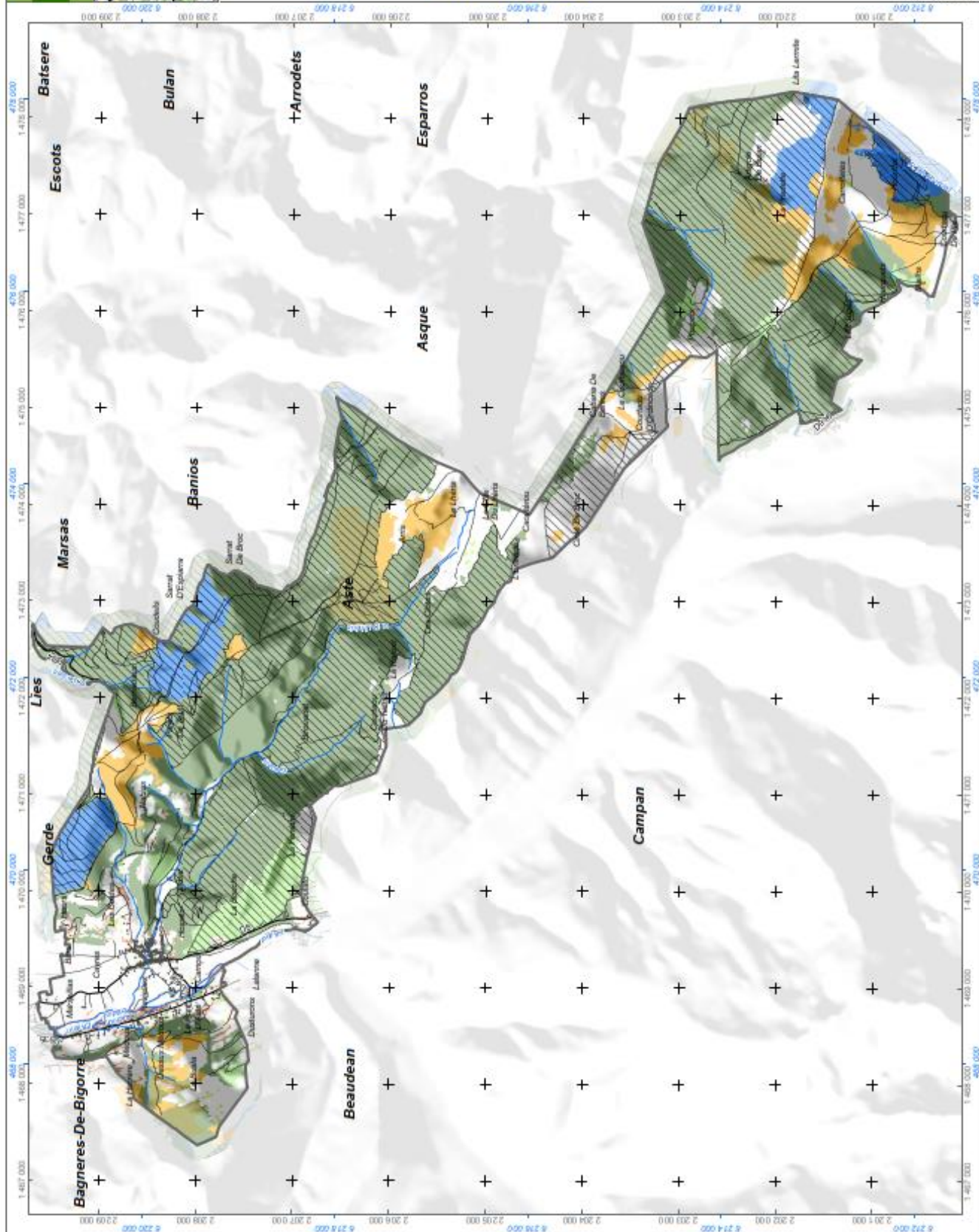
- PLU -

Asté

Espace forestier

- Forêt communale/Syndicale
- Forêt domaniale
- Forêt fermée de conifères
- Forêt fermée de feuillus
- Forêt fermée mixte
- Forêt ouverte
- Lande ligneuse
- Haie
- Bois
- Peupleraie
- Verger

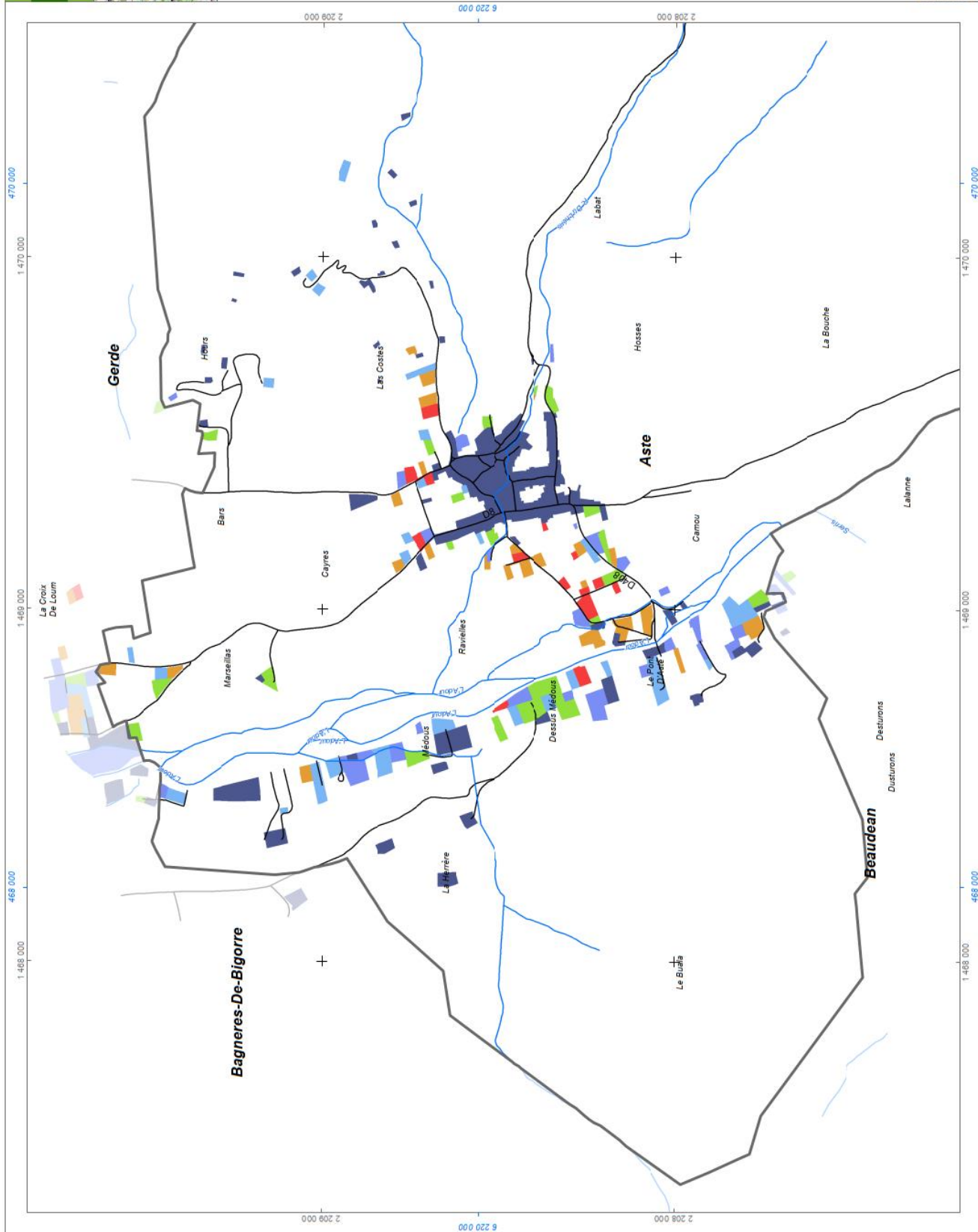
1:36 500 au format A3
 400 200 0 200 400
 Mètres
 Projection : Lambert 93
 Source : IGN, IGN, OpenStreetMap, IGN
 Le quadrillage en noir correspond au système de coordonnées géographiques
 Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF93
 - Lambert 93





Asté

Evolution urbaine



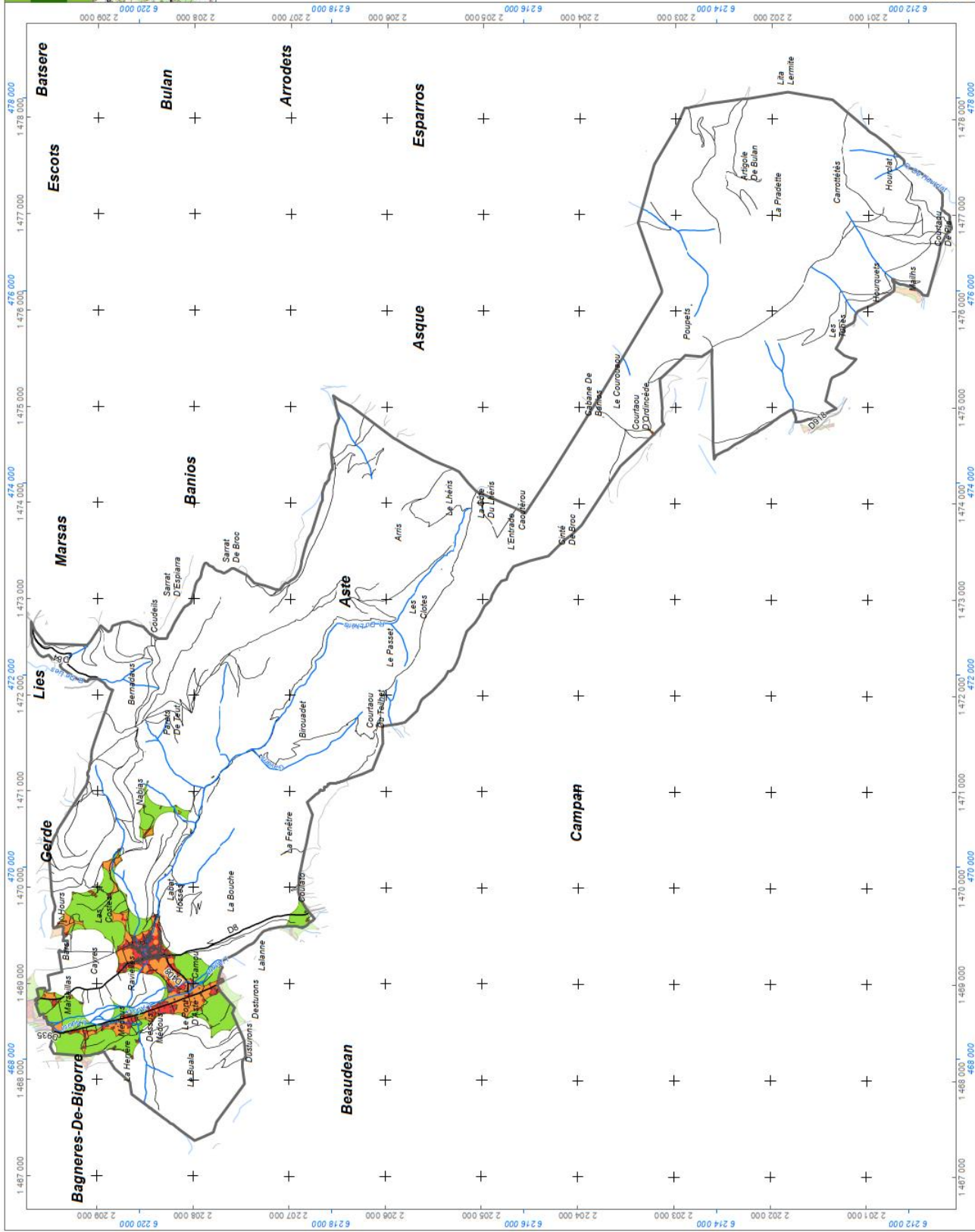


- PLU -

Aste

Espace urbain

- Bâti dense
- Bâti diffus
- Dents creuses et espace inter urbain



1:36 500 au format A3

400 200 0 400 800

Mètres

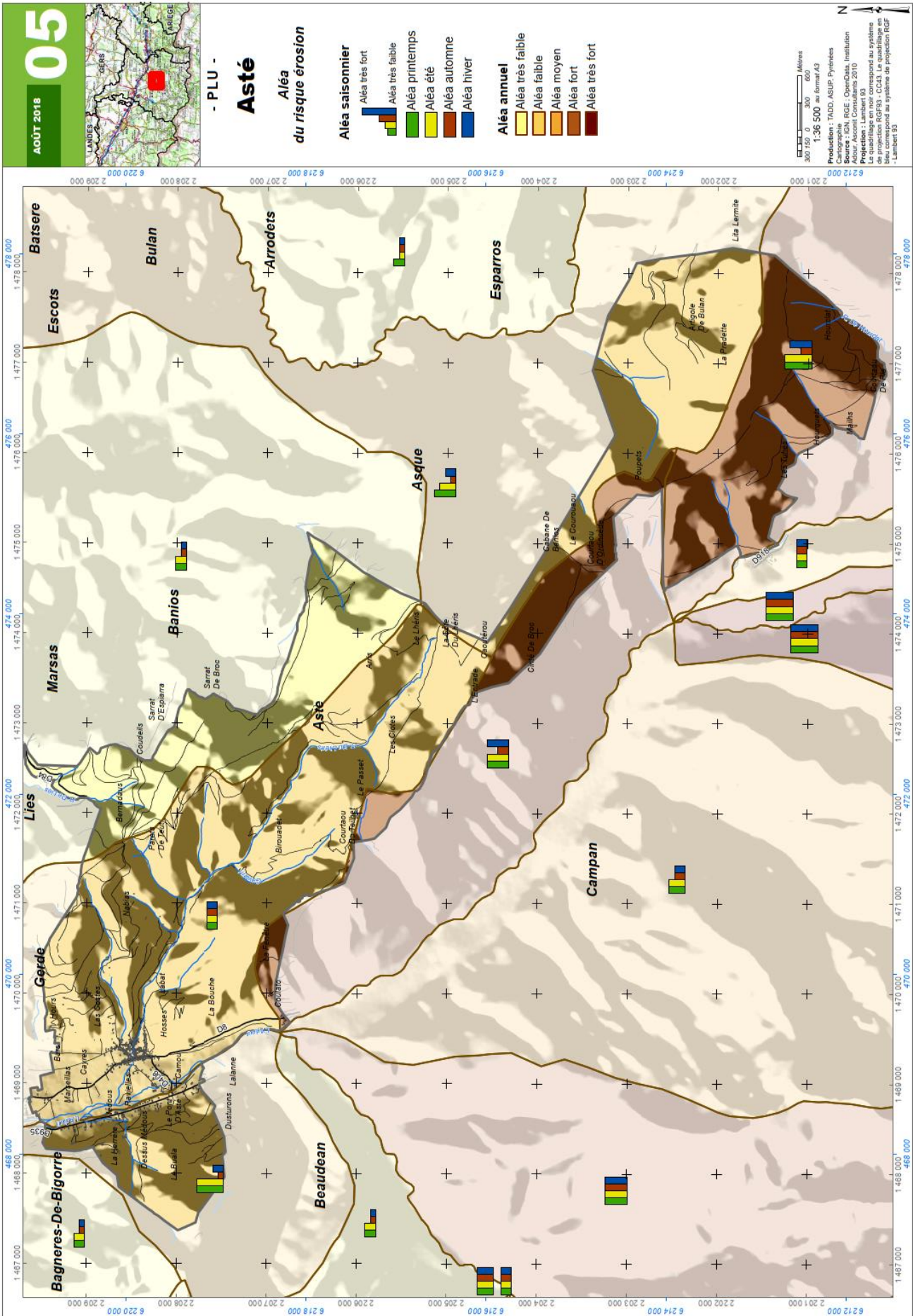
Production : TAOO ASJP Pyrénées

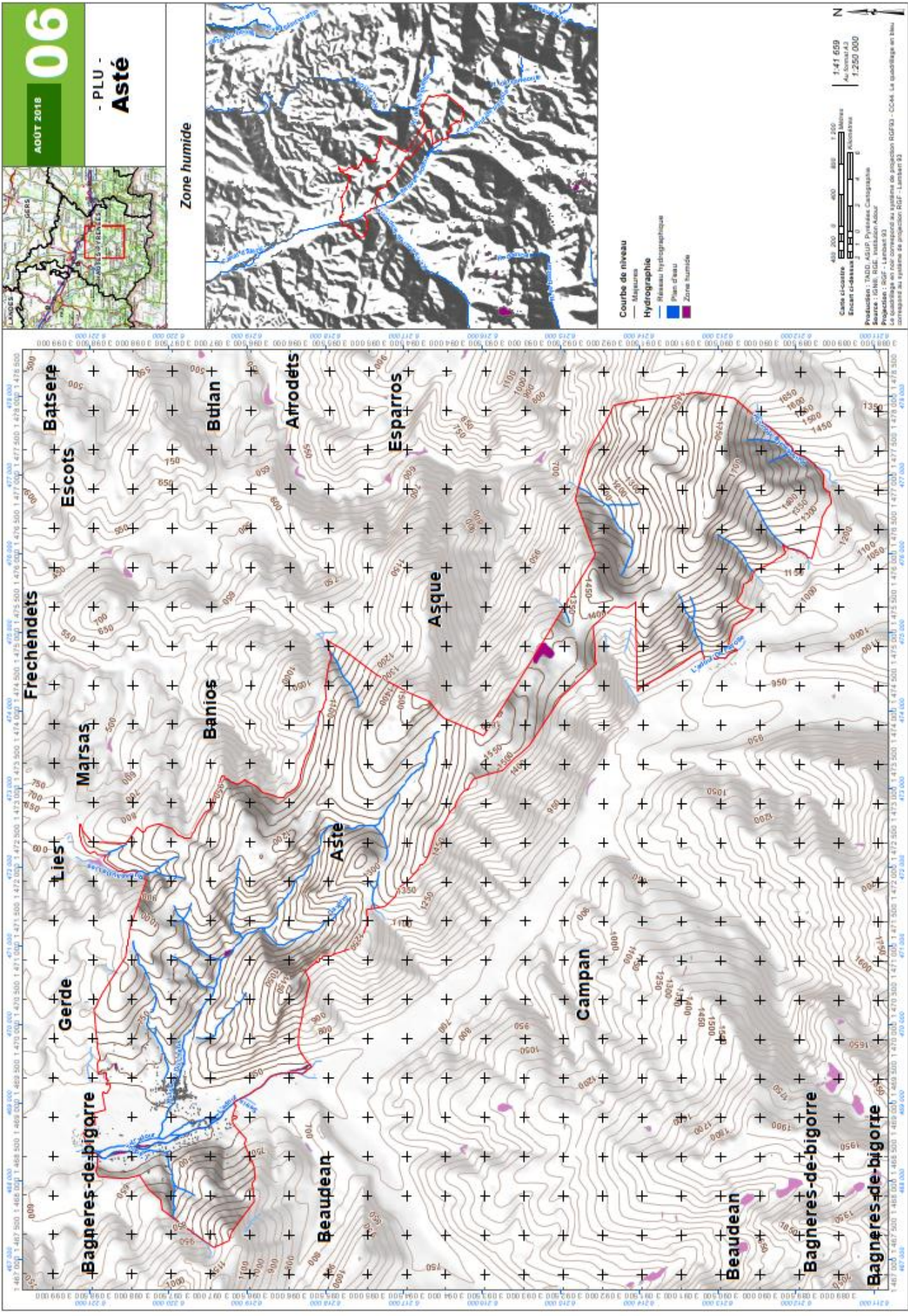
Cartographie

Source : IGN, RGE, OpenData, RPO2014

Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF93 - CC3. Le quadrillage en

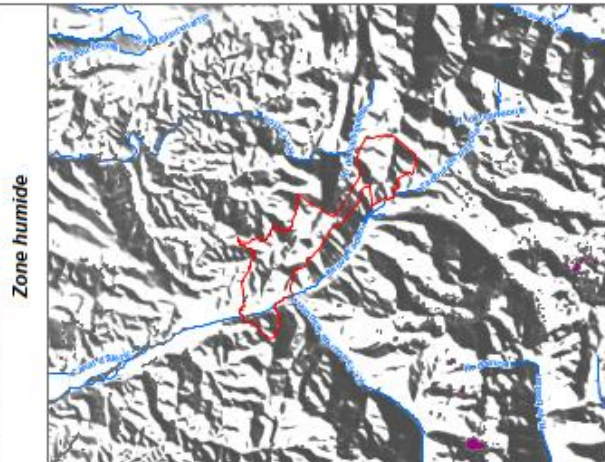
bleu correspond au système de projection NAD83





06
AOUT 2018

- PLU -
Asté



Zone humide

Courbe de niveau
Mètres

Hydrographie
Régime hydrographique
Plan d'eau
Zone humide

0 200 400 600 800 1 000 1 200 Mètres
1:41 600
Au 1/50 000
1:250 000

Production : TAD, AGUP, Pyrénées Cartographie
Source : IGN, SGL, Institut Adour
Projet : SGP - Lambert 93
Corrigé au système de projection RGF - Lambert 93

Asté

**Espaces naturels
remarquables et
protégés**

Espaces naturels
—— ZNIEFF type 1

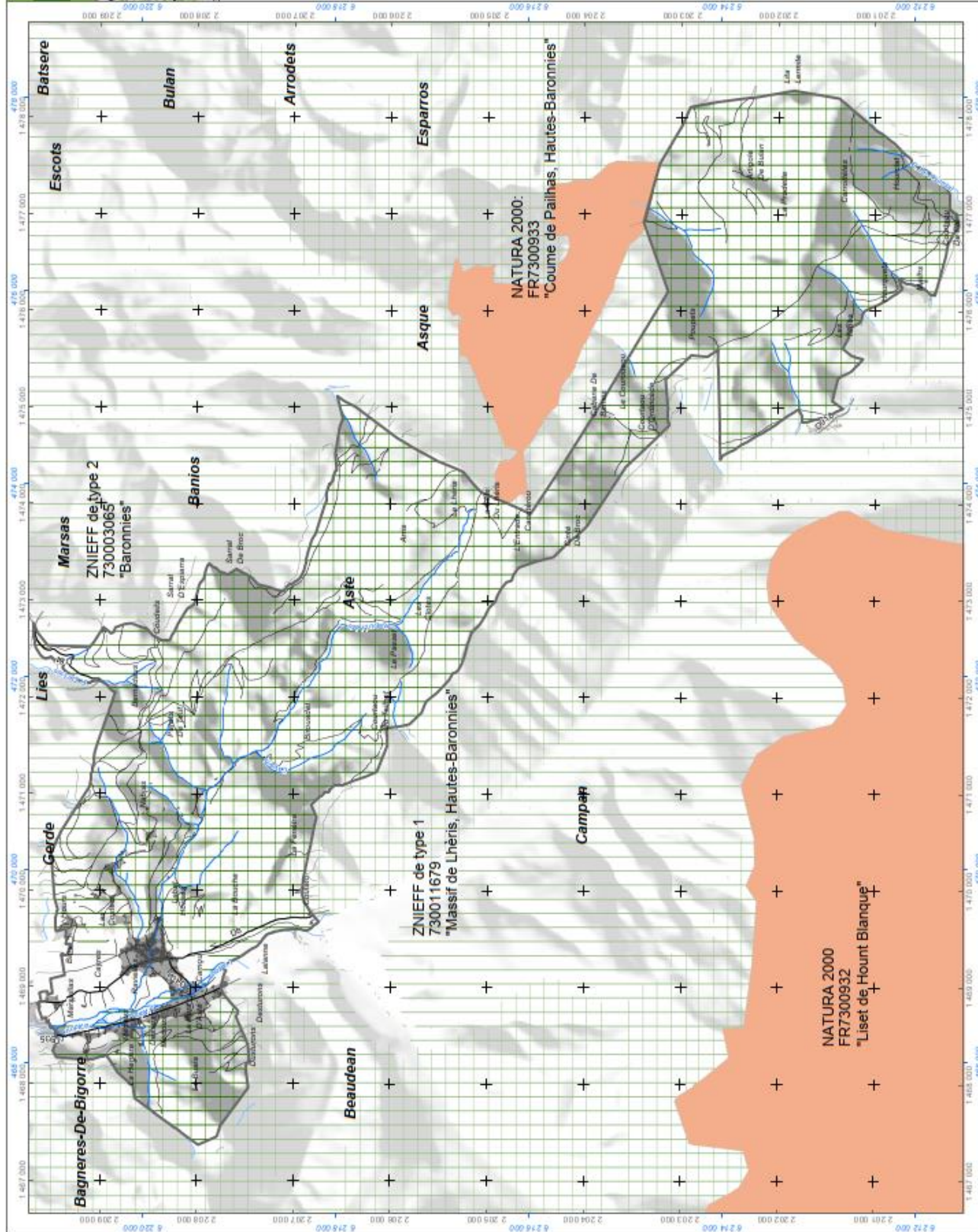
| | ZNIEFF type 2

**Natura 2000 - Directive
Habitat**

Tâche

Bâti dense

Băti diffus





- PLU -

SRCE

SRCE : Obstacles ponctuels

SRCE : Obstacles ponctuels

SRCE : Cours d'eau

SRCE : Corridors écologiques

boisé de plaine

boisé d'altitude

milieu ouvert d'altitude

milieu ouvert de plaine

milieu rocheux d'altitude

SRCE : Réservoirs écologique

ouvert de plaine

boisé de plaine

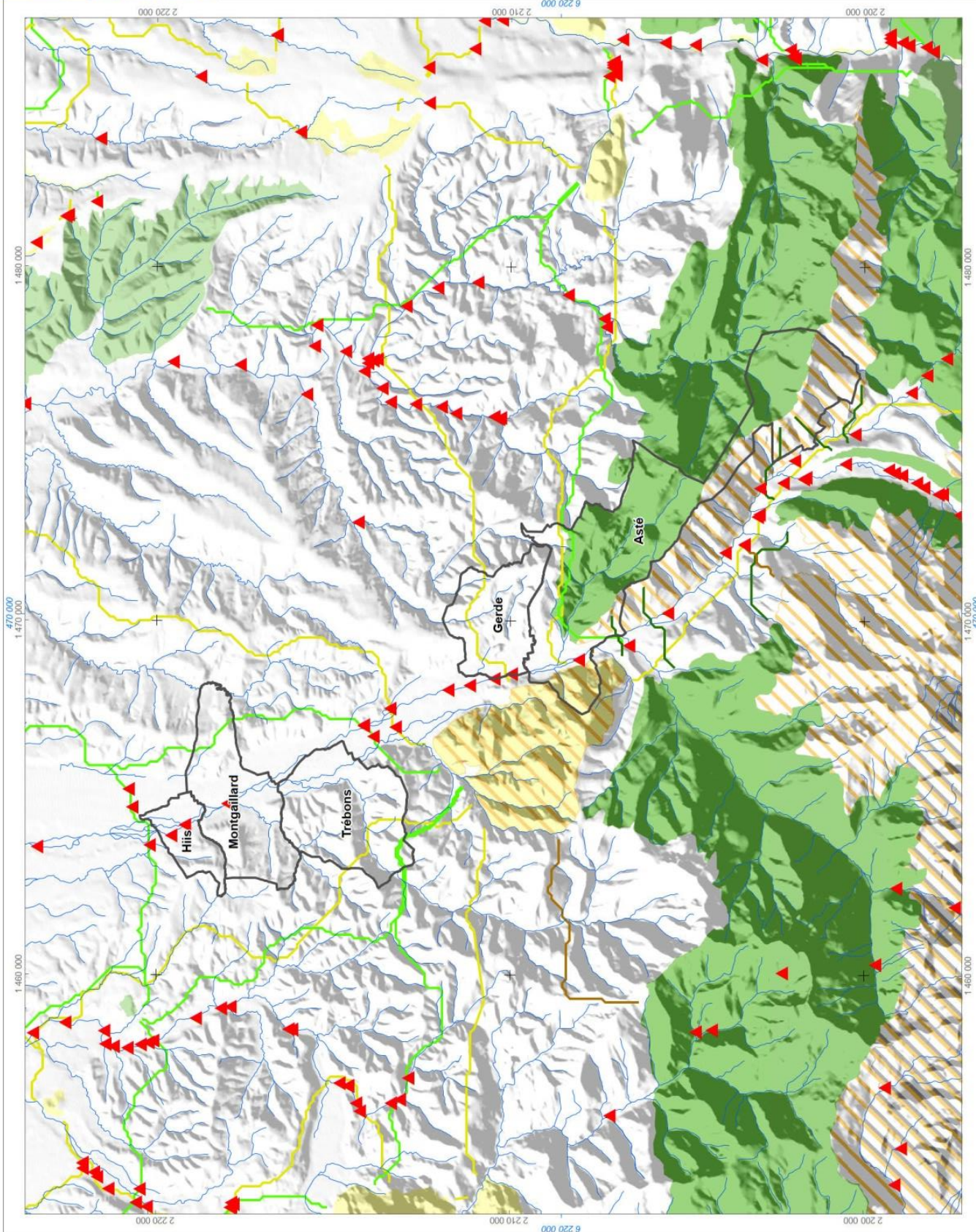
boisé d'altitude

ouvert d'altitude

rocheux d'altitude

1:100 000 au format A3
1 200 600 0 1 200 2 400
Mètres

Production : TADD, ASUP
SRCE : Réservoirs écologique
Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF93 - CC43. Le quadrillage en gris correspond au système de projection RGF - Lambert 93.





- PLU -

Asté

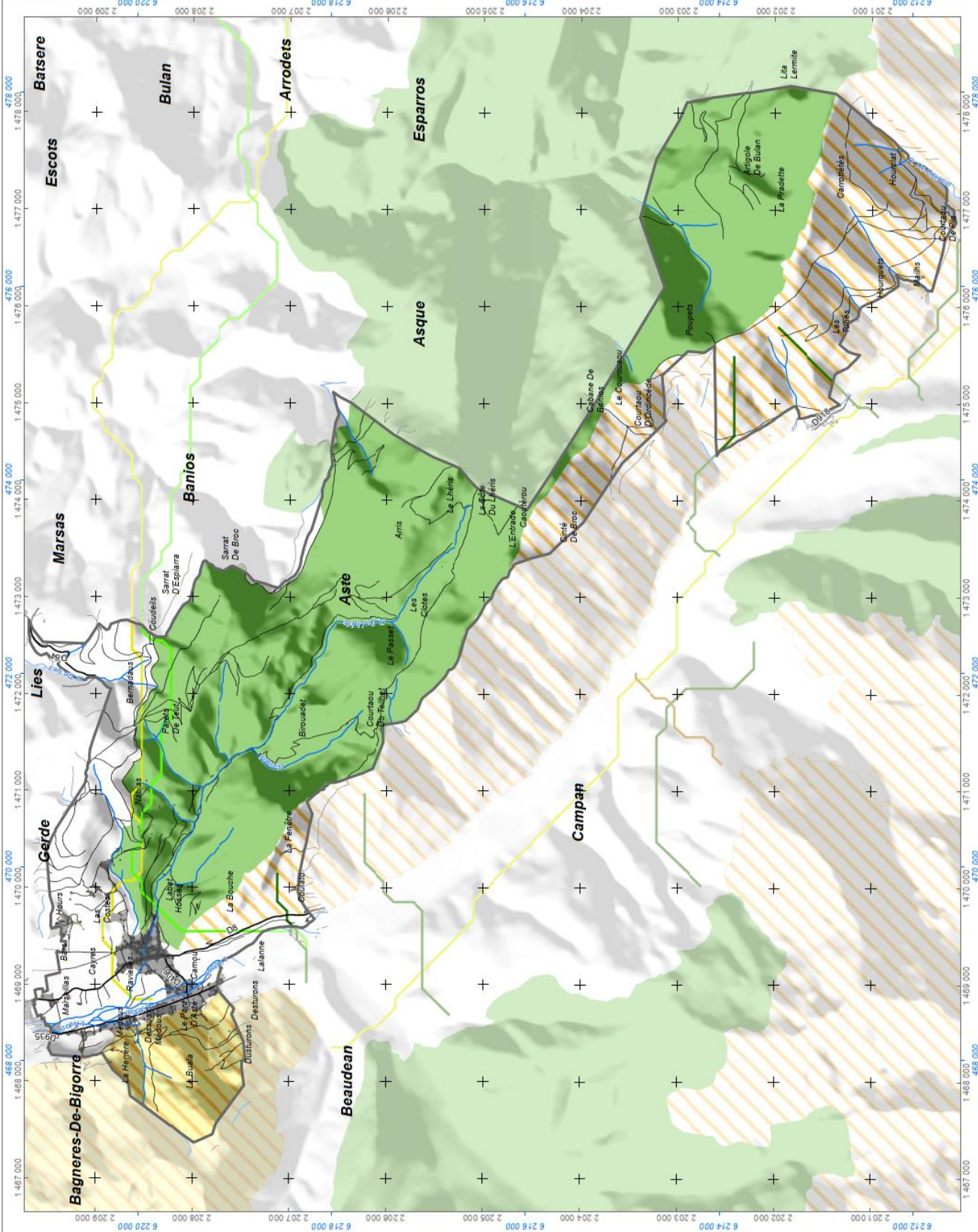
SRCE

Corridors et réservoirs
(SRCE)

- boisé de plaine
- boisé d'altitude
- milieu ouvert d'altitude
- milieu ouvert de plaine
- ouvert de plaine
- boisé de plaine
- boisé d'altitude
- ouvert d'altitude

Tâche

- Bât dense
- Bât diffus



Mai 2019

10



- PLU -

Asté

PPRN

hors
périmètre
d'étude

Zone
blanche

Zone bleue

Zone jaune

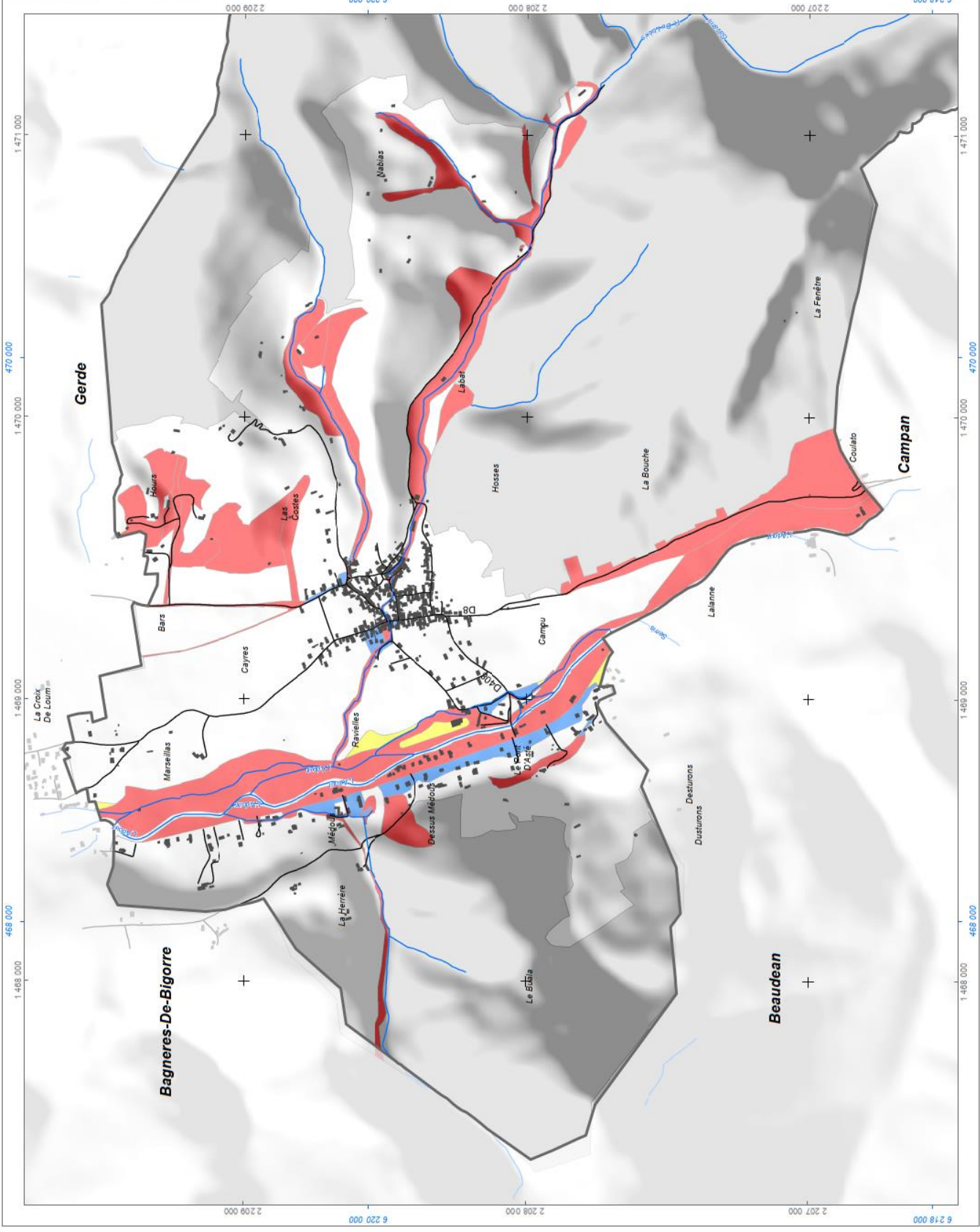
Zone rouge

1:12 500 au format A3
Mètres
120 60 0 60 120 240

Production : TAD, ASIUP, Pyrénées
Cartographie

Source : IGN, RGE - ddb5

Projection : Lambert 93
Le quadrillage en
bleu correspond au système
de projection RGF93 - CC43. Le quadrillage en
gris correspond au système de projection RGF



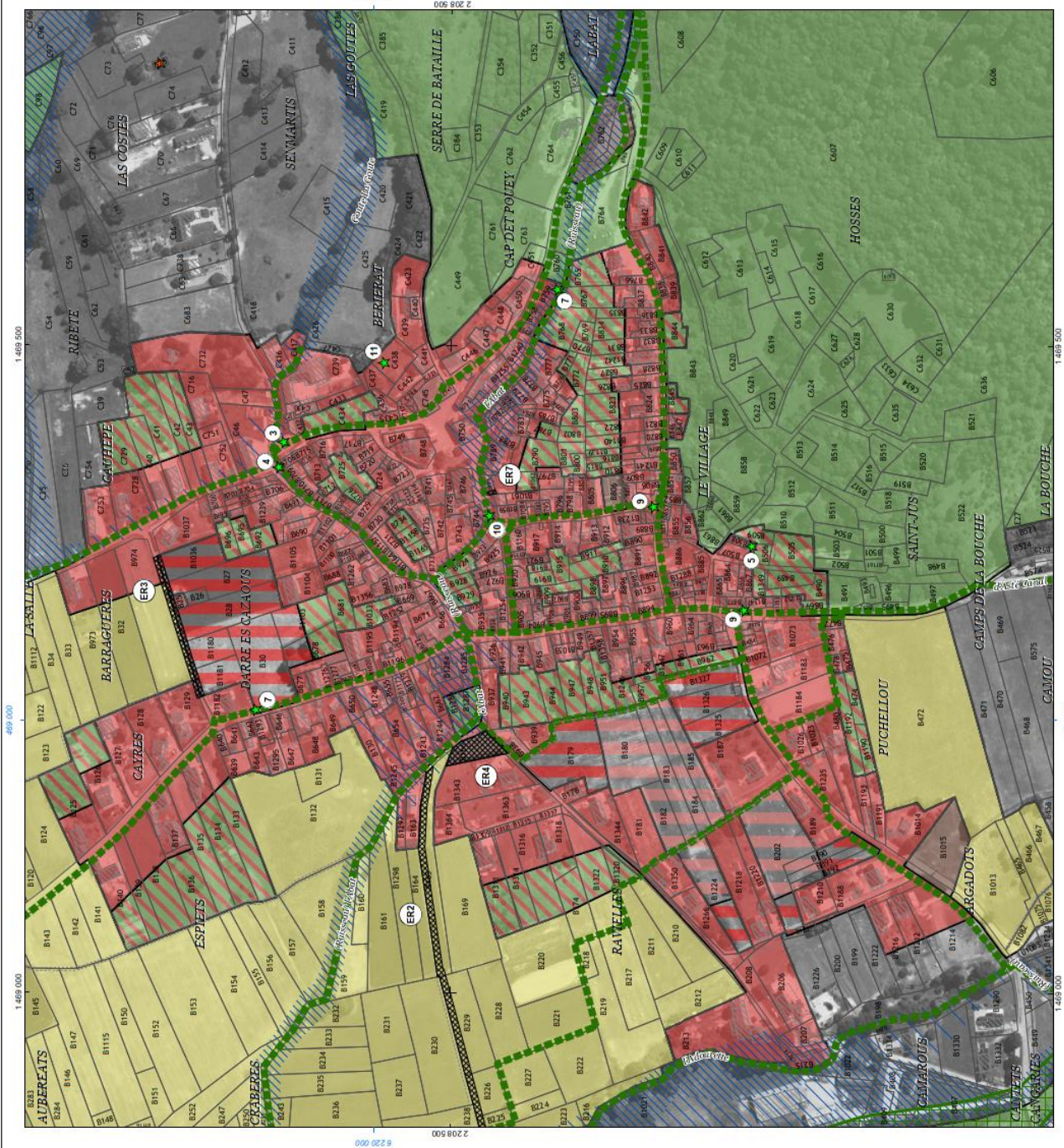
Forêts gérées par l'ONF concernées par le PLU Asté

Commune	Commune	Surface (ha)
Commune	Commune	10 15

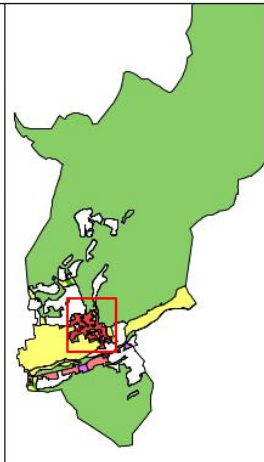
Surface (ha)	Surface (ha)
Surface (ha)	Surface (ha)

<div style="border: 2px solid blue; width: 20px; height: 10px; display: inline-block;"></div> Périmètre PLU
Statut des Forêts gérées au Régime Forestier
<div style="border: 2px solid cyan; width: 20px; height: 10px; display: inline-block;"></div> Communales
<div style="border: 2px solid green; width: 20px; height: 10px; display: inline-block;"></div> Syndicales
Forêts de protection
<div style="background-color: orange; width: 20px; height: 10px; display: inline-block;"></div> Grammont





Zonage réglementaire : "Le village"



Prescriptions

Emplacement réservé

★ 07 : Element du paysage à protéger ou à mettre en valeur

★ 16 : Bâtiement pouvant changer de destination

★ Espace remarquable du paysage (linéaire)

Zonage réglementaire

Zones urbaines

Ua: Zone urbaine du centre village à vocation principale d'habitat

Uj: Zone urbaine dédiée aux espaces jardins

Uec: Zone dédiée aux équipements collectifs

Zones à urbaniser

1AU: Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation principale d'habitat

2AU: Zone à urbaniser à long terme à vocation principale d'habitat

sous réserve de modification et/ou de révision du PLU

Zones agricoles

A: Zone agricole

Ap: Zone agricole préservée

Zones naturelles

N: Zone naturelle

Zonage réglementaire du PPRN

Zone bleue

Zone jaune

Zone rouge

Carte ci-contre

50 25 0 25 50

1 000 500 1 000 2 000

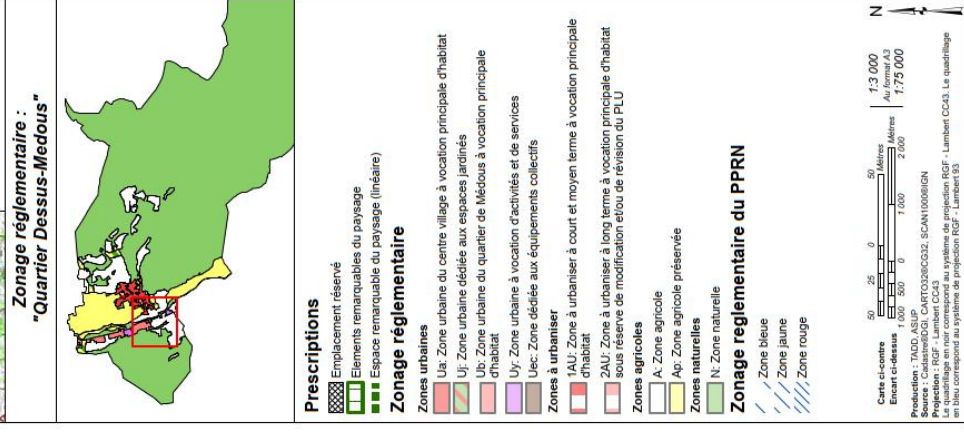
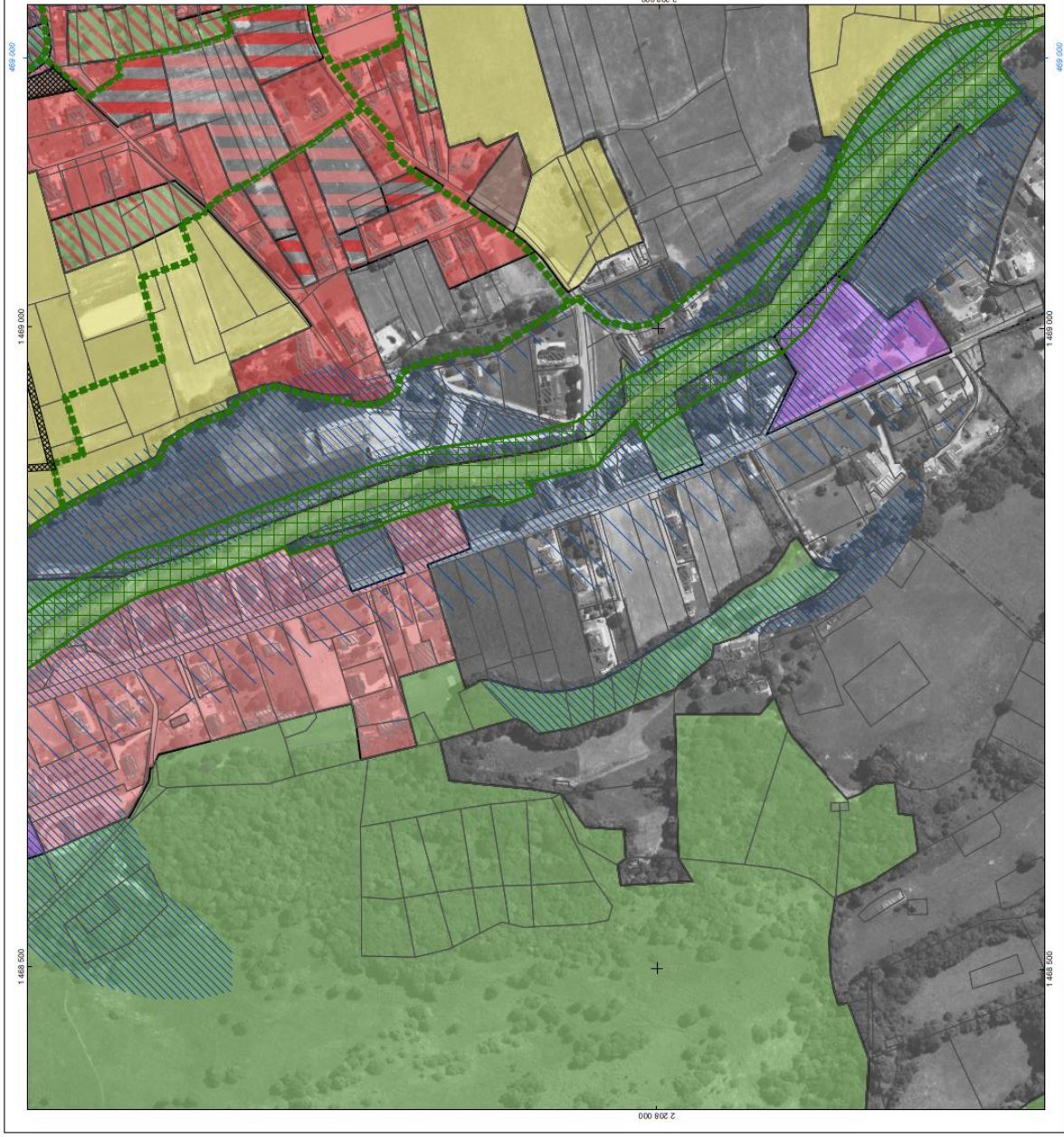
1:3 000

Au format A3

1:75 000

Production : TMOO ASST - CARTO3200C32, SCAN1000SIGN

Le quadrillage en noir correspond au système de projection RGF - Lambert CC43. Le quadrillage en bleu correspond au système de projection RGF - Lambert 93



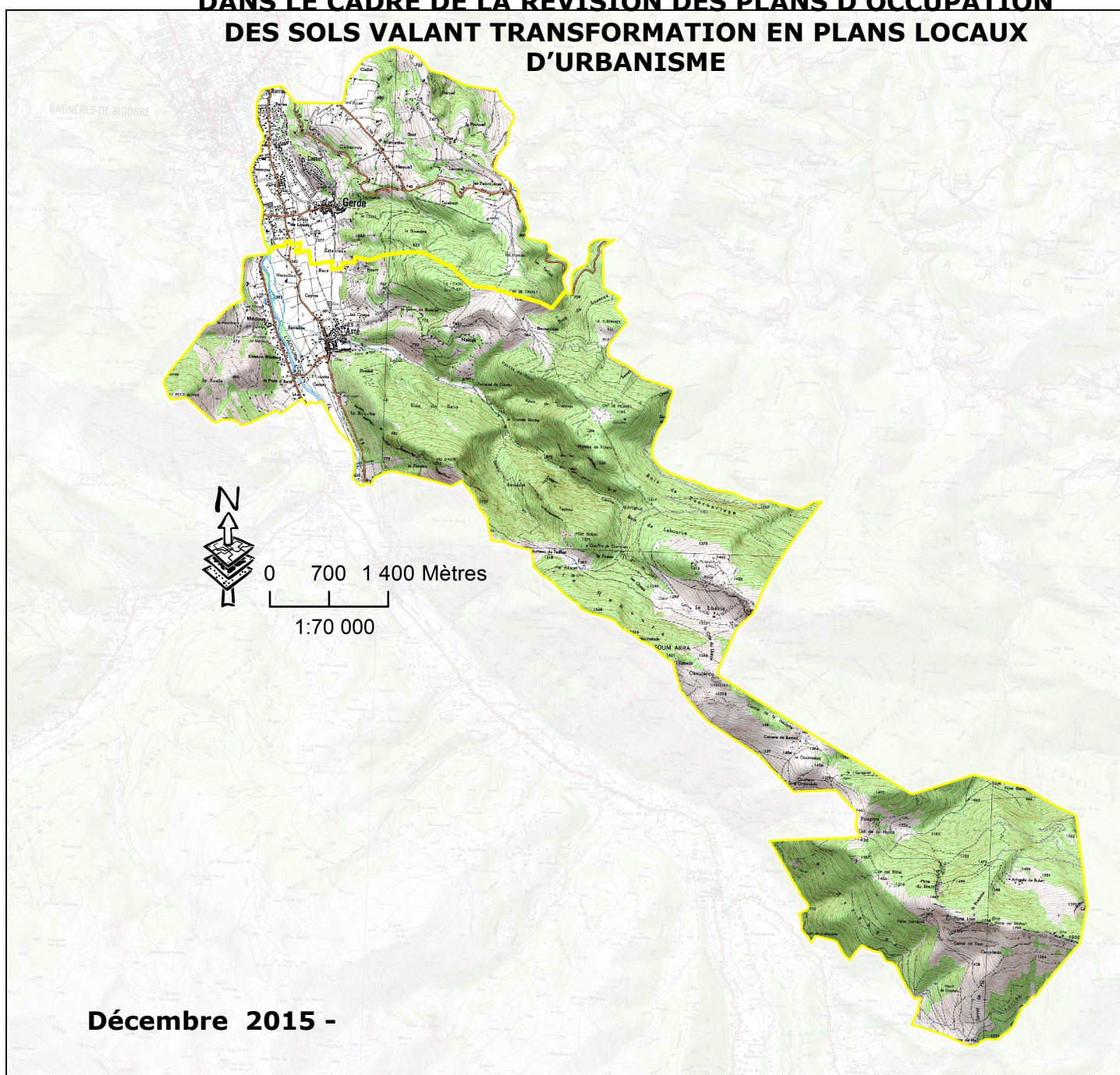
DIAGNOSTIC AGRICOLE

- DIAGNOSTIC AGRICOLE -

ANALYSE DES ENJEUX AGRICOLES SUR LES COMMUNES

d'ASTE et de GERDE

DANS LE CADRE DE LA REVISION DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS VALANT TRANSFORMATION EN PLANS LOCAUX D'URBANISME



SOMMAIRE

1 INTRODUCTION	4
1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS.....	4
1.2 METHODOLOGIE	4
SITUATION DES COMMUNES	6
1.2.1. Quelques chiffres	6
1.2.2. Occupation du sol	7
2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE	8
2.1 LES HOMMES.....	8
2.1.1. Nombre d'agriculteurs et répartition	8
2.1.2. Statut des exploitants.....	10
2.1.3. Age des exploitants	10
2.1.4. Analyse des questions de reprise ou de succession	12
2.2 LES PRODUCTIONS	13
2.2.1. Les productions	13
2.2.2. Les cheptels	14
2.2.3. Statut environnemental	14
2.2.4. Les bâtiments d'élevage	16
2.2.5. Les projets de bâtiments	16
2.3 LES SURFACES.....	16
2.3.1. Taille des exploitations	16
2.3.2. Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC.....	18
2.3.3. Utilisation des surfaces sur Aste et Gerde.....	18
3 SYNTHESE : ATOUTS/FAIBLESSES - OPPORTUNITES/MENACES	20
4 AGRICULTURE ET TERRITOIRE COMMUNAL : QUELLE PLACE POUR L'AGRICULTURE SUR LE TERRITOIRE D'ASTE ET DE GERDE ?.....	21
3.1 UNE ACTIVITE CONTRAINTTE	21
3.2 LES AMENITES	21
3.3 UNE ACTIVITE AGRICOLE TRES PRESENTE DANS UN CONTEXTE PERIURBAIN DE MONTAGNE	22

Sommaire des illustrations :

Tableau 1 : Caractéristiques générales de l'activité agricole sur Asté et Gerde.....	9
Tableau 2 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs ».....	9
Tableau 3 : Statut des exploitants agricoles.....	10
Tableau 4 : Age des exploitants travaillant des surfaces sur le territoire (avec déclaration PAC).....	11
Tableau 5 : Principales productions.....	13
Tableau 6 : Surface agricole des exploitations ayant leur siège sur les communes.	16
Tableau 7 : Taille des exploitations enquêtées (siège sur territoire « Pôle sud »)....	17
Tableau 8 : Caractérisation des surfaces (PAC 2013 – Données non exhaustives) ..	18
Tableau 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision.....	23

Figure 1 : Evolution du nombre d'agriculteurs ayant leur siège sur Asté et Gerde.....	8
Figure 2 : Répartition des âges des exploitants	10
Figure 3 : Répartition des types de productions en fonction du nombre d'exploitations	13
Figure 4 : Répartition de l'utilisation des surfaces sur le territoire (hors collectif)....	18

1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS

Dans le cadre de la révision de leurs Plans d'Occupation des Sols valant transformation en Plan Local d'Urbanisme, les communes d'Asté, Gerde, Montgaillard et Trébons, accompagnées de la commune de Hiis pour l'élaboration d'un PLU, ont sollicité, dans le cadre d'un groupement de commande, le concours de la Chambre d'Agriculture pour la réalisation d'un diagnostic de l'agriculture présente sur leur territoire.

En effet, ces communes souhaitent disposer d'un état des lieux de l'activité agricole présente sur leur territoire pour une meilleure gestion de l'urbanisme, tout en tenant compte des exploitations agricoles en place.

Cet état des lieux est réalisé et restitué par la Chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées de manière mutualisée à l'échelle des deux territoires suivants :

- « pôle Nord » (Montgaillard, Trébons et Hiis)
- « pôle Sud » (Asté et Gerde)

L'analyse agricole doit donc permettre aux élus de mieux cerner les enjeux agricoles sur les communes afin de pouvoir fonder leurs choix et mesurer les impacts du futur zonage.

Le rôle de la Chambre d'Agriculture dans cette démarche est de collecter et de mettre en forme l'ensemble des données nécessaires pour définir les contraintes spatiales et/ou fonctionnelles des exploitations agricoles cultivant des terres sur les communes concernées. Il ne s'agit en aucun cas de décider du zonage à retenir.

1.2 METHODOLOGIE

La réalisation de ce diagnostic s'est appuyée essentiellement sur les données agricoles issues de la base de données de la Chambre d'Agriculture.

Afin de travailler avec les agriculteurs à l'enrichissement du diagnostic agricole concernant le Pôle Sud, une réunion a eu lieu le mercredi 18 novembre 2015 en mairie de Gerde.

9 agriculteurs ont participé à cette réunion. Cette réunion a permis de valider, de mettre à jour et de compléter les données de la Chambre d'Agriculture, issues de la base de données et préalablement synthétisées.

Une réunion de restitution auprès des élus d'Asté et de Gerde sera organisée.

Cette enquête est complète dans la mesure où les agriculteurs cultivant des terres sur les communes ont été inventoriés, quels que soient la taille et type de production des exploitations. Elle n'est cependant pas exhaustive, puisque basée sur du déclaratif.

Les données transmises dans le présent rapport ne sont pas individualisées et nominatives afin de respecter la confidentialité des informations et l'anonymat.

Les données transmises dans le présent rapport sont de deux types :

1. Description dans le présent rapport de l'activité agricole des communes d'Asté et de Gerde à partir des données de la Chambre d'Agriculture et de la réunion du groupe de travail avec les agriculteurs.

2. Cartes

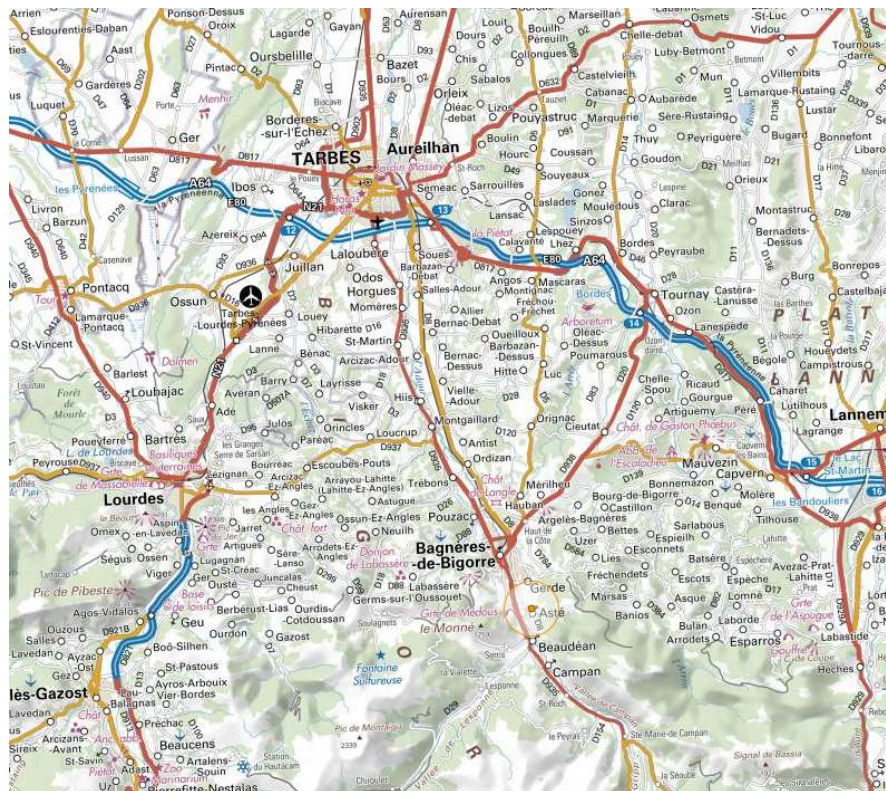
La représentation cartographique permet de visualiser l'état des lieux décrit dans le présent document en localisant notamment :

- Le mode d'occupation du sol sur le territoire communal,
- Chaque exploitation : les parcelles valorisées,
- La répartition du parcellaire selon l'âge des exploitants,
- Les systèmes de productions,
- Les bâtiments d'élevage et les périmètres de précaution ou « zones de risque pour la cohabitation avec les tiers »,
- Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC,
- Les cultures
- ...

SITUATION DES COMMUNES

1.2.1. Quelques chiffres

Les communes d'Asté et de Gerde se situent au sud de Bagnères de Bigorre.
Les communes font partie de la communauté de communes de la Haute-Bigorre.



La superficie des communes est de 2667 ha pour Asté et de 693 ha pour Gerde.

Les communes d'Asté et de Gerde se situent au sud Bagnères de Bigorre (sous-préfecture), dans la haute vallée de l'Adour. Elles sont bordées à l'Ouest par la RD 935 et traversées au centre par la RD 8 qui coupent le territoire selon un axe globalement Nord-Sud. La RD 84 permet un accès par l'est au territoire de Gerde. Au sud, la RD 408 marque la fin du village d'Asté.

Le territoire est traversé par :

- - L'Adour. Les deux villages trouvent leur place principalement en rive droite. La rive gauche est urbanisée en linéaire entre le pied de versant, la RD 935 et l'Adour,
- le ruisseau du Lhéris qui traverse la commune d'Asté selon un axe sud-est/nord-ouest.

L'altitude du territoire s'échelonne de 550m pour la commune de Gerde aux portes de Bagnères de Bigorre à 810m au col des Palomnières en passant par le quartier Marcadiou/La Forêt à 715m environ.

Asté s'étend de 610m d'altitude à 1804m en s'étirant le long d'une crête qui sépare la vallée de Campan du territoire des Baronnie.

Les habitants étaient au nombre de 537 à Asté et de 1193 à Gerde au recensement de 2012 (source : INSEE, DGI).

1.2.2. Occupation du sol

Les usages du sol répartis approximativement sur les communes d'Asté et de Gerde sont les suivants, pour une surface totale de 3360 ha (surfaces calculées par SIG).

	ASTE		GERDE	
	En ha	En %	En ha	En %
SAU	913	34	254	36,7
dont collectif	748		23	
Surfaces artificialisées	22	1	66	9,7
Surfaces boisées et forêts	1564	59	240	34,6
Non renseigné	168	6	132	19,0
TOTAL	2667	100	693	100

Surfaces calculées par SIG

Carte n°1 : Occupation du sol

L'urbanisation occupe 88 ha. Il n'est pas significatif de ramener cette surface à la superficie totale du territoire au regard de l'étendue et l'étagement montagnard.

On observe cependant que la part de l'urbanisation dans la surface agricole non collective va de 16% sur Asté à 26% sur Gerde, commune nettement plus « urbanisée ».

Le territoire est dominé par l'agriculture. Les surfaces valorisées par l'activité agricole sont estimées à 1167ha (inclus surface d'estive collective) soit 34.7 % de la superficie totale des communes.

Les surfaces agricoles prises en compte dans le calcul correspondent :

- aux surfaces déclarées à la PAC par les agriculteurs,
- des surfaces valorisées aujourd'hui par l'agriculture mais qui ont vocation à être urbanisées dans le POS actuel,
- à de petites surfaces valorisées par des agriculteurs mais non déclarées à la PAC,
- aux surfaces entretenues par des particuliers (chevaux, ...).

2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE

Dans cette partie, nous prendrons en compte trois dimensions :

- les Hommes,
- les productions,
- les surfaces.

2.1 LES HOMMES

2.1.1. Nombre d'agriculteurs et répartition

Les surfaces déclarées à la PAC et localisées sur les communes d'Asté et de Gerde représentent une superficie de 370 ha (enquête Chambre d'Agriculture 2015, hors collectif et pastoral).

NB : Ces chiffres tiennent compte des îlots entiers dont la majeure partie est déclarée sur les communes concernées, auxquels sont rattachées toutes les informations de l'exploitations (âge, surface, production,...).

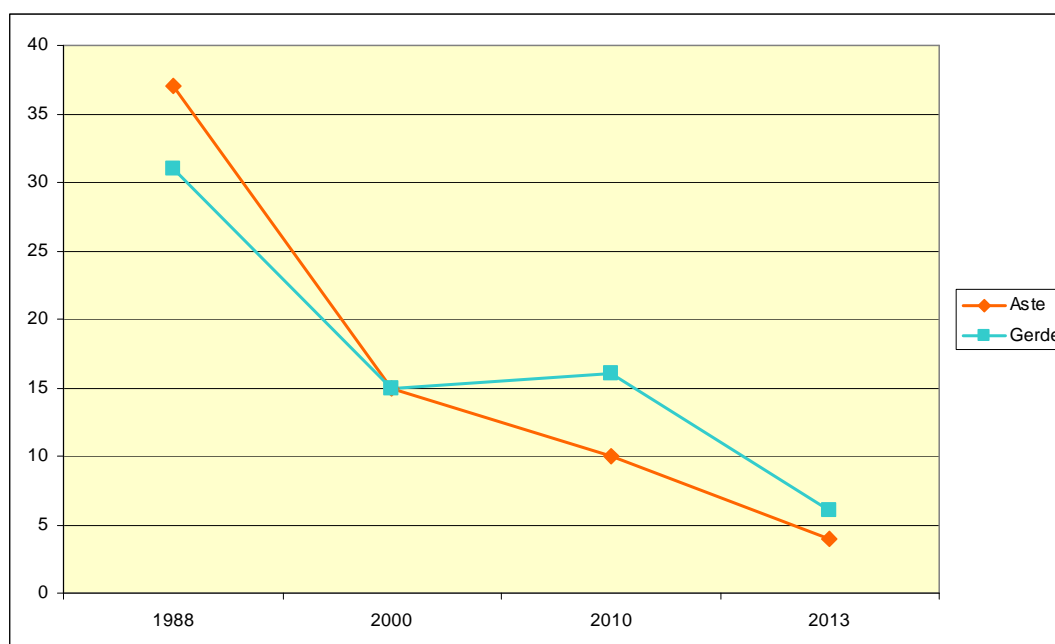
Ces chiffres ne tiennent pas compte de terres non déclarées à la PAC sur les communes d'Asté et de Gerde.

En 2015, 4 exploitations ont leurs sièges d'exploitation sur les communes d'Asté et 6 exploitations ont leurs sièges sur Gerde (résultat enquête groupe de travail).

En 2010, elles étaient respectivement 10 sur Asté et 16 sur Gerde, en 2000, 15 sur chacune des deux communes et en 1988 on dénombrait 37 siège sur Asté et 31 sur Gerde. (données du Recensement Agricole de 2000 - AGRESTE, 2000).

Les communes du Pôle sud ne conservent que 10 à 20 % des sièges d'exploitations en 25 ans.

Figure 1 : Evolution du nombre d'agriculteurs ayant leur siège sur Asté et Gerde



A ces 10 exploitations s'ajoutent **25 autres exploitations** qui valorisent des terres sur le territoire et **qui proviennent de communes voisines (on les dénommera « agriculteurs extérieurs »)**.

Le tableau ci-dessous montre que 30 % des surfaces valorisées par l'agriculture (hors collectif) sur le territoire (soit 117ha environ) sont exploitées par des agriculteurs extérieurs (terres déclarées à la PAC).

Les agriculteurs gerdois exploitent 11.21 ha sur Aste. Réciproquement, les agriculteurs d'Aste n'exploitent de 0.5ha sur Gerde.

Tableau 1 : Caractéristiques générales de l'activité agricole sur Aste et Gerde

	Nombre d'exploitations ayant leur siège sur la commune	Nombre d'exploitations extérieures utilisant des terres sur le territoire, y c sur chaque commune	Nombre total d'exploitations	Surface déclarée à la PAC en 2013 (ha)	Estimation surface valorisée par les agriculteurs extérieurs (ha)	% surface exploitée par des agriculteurs extérieurs
Aste	4	15 (dont 4 gerdois)	19	132	33.8	25.6%
Gerde	6	13	19 (exploitations recensées lors de l'enquête)	238 ha	84,0	35.3%

Surfaces calculées par SIG.

Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

Tableau 2 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

Commune de provenance	Nombre d'exploitations Concernées (sans double-compte)	SAU sur le territoire (ha)
ASQUE	1	1,46
ASTE	1	0,49
BAGNERES DE BIGORRE	4	14,79
BEAUDEAN	3	11,69
BURG	1	2,73
CAMPAN	2	0,8
CASTILLON	1	2,7
CIEUTAT	1	10,37
GERDE	4	11,21
HAUBAN	1	6,68
LIES	2	29,6
MARSAS	1	2,1
MERILHEU	1	7,49
UZER	1	16,59
VIELLE ADOUR	1	0,43
Non renseigné	3	10
TOTAL	25	117

Surfaces calculées par SIG.

La **Carte n°3** permet de localiser géographiquement les communes de provenance des agriculteurs extérieurs.

2.1.2. Statut des exploitants

Sur les 35 exploitations valorisant des terres sur les communes, la majorité est dirigée par des exploitants à titre exclusif (54 %), 6 exploitants ont été recensés comme pluri-actifs (agriculteurs ayant également autre une activité rémunérée que l'agriculture). Il est particulièrement rare d'observer qu'aucun exploitant en place ne soit retraits (ayant conservé la surface de subsistance ainsi que du cheptel).

Tableau 3 : Statut des exploitants agricoles

Statut	Nombre d'exploitants concernés	% Nombre d'exploitants concernés	Nombre d'exploitants ayant leur siège sur le territoire
Exploitant à titre exclusif	19	54	7
Exploitant à titre secondaire	6	18	3
Exploitants retraits	0	0	0
Non renseigné (surf <1ha, gestionnaire estive)	10	28	
TOTAL	35		10

2.1.3. Age des exploitants

Le tableau ci-après reprend par classe d'âge, le nombre d'exploitation. La **Carte n°4** caractérise les surfaces exploitées en fonction des tranches d'âge.

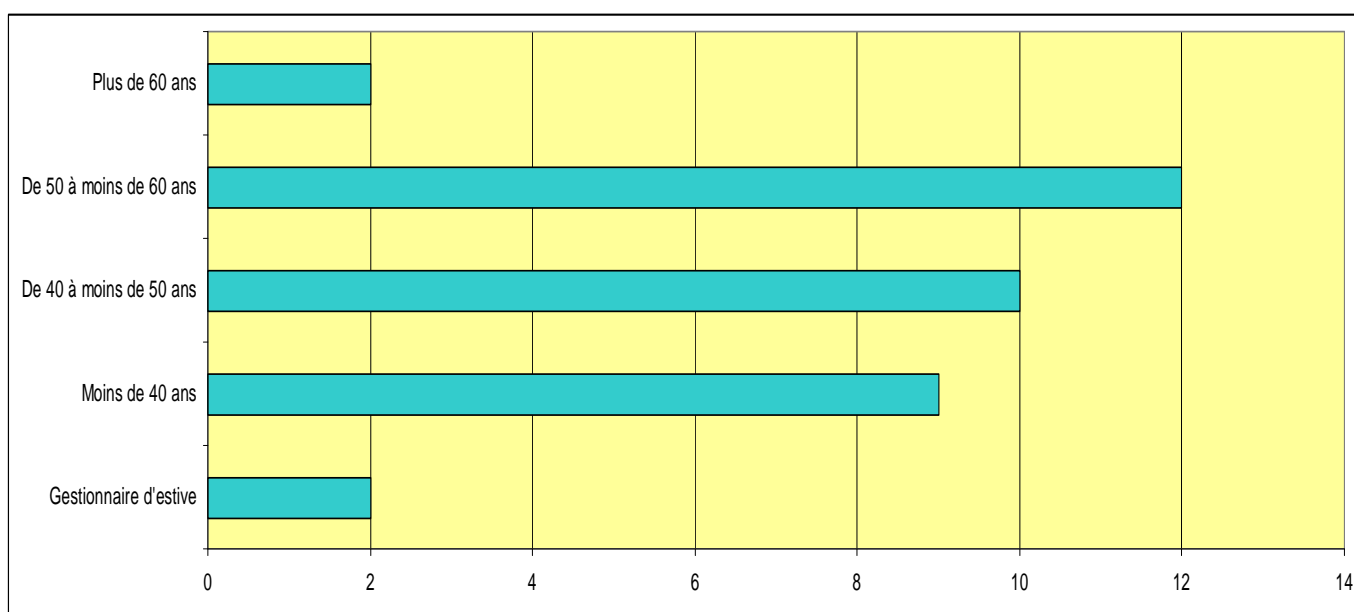


Figure 2 : Répartition des âges des exploitants

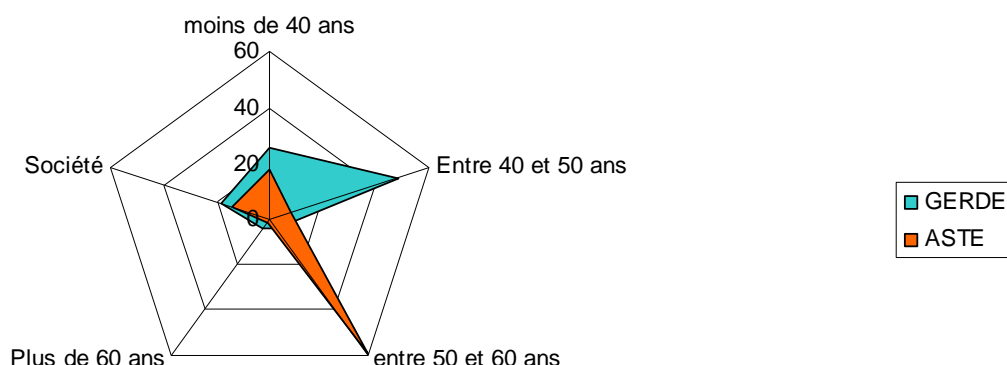
L'analyse porte sur les exploitations avec des surfaces déclarées à la PAC.

Tableau 4 : Age des exploitants travaillant des surfaces sur le territoire (avec déclaration PAC)

Tranche d'âge	Nombre	%	SAU sur Pôle Sud	% SAU
Moins de 40 ans	9	27,27	92,87	25,11
De 40 à moins de 50 ans	10	30,30	142,48	38,52
De 50 à moins de 60 ans	12	36,36	122,68	33,17
Plus de 60 ans	2	6,06	11,85	3,20
TOTAL	35	100	369,88	100

On note que :

- 52% des exploitants ont moins de 50 ans.
- Seulement 6% des exploitations sont dirigées par un agriculteur de plus de 60 ans.
- Les moins de 40 ans représentent 26 % des chefs d'exploitations et permettent d'assurer le renouvellement des générations.

Part de surfaces travaillées par les exploitants agés de**Figure 3 : Répartition des surfaces déclarées sur le territoire en fonction de l'âge de l'exploitant**

L'analyse de la répartition des surfaces selon l'âge du chef d'exploitation est particulièrement parlante :

- Globalement, chaque tranche d'âge dispose de surfaces proportionnelles au nombre d'hommes. Les moins de 40 ans (26%) travaillent 25% des surfaces
- On observe par contre une typologie assez marquée entre les deux communes :
 - Forte proportion de moins de 50 ans sur Gerde
 - les 50-60 ans sont nettement majoritaires sur Asté
 - Les plus de 60 ans exploitent 3 % des surfaces pour 6% des actifs

Carte n°4 : Caractérisation des îlots en fonction de l'âge des exploitants

La carte permet de visualiser la situation actuelle au regard de l'âge des exploitants. Les couleurs sur les parcelles représentent la tranche d'âge des agriculteurs concernés.

2.1.4. Analyse des questions de reprise ou de succession

(Cf. Carte n°4 : Caractérisation des îlots en fonction de l'âge des exploitants)

Pour les 12 exploitants ayant moins de 60 ans (36 %), les questions de reprise ou de succession ne se posent pas immédiatement mais sont à anticiper (**122 ha sur le pôle**). En effet, compte tenu du rallongement de la durée de cotisation suite à la réforme des retraites, on ne peut plus fixer l'âge de la retraite à 60 ans. On ne peut donc plus prévoir les départs seulement à partir de la date de naissance des exploitants.

Parmi les exploitations ayant leur siège sur le territoire, 2 exploitants agricole au moins ont été recensés comme ayant plus de 60 ans. Une reprise ou une suite doit donc être envisagée dans les 5 à 10 ans à venir. Cela concerne une surface totale de 12 ha environ sur le territoire communal.

Remarque : une exploitation sans successeur ne signifie pas pour autant que les terres soient « libres » à court terme, puisque celles-ci peuvent être reprises par un jeune en installation ou par des exploitants voisins.

2.2 LES PRODUCTIONS

2.2.1. Les productions

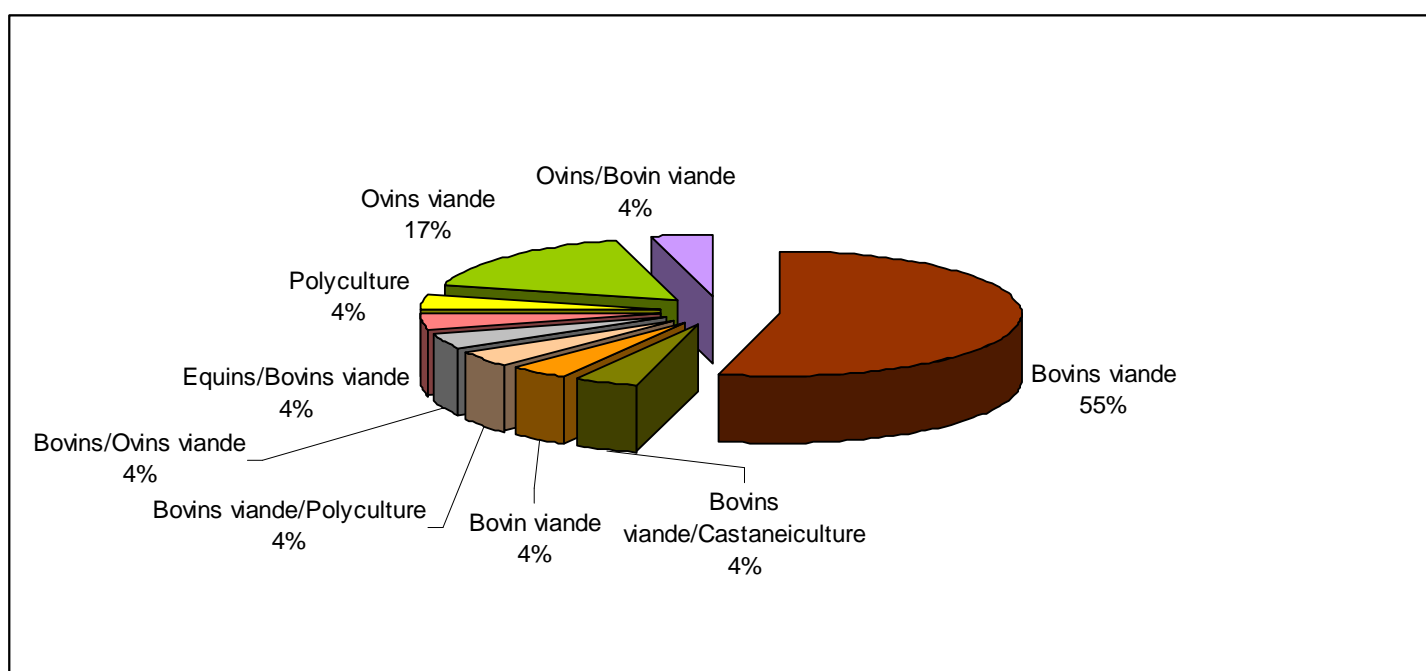
La **Carte n°5** caractérise les surfaces exploitées selon les orientations technico-économique des exploitations.

En ce qui concerne les productions des exploitations, on notera la répartition suivante :

Tableau 5 : Principales productions

Nature de la production principale	Nombre d'exploitations	%	SAU valorisée sur le territoire	%
Bovin viande	13	37,14	207,43	56,08
Bovin viande – Castaneïculture	1	2,86	2,1	0,57
Bovin viande –	1	2,86	5,92	1,60
Bovins viande –Polyculture	1	2,86	12,71	3,44
Bovin viande – Ovin viande	1	2,86	10,37	2,80
Equins - Bovin viande	1	2,86	12,85	3,47
Polyculture	1	2,86	37,98	10,27
Ovin viande	4	11,43	33,4	9,03
Ovin Viande Bovin viande	1	2,86	33,81	9,14
Non renseigné	11	31,43	13,31	3,60
TOTAL	35	100	369,88	100

Figure 3 : Répartition des types de productions en fonction du nombre d'exploitations



La **Carte n°5** présente les terres de chacune des exploitations en fonction du système d'exploitation de celles-ci. Ainsi, il est possible de visualiser l'ensemble des systèmes de production des exploitations.

2.2.2. Les cheptels

Au regard des ateliers d'élevage, on observe là aussi une certaine dichotomie entre Asté et Gerde.

Asté est spécialisée en production ovine, alors que c'est l'élevage de bovins viande qui caractérise les exploitants de Gerde.

On constate une relative stabilité du cheptel à l'échelle du territoire, même si Asté se distingue par une diminution significative du cheptel bovin.

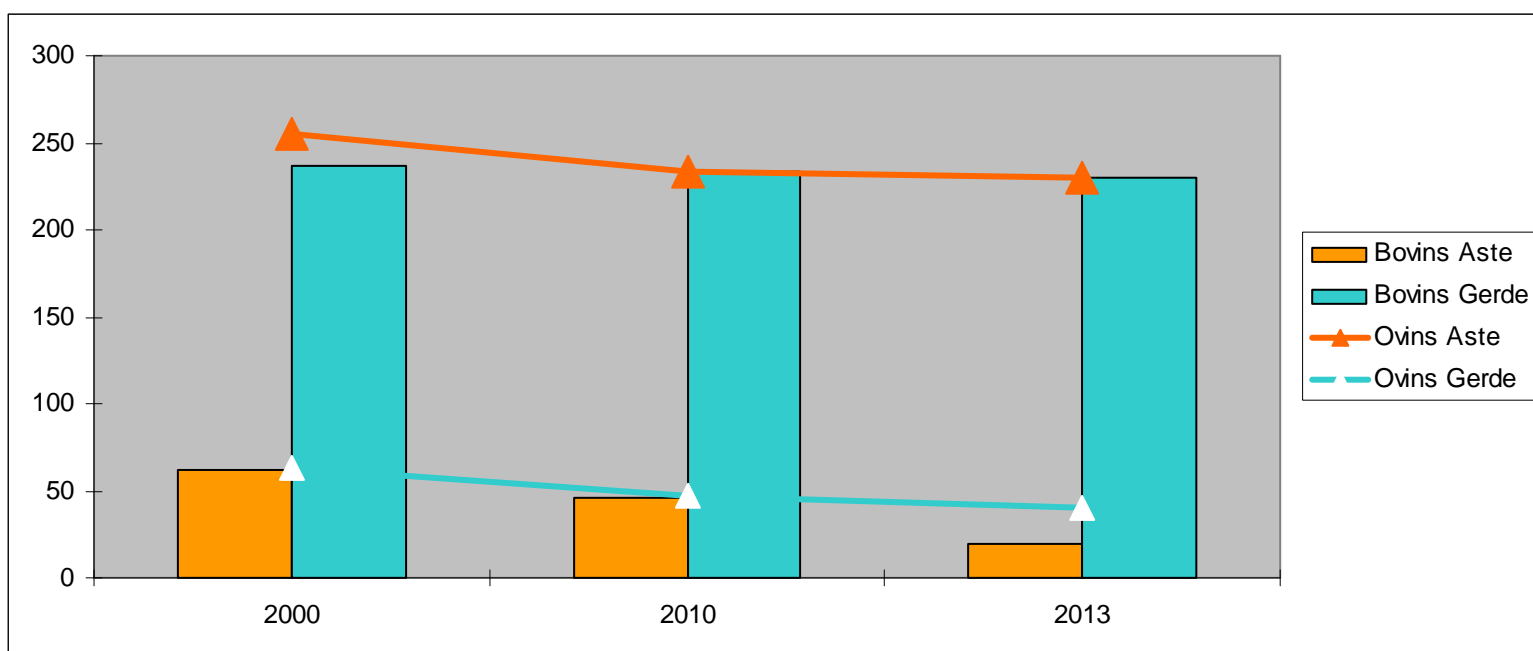


Figure 4 : Evolution des cheptels sur les communes d'Asté et de Gerde

Les surfaces agricoles d'Asté et de Gerde sont majoritairement mises en valeur par l'élevage (bovins viande, ovins viande, double atelier) et la polyculture. Ces productions qui aujourd'hui valorisent correctement les surfaces qui leur sont consacrées, sont fortement dépendantes des aides PAC.

Quatre exploitations travaillant des terres sur le territoire, dont une ayant son siège sur Gerde, commercialise une partie de leur production en vente directe (viande en caissette).

2.2.3. Statut environnemental

Les exploitations d'élevages sont soumises à une réglementation stricte en fonction des effectifs adultes présents. Elles sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD), règlement qui fixe certaines règles de fonctionnement. **A partir d'une certaine taille, certaines exploitations sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** qui va renforcer :

- ✓ les dispositions concernant l'implantation et l'aménagement des bâtiments d'élevage et de leurs annexes (silos d'ensilage, ouvrages de stockage des effluents, salles de traite),
- ✓ les règles d'exploitation.

Sur les communes d'Asté et de Gerde, aucune exploitation d'élevage n'est soumise au régime ICPE.

Les exploitations d'élevage sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

2.2.3.1 Le Règlement sanitaire départemental

Il s'applique à tous les élevages inférieurs aux seuils présentés en **Annexe n°1** et aux activités d'élevage non prises en compte.

Dans les Hautes-Pyrénées, ce règlement date du 8 octobre 1980.

- Tout écoulement de purin sur la voie publique, dans les caniveaux de rue, ou dans les cours d'eau, sources, mares ... est interdit.
- Les fosses doivent être étanches et ne pas déborder. Il n'y a pas de contrainte de dimensionnement.
- Les dépôts de fumier aux champs sont acceptés, mais ils doivent être situés à plus de 35 mètres des voies publiques, des établissements publics et des habitations.

Cf. **Annexe n°1** : Nomenclature des établissements d'élevage - Règles de distance et **partie Bâtiments d'élevage**.

2.2.4. Les bâtiments d'élevage

La **Carte n°7** permettent de localiser les bâtiments d'élevage présents sur les communes.

2.2.5. Les projets de bâtiments

Des projets de construction ou d'extension de bâtiments existants ont été recensés sur le territoire des communes lors de la réunion avec les agriculteurs.

Certains projets semblent rencontrer des difficultés administratives. Il sera important de clarifier la situation des bâtiments agricoles dans les futurs règlements graphiques et écrits pour permettre leur édification en accord avec les projets des communes

2.3 LES SURFACES

2.3.1. Taille des exploitations

Tableau 6 : Surface agricole des exploitations ayant leur siège sur les communes

Surface agricole moyenne (en ha) des exploitations ¹			
Données RGA			Diagnostic Agricole CA65 (surfaces calculées par SIG) sur la base de 10 exploitations avec siège sur le territoire d'Asté et Gerde
1988	2000	2010	2013
7	14.26	15.9	38.9

La surface moyenne des 35 exploitations (ayant leur siège sur le territoire avec une déclaration PAC) enquêtées est de 39 ha environ (2013). Ces chiffres ne prennent pas en compte les exploitations dont les surfaces n'ont pu être renseignées.

¹ Les surfaces renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.

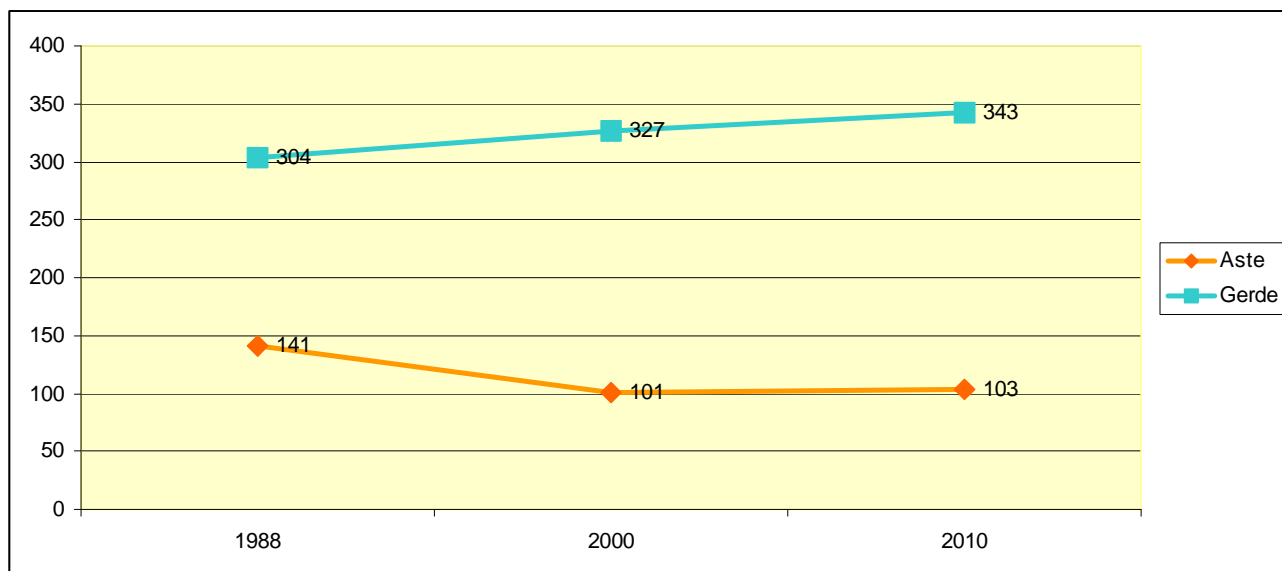


Figure 5 : Evolution des surfaces travaillées par les exploitations ayant leur siège sur les communes d'Aste et de Gerde

Sur le département, cette surface était de 27,3 ha en 2000 (source RGA 2000, sans prendre en compte les exploitations de moins de 5 ha de SAU).

On notera que sur la période 1988-2000 la SAU moyenne est multipliée par 6. Sur cette même période, le nombre d'exploitations diminue nettement.

L'agrandissement compense la diminution des sièges.

La surface moyenne des exploitations a toujours été très différente entre Asté et Gerde, lors des précédents recensements comme en 2013, avec le double de surface en moyenne détenue par les exploitations gerdoises.

Cette dichotomie s'explique davantage par l'extension hors du finage communal des agriculteurs gerdois, et en premier lieu sur Aste.

La quasi totalité des exploitations sont transhumantes et bénéficient donc également de complément de surfaces collectives.

Tableau 7 : Taille des exploitations enquêtées (siège sur territoire « Pôle sud »)

	< 10 ha	10 à 20 ha	20 à 52 ha	>52 ha	Total	
Nombre d'exploitation / tranche de SAU	0	2	6	2	10	
% / total des exploitations	0	20	60	20	100	SAU moyenne
SAU totale des exploitations de chaque tranche (en ha)	0	25.4	225.45	138.81	389.67	38.9
% / SAU totale	0	6.5	57.8	35.6	100	

La **Carte n°2** présente la répartition des îlots agricoles de chaque exploitant enquêté.

2.3.2. Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC

Environ 25 hectares de terres sont valorisés par les agriculteurs ayant leur siège sur les communes ou les agriculteurs « extérieurs » sans être déclarées à la PAC (surfaces non déclarées par l'exploitant, non maîtrise du foncier, volonté des propriétaires, ...).

2.3.3. Utilisation des surfaces sur Asté et Gerde

Carte n°8 : Les cultures

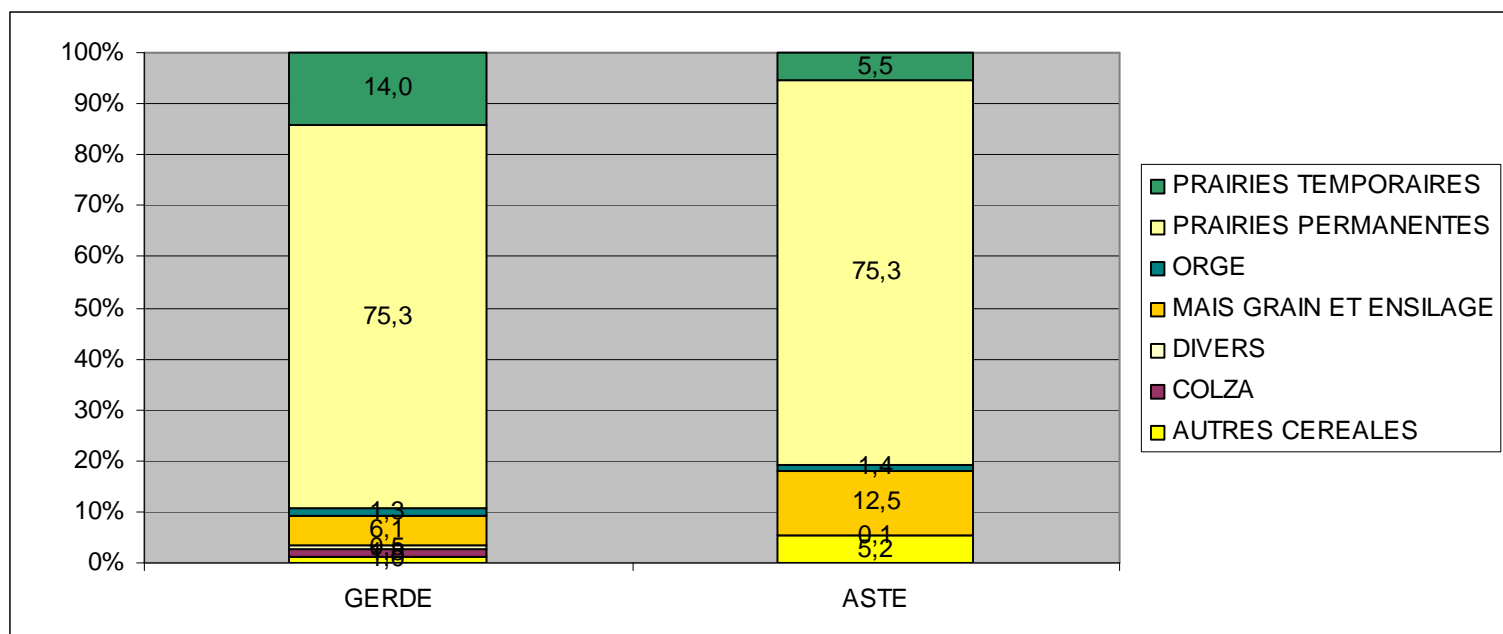
La répartition des surfaces exploitées par les agriculteurs, sur le pôle Sud, est la suivante :

Tableau 8 : Caractérisation des surfaces (PAC 2013 – Données non exhaustives)

Culture	SAU sur territoire (ha)	% SAU sur Territoire (ha)
AUTRES CEREALES	8,81	0,8
COLZA	1,65	0,1
DIVERS	93,07	8,2
ESTIVES LANDES	700,1	61,3
MAIS GRAIN ET ENSILAGE	28,64	2,5
ORGE	4,36	0,4
PRAIRIES PERMANENTES	266,84	23,4
PRAIRIES TEMPORAIRES	38,34	3,4
TOTAL	1141,81	100,0

Calcul SIG à partir des informations cartographiques récoltées auprès des agriculteurs.

Figure 4 : Répartition de l'utilisation des surfaces sur le territoire (hors collectif)



L'utilisation des surfaces est dominée par les prairies, à plus de 80 % pour les deux communes.

La part de prairie temporaire importante sur Gerde correspond aux quartiers Marcadieu et La forêt

La part plus importante de la sole cultivée (maïs notamment) sur Asté, commune pourtant plus montagnarde, s'explique par la disponibilité en terrains mécanisables de la plaine d'Asté, préservés de la construction.

Les surfaces collectives représentent environ 748 ha sur Asté et 24 sur Gerde

Sur la période 1988-2000 la SAU moyenne augmente (multipliée par 5 à 6). Sur cette même période, le nombre d'exploitations diminue. L'agrandissement, quand il est possible est la condition d'adaptation prioritaire pour les exploitations.

Plus de 80 % des surfaces travaillées sur les communes d'Asté et de Gerde sont en prairies, directement liées au besoin de l'élevage.

La sole cultivée représente encore une part non négligeable pour ces communes d'entrée de vallée et s'étend prioritairement sur Asté dont le foncier mécanisable a été préservé de l'urbanisation.

Sur Asté et Gerde, comme sur d'autres zones de montagne étudiée, la maîtrise foncière par les agriculteurs est faible (estimée à 40 % environ).

Face à la définition de zones à urbaniser sur les surfaces en fermage, les exploitants agricoles n'ont aucune maîtrise foncière, qui dépend du propriétaire. Le risque de diminution de la surface agricole pénalise les exploitations.

3 SYNTHÈSE : Atouts/Faiblesses - Opportunités/Menaces

Atouts	Faiblesses
<p>Une agriculture bien présente sur deux communes dans un contexte péri-urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 exploitations ayant leur siège sur ces communes, valorisant 254 ha sur le territoire et 390 ha en tout - 25 exploitations extérieures valorisant 117 ha sur le territoire et 845 ha au total <p>40% de la surface communale est valorisée par l'agriculture</p> <p>Contexte adapté à l'élevage (proximité des surfaces collectives)</p> <p>26% d'agriculteurs de moins de 40 ans</p> <p>Réelle discontinuité entre les deux bourgs, bâti groupé</p>	<p>Des surfaces sur Asté travaillées quasi exclusivement par les 50-60 ans</p> <p>La situation géographique de Gerde au sud de Bagnères a justifié un développement d'offre de logement au détriment du foncier agricole</p> <p>Les zones urbanisables des POS actuels intègrent plus de 9 ha de terres encore valorisées par l'agriculture. Plus de 12 ha se situent dans les zones d'urbanisation future.</p> <p>Mode de faire valoir, usage précaire du foncier</p>
Opportunités	Menaces
<p>Volonté politique affirmée sur Gerde de développer les circuits court. En matière de développement agricole, à proximité de Bagnères de Bigorre, le territoire peut s'appuyer sur un potentiel de vente de proximité</p> <p>Maîtriser le développement urbain lors de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).</p> <p>Pour l'agriculture, l'enjeu consiste à ce que chaque commune affirme la vocation agricole des zones agricoles dans le PLU, avec une vision intercommunale (Pôle Sud et SCOT) pour la préservation des espaces agricoles cohérents.</p> <p>Assurer la sécurité foncière sur le long terme : maintien des surfaces agricoles et des possibilités pratiques de les valoriser y compris pour l'identité des communes.</p>	<p>Contexte péri-urbain</p> <p>L'extension des zones constructibles au sein des zones du POS actuel : Plus de 12ha de surfaces agricoles déclarées se situent au sein des zones de type AU (d'urbanisation future)</p> <p>Banalisation des paysages par le bâti</p> <p>Des soutiens liés à la détention de surfaces</p> <p>Réduction de l'autonomie fourragère</p>

4 Agriculture et territoire communal : quelle place pour l'agriculture sur le territoire d'Asté et de Gerde ?

3.1 UNE ACTIVITE CONTRAINTE

La pression urbaine contraint l'activité agricole deux manières :

- une spéculation sur le prix du foncier : la valeur de la terre ne s'établit pas par rapport à sa valorisation agricole mais par rapport à sa valorisation foncière potentielle dans le cadre d'un programme d'urbanisation.
- une exploitation des terres rendue techniquement difficile par le phénomène de mitage de ces zones : les exploitants doivent traverser des voies de grande circulation avec des troupeaux ou des équipements lourds.

Les choix faits en matière de destination des sols dans les documents d'urbanisme sont autant de déterminants contraignants pour l'activité agricole.

D'autres études de territoire conduites par la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées (Action Agricole Leader Vallée des Gaves notamment) nous permettent d'affirmer que les surfaces agricoles travaillées non déclarées sont sur-représentées dans les zonages ouverts à l'urbanisation ou à une urbanisation future.

Sur le territoire, la maîtrise foncière par les agriculteurs est faible. Sur le département des Hautes-Pyrénées, 40 % en moyenne du foncier agricole est la propriété des exploitants.

3.2 LES AMENITES

Quel que soit le contexte, l'âge des exploitants, leurs statuts, leur production, les espaces utilisés et exploités par l'agriculture ont d'abord une valeur économique en tant que support de l'activité d'entreprises agricoles.

Cependant, les espaces agricoles représentent également une valeur d'« aménité » en tant que paysages structurant le cadre de vie. Ceci est d'autant plus vrai que les exploitations peuvent exercer plusieurs rôles (c'est la « multi-fonctionnalité » de l'agriculture).

Ainsi, plusieurs enjeux peuvent être identifiés :

- L'agriculture périurbaine participe à organiser la ville et à lutter contre l'étalement urbain non maîtrisé ;
- Elle rend la ville plus attractive et participe à la qualité de vie des citoyens en proposant des « aménités vertes », puisque les exploitations sont, outre des espaces de production, des lieux d'éveil (visites d'exploitations) et les

espaces agricoles offrent à proximité de la ville des lieux d'évasion (promenades pédestres, ...) ;

- Elle participe à l'économie locale par le dynamisme de ses exploitations et de sa filière agro-alimentaire ;
- Elle favorise la cohésion sociale et contribue à l'identité locale ;
- **Elle valorise les déchets urbains avec notamment l'épandage agricole des boues de station d'épuration ;**
- **Les zones agricoles peuvent servir d'interface entre urbanisation et zones naturelles en limitant les risques d'inondation en constituant un bassin d'expansion pour les crues ;**

L'agriculture participe ainsi pleinement au cadre de vie de la commune.

3.3 UNE ACTIVITE AGRICOLE TRES PRESENTE DANS UN CONTEXTE PERIURBAIN DE MONTAGNE

L'activité agricole est très présente, sur le territoire communal

En effet, le présent rapport montre que l'agriculture valorise aujourd'hui environ 370 ha de terres déclarées à la PAC et que 27 hectares environ de terres sont valorisés par les agriculteurs sans être déclarées à la PAC (non maîtrise du foncier, volonté des propriétaires, usage précaire, ...).

Ainsi, environ 40 % du territoire communal est aujourd'hui valorisé par l'agriculture. La majorité des terres valorisées par l'agriculture sur le territoire communal sont exploitées par des agriculteurs ayant leur siège sur le territoire et par des agriculteurs ayant entre 50 et 60 ans (Cf. Carte n°4).

Pour l'agriculture, l'enjeu consiste à ce que les communes du pôle Sud affirment la vocation agricole des zones agricoles dans le PLU, avec une vision intercommunale (SCOT) pour la préservation des espaces agricoles cohérents.

Les systèmes agricoles dominants sur la commune sont très sensibles à la précarité foncière et aux emprises des futures zones d'urbanisation. Au-delà de l'existant, toute nouvelle forme d'agriculture ne se développera qu'avec une maîtrise et une stabilité foncière.

Tableau 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision

Zonage du POS actuel (en révision)	Surface totale de la zone concernée (en ha - calcul SIG)		SAU déclarée à la PAC (en ha - calcul SIG)			% SAU/ Surface totale de la zone considérée	
	Asté	Gerde	Asté	Gerde	Total	Asté	Gerde
U	24.76	65.07	1.57	8.27	9.84	6,3%	12,7%
Au	33.87	11.98	8.09	4.48	12.57	23,9%	37,4%
TOTAL	58.63	77.05	9.66	12.75	22.41	16.4%	16.5%

Carte n°9 : la carte permet de caractériser les surfaces agricoles déclarées à la PAC par rapport au zonage du POS actuel en au cours de révision (les surfaces non déclarées à la PAC ne sont pas prises en compte dans le calcul).

Les **Cartes n°7, n°8, n°9, n°10, et n°11** reprennent les éléments agricoles essentiels à prendre en compte dans la réflexion de l'aménagement de la commune.

➔ Limiter la consommation d'espace pour l'urbanisation et empêcher la dispersion des constructions et des zones constructibles sur tout le territoire et particulièrement pour les espaces agricoles non encore urbanisés à ce jour (zones NA du POS actuel),

➔ Veiller à ne pas enclaver les parcelles agricoles situées à l'arrière des zones d'urbanisation future.

➔ Ne pas déstructurer les espaces agricoles qui concentrent des parcelles par le mitage ou des coupures.

Aussi, compte tenu des évolutions réglementaires, la gestion économe du foncier déclinée dans la loi Grenelle 2 (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010) et dans la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) (loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010), passe par la préservation de l'espace agricole en fixant des limites définitives à l'urbanisation.

ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

Carte 1 : Occupation du sol

Carte 2 et 2bis : Les exploitations

Carte 3 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

Carte 4 : Caractérisation des îlots PAC en fonction de l'âge des exploitants

Carte 5 : Les systèmes de production

Carte 5bis : Les exploitations transhumantes

Carte 6 et Carte 7 : Les bâtiments d'élevage

Carte 8 : Les cultures

Carte 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision

Carte 10 : Agriculture (îlots PAC) et zones urbanisables au POS actuel

Carte 11 : Cohérence de l'espace agricole sur le territoire communal et à l'échelle supra-communale

ANNEXES

ANNEXE N°1 :

**Nomenclature des établissements d'élevage
Règles de distance dans le cadre du Règlement Sanitaire
Départemental (RSD)
Règles de distances pour les Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement (ICPE) bovins, porcs et
volailles**

REGLEMENTATIONS « ENVIRONNEMENT ET RISQUES » APPLICABLES SELON LES ACTIVITES

TYPE D'ELEVAGE	Règlement sanitaire départemental	Installations classées	
		Déclaration	Autorisation
Ovins, caprins, équins	quel que soit l'effectif		
Vaches allaitantes (ou mixtes si moins de 300 000 kg de lait/an)	jusqu'à 99 vaches	à partir de 100 vaches	
Vaches laitières (ou mixtes si plus de 300 000 kg de lait/an)	jusqu'à 49 vaches	de 50 à 100 vaches	plus de 100 vaches
Bovins à l'engrais, veaux de boucherie	jusqu'à 49 animaux en présence simultanée	de 50 à 400 animaux en présence simultanée	plus de 400 animaux en présence simultanée
Volailles	jusqu'à 4999 animaux équivalents (2) en présence simultanée	de 5 000 à 30 000 animaux équivalents (2) en présence simultanée (concerne aussi les gibiers à plumes)	plus de 30 000 animaux équivalents (2) en présence simultanée (concerne aussi les gibiers à plumes)
Lapins	jusqu'à 2999 animaux sevrés en présence simultanée	de 3000 à 20 000 animaux sevrés en présence simultanée	plus de 20 000 animaux sevrés en présence simultanée
Porcs en bâtiments	jusqu'à 49 animaux équivalents(1) en présence simultanée	de 50 à 450 animaux équivalents (1) en présence simultanée	plus de 450 animaux-équivalents (1) en présence simultanée
Porcs en plein air	pas mentionnés en tant que tels par le RSD, voir règles générales d'hygiène publique	de 50 à 450 animaux équivalents (1) en présence simultanée	plus de 450 animaux-équivalents (1) en présence simultanée
Sangliers		en stabulation ou en plein air dans un enclos de moins de 20ha	
Chiens	jusqu'à 9 animaux sevrés en présence simultanée	de 10 à 50 animaux sevrés en présence simultanée	plus de 50 animaux sevrés en présence simultanée
Carnassiers à fourrure	jusqu'à 99 animaux en présence simultanée	de 100 à 2000 animaux en présence simultanée	plus de 2000 animaux en présence simultanée
Etablissements de présentation de faune sauvage (hors vente)			tous effectifs

Piscicultures d'eau douce	En dessous de 20 tonnes de capacité de production, relèvent de la police de l'eau, et de la nomenclature associée, et non des législations RSD ou ICPE	capacité de production supérieure à 20 tonnes/an
---------------------------	--	--

(1) équivalences porcs

porcs à l'engrais, jeunes femelles avant la première saillie, animaux en élevage de multiplication ou sélection : 1

truies et verrats : 3

porcelets sevrés de moins de 30 kg : 0,2

(2) équivalences volailles et gibier à plumes

caille : 0,125

pigeon, perdrix : 0,25

coquelet : 0,75

poulet léger : 0,85

poule, poulet standard, poulet label, poulet biologique, poulette, poule pondeuse, poule reproductrice, faisan, pintade, canard colvert : 1

poulet lourd : 1,15

canard à rôti, canard prêt à gaver, canard reproducteur : 2

dinde légère : 2,20

dinde médium, dinde reproductrice, oie : 3

dinde lourde : 3,50

palmipèdes gras en gavage : 7

REGLES DE DISTANCES DANS LE CADRE DU REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL DES HAUTES PYRENEES

Le RSD date de 1980, les arrêtés préfectoraux transcrivant les textes ultérieurs (1983-1984) n'ont jamais été pris dans le département.

Distances d'implantation des bâtiments et installations

locaux hébergeant des animaux

distances aux habitations

porcs sur lisier 100m

distances aux cours d'eau et points d'eau

pas de distances, sauf vis-à-vis des captages

autres installations

stockages de déjections

35m des puits ; éloignement des habitations de 35m pour les fumières non étanches, 5m pour les autres

Distances pour l'épandage

Distances aux habitations

Aucune règle, sauf pour les purins (à épandre « loin des habitations »), et pour les lisiers de porcs, pour lesquels la distance de base est de 200m.

Distances aux cours d'eau

35 mètres pour le lisier de porcs, aucune règle pour le reste

Attention, sur ces points il peut y avoir d'autres règles que celles du RSD : voir zones vulnérables, conditionnalité PAC (bandes enherbées)...

REGLES DE DISTANCES POUR LES ICPE BOVINS, PORCS ET VOLAILLES

Textes en vigueur depuis 2005.

Distances d'implantation des bâtiments et installations

Distance minimum entre l'installation d'élevage et les habitations et locaux occupés par des tiers, les zones urbanisées des documents d'urbanisme

Règle de base 100m.

Possibilités de dérogation par arrêté préfectoral dans certaines situations et pour certains ouvrages (notamment en cas d'extension ou de regroupement d'installations existantes, ou en zone montagne...)

Distance minimum aux cours d'eau et points d'eau (hors captages)

Règle de base 35m (pas de dérogations)

(200m des baignades, 500m des piscicultures)

Distances pour l'épandage

Distance aux habitations

Distance de base 50m (possibilité de réduction à 10m pour le compost, à 15m pour les liquides faisant l'objet d'un enfouissement immédiat)

Distance aux cours d'eau

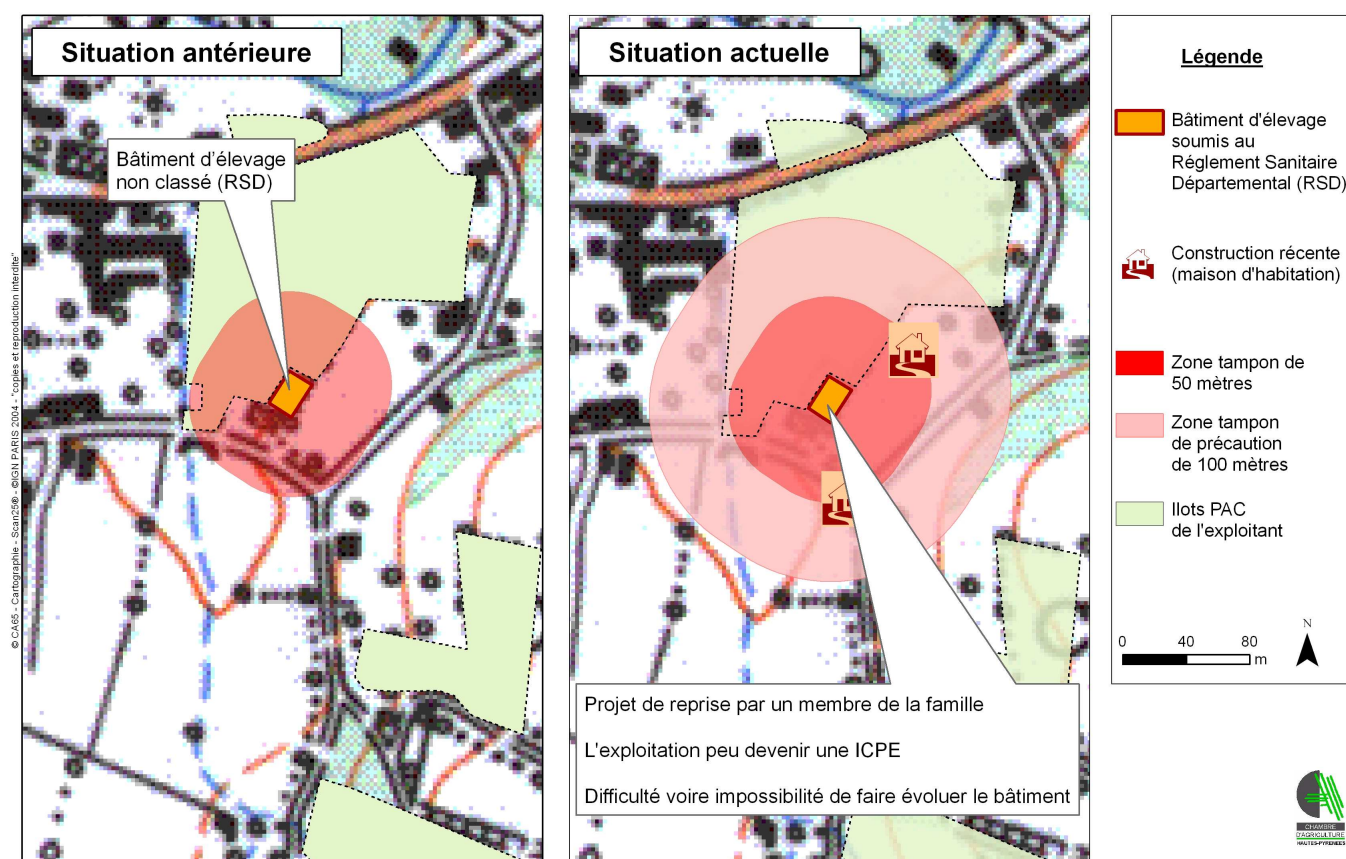
Distance de base 35m (réduction à 10 mètres si bande enherbée ou boisée permanente et ne recevant aucun intrant)

Attention, sur ces points il peut y avoir d'autres règles que celles des ICPE: voir zones vulnérables...

ANNEXE N°2 :

Rapprochement du voisinage Protection des sites d'exploitation (bâtiments d'élevage)

A titre d'exemple



Précisions de termes et expressions employés

PAC : Politique Agricole Commune

Politique commune de l'Union Européenne mise en place en 1962 dont les objectifs sont d'accroître la productivité de l'agriculture, d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, de stabiliser les marchés, de garantir la sécurité des approvisionnements, d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs, de respecter l'environnement et de favoriser le développement rural.

RGA : Recensement Général Agricole

Réalisé tous les 10 ans, il vise à déterminer les caractéristiques sociales et techniques de la profession agricole.

RSD : Règlement Sanitaire Départemental

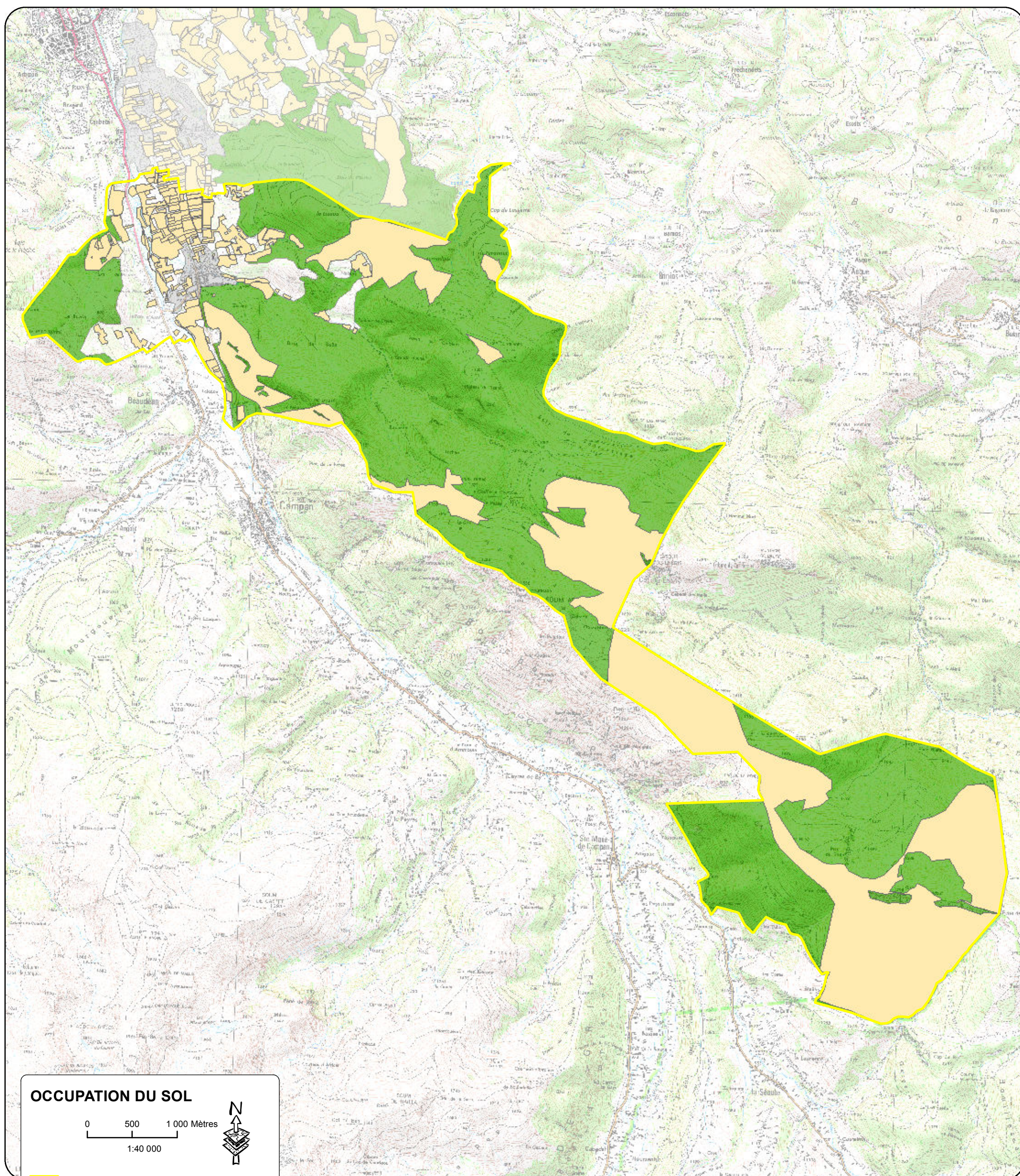
Dispositions applicables aux activités agricoles dont l'objectif principal est la protection du voisinage de ces activités ainsi que de la ressource en eau.

SAU : Surface Agricole Utile

Ensemble des terres potentiellement utilisables par l'agriculteur comprenant les terres labourables, y compris les jachères, les surfaces consacrées aux cultures maraîchères et florales, les prairies permanentes et les surfaces en pépinières, plantations et cultures pérennes (hors bois et forêt).

ETUDE DU CAUE

Carte 1 - Asté : Occupation du sol



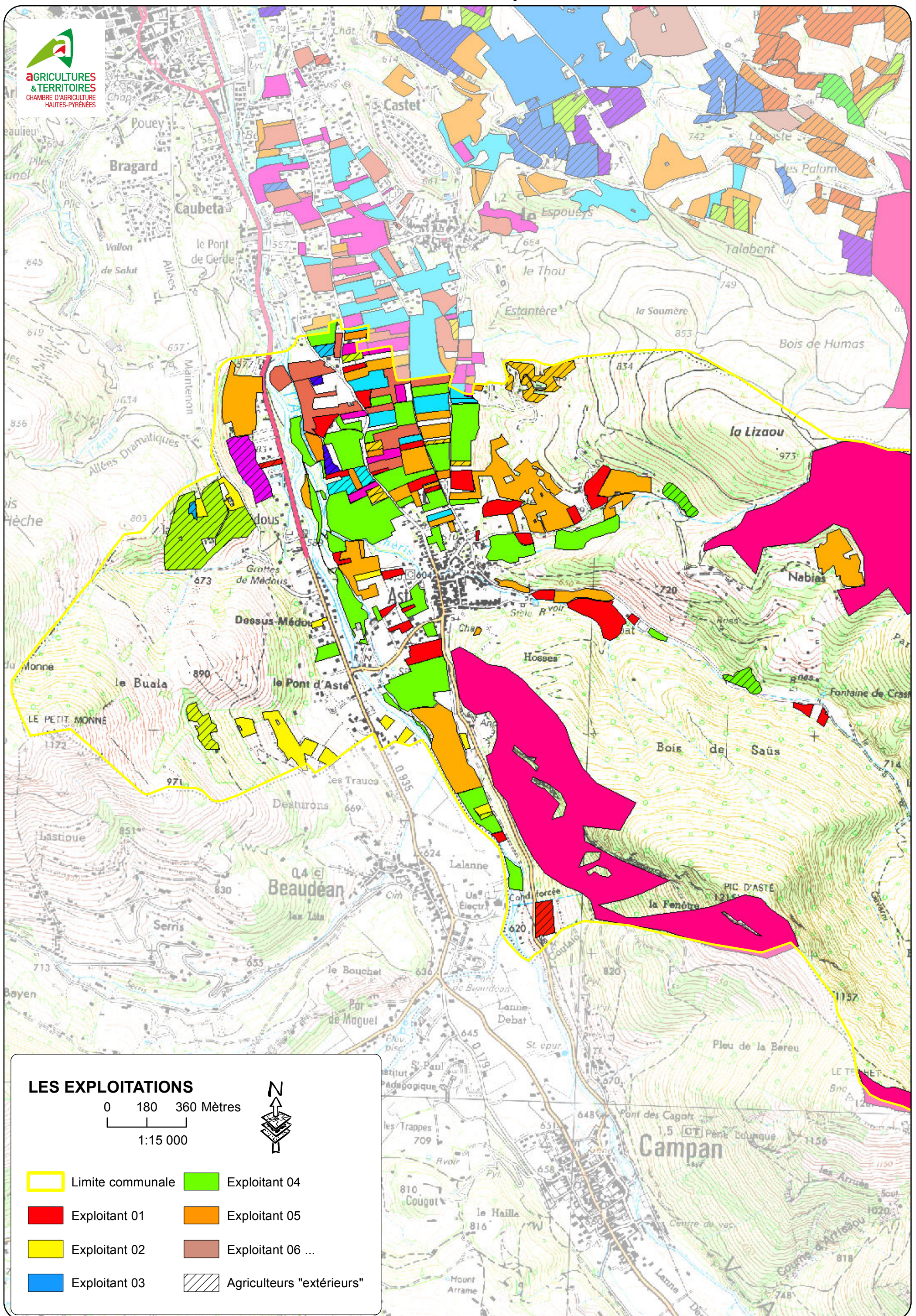
OCCUPATION DU SOL

0 500 1 000 Mètres
1:40 000



- Limite communale
- Zones agricoles (913 ha - 37%)
- Zones artificialisées (22 ha - 1%)
- Zones boisées et forêts (1564 ha - 59%)
- Non renseigné / autre (168 ha - 6%)

Carte 2 - Asté : Les exploitations



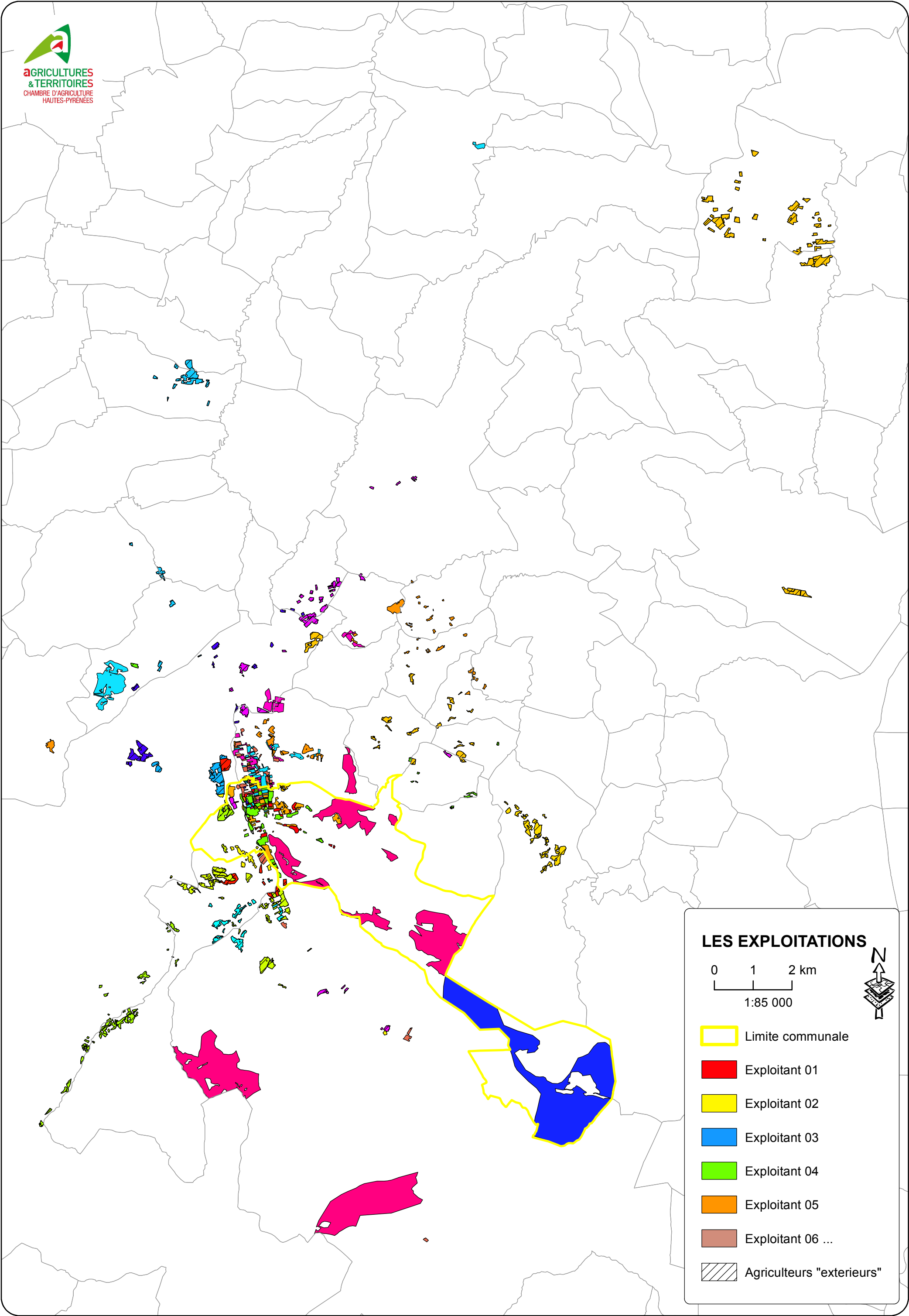
LES EXPLOITATIONS

0 180 360 Mètres
1:15 000

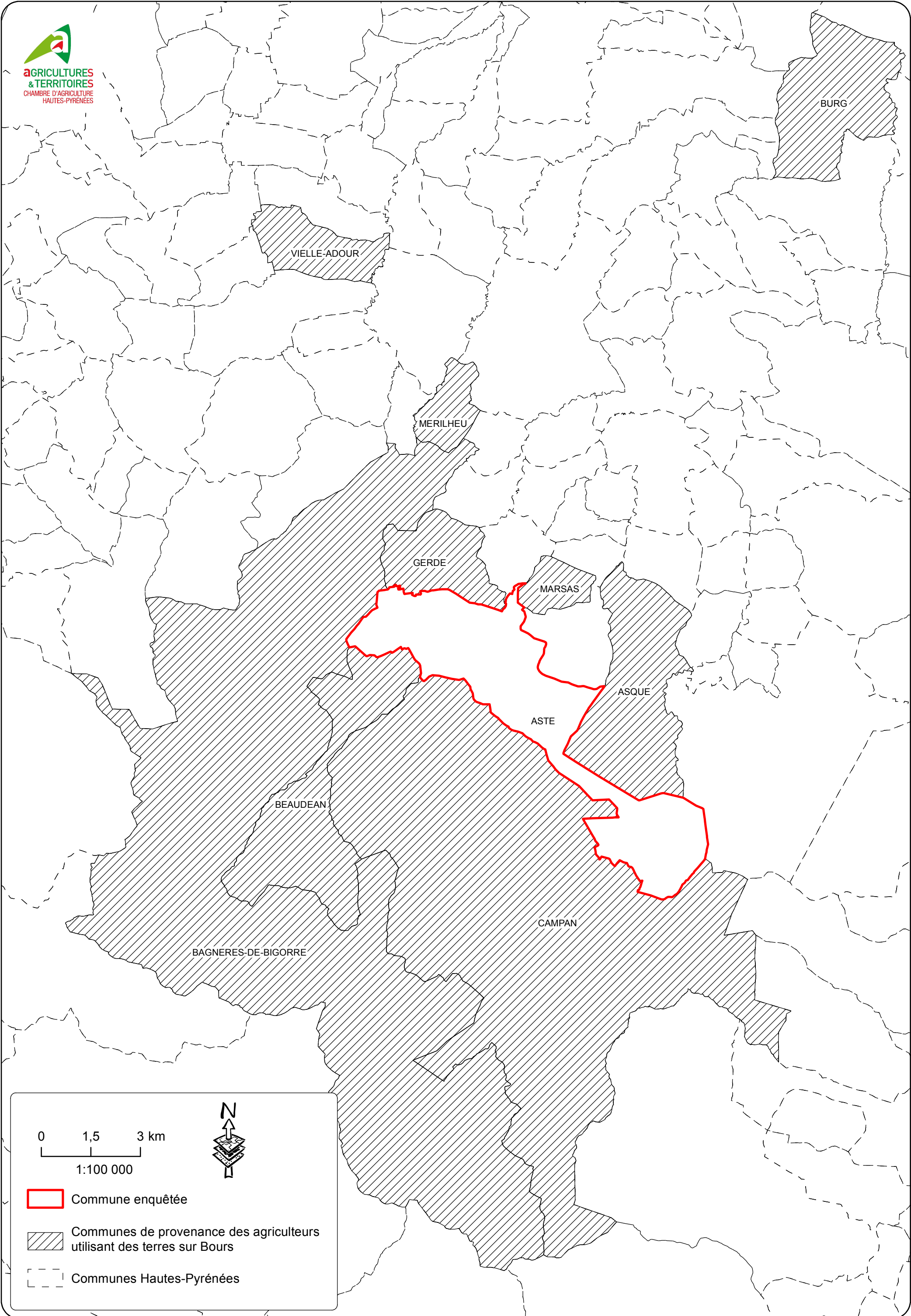


- | | |
|------------------|---------------------------|
| Limite communale | Exploitant 04 |
| Exploitant 01 | Exploitant 05 |
| Exploitant 02 | Exploitant 06 ... |
| Exploitant 03 | Agriculteurs "extérieurs" |

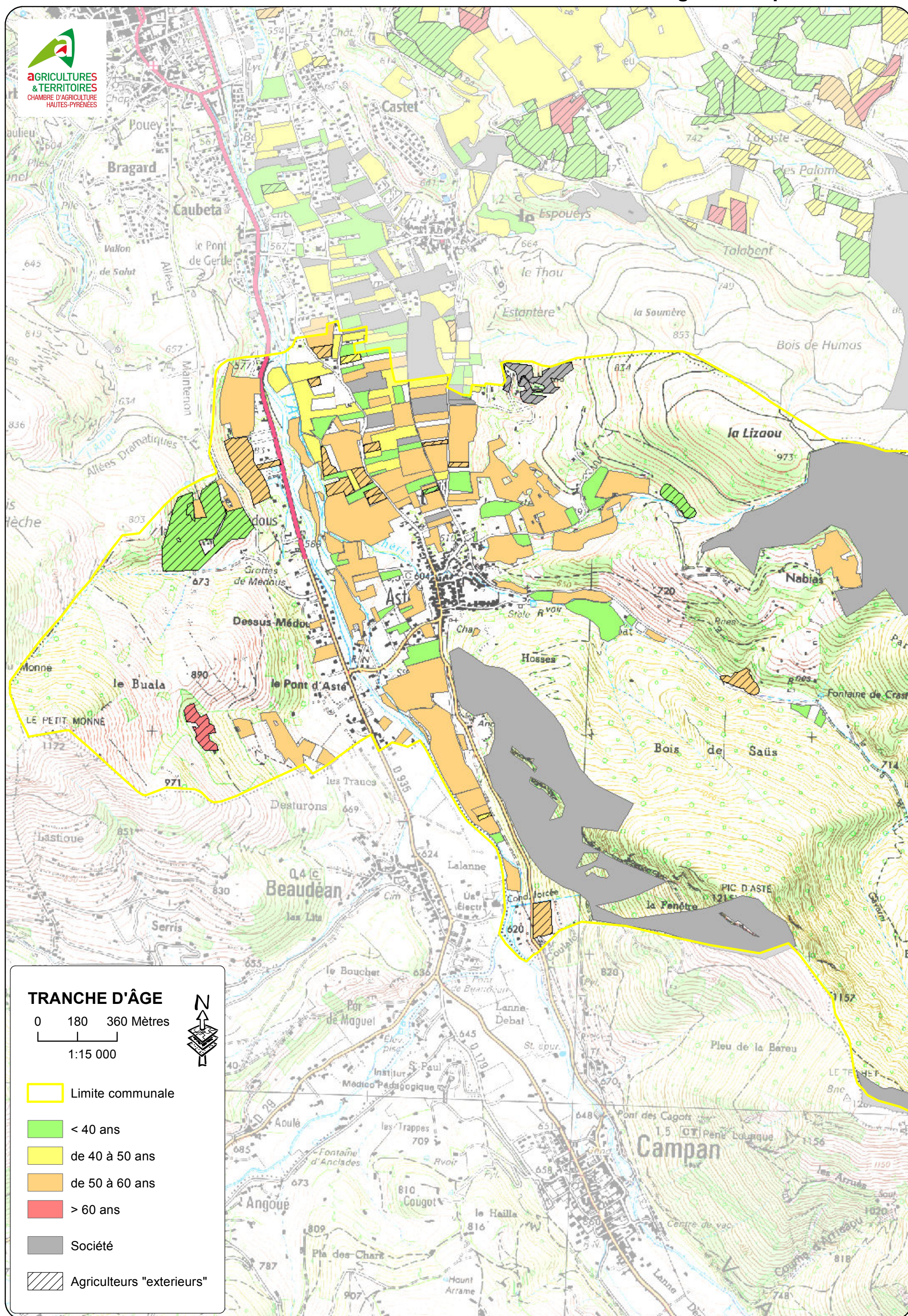
Carte 2bis - Asté : Les exploitations



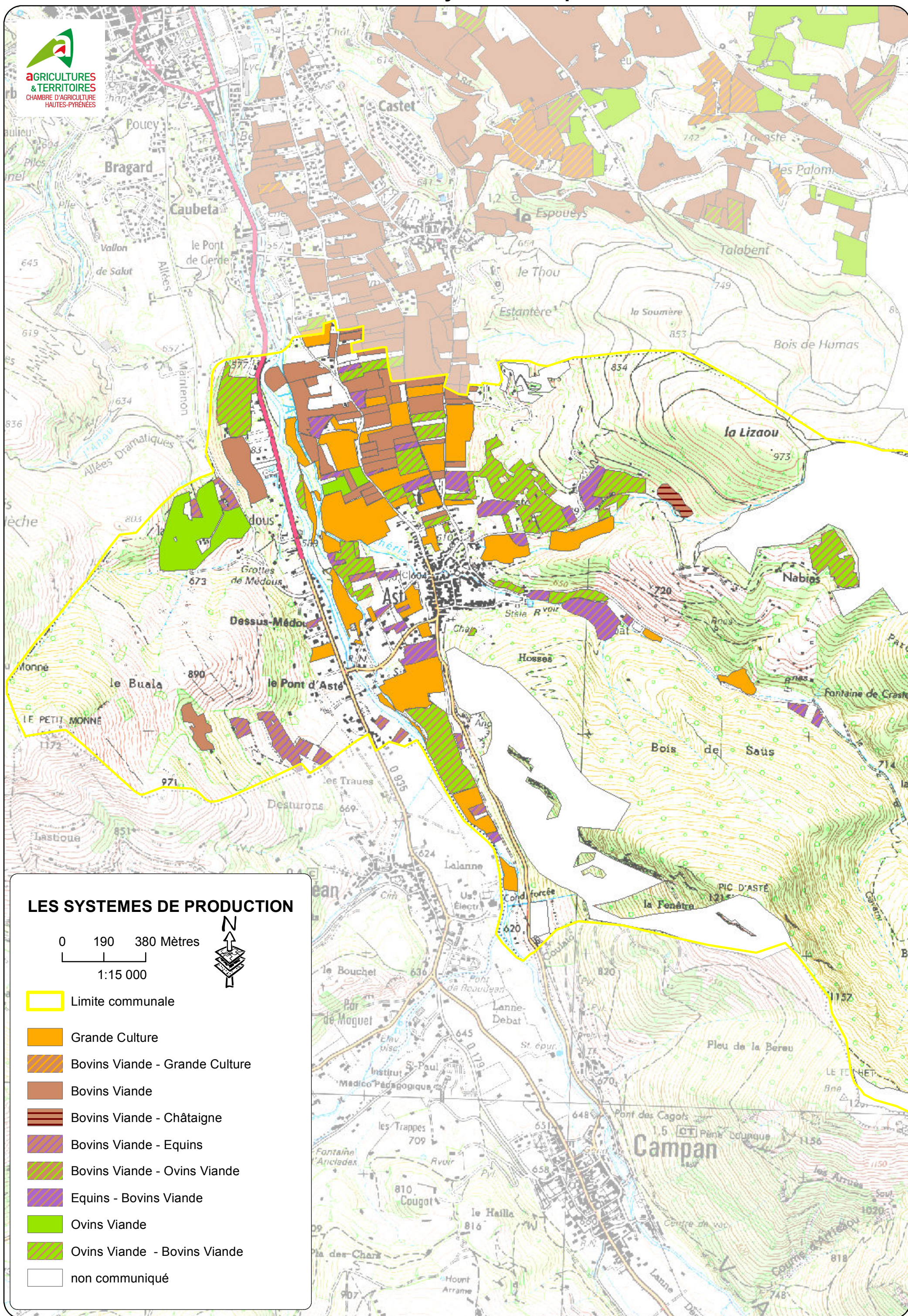
Carte 3 - Asté : Communes de provenance des agriculteurs "extérieurs"



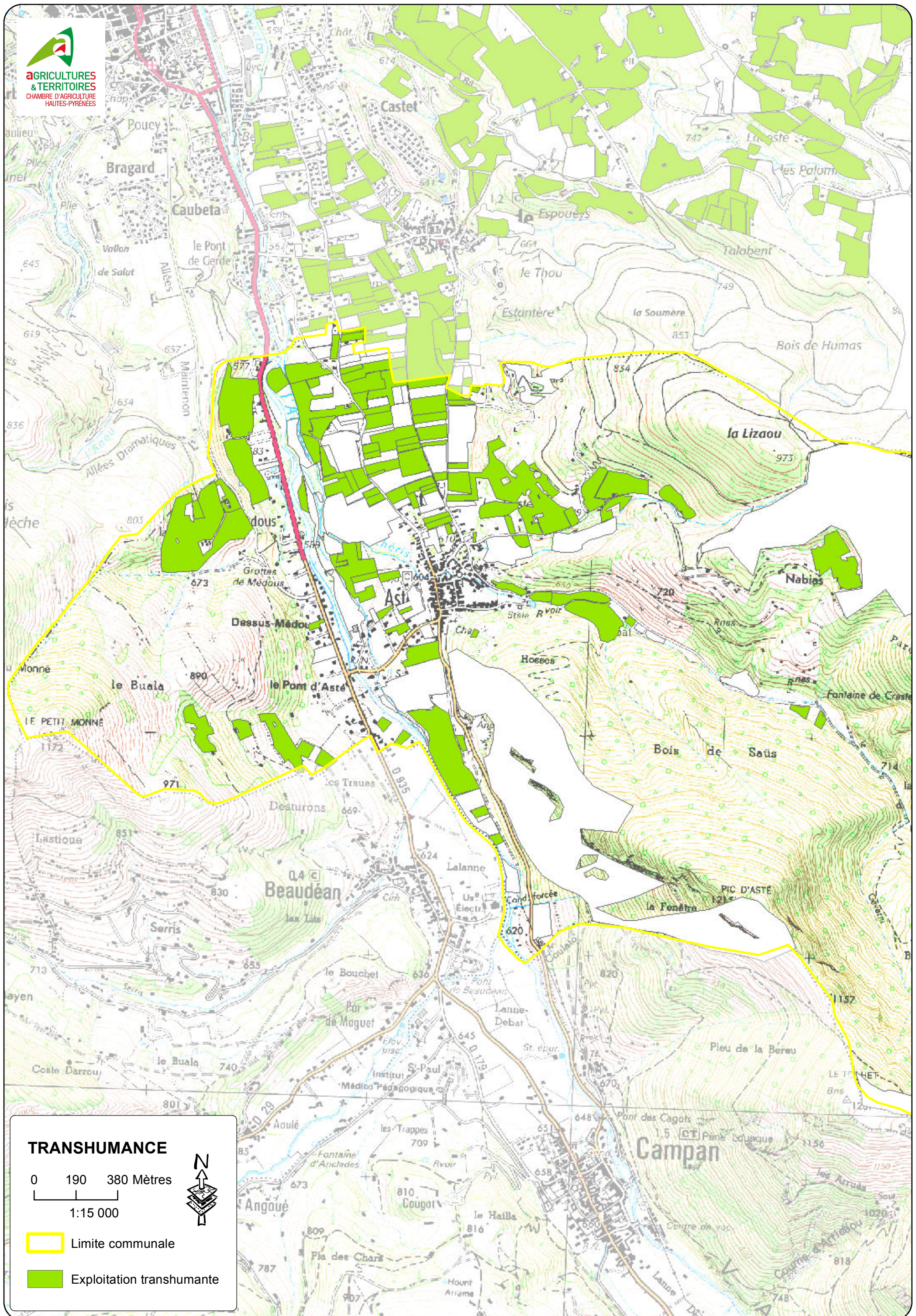
Carte 4 - Asté : Caractérisation des îlots PAC en fonction de l'âge des exploitants



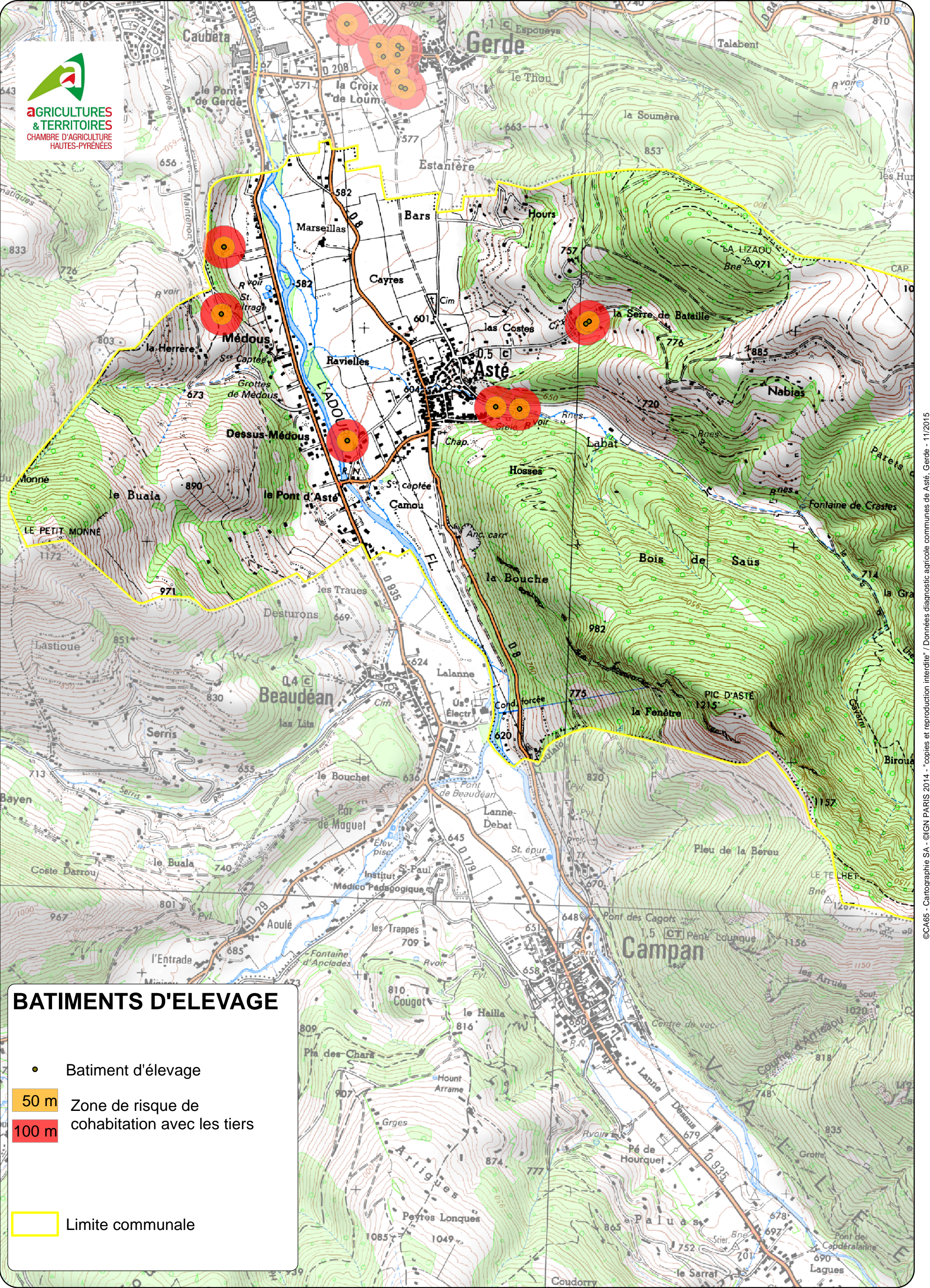
Carte 5 - Asté : Les systèmes de production



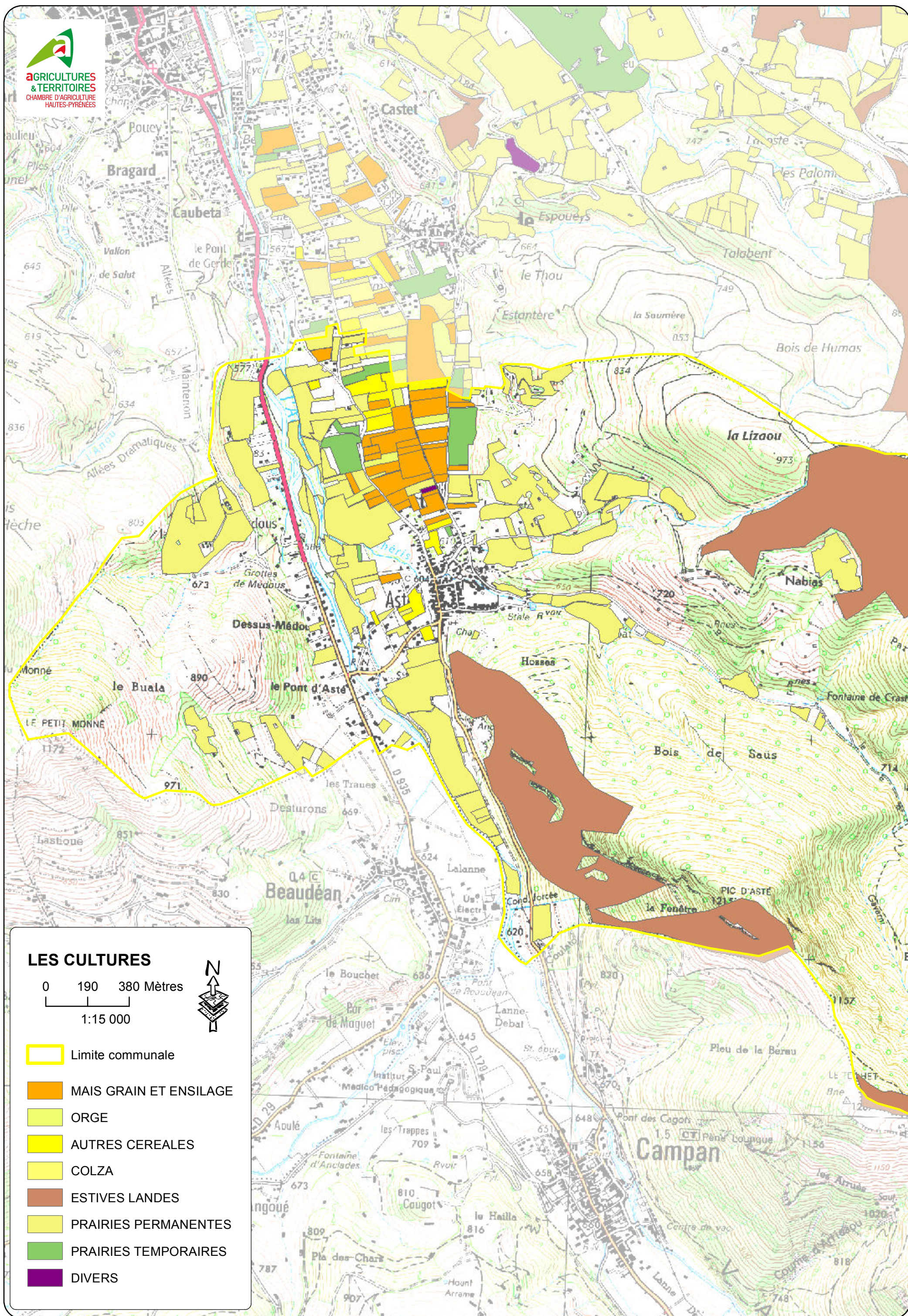
©CA65 - Cartographie SA - ©IGN PARIS 2014 - "copies et reproduction interdite" / Données diagnostic agricole communes de Aste, Gerde - 11/2015



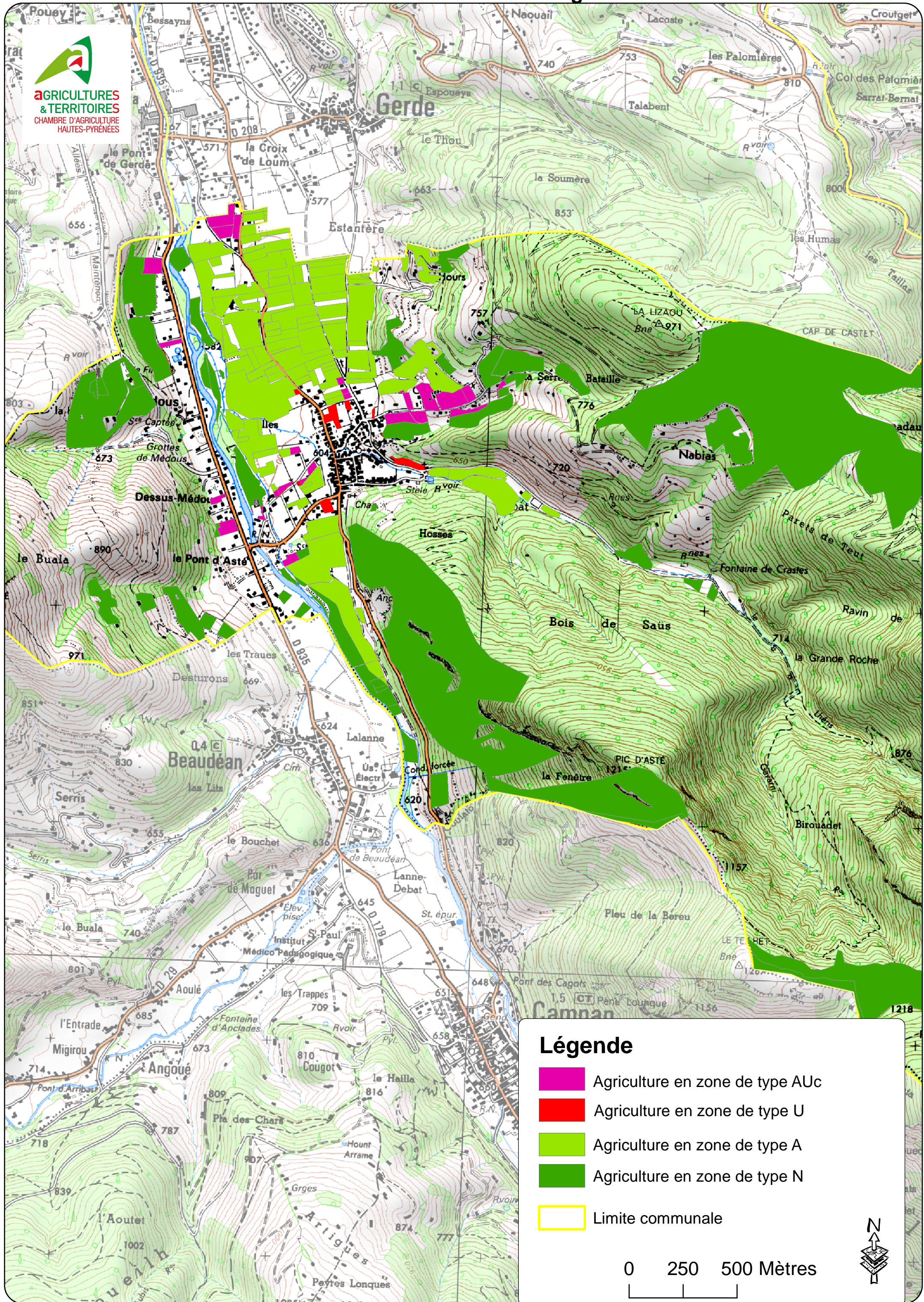
Carte 6 et 7 - Les batiments d'élevage



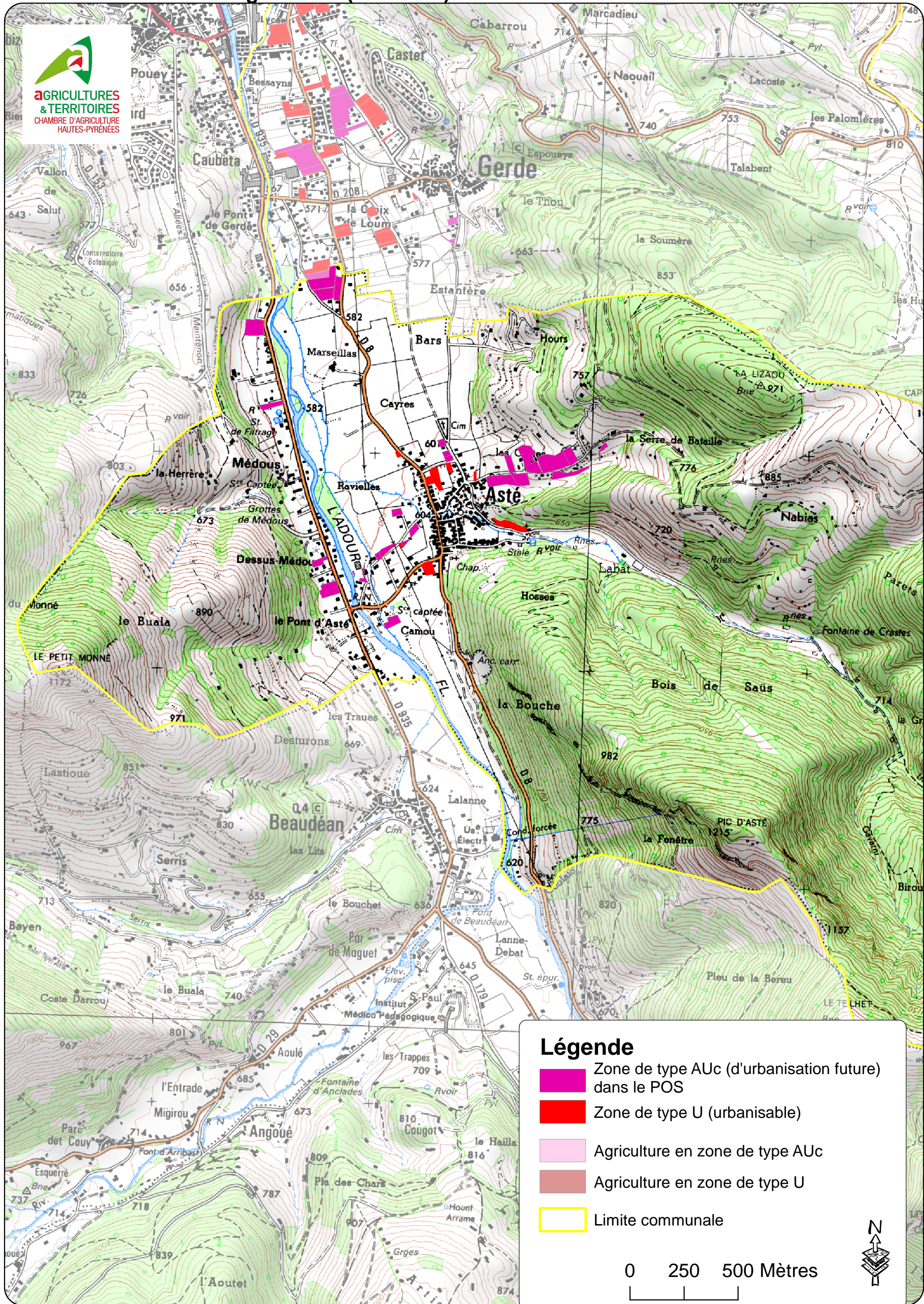
Carte 8 - Asté : Les cultures



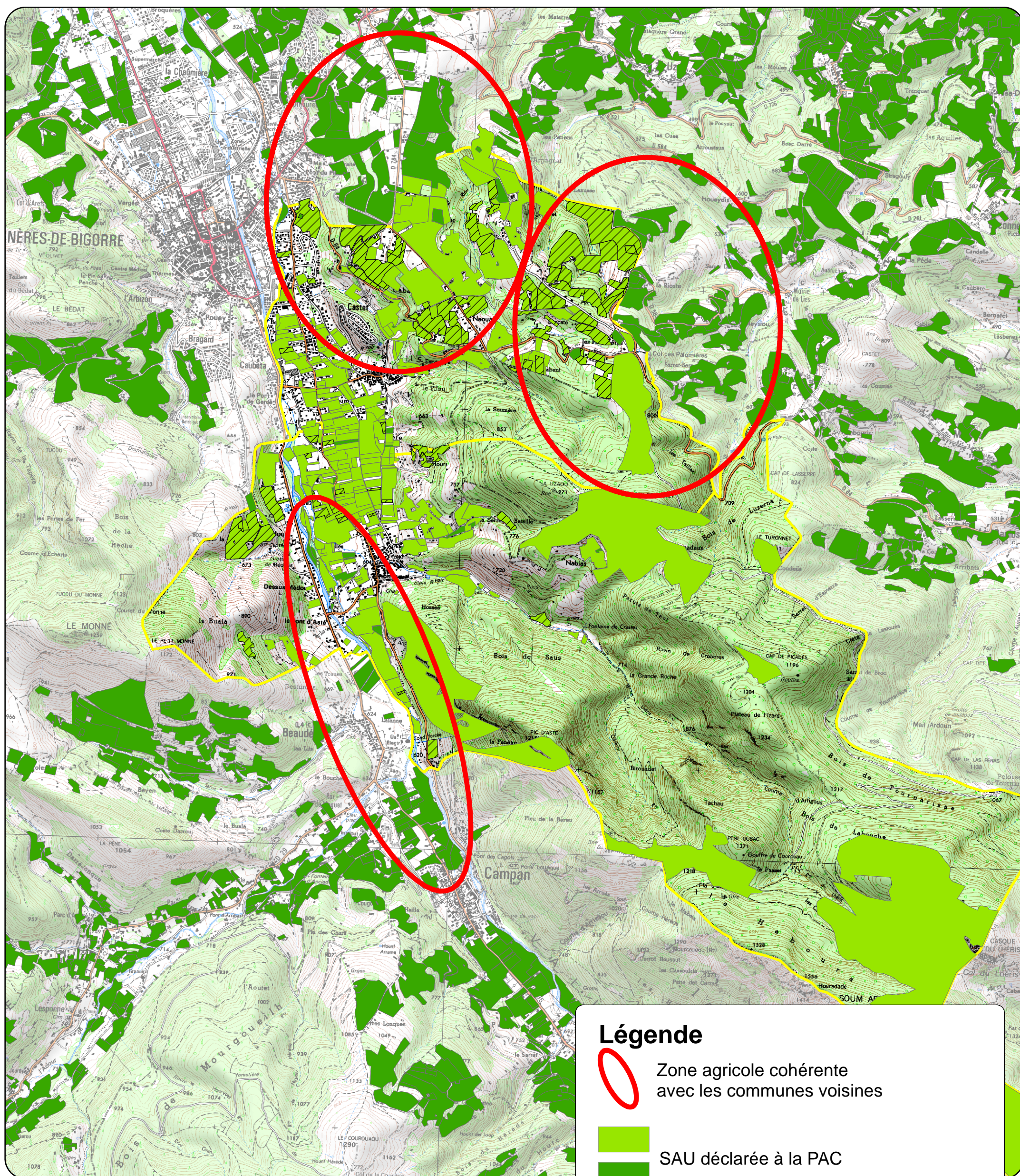
Carte 9 - Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision




Carte 10 - Agriculture (îlots PAC) et zones urbanisables aux POS actuels




Carte 11- Cohérence de l'espace agricole à l'échelle du territoire et supra-territoriale



Légende

 Zone agricole cohérente avec les communes voisines

 SAU déclarée à la PAC

 Agriculteurs "extérieurs"

 Limite communale

0 450 900 Mètres



ETUDE DU CAUE



PETR COEUR DE BIGORRE

COMMUNE D'ASTÉ

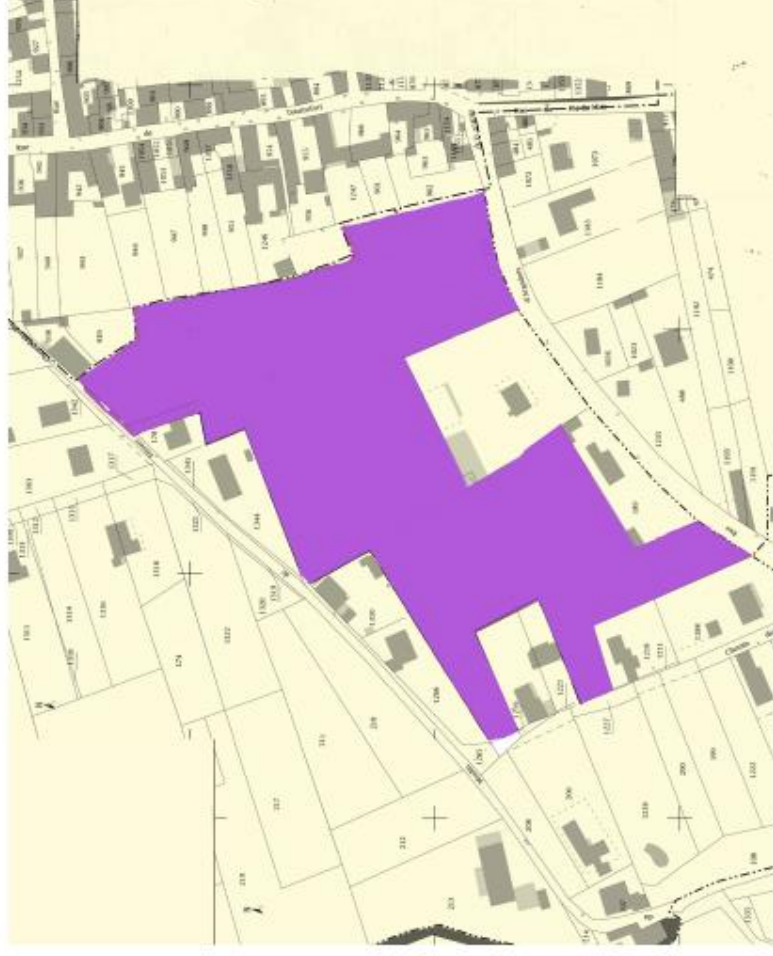
Élaboration du PLU : Propositions de deux OAP
Objectifs : création d'extensions du village





Surface du site : 8410 m²

Objectifs : Densification du bourg par la création de 16 logements individuels
Préservation des jardins en coeur d'îlots
Création d'espace public



Surface du site : 19 600 m²

Objectifs : Densification du bourg par la création de 16 logements individuels
Préservation des jardins en coeur d'îlots
Création d'espace public
Création de cheminement piétonnier

Définir une réflexion globale sur l'identité et l'évolution de la commune.

Chaque commune est unique, elle se définit par son histoire, son identité urbaine et sociologique. Un nouveau projet d'aménagement sur un quartier a des conséquences sur l'ensemble de la commune. L'enjeu de l'extension du village du point de vue architectural et urbain est de prolonger sa structure et sa forme, de créer une organisation et des liens avec l'existant.



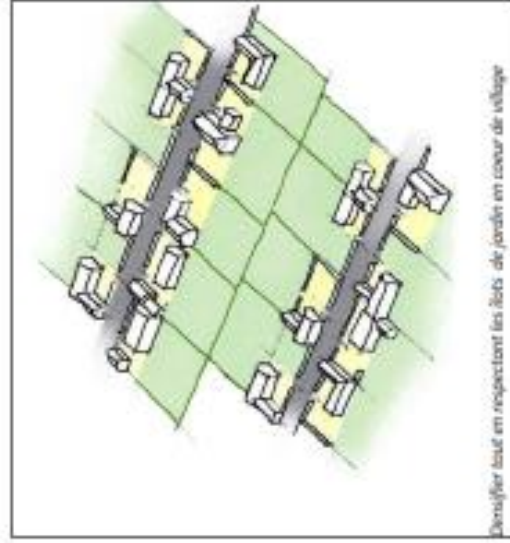
Sens des façades : Est/ Ouest permettant ainsi de déployer les façades principales vers le sud
Ce sens d'implantation est à privilégier.



Sens des façades : Est/ Ouest permettant ainsi de déployer les façades principales vers le sud
Ce sens d'implantation est à privilégier.



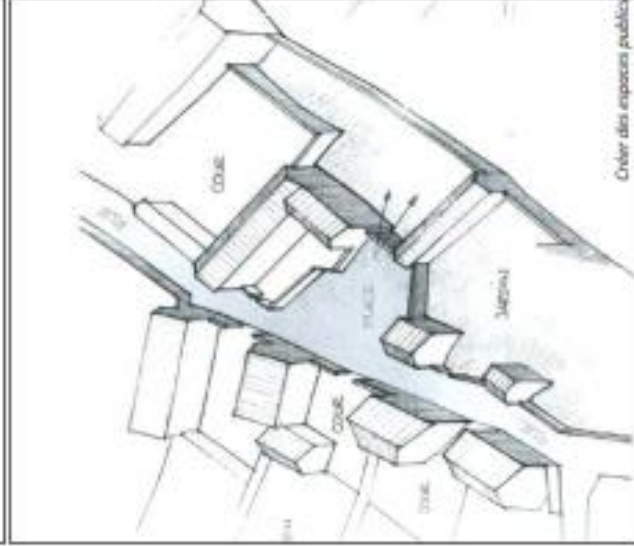
PRINCIPES D'IMPLANTATION POUR UNE EXTENSION URBAINE DE VILLAGE



L'implantation du bâti proche des limites parcellaires permet de dégager des espaces plus importants de jardins. Ainsi, côté jardin, la vie privée est préservée par des volumes bâtis.

Pour que l'évolution d'une commune soit réussie, il est nécessaire que le découpage parcellaire, les implantations des constructions soient en cohérence et en continuité avec la trame urbaine existante.

L'enjeu de l'extension du village du point de vue architectural et urbain est de prolonger sa structure et sa forme, de créer une organisation et des liens avec l'existant.



Les murs de clôture, les haies prolongent et protègent l'habitat tout en formant le front de la rue



Formes proposées :

- Maisons de gabarit R+1 (+ combles) afin de respecter le gabarit du village.
- Création d'un espace public
- Voirie 5 m (4+1) afin de privilégier et sécuriser les déplacements des piétons
- Création de jardins en cœur d'îlot, marque identitaire du village
- Maintien, restauration des murs en galets

Les implantations de bâtis sont figurées à titre indicatif. D'autres solutions sont possibles.

OAP ASTE
Echelle : 1/1000
Proposition 34 logements
CAUE des Hautes-Pyrénées

Variante sur le principe de la prolongation d'une voirie existante afin de relier l'extension urbaine dans la continuité du village.



OAP ASTE
Echelle : 1/1000
Proposition Variante 31 logements
CAUE des Hautes-Pyrénées



FICHE TECHNIQUE 07

Structures poreuses

Les structures poreuses sont des revêtements de sol permettant aux eaux pluviales de s'infiltrer là où elles tombent. Ces techniques réduisent de façon conséquente les quantités d'eau provenant du ruissellement.

EXEMPLE DE STRUCTURE POREUSE



PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT

Comme vous le savez, lors de la réalisation d'un aménagement, la première règle à respecter en matière de gestion des eaux pluviales est la limitation de l'imperméabilisation. Pour cela, il est possible de mettre en œuvre des matériaux poreux et des revêtements non étanches, qui facilitent une infiltration diffuse des eaux

LES AVANTAGES

Une structure poreuse constitue une solution alternative au revêtement traditionnel.

Elle limite l'imperméabilisation des sols et donc le ruissellement par temps de pluie et s'intègre bien à des aménagements simples comme les chemins piétonniers, les parkings, les voiries légers, les pistes cyclables ou encore les entrées de garage

A savoir : l'installation est souvent couplée à des solutions de rétention d'eau (tranchée, fosse, bassin...).

assurée par des joints larges ou par des perforations.

Les joints et dalles poreux en béton. L'infiltration est assurée par la porosité du matériau et par les joints non garnis.

Les dalles et pavés encastrés. L'infiltration se fait à partir de l'herbe qui se développe dans

CONSEIL SUR LA CONCEPTION

Les structures poreuses peuvent être constituées de matériaux modulaires. Elles sont alors essentiellement destinées aux chemins piétonniers. On distingue :



LES SOLS STABILISÉS MÉCANIQUEMENT

→ Usages



Confort satisfaisant pour les piétons et les vélos sauf en cas de pluie.

A proscrire pour les personnes à mobilité réduite en raison du rejet des granulats (même s'il est facile).

A proscrire pour les voies de circulation de véhicules, les zones de stationnement.

→ Caractéristiques

Les caractéristiques et spécifications des sols stabilisés mécaniquement diffèrent selon les types de revêtements (calcaire, chape - arène granitique...).

Toutefois, il existe des généralités. Les sols stabilisés mécaniquement sont :

- **imperméables**
- la plupart du temps **de couleur claire**
- **polyvalents** : à proscrire à proximité d'ouvrages influant les eaux pluviales.

En raison des phénomènes naturels et humains (vent, circulation...) et en l'absence de lard dans le revêtement, les sols stabilisés mécaniquement ont tendance à envahir les espaces linéaires (exemple des projections blanches sur de l'asphalte).

Les revêtements stabilisés mécaniquement ne doivent pas être mis en place sur des terrains aux pentes importantes (au-delà de 5%) → **déconseillés dans au moins deux cas**.



Ils sont fréquemment utilisés pour la réalisation des aires de jeux, des squares, des parcs, des cheminements piétons.

Cheminement piétonnier en revêtement - Calcaire - stabilisé au Prosoilux (ex. Technibat)

→ Estimation du coût



PREX SOIES À TITRE INDICATIF - Variante en fonction de la provenance du produit, de la structure existante, de la surface à traiter, de la période de consultation et de réalisation des travaux.

CLASSE DES MATERIAUX DE REVETEMENT d'UN PETIT ACRELUN URBANISME studio à l'usage public



LES SOLS STABILISÉS MÉCANIQUEMENT

→ Usages



Confort satisfaisant pour les piétons et les vélos sauf en cas de pluie.

A proscrire pour les personnes à mobilité réduite en raison du rejet des granulats (même s'il est facile).

A proscrire pour les voies de circulation de véhicules, les zones de stationnement.

→ Caractéristiques

Les caractéristiques et spécifications des sols stabilisés mécaniquement diffèrent selon les types de revêtements (calcaire, chape - arène granitique...).

Toutefois, il existe des généralités. Les sols stabilisés mécaniquement sont :

- **imperméables**
- la plupart du temps **de couleur claire**
- **polyvalents** : à proscrire à proximité d'ouvrages influant les eaux pluviales.

En raison des phénomènes naturels et humains (vent, circulation...) et en l'absence de lard dans le revêtement, les sols stabilisés mécaniquement ont tendance à envahir les espaces linéaires (exemple des projections blanches sur de l'asphalte).

Les revêtements stabilisés mécaniquement ne doivent pas être mis en place sur des terrains aux pentes importantes (au-delà de 5%) → **déconseillés dans au moins deux cas**.



Ils sont fréquemment utilisés pour la réalisation des aires de jeux, des squares, des parcs, des cheminements piétons.

Cheminement piétonnier en revêtement - Calcaire - stabilisé au Prosoilux (ex. Technibat)

→ Estimation du coût



PREX SOIES À TITRE INDICATIF - Variante en fonction de la provenance du produit, de la structure existante, de la surface à traiter, de la période de consultation et de réalisation des travaux.

CLASSE DES MATERIAUX DE REVETEMENT d'UN PETIT ACRELUN URBANISME studio à l'usage public